

TABLE ANALYTIQUE
DES
TRAVAUX DU SÉNAT

1923

DEUXIÈME PARTIE

TABLE DES MATIÈRES



DEUXIÈME PARTIE

TABLE DES MATIÈRES

ANNÉE 1923

ABANDON DE FAMILLE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à réprimer le délit d'abandon de famille, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [10 juillet] (J.O., p. 1520 ; I. n° 673).

ABER-VRAC'H (Station marémotrice de l'). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la création d'une station marémotrice d'essai à l'Aber-Vrac'h (Finistère) (Voir Table 1923, p. 147). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [11 janvier] (J.O., p. 32). M. Louppe dépose le rapport [21 juin] (J.O., p. 1068 ; I. n° 482). M. Henry Bérenger dépose l'avis de la Commission des finances [21 décembre] (J.O., p. 2035 ; I. n° 884). Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [27 décembre] (J.O., p. 2125). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 12126).

ACCIDENTS CAUSÉS PAR LES VÉHICULES AUTOMOBILES.
— Voir Véhicules automobiles.

ACCIDENTS DU TRAVAIL.

I — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'étendre le régime de la législation sur les accidents du travail aux gens de maison, domestiques et serviteurs de toute sorte (Voir Table 1922, p. 147). M. Duquaire dépose un deuxième rapport sup-

plémentaire [2 mars] (J.O., p. 478; I. n° 141). Ajournement de la discussion [8 mai] (J.O., p. 738). M. Duquaire dépose un troisième rapport supplémentaire [8 mai] (J.O., p. 738; I. n° 356). Article premier précédemment adopté. Articles 2 et 3. Adoption. Vote du passage à une 2° délibération. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [15 mai] (J.O., p. 753). M. Duquaire dépose un quatrième rapport supplémentaire [17 mai] (J.O., p. 761; I. n° 371). 2° délibération. Article premier. Adoption. Article 2 : MM. Jénouvrier, Duquaire, *rapporteur*; Pol-Chevalier, Pérès, Hervey, Louis David, Gourju, Dominique Delahaye, Albert Peyronnet, *Ministre du Travail*, et Mauger. Adoption. Article 3. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Mauger et Albert Peyronnet, *Ministre du Travail*. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [29 mai] (J.O., p. 820). Promulgation (J.O., 3 août, p. 7586).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger le délai de publication des décrets prévus par la loi du 15 décembre 1922, qui a étendu aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail, déposé par M. le Ministre du Travail, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales et, pour avis, à la Commission de l'agriculture [29 juin] (J.O., p. 1365; I. n° 541). M. Mauger dépose le rapport [5 juillet] (J.O., p. 1445; I. n° 588). M. Gaston Carrère dépose l'avis de la Commission de l'agriculture [5 juillet] (J.O., p. 1445; I. n° 591). Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : M. Mauger, *rapporteur*, Gaston Carrère et Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*. Article unique : M. Mauger, *rapporteur*. Adoption de l'article unique du projet de loi [10 juillet] (J.O., p. 1491). Promulgation (J.O., 21 juillet, p. 6934).

ACTES ET ARCHIVES DÉTRUITS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la reconstitution des actes et archives détruits dans les départements par suite des événements de guerre (Voir Table 1922, p. 149). M. Vallier dépose le rapport [8 février] (J.O., p. 286; I. n° 67). Renvoi, pour avis, à la Commission chargée en 1923 de l'examen des projets et propositions de loi relatifs aux départements libérés de l'invasion [16 février] (J.O., p. 320). M. René Gouge dépose l'avis de la Commission chargée de l'examen des projets et propositions de loi relatifs aux départements libérés de l'invasion [29 mars] (J.O., p. 678; I. n° 283). M. Raphaël-Georges-Lévy dépose l'avis de la Commission des finances [17 mai] (J.O., p. 761; I. n° 372). Déclaration de l'urgence. Adoption [29 mai] (J.O., p. 824). Promulgation (J.O., 16 décembre, p. 11710).

ACTES DE NAISSANCE ET DE DÉCÈS (Témoins des). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux témoins des actes de naissance et de décès, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [19 décembre] (J.O., p. 1987; I. n° 863).

ADJOINTS AUX MAIRES DES ARRONDISSEMENTS DE PARIS.

— Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier le nombre des adjoints aux maires des arrondissements de Paris, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [16 février] (J.O., p. 320; I. n° 91). M. Laboulbène dépose le rapport (8 mars) (J.O., p. 503; I. n° 148). Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble de la proposition de loi [20 mars] (J.O., p. 617). Promulgation (J.O., 27 juin, p. 6014).

ADMINISTRATEURS DES COMMUNES. — Voir Décorations, 7.

ADMINISTRATIONS FINANCIÈRES D'ALSACE ET DE LORRAINE.

— Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 31 décembre 1921 relatif au rattachement aux directions générales du Ministère des Finances de diverses administrations financières d'Alsace et de Lorraine, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [17 janvier] (J.O., p. 56; I. n° 17). M. Henri Roy dépose le rapport [6 juillet] (J.O., p. 1480; I. n° 622). Déclaration de l'urgence. Adoption [15 novembre] (J.O., p. 1655). Promulgation (J.O., 13 décembre, p. 11574).

ADOPTION. — Voir Code civil, 1.

AFFICHAGE DE DISCOURS. — Demande d'affichage de la communication de M. Raymond Poincaré, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, relative à l'occupation du bassin de la Ruhr. Adoption [11 janvier] (J.O., p. 32).

AFGHANISTAN (Création d'une légation de la République en). — Voir Crédits, 2.

AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 13 juillet 1914 autorisant le gouvernement général de l'Afrique

équatoriale française à contracter un emprunt de 171 millions de francs pour construction de chemins de fer et travaux d'aménagements et installations, déposé par M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [29 mars] (J.O., p. 679; I. n° 285).

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE (Allocations). — Voir Colonies, 3.

AGEN (Hôpital-Hospice d'). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'hôpital-hospice d'Agen à contracter un emprunt de 500.000 francs (Voir Table 1922, p. 150). M. Daraignez dépose le rapport [13 mars] (J.O., p. 539; I. n° 163). Adoption [20 mars] (J.O., p. 620). Promulgation (J.O., 17 avril, p. 3818).

AGENTS DES CHEMINS DE FER (Retraites des).

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'étendre les dispositions de la loi du 22 juillet 1922, relatives aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, aux agents de nationalité étrangère employés sur les lignes de chemins de fer et de tramways visés par ladite loi, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de l'Intérieur, et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [29 mars] (J.O., p. 679; I. n° 289). M. Mollard dépose le rapport [12 juin] (J.O., p. 867; I. n° 440). Déclaration de l'urgence. Article premier. Adoption. Article 2 : MM. Mollard, *rapporteur*. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [5 juillet] (J.O., p. 1450). Promulgation (J.O., 28 août, p. 8438).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, étendant au personnel des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine le régime des retraites des agents des autres grands réseaux de chemins de fer français, déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre des Finances et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [5 juillet] (J.O., p. 1443; I. n° 567). M. Fernand Rabier dépose et lit le rapport. Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [11 juillet] (J.O., p. 1581; I. n° 697). M. Henri Roy dépose l'avis de la Commission des finances [13 décembre] (J.O., p. 1863; I. n° 823). Déclaration de l'urgence. Article premier. Adoption. Article 2 : M. Fernand Rabier, *rapporteur*. Adoption. Articles 3 à 13. Adoption. Adoption de l'en-

semble du projet de loi [20 décembre] (J.O., p. 1998). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1924, p. 12).

AIX (Ville d'). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Aix (Bouches-du-Rhône) à percevoir une taxe de vidanges sur les constructions riveraines de voies pourvues d'égouts, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [17 janvier] (J.O., p. 56 ; I. n° 19). M. Schrameck dépose le rapport [20 mars] (J.O., p. 605 ; I. n° 195). Adoption [29 mars] (J.O., p. 666). Promulgation (J.O., 11 avril, p. 3610).

AIX-LES-BAINS (Savoie). — Voir Taxes de remplacement, 7.

ALCOOL INDUSTRIEL. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, instituant le monopole de l'alcool industriel (Voir Table 1922, p. 150). M. Maurice Sarraut dépose un deuxième rapport supplémentaire [12 décembre] (J.O., p. 1825 ; I. n° 808).

ALGER (Tribunal d'). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création de deux emplois de commis greffiers près le tribunal de première instance d'Alger, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle et, pour avis, à la Commission des finances [23 juin] (J.O., p. 1143 ; I. n° 496).

ALGÉRIE

I. — RÉGIME LÉGAL.

II. — RÉGIME FINANCIER.

III. — QUESTIONS DIVERSES.

I — RÉGIME LÉGAL

1 — Dépôt du rapport sur l'application de la mise en surveillance des indigènes (année 1922) [5 janvier] (J. O., p. 219).

2 — Dépôt du rapport sur les infractions spéciales à l'indigénat commises en Algérie (année 1922) [13 novembre] (J.O., p. 1633).

II — RÉGIME FINANCIER

1 — Dépôt par M. Cuttoli d'une proposition de loi relative à la réforme de la méthode de travail et de délibération des Délégations

financières algériennes. Renvoi à la Commission, nommée le 12 juin 1923, chargée de l'examen des projets et propositions de lois relatives à l'Algérie [10 juillet] (J.O., p. 1520 ; I. n° 679).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1924, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [18 décembre] (J. O., p. 1861 ; I. n° 853). M. Guillier dépose le rapport n° 870 [20 décembre] (J.O., p. 1993 ; I. n° 870). Adoption [26 décembre] (J. O., p. 2080). Promulgation (J. O., 28 décembre, p. 12070).

III — QUESTIONS DIVERSES

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création d'une deuxième Chambre au tribunal de première instance de Blidah et d'un siège de juge suppléant au tribunal de première instance de Mascara (Voir Table 1961, p. 169). M. Grand dépose le rapport [23 mai] (J.O., p. 797 ; I. n° 396). M. Guillier dépose l'avis de la Commission des finances [28 juin] (J. O., p. 1328 ; I. n° 523). Déclaration de l'urgence. Adoption [6 juillet] (J.O., p. 1479).

ALIMENTATION PUBLIQUE DANS LES DÉPARTEMENTS DES BOUCHES-DU-RHÔNE, DU VAR ET DE VAUCLUSE AU MOYEN DES EAUX DU VERDON. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au développement des irrigations et à l'amélioration de l'alimentation publique dans les départements des Bouches-du-Rhône, du Var et de Vaucluse, au moyen des eaux du Verdon (Voir Table 1922, p. 153). M. Léon Perrier dépose l'avis de la Commission des finances [26 mars] (J.O., p. 654 ; I. n° 247). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption [29 mars] (J.O., p. 700). Promulgation (J.O., 6 avril, p. 3458).

ALLAITEMENT (Allocations d'). — Proposition de loi de M. François Saint-Maur et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet de modifier l'article premier de la loi du 24 octobre 1919 sur les allocations d'allaitement (Voir Table 1922, p. 153). M. Dron dépose le rapport [14 juin] (J.O., p. 891 ; I. n° 452). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [23 juin] (J.O., p. 1143).

ALLOCATION D'ASCENDANTS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder à la femme « séparée de corps » le bénéfice de l'allocation d'ascendants prévue en faveur de

la femme, veuve, divorcée ou non mariée, dont le fils est mort pour la France, par le deuxième alinéa de l'article 30 de la loi du 31 mars 1919 (Voir Table 1922, p. 153). M. le Colonel Stuhl dépose le rapport [26 mars] (J. O., p. 657; I. n° 260). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [29 mars] (J.O., p. 703). Promulgation (J.O., 14 avril, p. 3730).

ALLOCUTIONS

1 — Prononcée par M. Gustave Denis, président d'âge, en prenant place au fauteuil [9 janvier] (J.O., p. 2).

2 — Prononcée par M. Gaston Doumergue, Président du Sénat, en prenant place au fauteuil [23 février] (J.O., p. 367).

AMBASSADE DE LA RÉPUBLIQUE A WASHINGTON. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation de vente et d'achat de terrains pour l'ambassade de la République à Washington, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [19 juin] (J.O., p. 937; I. n° 465). M. Lucien Hubert dépose et lit le rapport (I. n° 524). Lecture des conclusions de la Commission. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Article premier. Adoption. Article 2 : MM. le Général Taufflieb et Lucien Hubert, *rapporteur*. Adoption. Article 3. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 juin] (J.O., p. 1328). Promulgation (J.O., 10 juillet, p. 6598).

AMÉNAGEMENT, EMBELLISSEMENT ET EXTENSION DES COMMUNES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger le délai imparti aux communes par le paragraphe 2 de l'article premier de la loi du 14 mars 1919, pour établir un projet d'aménagement, d'embellissement et d'extension, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale [16 mars] (J.O., p. 581; I. n° 188). M. Andrieu dépose le rapport [29 juin] (J.O., p. 1365; I. n° 543). Communication d'un décret désignant un commissaire de Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 novembre] (J.O., p. 1718). Promulgation (J.O., 5 décembre, p. 11326).

AMMONIAQUE SYNTHÉTIQUE. — Voir Conventions, 2.

AMNISTIE.

1 — Proposition de loi de MM. Jean Philip et Héry, tendant à proroger le délai d'application visé à l'article 20 de la loi du 29 avril 1921, relatif à l'amnistie. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [22 mars] (J.O., p. 640; I. n° 221). M. Guillaume Poulle dépose et lit le rapport (I. n° 278). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [29 mars] (J.O., p. 665). Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 6894).

2 — Proposition de loi tendant à l'amnistie des marins de la Mer Noire, déposée par M. Louis Martin (Voir Table 1921, p. 171). M. Guillaume Poulle dépose et lit le rapport (I. n° 525). Lecture des conclusions de la Commission. Urgence déclarée. Discussion immédiate prononcée. Discussion générale : MM. Louis Martin et Louis Soulié. Adoption de l'article unique de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [28 juin] (J.O., p. 1329).

ANIMAUX (Maladies contagieuses des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 26 décembre 1921, abrogeant la phrase 2 de l'article 5 de la loi locale d'Alsace et Lorraine du 5 août 1912, concernant les maladies contagieuses des animaux (Voir Table 1922, p. 154). M. Guesnier dépose le rapport [29 mars] (J.O., p. 664; I. n° 275). M. Gegauff dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [5 juillet] (J.O., p. 146; I. n° 604). Déclaration de l'urgence. Adoption [15 novembre] (J.O., p. 1654). Promulgation (J.O., 13 décembre, p. 11575).

ANIMAUX NUISIBLES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 27 août 1922, relatif à la destruction des animaux nuisibles dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de l'agriculture [21 juin] (J.O., p. 1068; I. n° 481).

ANNÉE FINANCIÈRE. — Proposition de loi de M. Victor Peytral, tendant à modifier le point de départ de l'année financière pour le budget de l'Etat. Renvoi à la Commission des finances [8 mai] (J.O., p. 730; I. n° 355).

ANNUITÉS DUES A LA FRANCE PAR LE GOUVERNEMENT CHINOIS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de l'accord relatif au reliquat de l'indemnité de Chine

intervenue à Pékin, les 9 et 27 juillet 1922 entre la France et la Chine (Voir Table 1922, p. 155). Suite de la discussion générale : MM. Jules Delahaye, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Jénouvrier, René Héry et Reynald, *rapporteur*. Renvoi de la suite de la discussion au vendredi 12 janvier : MM. de Selves et Raymond Poincaré, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères* [10 janvier] (J.O., p. 10). Suite de la discussion générale : MM. Jeanneney, Reynald, *rapporteur*; Raymond Poincaré, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*; Hugues Le Roux, Noulens, *rapporteur de la Commission des Affaires étrangères*; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Adoption, au scrutin, du passage à la discussion de l'article unique. Article unique : MM. Victor Bérard et Busson-Bil-lault. Adoption [12 janvier] (J.O., p. 35). Promulgation (J.O., 9 février, p. 1406).

ANTHRAQUINONE. — Voir Douanes, 10.

ANTOINE (Liquidation de la gestion théâtrale de M.). — Voir Crédits, 30.

APPEL INCIDENT. — Proposition de loi de M. Louis Martin tendant à admettre l'appel incident en matière répressive. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [8 mai] (J.O., p. 738; I. n° 361).

ARBITRAGE COMMERCIAL. — Proposition de loi de M. Clémentel sur l'arbitrage commercial dans les rapports internationaux. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle et, pour avis, à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [13 mars] (J.O., p. 557; I. n° 168).

ARC (Crue de l'). — Voir Crédits provisoires, 3.

ARLES (Bouches-du-Rhône). — Voir Communes et cantons, 6.

ARMÉE

I. — RECRUTEMENT.

II. — QUESTIONS DIVERSES.

I — RECRUTEMENT

I — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur le recrutement de l'armée (Voir Table 1922, p. 156). M. René Renoult dépose

l'avis de la Commission des finances [5 février] (J.O., p. 219; I. n° 51). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : M. le Général Bourgeois, *rapporteur* [15 février] (J.O., p. 306). Suite de la discussion générale : MM. Jean Cazelles, Albert Lebrun, *Président de la Commission de l'armée*, et de Lamarzelle [20 février] (J.O., p. 346). Suite de la discussion générale : MM. René Renoult, *rapporteur de la Commission des finances*, et le Général Taufflieb [23 février] (J.O., p. 369). Suite de la discussion générale : MM. le Général Hirschauer, Paul Doumer et François-Saint-Maur [27 février] (J.O., p. 386). Suite de la discussion générale : MM. Lucien Hubert et René Héry [1^{er} mars] (J.O., p. 455). Suite de la discussion générale : MM. le Colonel Stuhl, Maginot, *Ministre de la Guerre*; Fourment et Provost-Dumarchais. Déclaration de l'urgence. Vote du passage à la discussion des articles [2 mars] (J.O., p. 463). Discussion des articles : Article premier : M. Gourju. Amendement de M. Gasser. Adoption. Adoption de l'article premier. Article 2 : Amendement de M. Raphaël-Georges Lévy : MM. Raphaël-Georges Lévy, le Général Bourgeois, *rapporteur*; Maginot, *Ministre de la Guerre*; Dominique Delahaye. Rejet. Amendement de M. le Général Taufflieb : MM. le Général Taufflieb, Alfred Brard, de Jouvenel, Gaston Menier, Paul Doumer, le Général Bourgeois, *rapporteur*; Pierre Codet et Busson-Bilault. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption des six premiers alinéas de l'article [6 mars] (J.O., p. 483). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Suite de la discussion des articles : Suite de la discussion de l'article 2. Adoption du 7^e alinéa. Amendement de M. Louis Soulié (disposition additionnelle) : MM. Louis Soulié, le Général Bourgeois, *rapporteur*; Maginot, *Ministre de la Guerre*; Paul Doumer, François Saint-Maur, Mauger et Jénouvrier. Retrait de l'amendement. Sur le 8^e alinéa : MM. Mauger, le Général Bourgeois, *rapporteur*; Hervey et le Ministre de la Guerre. Nouvelle rédaction de la Commission au 8^e alinéa. Adoption. Amendement de MM. Mauger et le Colonel Stuhl au 8^e alinéa (soumis à la prise en considération) : MM. Mauger, le Ministre de la Guerre et Albert Lebrun, *Président de la Commission de l'armée*. Rejet de l'amendement. Amendement de M. Bouveri et plusieurs de ses collègues : MM. Bouveri, le Ministre de la Guerre et Mauger. Rejet. Amendement de M. Louis Soulié (soumis à la prise en considération) : MM. Louis Soulié et le Général Bourgeois, *rapporteur*. Rejet. Amendement de MM. Carrère et Faure non soutenu. Adoption des deux derniers alinéas de l'article 2. Adoption de l'ensemble de l'article 2. Amendement (disposition additionnelle) de M. J.-L. Breton non soutenu. Article 3 : Adoption du premier alinéa. Amendement de M. Honnorat

au 2^e alinéa : MM. André Honnorat, Jénouvrier, le Général Bourgeois, *rapporteur*, et Paul Doumer. Amendement de M. Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye. Retrait. Demande de renvoi à la Commission : MM. Dominique Delahaye, Hervey et le Général Bourgeois, *rapporteur*, et Jénouvrier. Amendement de M. Eugène Penancier : MM. Eugène Penancier et le Ministre de la Guerre. Adoption des premiers mots du 2^e alinéa (nouvelle rédaction) et de la fin de l'alinéa (texte de l'amendement modifié de M. Honnorat). Adoption du 3^e alinéa. Adoption de l'ensemble de l'article 3. Articles 4, 5 et 6. Adoption. Article 7 : Adoption du premier alinéa. Amendement de MM. Bouveri, Fourment et Mauger : MM. Bouveri, le Général Bourgeois, *rapporteur*, et Mauger. Rejet. Amendement de M. Mauger et plusieurs de ses collègues : MM. Mauger, le Général Bourgeois, *rapporteur*, et Albert Lebrun, *Président de la Commission*. Retrait. Adoption du 2^e alinéa. Amendement de M. Louis Pasquet et plusieurs de ses collègues et amendement de M. Roustan et plusieurs de ses collègues : MM. Louis Pasquet, Mauger et le Général Bourgeois, *rapporteur*. Adoption (devenant le 3^e alinéa). Adoption du 4^e alinéa. 2^e amendement de M. Louis Pasquet et plusieurs de ses collègues. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 7. Article 8. Adoption. Article 9 : Amendement de M. Paul Pelisse. Amendement de M. Penancier : M. le Général Bourgeois, *rapporteur*. Adoption de l'article 9 modifié. Article 10. Adoption des sept premiers alinéas. Amendement de M. Paul Pelisse : MM. Paul Pelisse et le Général Bourgeois, *rapporteur*. Adoption. Adoption des deux derniers alinéas. Vote sur l'ensemble de l'article 10 réservé [8 mars] (J.O., p. 503). Suite de la discussion des articles : Article 11 : Amendement de MM. Montenot, Machet et Roland : MM. Montenot, Maginot, *Ministre de la Guerre*, et Machet. Retrait. Adoption de l'article 11. Article 12 : Adoption des deux premiers alinéas. Amendement de M. André Honnorat au 3^e alinéa : M. le Général Bourgeois, *rapporteur*. Adoption de l'amendement et du 3^e alinéa modifié. Adoption de l'article 12. Article 13 : M. Jénouvrier. Adoption. Articles 14, 15 et 16. Adoption. Article 17 : M. Fernand Merlin. Amendement de MM. Roche et Masclanis : MM. Roche, le médecin inspecteur général Toubert, *commissaire du Gouvernement*; Jénouvrier, le Ministre de la Guerre et le Général Bourgeois, *rapporteur*. Rejet de l'amendement. Amendement de M. Pelisse : M. Paul Pelisse. Demande de renvoi à la Commission des finances. Rejet. Adoption des premiers mots du premier alinéa de l'article 17. Sur l'amendement de M. Pelisse : MM. Pelisse, le Général Bourgeois, *rapporteur*; Dominique Delahaye et Bouveri. Adoption de l'amendement. Amendement de M. Fernand Merlin : M. Fernand Merlin. Retrait. Sur

le premier alinéa : MM. Mauger, Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales* ; Coignet et le médecin inspecteur général Toubert, *commissaire du Gouvernement*. Adoption de la fin du premier alinéa. Adoption du 2° alinéa. Amendement (disposition additionnelle au 2° alinéa) de M. Jouis : MM. Jouis et le Général Bourgeois, *rapporteur*. Adoption. Adoption des trois derniers alinéas. Adoption de l'ensemble de l'article 17. Adoption de l'ensemble de l'article 10 précédemment réservé. Article 18 : Adoption des quatre premiers alinéas. Amendement de M. Gourju : M. Gourju. Retrait. Adoption des 5° et 6° alinéas. Amendement de M. Pelisse au 7° alinéa : M. Paul Pelisse. Retrait. Amendement de M. le Colonel Stuhl au même alinéa : M. le Général Bourgeois, *rapporteur*. Adoption. Adoption du 7° alinéa, modifié et des derniers alinéas de l'article. Adoption de l'ensemble de l'article 18. Article 19 : Amendement de M. Paul Pelisse au 4° alinéa. Retrait. Adoption de l'article 19 [9 mars] (J.O., p. 520). Suite de la discussion des articles : Articles 20 et 21. Adoption. Article 22 : Adoption du premier alinéa. Amendement de M. le Colonel Stuhl au 2° alinéa : MM. Albert Lebrun, *Président de la Commission*. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 22. Article 23 : Amendement de M. Montenot et plusieurs de ses collègues : MM. Montenot et Albert Lebrun, *Président de la Commission*. Retrait de la première partie de l'amendement. Adoption du premier alinéa de l'article (texte de la Commission) et de l'amendement au 2° alinéa. Adoption du 3° alinéa. Amendement de M. le Colonel Stuhl au 4° alinéa : M. Albert Lebrun, *Président de la Commission*. Adoption. Adoption des derniers alinéas et de l'ensemble de l'article 23. Article 24 : Amendement de M. le Comte d'Alsace : M. Albert Lebrun, *Président de la Commission*. Adoption. Adoption du premier alinéa modifié. Adoption des 2°, 3°, 4° et 5° alinéas. Sur le 6° alinéa : MM. Jénouvrier et Albert Lebrun, *Président de la Commission*. Adoption. Adoption des alinéas suivants (du 7° au 16°). Amendement de MM. Bouveri et Fourment au 17° alinéa : MM. Bouveri et Albert Lebrun, *Président de la Commission*. Adoption de l'amendement modifié. Amendement de M. Penancier au 18° alinéa : M. Penancier. Adoption. Adoption des derniers alinéas et de l'ensemble de l'article 24. Articles 25 à 29. Adoption. Article 30 : Amendement de M. Pelisse non maintenu. Adoption de l'article 30. Article 31 : Amendement de M. le Général Hirschauer : MM. le Général Hirschauer, Albert Lebrun, *Président de la Commission* ; Machet, Mauger. Adoption. Adoption de l'article 31. Article 32. Adoption. Article 33 : Amendement de M. le Comte d'Alsace au premier alinéa : M. Albert Lebrun, *Président de la Commission*. Adoption. Adoption de l'article 33. Article 34. Amendement de M. René Besnard et plusieurs de ses collègues :

MM. Louis Dausset, Jénouvrier, Maginot, *Ministre de la Guerre* et Albert Lebrun, *Président de la Commission*. Rejet. Adoption des sept premiers alinéas. Amendement de M. le Colonel Stuhl au 8^e alinéa. Adoption. Adoption du 8^e alinéa modifié et de la fin de l'article. Adoption de l'ensemble de l'article 34. Article 35. Adoption. Article 36 : Adoption du premier alinéa. Amendement de M. le Général Hirschauer au 2^e alinéa. Adoption. Amendement de MM. Paul Pelisse et Penancier : MM. Albert Lebrun, *Président de la Commission*, et Penancier. Retrait. Adoption du 2^e alinéa modifié. Amendement de MM. Pelisse et Penancier au 3^e alinéa : M. Albert Lebrun, *Président de la Commission*. Retrait. Adoption des derniers alinéas et de l'ensemble de l'article 36. Article 37 : Nouvelle rédaction de la Commission : M. Albert Lebrun, *Président de la Commission*. Adoption. Article 38. Adoption. Article 39 : Amendement de M. Pelisse : MM. Paul Pelisse et Albert Lebrun, *Président de la Commission*. Adoption. Adoption de l'article 39 modifié. Articles 40, 41, 42, 43 et 44. Adoption. Article 45 : M. Chagnaud. Amendement de M. Foulhy et plusieurs de ses collègues : MM. Foulhy et Albert Lebrun, *Président de la Commission*. Renvoi à la Commission de l'amendement et de l'article 45. Article 46. Adoption. Article 47 : Amendement de M. Mauger : MM. Mauger, Maginot, *Ministre de la Guerre*; Jénouvrier, Roche et Hervey. Rejet. Amendement de M. Jénouvrier. Adoption. Adoption de l'article 47 modifié [13 mars] (J.O., p. 540). Suite de la discussion des articles : Article 48. Adoption. Article 49 : Adoption du premier alinéa. Amendement de M. Paul Pelisse au 2^e alinéa : M. Albert Lebrun, *Président de la Commission*. Adoption. Adoption du 2^e alinéa. Amendement de M. André Honnorat, au 3^e alinéa, non soutenu. Adoption du 3^e alinéa et des derniers alinéa de l'article. Adoption de l'ensemble de l'article 49. Article 50. Adoption. Article 51 : MM. Jénouvrier, Albert Lebrun, *Président de la Commission*, et le Général Hirschauer. Adoption. Article 52 : Adoption du premier alinéa. Amendement de MM. Carrère, Laboulbène et Pierre Marraud, au 2^e alinéa : MM. Pierre Marraud, le Général Buat, chef d'état-major, *commissaire du Gouvernement* et Gaston Carrère. Adoption. Adoption du 2^e alinéa modifié, Adoption des 3^e, 4^e et 5^e alinéas. Amendement de M. Pierre Marraud (disposition additionnelle soumise à la prise en considération) : MM. Pierre Marraud et le Ministre de la Guerre. Adoption. Sur l'article : MM. Paul Doumer, Jénouvrier, Servain, Pol-Chevalier et le Ministre de la Guerre. Amendement (disposition additionnelle) de M. Jénouvrier : MM. Jénouvrier et Albert Lebrun, *Président de la Commission*. Vote de la prise en considération et renvoi à la Commission : Articles 53, 54, 55, 56, 57 et 58. Adoption. Article 59 : Amendement de M. Pelisse au premier alinéa :

MM. le Général Bourgeois, *rapporteur*; Mauger, le Ministre de la Guerre, Fernand Merlin, Jénouvrier, Bouveri et Mauger. Retrait. Adoption de l'article 59. Article 60 : Adoption des cinq premiers alinéas. Amendement de M. Pelisse au 6^e alinéa : M. le Général Bourgeois, *rapporteur*. Adoption. Adoption du 6^e alinéa modifié et du 7^e alinéa. Amendement de M. le Général Hirschauer : M. le Général Bourgeois. Amendement non appuyé. Adoption de l'ensemble de l'article 60. Articles 61 et 62. Adoption. Article 63 : Adoption du premier alinéa. Amendement de MM. Honnorat et Albert Lebrun, *Président de la Commission*. Adoption de l'amendement modifié. Adoption du 2^e alinéa modifié et de l'ensemble de l'article 63. Article 64, 65, 66 et 67. Adoption. Article 68 : MM. Paul Doumer et le Ministre de la Guerre. Adoption. Article 69 : Amendement de MM. le Colonel Stuhl, le Général Hirschauer : MM. le Colonel Stuhl, le Général Hirschauer et Brager de la Ville-Moysan. Adoption (devenant l'article 69). Articles 70, 71 et 72. Adoption. Article 73 : Adoption du premier alinéa. Amendement de M. le Général Hirschauer au 2^e alinéa : M. le Général Hirschauer. Adoption. Adoption du 2^e alinéa modifié et du 3^e alinéa. Adoption de l'ensemble de l'article 73. Article 74 : Amendement de MM. Faure, de Jouvenel et Labrousse : M. Albert Lebrun, *Président de la Commission*. Renvoi de la discussion de l'article 102. Adoption de l'article 74. Articles 75, 76, 77, 78 et 79. Adoption. Article 80 : Amendement de MM. Hervey, et le Ministre de la Guerre. Amendement et articles réservés. Articles 81, 82, 83 et 84. Adoption. Article 85 : Amendement de M. de Lamarzelle : MM. de Lamarzelle, le Comte de Blois et le Général Bourgeois, *rapporteur*. Retrait. Adoption de l'article 85. Article 86. Adoption. Article 87 : Amendement de M. Guillaume Poulle : MM. Guillaume Poulle et Albert Lebrun, *Président de la Commission*. Adoption (devenant l'article 87). Articles 88, 89, 90, 91, 92 et 93. Adoption. Article 94 : MM. Guillaume Poulle et le Général Bourgeois, *rapporteur*. Adoption. Articles 95, 96 et 97. Adoption [15 mars] (J. O., p. 561). Suite de la discussion des articles : Article 98 : Adoption des trois premiers alinéas. Amendement de M. André Honnorat au 4^e alinéa : M. André Honnorat. Retrait. Adoption des 4^e et 5^e alinéas. Nouvelle rédaction du 6^e alinéa. Amendement de M. Japy, au 6^e alinéa. Adoption. Adoption du 6^e alinéa et du 7^e alinéa. Adoption de l'ensemble de l'article 98. Articles 99, 100 et 101. Adoption. Article 102 : Amendement de M. le Général Hirschauer premier alinéa : M. Albert Lebrun, *Président de la Commission*. Adoption (devenant le premier alinéa). Adoption des 2^e, 3^e et 4^e alinéas. Amendement de M. Morand au 5^e alinéa : MM. Morand, le Général Rageneau, *premier sous-chef d'état-major, commissaire du Gouvernement*; Albert Lebrun, *Président*

de la Commission ; Maginot, *Ministre de la Guerre* ; le Général Bourgeois, *rapporteur de la Commission*. Adoption. Adoption du 5^e alinéa modifié et des derniers alinéas. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Faure, de Jouvenel et Labrousse : MM. Faure et le Général Bourgeois, *rapporteur*. Rejet. Adoption de l'ensemble de l'article 102. Article 103 : Adoption des quatre premiers alinéas. Amendement de M. Chapsal et plusieurs de ses collègues : MM. Chapsal et le Général Bourgeois, *rapporteur*. Adoption (devenant le 5^e alinéa). Amendement de MM. Henri Merlin, Penancier et Machet au dernier alinéa : MM. Merlin, Maginot, *Ministre de la Guerre* ; et Dominique Delahaye. Rejet. Amendement de MM. Bouveri et Fourment : MM. Bouveri, Dominique Delahaye, le Général Bourgeois, *rapporteur* ; et Maginot, *Ministre de la Guerre*. Disjonction et renvoi à la Commission de l'armée. Amendement de M. Mauger et plusieurs de ses collègues : MM. Mauger et le Général Bourgeois, *rapporteur*. Disjonction et renvoi à la Commission de l'armée. Amendement de M. de Jouvenel, non soutenu. Adoption de l'ensemble de l'article 103. Article 104 : Amendement de M. le Général Hirschauer. Adoption. Adoption de l'article 104 modifié. Discussion des articles précédemment réservés. Article 45 (nouvelle rédaction) : M. Albert Lebrun, *Président de la Commission*. Amendement de M. Foulhy et plusieurs de ses collègues : MM. Foulhy, Jénouvrier, Maginot, *Ministre de la Guerre* ; Brager de la Ville-Moysan, Louis Michel, le Général Hirschauer, Mazurier, Albert Lebrun, *Président de la Commission*. Retrait de l'amendement. Amendement de M. Milan (soumis à la prise en considération) : M. Milan. Adoption. Adoption du premier alinéa modifié. Observations de MM. Hervey, Milan et Maginot, *Ministre de la Guerre*. Adoption du 2^e alinéa. Amendement (disposition additionnelle) de M. Machet et plusieurs de ses collègues au 2^e alinéa : M. Machet. Retrait. Adoption du 3^e alinéa. Amendement de M. Faure et plusieurs de ses collègues au 4^e alinéa : M. Faure. Retrait. Adoption du 4^e alinéa. Amendement de MM. Delpierre, Roland, Noël et Michel (disposition additionnelle) : MM. Delpierre et Albert Lebrun, *Président de la Commission*. Rejet. Adoption du 5^e alinéa. Amendement (disposition additionnelle) de M. Chagnaud et plusieurs de ses collègues : M. Chagnaud. Retrait. Amendement de MM. Louis Soulié et Roustan : MM. Louis Soulié et Maginot, *Ministre de la Guerre*. Retrait. Sur l'article : MM. Jénouvrier, Gaston Carrère et Albert Lebrun, *Président de la Commission*. Adoption de l'ensemble de l'article 45. Article 52 : Amendement (disposition additionnelle) de M. Jénouvrier : MM. le Général Bourgeois, *rapporteur* ; Jénouvrier, Drivet, Paul Doumer, Monsservin, Henry Bérenger et Dominique Delahaye. Disjonction.

Adoption de l'article 52. Article 80 : Amendement de M. Hervey au premier alinéa. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 80. Sur l'ensemble : MM. René Besnard et Henry Cosnier. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [16 mars] (J.O., p. 582). Promulgation (J.O., 5 avril p. 3410).

2 — Dépôt du compte rendu des opérations de recrutement de l'armée pendant l'année 1922 [30 juin] (J.O., p. 1386).

II — QUESTIONS DIVERSES

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modification par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, ayant pour objet de réserver des emplois aux anciens militaires pensionnés pour infirmités de guerre, ainsi qu'aux veuves et aux orphelins de guerre (Voir Table 1922, p. 157), déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de la Guerre et des Pensions, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Régions libérées, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre du Travail, M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de l'Instruction publique, M. le Ministre de l'Agriculture, M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de l'armée [10 janvier] (J.O., p. 24; I. n° 8). M. Jean Cazelles dépose le rapport [10 janvier] (J.O., p. 24; I. n° 11). Urgence précédemment déclarée. Adoption des seize articles. Sur l'ensemble : MM. Schrameck et Jean Cazelles, rapporteur. Adoption de l'ensemble du projet de loi [23 janvier] (J.O., p. 100). Promulgation (J.O., 7 février, p. 1318).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la transformation des troupes auxiliaires marocaines en corps régulier (Voir Table 1922, p. 158). M. René Renoult dépose l'avis de la Commission des finances [23 janvier] (J.O., p. 121; I. n° 26). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des dix articles et de l'ensemble du projet de loi [1^{er} février] (J.O., p. 196). Promulgation (J.O., 15 février, p. 1558).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la cession à la ville de Rocroi des bâtiments militaires et terrains des fortifications de cette ville (Voir Table 1922, p. 158). M. le Général Hirschauer dépose le rapport [10 janvier] (J.O., p. 24;

I. n° 9). M. René Renoult dépose l'avis de la Commission des finances [23 janvier] (J.O., p. 124; I. n° 28). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi. Promulgation (J.O., 9 février, p. 1408).

4 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la titularisation des médecins aides-majors de complément à titre temporaire, non pourvus de leur diplôme à la date du 24 octobre 1922, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'armée [9 février] (J.O., p. 301; I. n° 75). M. Pellisse dépose le rapport [22 mars] (J.O., p. 626; I. n° 220). Déclaration de l'urgence. Adoption [29 mars] (J.O., p. 714). Promulgation (J.O., 10 avril, p. 3578).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux mesures de réparations accordées aux officiers de tous grades et fonctionnaires militaires de grades correspondants, mis pendant la guerre au cadre de réserve par anticipation, ou à la retraite d'office, pour raisons autres que des raisons de discipline ou de santé, déposé par M. le Ministre de la Guerre et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances [12 juillet] (J.O., p. 1607; I. n° 709). M. Gentil dépose le rapport [7 décembre] (J.O., p. 1757; I. n° 790). M. René Renoult dépose l'avis de la Commission des finances [19 décembre] (J.O., p. 1987; I. n° 859). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption successive des six articles. Sur l'ensemble : MM. Albert Lebrun, *Président de la Commission de l'armée*, et Maginot, *Ministre de la Guerre*. Adoption de l'ensemble du projet de loi [26 décembre] (J.O., p. 2079). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 12203).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, destiné à compléter la loi du 12 mai 1921, relative à une nouvelle prise de rang des sous-lieutenants provenant des sous-officiers reçus ou considérés comme reçus, à la suite des concours de 1914, aux écoles de sous-officiers, élèves officiers et des élèves des écoles nationales vétérinaires, déposé par M. le Ministre de la Guerre et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'armée [13 novembre] (J.O., p. 1633; I. n° 728). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [27 novembre] (J.O., p. 1717). M. Lebert dépose le rapport [19 décembre] (J.O., p. 1988; I. n° 761). M. René Renoult dépose l'avis de la Commission des finances [21 décembre] (J.O., p. 2030; I. n° 881). Communication

d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [26 décembre] (J.O., p. 2086). Promulgation (J. O., 30 décembre, p. 12204).

ARMEMENTS NAVALS. — Voir Conventions, 13.

ARMÉNIENS RÉFUGIÉS A MARSEILLE (Secours aux). — Voir Crédits, 23.

ARRÉRAGE DES PENSIONS. — Proposition de loi de M. Louis Pasquet ayant pour objet de modifier la loi du 5 septembre 1919 sur le mode de payement des arrérages des pensions inscrites au Grand-Livre de la Dette viagère. Renvoi à la Commission des finances [6 juillet] (J.O., p. 1480; I. n° 619).

ARTS DÉCORATIFS. — Voir Exposition internationale des arts décoratifs.

ASSISTANCE AUX VIEILLARDS, AUX INFIRMES ET AUX INCURABLES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 21 de la loi du 14 juillet 1905 (Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables) et l'article 5 de la loi du 14 juillet 1913 (Assistance aux familles nombreuses), transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de prévoyance sociales [30 juin] (J.O., p. 1385; I. n° 555). M. Mauger dépose et lit le rapport. Demande d'ajournement : MM. Guillier, Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales* [26 décembre] (J.O., p. 2087; I. n° 899). Déclaration de l'urgence. Adoption [27 décembre] (J.O., p. 2126). Promulgation (J.O., 6 mars 1924, p. 2258).

ASSURANCE-ACCIDENTS. — Voir Taux maxima.

ASSURANCES-NUPTIALITÉ ET ASSURANCES-NATALITÉ. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 25 février 1922 rendant applicable, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, la loi du 26 mai 1921 relative à la surveillance et au contrôle des entreprises d'assurances-nuptialité et d'assurances-natalité (Voir Table 1922, p. 160). M. Dudouyt dépose le rapport [20 mars] (J.O., p. 506; I. n° 206). M. Reynald dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine

[10 juillet] (J.O., p. 1490; I. n° 647). Déclaration de l'urgence. Adoption [15 novembre] (J.O., p. 1655). Promulgation (J.O., 13 décembre, p. 11575).

ASSURANCE PROFESSIONNELLE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 29 mars 1922, portant adaptation de la loi du 20 décembre 1911 sur l'assurance professionnelle des employés et du Code d'assurances sociales du 19 juillet 1911, en ce qui concerne l'assurance des invalides et des survivants, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [29 juin] (J.O., p. 1365; I. n° 548).

ASSURANCES (Régime fiscal des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au régime fiscal des assurances contractées auprès d'assureurs étrangers, déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre du Travail et M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission des finances [29 novembre] (J.O., p. 1737; I. n° 761).

AUTOMOBILES. — Voir Véhicules automobiles. Voir aussi Permis de conduire.

AVANCES AU GOUVERNEMENT POLONAIS. — Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation d'avances, jusqu'à concurrence de 400 millions de francs, au Gouvernement polonais, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [28 février] (J.O., p. 401; I. n° 130). Renvoi, pour avis, à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [14 juin] (J.O., p. 891). M. Henry Bérenger dépose le rapport [7 décembre] (J.O., p. 1774; I. n° 799). M. Reynald dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [10 décembre] (J.O., p. 1821; I. n° 805). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. d'Estournelles de Constant. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [17 décembre] (J.O., p. 1938). Promulgation (J.O., 13 janvier 1924, p. 386).

AVANCES AU GOUVERNEMENT ROUMAIN. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation d'avances,

jusqu'à concurrence de 100 millions de francs, au Gouvernement roumain, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [14 juin] (J.O., p. 89; I. n° 454).

AVANCES AU GOUVERNEMENT DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation d'avances, jusqu'à concurrence de 300 millions de francs, au Gouvernement du royaume de Serbes, Croates et Slovènes, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [20 novembre] (J.O., p. 1675; I. n° 740). M. Henry Bérenger dépose le rapport [7 décembre] (J.O., p. 1774; I. n° 798). Renvoi, pour avis, à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [12 décembre] (J.O., p. 1859). M. Reynald dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [12 décembre] (J.O., p. 1860; I. n° 814). Déclaration de l'urgence. Adoption [17 décembre] (J.O., p. 1940). Promulgation (J.O., 13 janvier 1924, p. 386).

AVORTEMENT. — Voir Code pénal, 2.

BANQUE DE FRANCE. — Voir Convention avec la Banque de France.

BANQUE INDUSTRIELLE DE CHINE. — Voir Annuités dues à la France par le Gouvernement chinois.

BANQUES COOPÉRATIVES DES SOCIÉTÉS OUVRIÈRES DE PRODUCTION. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à étendre aux banques coopératives des sociétés ouvrières de production les exemptions fiscales dont bénéficient les sociétés de crédit au petit commerce et à la petite industrie, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [27 décembre] (J.O., p. 2132; I. n° 915). M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport (I. n° 916). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 décembre] (J.O., p. 2138). Promulgation (J.O., 5 janvier 1924, p. 178).

BATEAUX EX-ALLEMANDS (Payement au Brésil de l'affrètement des). — Voir Crédits, 4.

BANQUES DE LA MARTINIQUE, DE LA GUADELOUPE, DE LA GUYANE ET DE LA RÉUNION. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, suspendant l'application des dispositions de l'article 4, paragraphe 7, de la loi du 21 mars 1919 portant renouvellement du privilège des banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion et modifiant l'article 4, paragraphe 1^{er} de ladite loi, transmis par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats et, pour avis, à la Commission des finances [15 mai] (J.O., p. 750; I. n° 364).

BAUX D'IMMEUBLES APPARTENANT A L'ÉTAT. — Voir immeubles appartenant à l'Etat.

BAUX A LOYER.

I — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de réprimer la hausse illicite des prix des baux à loyer, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [29 mars] (J.O., p. 664; I. n° 273). M. Morand dépose le rapport [5 juillet] (J.O., p. 1445; I. n° 595). Ajournement de la discussion [15 novembre] (J.O., p. 1660). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Morand, *rapporteur*; Coignet, le Général Hirschauer, Chênebenoit, Brager de La Ville-Moysan, Dominique Delahaye, François-Saint-Maur, Boivin-Champeaux, *Président de la Commission*; Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*; Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales*; Penancier et Gaston Japy. Discussion des articles : Article premier : Amendement de M. Gerbe : MM. Gerbe, Fleys, *directeur des affaires civiles et du sceau, commissaire du Gouvernement*; Louis Serre, Mauger, Morand, *rapporteur*; Hervey et Damecour. Scrutin. Pointage. Adoption [20 novembre] (J.O., p. 1676). Suite de la discussion des articles : Article 2 : Amendement de M. André Lebert : MM. Morand, *rapporteur*; André Lebert et Guillaume Poulle. Adoption. Adoption de l'article 2. Article 3 (nouvelle rédaction) : Amendement de M. Gourju : MM. Gourju, Morand, *rapporteur*, et Colrat, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Retrait. Amendement de M. Coignet : M. Coignet. Retrait. Amendement de M. Brager de La Ville-Moysan : M. Brager de La Ville-Moysan. Retrait. Amendement de M. Hervey : M. Hervey. Retrait. Amendement

de M. Gaston Japy (soumis à la prise en considération) : M. Gaston Japy. Rejet. 2^e amendement de M. Brager de La Ville-Moysan (soumis à la prise en considération) : MM. Brager de La Ville-Moysan et Morand, *rapporteur*. Rejet. Sur l'article : MM. Penancier, Morand, *rapporteur* : Mauger, Louis Serre et Gerbe. Nouvelle rédaction : MM. Bouveri et Morand, *rapporteur*. Amendement de MM. Mauger, Pasquet et Serre ; MM. Mauger et Morand, *rapporteur*. Rejet. Adoption, au scrutin, de l'article 3. Article 4 supprimé. Article 5. MM. Henri Merlin, Louis Serre, Mauger, Morand, *rapporteur* ; Dominique Delahaye et Colrat, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption, au scrutin, de l'article. Article 6. Adoption. Article 7 : Amendement de MM. Penancier et Henri Merlin : M. Morand, *rapporteur*. Adoption (devenant le 1^{er} alinéa de l'article). Amendement de M. François-Saint-Maur (soumis à la prise en considération) : MM. François-Saint-Maur et Morand, *rapporteur*. Rejet. Amendement de MM. Penancier et Henri Merlin : MM. Morand, *rapporteur*, et Penancier. Adoption (devenant le 2^e alinéa de l'article). Adoption du dernier alinéa de l'article. Sur l'article : MM. Octave Lauraine, Boivin-Champeaux, *Président de la Commission*, et Mauger. Adoption de l'ensemble de l'article 7. Article 8 : Adoption. Article 9 : MM. Guillaume Poulle et Morand, *rapporteur*. Adoption de l'article 9 modifié. Article 10 : Amendement de MM. Penancier et Henri Merlin : MM. Boivin-Champeaux, *Président de la Commission*, Penancier, Colrat, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; Henri Merlin et Eccard. Adoption. Amendement de M. Henri Merlin : M. Henri Merlin. Adoption. Adoption de l'article 10 modifié. Article 11 (nouvelle rédaction) : M. Boivin-Champeaux, *Président de la Commission*. Amendement de M. Mauger (soumis à la prise en considération) : MM. Mauger et Boivin-Champeaux, *Président de la Commission*. Rejet. Adoption de l'article 11. Amendement de M. Brager de La Ville-Moysan : MM. Brager de La Ville-Moysan, Colrat, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; André Lebert, Mauger, Morand, *rapporteur*, et Coignet. Retrait. Article 12 : MM. Charpentier et Morand, *rapporteur*. Adoption. Article 13. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [22 novembre] (J.O., p. 1697). || Proposition de loi précédemment adoptée par le Sénat et modifiée à nouveau par la Chambre des Députés, ayant pour but de limiter la hausse des prix des baux à loyer, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [17 décembre] (J.O., p. 1938 ; I. n° 836). M. Morand dépose le rapport [18 décembre] (J.O., p. 1952 ; I. n° 845). Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Morand, *rapporteur* ; André Lebert, Henri

Merlin, Dominique Delahaye, Chênebenoit, Boivin-Champeaux, *Président de la Commission de législation civile et criminelle*; Monsservin, Maurice Colrat, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; et Gaston Menier. Vote du passage à la discussion des articles [22 décembre] (1^{re} séance) (J.O., p. 2043). Discussion des articles : Article premier : Contre-projet de M. Mauger : MM. Mauger, Boivin-Champeaux, *Président de la Commission de législation civile et criminelle*; Maurice Colrat, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Coignet, Eugène Penancier et Chênebenoit. Rejet. Amendement de MM. Gerbe, Mauger et Louis Martin au premier alinéa de l'article premier : MM. Gerbe, Maurice Colrat, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Morand, *rapporteur*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Amendement de MM. Chalamet, Henri Merlin et Penancier : MM. Henri Merlin et Morand, *rapporteur*. Retrait. Sur l'article : M. Mauger. Adoption du premier alinéa. Amendement de M. Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye. Rejet. Sur la nouvelle rédaction du deuxième alinéa : MM. Eugène Penancier et Morand, *rapporteur*. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2 : MM. Gourju, Boivin-Champeaux, *Président de la Commission*; Guillaume Poulle, Morand, *rapporteur*; Gerbe, Fleys, *directeur des affaires civiles, commissaire du Gouvernement*; Coignet, Honnorat, Hervey, Eugène Penancier et Brangier. Rejet. Amendement de M. Mauger. Retrait. Article 3 : Adoption. Article 4 : Amendement de MM. Coignet et le Général Bourgeois : MM. Coignet, Morand, *rapporteur*. Rejet. Sur l'article : MM. Brangier, Morand, *rapporteur*; Eugène Penancier, Fleys, *commissaire du Gouvernement*; Dominique Delahaye, François-Saint-Maur, Coignet. Adoption de l'article 4. Article 5 : Amendement de M. Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye. Rejet. Adoption de l'article 5. Article 6 : MM. Chênebenoit, Mauger, Morand, *rapporteur*; François-Saint-Maur, Monsservin et Coignet. Adoption de l'article 6 modifié. Article 7 : Amendement de M. Mauger : MM. Mauger, Henri Merlin, Morand, *rapporteur*; Eugène Penancier, Fleys, *commissaire du Gouvernement*; Dominique Delahaye, de Selves et Reynald. Rejet de l'amendement par l'adoption du texte modifié de l'article 7. Article 8 : Amendement de M. François-Saint-Maur : M. François-Saint-Maur. Adoption. Sur l'article : MM. Mauger, Gerbe, Morand, *rapporteur*; Eugène Penancier. Adoption de l'article 8 modifié. Article 9 : Adoption des deux premiers alinéas : Amendement de M. Monsservin : MM. Monsservin, Morand, *rapporteur*; Henri Merlin, François-Saint-Maur, Boivin-Champeaux, *Président de la Commission*. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 9 modifié. Article 10 : Amendement de MM. Mauger et Penancier : M. Eugène Penancier. Adoption. Amendement de MM. Henri Merlin et Penancier.

Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 10. Article 11 : Adoption. Article 12 nouveau : Adoption. Article 13 : Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [22 décembre] (2^e séance) (J.O., p. 2052). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 12190).

2 — Proposition de loi de M. le Lieutenant-Colonel Plichon et de plusieurs de ses collègues tendant à modifier les lois des 9 mars 1918 et 25 octobre 1919, relatives aux baux à loyer. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [14 juin] (J.O., p. 879; I. n^o 448).

BAUX A LOYER (Usage commercial ou industriel). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, modifiée par le Sénat, adoptée avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés, réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles à usage commercial ou industriel, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [14 juin] (J.O., p. 879; I. n^o 447). Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [20 juin] (J.O., p. 1021).

BELFORT (Ville de). — Voir Taxes de remplacement, 5.

BEURRE ET MARGARINE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification des articles 2 et 3 de la loi du 16 avril 1897 (modifiée par la loi du 25 juin 1907), concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine. (Voir Table 1922, p. 164). M. Richard dépose l'avis de la Commission de législation civile et criminelle [13 décembre] (J.O., p. 1863; I. n^o 822).

BEY DE TUNIS (Réception de S. A. le). — Voir Crédits, 22.

BIENS MEUBLES (Dommages causés aux). — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 6 septembre 1921, portant introduction, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, de la loi du 23 juillet 1921, relative au mode de paiement des indemnités prévues par la loi du 17 avril 1919, pour la réparation des dommages causés aux biens meubles (Voir Table 1922, p. 165). M. René Gouge dépose le rapport [7 juin] (J.O., p. 848; I. n^o 428). Déclaration de l'urgence. Adoption [5 juillet] (J.O., p. 1449). Promulgation (J.O., 28 juillet, p. 7363).

BIENS MOBILIERS ET IMMOBILIERS. — Voir Dommages de guerre, 6.

BILLARDS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 26 septembre 1922, relatif à l'introduction, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, de la législation française applicable aux billards publics et privés, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [20 mars] (J.O., p. 606; I. n° 205). M. Henri Roy dépose le rapport [5 juillet] (J.O., 1444; I. n° 584). Déclaration de l'urgence. Adoption [15 novembre] (J.O., p. 1654). Promulgation (J.O., 13 décembre, p. 11574).

BLÉ, MÉTEIL ET SEIGLE (Surfacesensemencées en). — Voir Crédits, 5 et 28.

BOUILLEURS DE CRU. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la modification de la réglementation applicable aux bouilleurs de cru, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'agriculture [16 février] (J.O., p. 320; I. n° 92). M. Henry Bérenger dépose le rapport [22 février] (J.O., p. 364; I. n° 101). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*; Leneveu, Maranget, Jeanneney, Marsot, Raphaël-Georges Lévy et Dominique Delahaye. Discussion des articles : Article premier. Adoption. Article 2 : Amendement, soumis à la prise en considération, de M. Dominique Delahaye au 1^{er} alinéa : MM. Dominique Delahaye et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Rejet. Adoption des trois premiers alinéas de l'article. Amendement, soumis à la prise en considération, de M. Raphaël-Georges Lévy au 4^e alinéa : MM. Raphaël-Georges Lévy et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Sur l'alinéa : MM. Boivin-Champeaux, le Ministre des Finances et Mauger. Adoption du 4^e alinéa modifié par l'amendement. Adoption des 5^e et 6^e alinéas. Amendement, soumis à la prise en considération, de M. Mulac au 7^e alinéa : MM. Mulac, Borduge, *directeur général des contributions indirectes, commissaire du Gouvernement*. Retrait. Sur l'alinéa : MM. Boivin-Champeaux et le Ministre des Finances. Adoption du 7^e alinéa. Adoption des derniers alinéas et de l'ensemble de l'article 2. Article 3. Adoption du 1^{er} alinéa. Amendement de M. Mulac au 2^e alinéa : MM. Mulac, Borduge, *commissaire du Gouvernement*; Henry Bérenger, *rapporteur général* et le Ministre des Finances. Rejet. Adoption du 2^e alinéa. Retrait d'un amendement de MM. le

Colonel Stuhl et le Général Hirschauer : M. le Colonel Stuhl. Adoption de l'ensemble de l'article 3. Article 4 : MM. Raphaël-Georges Lévy, le Ministre des Finances et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Rejet. Article 4 (ancien article 5) : Retrait d'un amendement de MM. le Colonel Stuhl et le Général Hirschauer. Adoption de l'article 4. Article 5 (ancien article 6). Adoption. Sur l'ensemble : MM. Boivin-Champeaux, Leneveu et Dominique Delahaye. Adoption de l'ensemble du projet de loi [28 février] (J.O., p. 402). Promulgation (J.O., 1^{er} mars, p. 1996).

BRIN (Commune de). — Voir Communes et cantons, 5.

BRONZE DE NICKEL. — Voir Monnaies.

BUDGETS

BUDGET DE 1922 (Dépenses recouvrables).

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 17 mai 1922 rendant applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, les dispositions des articles 9, 11, 14, 15 et 16 de la loi du 31 mars 1922, portant fixation du budget spécial, pour l'exercice 1922, des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission des finances [20 mars] (J.O., p. 606; I. n° 203). Renvoi, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [22 mars] (J.O., p. 640). M. Henri Roy dépose le rapport [6 juillet] (J.O., p. 1480; I. n° 625).

BUDGET DE L'EXERCICE 1923 (Budget général).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1923, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 janvier] (J.O., p. 163; I. n° 38). M. Henry Bérenger dépose le rapport général (I. n° 302). Dépôt des rapports suivants : 1° de M. Louis Dausset, sur le budget du Ministère des Finances (I. n° 303); 2° de M. Blaignan, sur le budget du Ministère des Finances (budget annexe de l'Imprimerie nationale) (I. n° 304); 3° de M. Chastenet, sur le budget du Ministère des Finances (budget annexe des Monnaies et Médailles) (I. n° 305); 4° de M. Busson-Billault, sur le budget du Ministère de la Justice (Services judiciaires) (I. n° 306); 5° de M. Busson-Billault, sur le bud-

get du Ministère de la Justice (Services pénitentiaires) (I. n° 307) ; 6° de M. Boivin-Champeaux, sur le budget du Ministère de la Justice (budget annexe de la Légion d'honneur) (I. n° 308) ; 7° de M. Lucien Hubert, sur le budget du Ministère des Affaires étrangères (I. n° 309) ; 8° de M. Schrameck, sur le budget du Ministère de l'Intérieur (I. n° 310) ; 9° de M. René Renoult, sur le budget du Ministère de la Guerre (I. n° 311) ; 10° de M. Henry Bérenger, sur le budget du Ministère de la Marine (I. n° 312) ; 11° de M. René Renoult, sur le budget du Ministère de la Guerre (budget annexe des Poudres et Salpêtres (I. n° 313) ; 12° de M. René Besnard, sur le budget du Ministère de l'Instruction publique (Instruction publique) (I. n° 314) ; 13° de M. Chastenot, sur le budget du Ministère de l'Instruction publique (Beaux-Arts) (I. n° 315) ; 14° de M. Serre, sur le budget du Ministère de l'Instruction publique (Enseignement technique) (I. n° 316) ; 15° de M. Serre, sur le budget du Ministère de l'Instruction publique (budget annexe de l'École centrale des Arts et Manufactures) (I. n° 317) ; 16° de M. Clémentel, sur le budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie (I. n° 318) ; 17° de M. Pasquet, sur le budget du Ministère du Travail (I. n° 319) ; 18° de M. Lucien Hubert, sur le budget du Ministère des Colonies (I. n° 320) ; 19° de M. Lucien Hubert, sur le budget du Ministère des Colonies (budget annexe du Chemin de fer et du Port de la Réunion) (I. n° 321) ; 20° de M. Fernand David, sur le budget du Ministère de l'Agriculture (I. n° 322) ; 21° de M. Milan, sur le budget du Ministère des Travaux publics (I. n° 323) ; 22° de M. Léon Perrier, sur le budget du Ministère des Travaux publics (Mines et Forces hydrauliques) (I. n° 331) ; 23° de M. Serre, sur le budget du Ministère des Travaux publics (Ports, Marine marchande et Pêches) (I. n° 335) ; 24° de M. Jeanneney, sur le budget du Ministère des Travaux publics (Chemins de fer, conventions et garanties d'intérêts) (I. n° 325) ; 25° de M. le Général Hirschauer, sur le budget du Ministère des Travaux publics (Aéronautique et Transports aériens) (I. n° 326) ; 26° de M. Paul Pelisse, sur le budget du Ministère des Travaux publics (budget annexe des Postes et des Télégraphes) (I. n° 327) ; 27° de M. le Colonel Stuhl, sur le budget du Ministère des Pensions, Primes et Allocations de guerre (I. n° 328) ; 28° de M. Debierre, sur le budget du Ministère de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales (I. n° 329) ; 29° de M. Henri Roy, sur le budget du Ministère des Finances (Services d'Alsace et de Lorraine) (I. n° 330) ; 30° de M. Henri Roy, sur le budget du Ministère des Finances (Manufactures de l'État en Alsace et Lorraine) (I. n° 332) ; 31° de M. Henri Roy, sur le budget du Ministère des Travaux publics (Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine) (I. n° 333) ; 32° de M. Pelisse, sur le budget du Ministère des Travaux publics

(Caisse nationale d'épargne) (I. n° 334); 33° de M. Louis Serre, sur le budget du Ministère des Travaux publics (Caisse des invalides de la marine) (I. n° 324) [29 mars] (J.O., p. 714). M. Lucien Hubert dépose un rapport supplémentaire (Affaires étrangères) [12 juin] (J.O., p. 867; I. n° 439). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Henry Bérenger, *rapporteur général*; Provost-Dumarchais, Hervey, Massabuau, Milan, Humblot, Japy et Henri Cosnier [18 juin] (J.O., p. 895). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Suite de la discussion générale : MM. Maranget, Louis Dausset, Boivin-Champeaux, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*, et Dominique Delahaye. Article premier. Etat A. — Budget du Ministère des Affaires étrangères. Discussion générale : MM. Lucien Hubert, *rapporteur*, et Raymond Poincaré, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères* [19 juin] (1^{re} séance) (J.O., p. 938). — Etat A. Budget du Ministère des Affaires étrangères (suite). Suite de la discussion générale : MM. Gourju, de Jouvenel, Lucien Hubert, *rapporteur*; Dominique Delahaye, Jean Guilloteaux. Chapitre premier : M. Lucien Hubert, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 2 à 11. Adoption. Chapitre 12 : Observation de M. Lucien Hubert, *rapporteur*. Amendement de M. Victor Bérard et un grand nombre de ses collègues : MM. Victor Bérard, Raymond Poincaré, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*; Jules Delahaye, de Monzie, Henry Bérenger, *rapporteur général* et Jénouvrier. Rejet, au scrutin, de l'amendement (par l'adoption du chiffre de la Commission au chapitre 12). Chapitres 13 à 24. Adoption. Chapitre 25 : M. Lucien Hubert, *rapporteur*. Adoption. Chapitre 26 à 33. Adoption. Chapitre 34 : Amendement de MM. François Albert et de Jouvenel : MM. François Albert et Lucien Hubert, *rapporteur*. Adoption. Adoption du chapitre 34 modifié. Chapitres 35 à 45. Adoption. Chapitre 46 : Amendement de M. le Général Taufflieb : MM. le Général Taufflieb, Raymond Poincaré, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*; Mauger et André Lebert, Lucien Hubert, *rapporteur*. Adoption. Adoption du chapitre 46. Chapitre 47. Adoption. Chapitre 48 : Amendement de M. le Général Taufflieb. Adoption. Adoption du chapitre 48. Chapitres 49 à 63. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres A à H. Adoption. Chapitre I. Rejet. Chapitres J à N. Adoption [19 juin] (2^e séance) (J.O., p. 938). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. — Crédits afférents aux services d'Alsace et Lorraine : Discussion générale : MM. le Général Taufflieb, Eccard, le Colonel Stuhl et Maurice Colrat, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. — Finances : Chapitres 186 à 192. Adoption. — Justice : Chapitre 42 : Amendement de MM. Eccard,

Lazare Weiller, le Colonel Stuhl, Diébolt-Weber et le Général Bourgeois : MM. Eccard, Maurice Colrat, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; Henri Roy, *rapporteur* ; Helmer et Lazare Weiller. Retrait. Adoption du chapitre 42 modifié. Chapitres 43 et 44. Adoption. Chapitre 45 : Amendement de MM. Eccard, Lazare Weiller, le Colonel Stuhl et le Général Bourgeois : MM. Eccard et Henri Roy, *rapporteur*. Retrait. Adoption du chapitre 45 modifié. Chapitres 46 à 49. Adoption. — Services pénitentiaires : Chapitres 31 à 34. Adoption. Chapitre 35 : M. Alapetite, *commissaire général de la République à Strasbourg, commissaire du Gouvernement*. Adoption. — Intérieur : Chapitres 82 à 89. Adoption. Chapitre 89 bis : Rejet. Chapitre 90 : Amendement de M. Eccard : M. Eccard. Rejet. Adoption du chapitre 90 avec le chiffre de la Commission. Chapitres 91 à 97. Adoption. — Guerre : Chapitres O 221 et O 222. Adoption. — Instruction publique : Chapitres 187 à 192. Adoption. — Beaux-Arts : Chapitre 109 : Amendement de MM. Eccard, Lazare Weiller, le Colonel Stuhl, Diébolt-Weber et le Général Bourgeois : MM. Eccard et Henri Roy, *rapporteur*. Rejet. Adoption du chapitre 109 (chiffre de la Commission). Chapitre 110. Adoption. — Enseignement technique : Chapitres 56 à 59. Adoption. — Commerce : Chapitres 45 et 46. Adoption. — Travail : Chapitres 64 à 73. Adoption. Chapitre 74 : Amendement de M. Eccard : MM. Eccard, Henri Roy, *rapporteur* ; Lazare Weiller. Rejet. Adoption du chapitre 74 (chiffre de la Commission). Chapitres 75 à 78. Adoption. — Agriculture : Chapitres 112 à 127. Adoption. — Travaux publics : Chapitres 100 à 106. Adoption. — Hygiène, Assistance, Prévoyance sociales : Chapitres 80. Adoption. Chapitre 81 : Amendement de MM. Eccard, Lazare Weiller, le Colonel Stuhl, Diébolt-Weber et le Général Bourgeois : MM. le Colonel Stuhl, Henri Roy, *rapporteur* ; de Lasteyrie, *Ministre des Finances* ; Eccard et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Rejet. Adoption du chapitre 81 (chiffre de la Commission). Chapitres 82 à 85. Adoption. — Dépenses extraordinaires. Finances : Chapitre Q. Adoption. — Justice : Chapitre D : Amendement de MM. Eccard, Lazare Weiller, le Colonel Stuhl, Diébolt-Weber et le Général Bourgeois, Henri Roy, *rapporteur*. Rejet. Adoption du chapitre D modifié. — Intérieur : Chapitres J et K. Adoption. — Guerre : Chapitre E 23 : Amendement de MM. Eccard, Lazare Weiller, le Colonel Stuhl, Diébolt-Weber et le Général Bourgeois. Retrait. Adoption du chapitre E 23. — Instruction publique : Chapitres C & F. Adoption. — Beaux-Arts : Chapitres A à C. Adoption. — Enseignement technique : Chapitres C et D. Adoption. — Agriculture : Chapitres E à G. Adoption. — Travaux publics : Chapitres C à H. Adoption. — Régions libérées : Chapitres A et B. Adoption. Chapitre C : Amendement de MM. le Géné-

ral Bourgeois, Eccard, Scheurer, Gegauff et Helmer : MM. le Général Bourgeois, Henri Roy, *rapporteur*, et Scheurer. Adoption. Adoption du chapitre C modifié. Chapitre D à H. Adoption. Chapitre I. Rejet. Chapitre J. Adoption. — Pensions, Primes, Allocations de guerre : Chapitre F. Rejet. Chapitre G. Adoption. Chapitre H à K. Rejet. Chapitre L : Amendement de MM. Eccard et le Colonel Stuhl : MM. le Colonel Stuhl et Henri Roy, *rapporteur*. Retrait. Adoption du chapitre L. Chapitre M. Rejet. — Hygiène, Assistance, Prévoyance sociales : Chapitres H et I. Adoption. — Services des Manufactures de l'Etat en Alsace et Lorraine : Observations de MM. d'Aubigny, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances* et Henri Roy, *rapporteur*. Chapitres premier à 26. Adoption. — Chemins de fer d'Alsace et Lorraine : Chapitres premier à 14. Adoption. Chapitres 15 à 16 : M. Henry Bérenger, *rapporteur général*. Disjonction. Chapitres 17 à 19. Adoption. — Ministère des Finances : Discussion générale : MM. Louis Dausset, *rapporteur*; de Lasteyrie, *Ministre des Finances*, et Henry Bérenger, *rapporteur général* [20 juin] (1^{re} séance) (J.O., p. 965). Budget du Ministère des Finances (suite) : Suite de la discussion générale : M. Louis Dausset, *rapporteur*. Chapitres premier à 20. Adoption. Chapitre 20 bis : MM. de Lasteyrie, *Ministre des Finances*, et Louis Dausset, *rapporteur*. Rejet. Chapitre 21 à 25. Adoption. Chapitre 26 : MM. le Ministre des Finances et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Chapitres 27 à 65. Adoption. Chapitre 66 : MM. le Ministre des Finances et Louis Dausset, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 67 à 71. Adoption. Chapitre 72 : MM. le Ministre des Finances et Louis Dausset, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 73 à 87. Adoption. Chapitre 88 : MM. d'Aubigny, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*; Louis Dausset, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 89 à 94. Adoption. Chapitre 95 : MM. le Ministre des Finances, Louis Dausset, *rapporteur*; Henry Bérenger, *rapporteur général*; Louis Pasquet. Adoption. Chapitres 96 à 101. Adoption. Chapitre 102 : MM. d'Aubigny, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*; Louis Dausset, *rapporteur*. Adoption. Chapitre 103. Adoption. Chapitre 104 : MM. d'Aubigné, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*; Louis Dausset, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 105 et 106. Adoption. Chapitre 107 : M. Baudouin-Bugnet, *directeur général des Contributions directes, commissaire du Gouvernement*. Adoption. Chapitre 108 : MM. d'Aubigny, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*. Adoption. Chapitres 109 à 115. Adoption. Chapitre 116 : M. d'Aubigny, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*. Adoption. Chapitres 117 à 140. Adoption. Chapitre 141 : MM. Louis Pasquet, Schrameck, Roustan, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Adoption. Chapitres 142 et 143. Adoption. Chapitre 144 : MM. le Colonel Stuhl et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Adoption. Chapitres 145 et 146. Adoption. Cha-

pitre 147 : Amendement de M. Roustan : MM. Roustan, de Lasteyrie, *Ministre des Finances* ; Machet. Retrait. Adoption du chapitre 147. Chapitres 148 et 149. Adoption. Chapitre 150 : M. Borduge, *directeur général des Contributions indirectes, commissaire du Gouvernement*, et Louis Dausset, *rapporteur*. Adoption. Chapitre 151 : MM. d'Aubigny, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*. Adoption. Chapitre 152. Adoption. Chapitre 153 : MM. d'Aubigny, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*, et Louis Dausset, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 154 à 158. Adoption. Chapitre 159 : M. de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Adoption. Chapitre 160 : MM. Henri Cosnier et Mauger. Adoption. Chapitres 161 à 169. Adoption. Chapitre 170 : MM. Gaston Carrère et de Lasteyrie, *Ministre des Finances* ; Louis Dausset, *rapporteur*, Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Chapitres 171 à 179. Adoption. Chapitre 180 : M. d'Aubigny, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*. Adoption. Chapitres 181 à 185. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres A à J. Adoption. Chapitre K : M. d'Aubigny, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*. Adoption. Chapitre L : M. d'Aubigny, *Sous Secrétaire d'Etat aux Finances*. Adoption. Chapitres M et N. Adoption. Chapitres NA et NB. Adoption. Chapitre NC : MM. d'Aubigny, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*, et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Chapitres ND à NO. Adoption. Chapitre O : M. d'Aubigny, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*. Adoption. Chapitre P. Adoption. — Monnaies et Médailles : Chapitre premier : M. d'Aubigny, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*. Adoption. Chapitres 2 à 21. Adoption. — Imprimerie nationale : Chapitre premier à 19. Adoption. — Budget du Ministère de la Justice : Discussion générale : MM. de Lamarzelle, Boivin-Champeaux, Louis David, André Lebert et Maurice Colrat, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Chapitres premier à 11. Adoption. Chapitre 12 : M. le Garde des Sceaux. Adoption. Chapitres 13 à 24. Adoption. Chapitre 25 : MM. Duplantier et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Chapitres 26 à 35. Adoption. Chapitre 36 : Amendement de MM. Scheurer, le Général Bourgeois, Gegauff et Eccard : M. Scheurer. Adoption. Adoption du chapitre 36. Chapitres 37 à 41. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres A, B et C. Adoption. — Services pénitentiaires : Chapitres premier à 4. Adoption. Chapitre 5 : MM. Labrousse et Henri Roy, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 6 à 30. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitre A. Adoption. — Budget de la Légion d'honneur : Chapitres premier à 27. Adoption [20 juin] (2^e séance) (J.O., p. 987). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. — Budget du Ministère de l'Intérieur : Discussion générale : MM. Schrameck, *rapporteur* ; Daudé, Pierre Marraud, Perreau, Louis Dausset, Poirson

et Maurice Maunoury, *Ministre de l'Intérieur*. Chapitre premier : M. le Ministre de l'Intérieur. Adoption. Chapitre 2 : M. le Ministre de l'Intérieur. Adoption. Chapitres 3 à 9. Adoption. Chapitre 10 : MM. Henri Merlin, Schrameck, *rapporteur*; Louis Pasquet, le Ministre de l'Intérieur, Millès-Lacroix, *Président de la Commission*; et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Chapitres 11 et 12. Adoption. Chapitre 13 : MM. Jossot et le Ministre de l'Intérieur. Adoption. Chapitres 13 bis à 17. Adoption. Chapitre 18 : M. le Ministre de l'Intérieur. Adoption. Chapitres 19 et 20. Adoption. Chapitre 21 : MM. Mauger et le Ministre de l'Intérieur. Adoption. Chapitre 22. Adoption. Chapitre 23 : MM. Chapsal, le Ministre de l'Intérieur et Guillois. Adoption. Chapitres 24, 25 et 26. Adoption. Chapitre 27 : MM. Henri Merlin et le Ministre de l'Intérieur. Adoption. Chapitres 28 à 31. Adoption. Chapitre 32 : M. le Ministre de l'Intérieur. Adoption. Chapitres 33 à 36. Adoption. Chapitre 37 : MM. le Ministre de l'Intérieur, Schrameck, *rapporteur*; Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Chapitre 38. Adoption. Chapitre 39 : Amendement de M. Guillois : MM. Guillois et le Ministre de l'Intérieur. Adoption. Chapitres 40 à 42. Adoption. Chapitre 43 : M. le Ministre de l'Intérieur. Adoption. Chapitres 44 et 45. Adoption. Chapitre 46 : M. le Ministre de l'Intérieur. Adoption. Chapitre 47. Adoption. Chapitre 48 : M. le Ministre de l'Intérieur. Adoption. Chapitres 49 à 72. Adoption. Chapitre 73 : M. le Ministre de l'Intérieur. Adoption. Chapitre 74 à 81. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres A & C. Adoption. Chapitre D : M. le Ministre de l'Intérieur. Adoption. Chapitres E à I bis [21 juin] (1^{re} séance) (J. O., p. 1023). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. — Budget du Ministère de la Guerre : Discussion générale : MM. René Renoult, *rapporteur*; Gaudin de Villaine, Gourju, le Général Taufflieb, André Lebert, le Colonel Stuhl et Maginot, *Ministre de la Guerre*. Chapitres O 1^{er} à O 31. Adoption. Chapitre O 32 : Amendement de M. Léon Roland, le Général Ragueneau, *premier sous-chef d'état-major général, commissaire du Gouvernement*. Rejet (par adoption du chiffre de la Commission). Chapitres O 33 et O 34. Adoption. Chapitre O 35 : M. René Renoult, *rapporteur*. Adoption. Chapitres O 36 à O 45. Adoption. Chapitre O 46 : MM. Marcel Régnier, Jénouvrier, le Général Rémond, *directeur de l'Artillerie, commissaire du Gouvernement*; le Ministre de la Guerre, et Mauger. Amendement de M. Marcel Régnier. Adoption. Adoption du chapitre O 46 modifié. Chapitres O 47 à O 53. Adoption. Chapitre O 54 : Amendement de M. de Lubersac : MM. de Lubersac, le Comte de Bertier, Gaston Menier, le Général Dumesnil, *directeur de l'Aéronautique*; le Ministre de la Guerre. Retrait. Adoption du cha-

pitre O 54 modifié. Chapitre O 55 : Amendement de MM. le Comte de Saint-Quentin, le Général Bourgeois et un grand nombre de leurs collègues : M. Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*. Adoption. Chapitres O 56, O 57, O 58. Adoption. Chapitre O 59 : MM. Henri Cosnier, l'Intendant général Rimbart, *directeur de l'Intendance, commissaire du Gouvernement*. Adoption. Chapitres O 60 à O 65. Adoption. Chapitre O 66 : MM. Jénouvrier et le Général Tissier, *directeur du Génie, commissaire du Gouvernement*. Adoption. Chapitres O 67 à O 89. Adoption. Chapitre O 90 : M. Mauger. Adoption. Chapitre O 91 à O 220. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitre E 1 à E 20. Adoption. Demande de renvoi : MM. Drivet et Henry Bérenger, *rapporteur général* [21 juin] (2^e séance) (J.O., p. 104). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Budget du Ministère de la Guerre (suite). Chapitres E 21 et 22 réservés. — Budget du Service des poudres : Chapitres premier à 4. Adoption. Chapitre 5 : M. René Renoult, *rapporteur*. Adoption. Chapitre 6 : M. René Renoult, *rapporteur*. Chapitre 7 à 10. Adoption. Chapitre 10 bis : MM. Le Barillier, Patard, *inspecteur général des poudres, commissaire du Gouvernement*. Chapitres 11 à 16. Adoption. Chapitre 17 : M. René Renoult, *rapporteur*. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres 18 à 21. Adoption. Chapitre 22 : M. René Renoult, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 23 à 32. Adoption. Chapitre 33 : M. René Renoult, *rapporteur*. Adoption. Budget du Ministère de la Guerre (fin) : Chapitre E 21 : MM. Maginot, *Ministre de la Guerre*; René Renoult, *rapporteur*; Victor Bérard, Raymond Poincaré, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*; Dominique Delahaye, Gallet, Lucien Hubert, Henry Bérenger, *rapporteur général*; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*. Amendement de M. Gallet : M. Gallet. Retrait. Observations de MM. Hervey et Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*. Adoption, au scrutin, du chapitre E 21 (chiffre de la Commission). Chapitre E 22. Adoption. — Budget du Ministère de la Marine : Discussion générale : MM. Henry Bérenger, *rapporteur*; Farjon, Jean Guilloteaux et Raiberti, *Ministre de la Marine*. Chapitres premier à 6. Adoption. Chapitre 7 : MM. le Comte de Blois et le Ministre de la Marine. Adoption. Chapitre 8. Adoption. Chapitre 9 : MM. le Ministre de la Marine et Henry Bérenger, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 10 et 11. Adoption. Chapitre 12 : MM. Alfred Brard et le Ministre de la Marine. Adoption. Chapitres 13 à 47. Adoption. Chapitre 48 : Amendement de M. Farjon : M. le Ministre de la Marine. Retrait. Adoption du chapitre 48. Chapitres 49 à 65. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres A à D. Adoption. — Budget du Ministère du Commerce. Chapitres premier et 2. Adoption. Chapitre 2 bis : Amendement de MM. Eccard, le Général

Bourgeois, Scheurer et Gegauff, non soutenu. Adoption du chapitre 2 bis. Chapitre 3 : Amendement de M. Fernand David : MM. Roustan et Lucien Dior, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*. Adoption. Chapitres 4 à 6. Adoption. Chapitre 7 : M. le Ministre du Commerce. Adoption. Chapitres 8 à 17. Adoption. Chapitre 18 : MM. Roustan, Clémentel, *rapporteur* ; le Ministre du Commerce, Dominique Delahaye et Coignet. Adoption. Chapitres 19 à 44. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitre A à D. Adoption. — Budget du Ministère du Travail : Chapitres premier à 5. Adoption [22 juin] (1^{re} séance) (J.O., p. 1071). Budget du Ministère du Travail (suite). Chapitres 6 à 24. Adoption. Chapitre 25 : MM. Montenot, Albert Peyronnet, *Ministre du Travail* ; Bouveri et Dominique Delahaye. Adoption. Chapitres 26 à 40. Adoption. Chapitre 41 : M. Louis Pasquet, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 42 à 63. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres A à E. Adoption. — Budget du Ministère des Colonies : Discussion générale : MM. Lucien Hubert, *rapporteur* ; Henri Cosnier et Dominique Delahaye. Chapitre premier. Adoption. Chapitre 2 : M. Albert Sarraut, *Ministre des Colonies*. Adoption. Chapitres 3 à 7. Adoption. Chapitre 8 : MM. Horvey, Lucien Hubert, *rapporteur* ; le Ministre des Colonies, Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Chapitres 9 à 16. Adoption. Chapitre 17 : MM. Jénouvrier et le Ministre des Colonies. Adoption. Chapitres 18 à 22. Adoption. Chapitre 23 : MM. le Ministre, Lucien Hubert, *rapporteur*. Rejet. Chapitres 24 et 25. Rejet. Chapitre 26 : MM. Schrameck et le Ministre des Colonies. Adoption. Chapitres 27, 28, 29. Adoption. Chapitre 30 : MM. Jénouvrier, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission* ; le Ministre des Colonies. Adoption. Chapitres 31 à 47 bis. Adoption. Chapitre 48 : M. Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Chapitres 48 bis à 89. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitre A à G. Adoption. Chapitre H. Rejet. Chapitre I. Adoption. — Budget du Chemin de fer et du Port de la Réunion : Chapitres premier à 14. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitre 15. Adoption. — Budget du Ministère de l'Agriculture : Discussion générale : MM. Fernand David, *rapporteur* ; Chauveau, Gaston Carrère, Louis Dausset, Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*, Damecour, de Marguerie, de Monzie, Dior, *Ministre du Commerce* et Louis Michel. Chapitres premier à 6. Adoption. Chapitre 7 : MM. Duquaire, le Ministre de l'Agriculture et Guillois. Adoption. Chapitre 8 : MM. Laboulbène, le Ministre de l'Agriculture. Chapitres 9, 10, 11. Adoption. Chapitre 12 : MM. Beaumont et le Ministre de l'Agriculture. Adoption. Chapitres 12 bis, 13 et 14. Adoption. Chapitre 15 : Amendement de M. Duchein. Retrait. Adoption du chapitre 15 modifié. Chapitres 16 à 23. Adoption. Chapitre 24 : MM. Beaumont, le Ministre de l'Agriculture et Mauger. Adoption. Chapitres

24 bis à 32. Adoption. Chapitre 33 : MM. Machet et le Ministre de l'Agriculture. Adoption. Chapitres 34 à 36. Adoption. Chapitre 67 : MM. Beaumont et le Ministre de l'Agriculture. Adoption. Chapitre 68. Adoption. Chapitre 69 : MM. Machet et le Ministre de l'Agriculture. Adoption. Chapitres 69 bis à 73. Adoption. Chapitre 74 : MM. Maranget et le Ministre de l'Agriculture. Adoption. Chapitres 74 bis et 75. Adoption. Chapitres 76, 77, 78. Rejet. Chapitres 79 à 106. Adoption. Chapitre 107 : Amendement de MM. Maurice Guesnier et Marcel Donon : MM. Maurice Guesnier et le Ministre de l'Agriculture. Rejet. Adoption du chapitre 107. Chapitres 108 à 111. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres A à D. Adoption [22 juin] (2^e séance) (J.O., p. 1089). — Budget du Ministère des Travaux publics : Discussion générale : MM. Chautemps, Drivet, Lucien Hubert, Roustan, Henri Cosnier, Gourju, Georges Berthoulat, Louis Pasquet, Dominique Delahaye, Milan, *rapporteur* et Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Chapitre premier : MM. Louis Pasquet et Milan, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 2, 3, 4. Adoption. Chapitre 5 : M. le Ministre des Travaux publics. Adoption. Chapitres 6 à 34. Adoption. Chapitre 35 : MM. Perreau, Roustan et le Ministre des Travaux publics. Adoption. Chapitres 36, 37, 38. Adoption. Chapitre 39 : MM. Fernand Merlin et le Ministre des Travaux publics. Adoption. Chapitre 40. Adoption. Chapitre 41 : MM. Roustan, le Ministre des Travaux publics. Adoption. Chapitres 42 à 45. Adoption. Chapitre 46 : Amendement de M. Perreau : MM. Perreau, Milan, *rapporteur* ; le Ministre des Travaux publics. Rejet. Adoption du chapitre 46. Chapitres 47 à 74. Adoption. Chapitre 75 : MM. Mauger et le Ministre des Travaux publics. Adoption. Chapitre 75 bis. Adoption. Chapitre 76 : MM. le Comte de Blois, de Rougé, Dominique Delahaye, Babin-Chevaye et le Ministre des Travaux publics. Adoption. Chapitres 77 à 83. Adoption. — Chemins de fer : Observations de MM. Jeanneney, *rapporteur* ; Paul Doumer, le Ministre des Travaux publics, le Colonel Stuhl, Dudouyt, Laboulbène. Chapitres 84 à 87. Adoption. Chapitre 87 bis : M. le Ministre des Travaux publics. Adoption. Chapitres 88 et 89. Adoption. Chapitre 90 : MM. Jeanneney, *rapporteur*, et le Ministre des Travaux publics. Adoption. Chapitres 91, 92, 93. Adoption. Chapitre 94 : MM. Peytral, le Ministre des Travaux publics et Babin-Chevaye. Adoption. Chapitres 97 et 98. Adoption. Chapitres 99 et 99 bis réservés. Dépenses extraordinaires : Chapitres A, A bis et B. Adoption. — Chemins de fer de l'Etat : Observations de M. Poirson. Chapitres premier à 36. Adoption [23 juin] (1^{re} séance) (J.O., p. 1123). — Budget du Ministère de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales : Discussion générale : MM. Debierre, *rapporteur* ; Chauveau, Fernand Merlin, Guillaume Poulle, Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assurance*

et de la Prévoyance sociales ; Louis Tissier, Jénouvrier et Dominique Delahaye. Chapitre premier. Adoption. Chapitre 2 : M. le Ministre de l'Hygiène. Adoption. Chapitres 3 à 79. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres A à G. — Budget du Ministère des Travaux publics : Ports, Marine marchande et Pêches : Observations de MM. Louis Serre, *rapporteur* ; Bergeon, Babin-Chevaye et Rio, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande*. Chapitre premier : Amendement de MM. Fenoux, Le Hars, Brard et Guilloteaux. Adoption. Chapitres 2 à 8. Adoption. Chapitre 9 : M. Perreau. Adoption. Chapitres 10 à 23. Adoption. Chapitre 24 : Amendement de MM. Le Hars, Fenoux et plusieurs de leurs collègues : MM. Le Hars, Fenoux, Guilloteaux, Servain et le Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande. Retrait. Chapitres 25 à 30. Adoption. Chapitre 31 : MM. le Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande et Louis Serre, *rapporteur*. Adoption. Chapitre 32. Rejet. Chapitres 33 et 34. Adoption. Chapitre 35, réservé. Chapitres 36, 37 et 38. Adoption. Chapitre 39 : Amendement de MM. Fenoux, Le Hars et plusieurs de leurs collègues. Retrait. Adoption du chapitre 39. Chapitre 40 : MM. Babin-Chevaye et le Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande. Adoption. Chapitre 41 : Amendement de MM. Alfred Brard, Brindeau et plusieurs de leurs collègues : M. Brindeau. Retrait. Adoption du chapitre 41. Chapitre 42. Adoption. Chapitre 43 : MM. Perreau, le Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande et Guilloteaux. Adoption. Chapitres 44 à 49. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres A à K. Adoption. Chapitre L : MM. le Sous-Secrétaire d'Etat et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Chapitres M à P. Adoption. — Caisse des invalides de la Marine : Chapitres premier à 19. Adoption. Adoption du chapitre 35 du budget de la Marine marchande (précédemment réservé). — Budget de l'Aéronautique : Observations de M. le Général Hirschauer, *rapporteur* ; de Lubersac et Laurent Eynac, *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Aéronautique*. Chapitres premier à 16. Adoption. Chapitres 17 : Amendement de M. de Jouvenel : MM. de Jouvenel, le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Aéronautique, Henry Bérenger, *rapporteur*. Retrait. Adoption du chapitre 17. Chapitre 17 bis. Adoption. Chapitres 18 et 19. Adoption. Chapitre 20 : Amendement de M. de Lubersac : M. de Lubersac. Retrait. Adoption du chapitre 20. Chapitres 21 à 30. Adoption. — Budget du Ministère des Pensions, Primes et Allocations : Observations de MM. Duquaire, Maginot, *Ministre de la Guerre et des Pensions* et Gourju. Chapitres premier à 10. Adoption. Chapitre A : M. le Ministre de la Guerre. Adoption. Chapitres B à E. Adoption. — Budget de l'Enseignement technique : Chapitres 1^{er} à 43. Adoption. Chapitre 43 bis. Rejet. Chapitres 44 à 55. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitre A et B. Adoption. — Budget de l'Ecole

centrale : Chapitres premier à 5. Adoption. [23 juin] (2^e séance) (J.O., p. 1144). — Budget du Ministère de l'Instruction publique. Discussion générale : MM. René Besnard, *rapporteur* ; Goy, Henry Bérenger, *rapporteur général* ; Gourju, Jossot, Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique* ; Jouis, Victor Bérard, *Président de la Commission de l'enseignement* ; Lafferre, Dominique Delahaye, Labrousse et Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*. Chapitres premier à 9. Adoption. Chapitre 10 : MM. le Général Hirschauer et le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Chapitres 11 à 15. Adoption. Chapitre 16 : Amendement de MM. Goy et Jossot : MM. Jossot, Goy et le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Adoption du chapitre 16. Chapitre 17. Adoption. Chapitre 18 : Amendement de MM. Honnorat et plusieurs de ses collègues : M. Honnorat. Adoption. Adoption du chapitre 18. Chapitres 19 à 20. Adoption. Chapitre 21 : Amendement de M. Victor Bérard et plusieurs de ses collègues : M. Jossot. Retrait. Adoption du chapitre 21. Chapitres 22 et 23. Adoption. Chapitre 24 : Amendement de MM. Lafferre et Honnorat. Retrait. Adoption du chapitre 24. Chapitre 25 : Amendement de MM. Honnorat et Lafferre : MM. Honnorat, André Besnard, *rapporteur*, et le Ministre de l'Instruction publique. Adoption du chapitre 25. Chapitre 26. Adoption. Chapitre 26 bis : MM. Henry Bérenger, *rapporteur général* ; Victor Bérard, Roustan, le Ministre de l'Instruction publique, Mauger, Tissier, Jénouvrier. Réservé. Chapitres 27 à 35. Adoption. Chapitre 36 : M. Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Chapitre 37 : Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et le Ministre de l'Instruction publique. Retrait. Adoption du chapitre 37. Chapitre 38 : Amendement de M. Dominique Delahaye. Retrait. Chapitres 39 et 40. Adoption. Chapitre 41 : M. le Général Bourgeois. Adoption. Chapitre 42 à 99. Adoption. Chapitre 100 : Amendement de M. Goy : MM. Goy, Henry Bérenger, *rapporteur général* ; Paul Dupuy, le Ministre de l'Instruction publique. Retrait. Adoption du chapitre 100. Chapitre 101 à 109. Adoption. Chapitre 110 : Amendement de M. Jénouvrier : MM. Jénouvrier et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Chapitre et amendement réservés. Chapitre 111 : MM. Roustan et le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Chapitres 112 à 115. Adoption. Chapitre 116 : MM. Jossot, Thamin, *directeur de l'enseignement secondaire, commissaire du Gouvernement* ; Mauger, le Ministre de l'Instruction publique et Honnorat. Adoption. Chapitre 117. Adoption. Chapitre 118 : M. Jossot. Adoption. Chapitres 119 à 122. Adoption. Chapitre 123 : Amendement de M. Roustan. Amendement de MM. Honnorat et Lafferre. Observation de MM. Honnorat et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption du chapitre 123.

Chapitre 124. Adoption. Chapitre 125 : Amendement de M. Roustan : MM. Roustan et René Besnard, *rapporteur*. Retrait. Adoption du chapitre 125. Chapitres 126 à 146. Adoption. Chapitre 147 : MM. Lapie, *directeur de l'Enseignement primaire, commissaire du Gouvernement*; Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Chapitres 148 à 156. Adoption. Chapitre 157 : MM. Peytral et le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Chapitres 158 à 161. Adoption. Chapitre 162 : MM. Roustan et le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Chapitre 163 : MM. Louis Tissier, le Ministre de l'Instruction publique et René Besnard, *rapporteur*. Adoption. Chapitre 164 : MM. Jossot et Roustan. Adoption. Chapitres 165 à 175. Adoption. Chapitre 176 : MM. Drivet, le Ministre de l'Instruction publique et Victor Bérard. Adoption. Chapitres 177 à 186. Adoption. Observation de M. Victor Bérard, *Président de la Commission de l'enseignement*. Dépenses extraordinaires : Chapitres A et B. Adoption. — Budget des Beaux-Arts. Chapitres premier à 31. Adoption. Chapitre 32 : Amendement de M. Humblot. Retrait. Adoption du chapitre 32. Chapitres 33 à 47. Adoption. Chapitre 48 : MM. Guillaume Poulle, le Ministre de l'Instruction publique et Victor Bérard. Adoption. Chapitres 49 à 82. Adoption. Chapitre 83 : MM. Humblot, Guillaume Chastenet, *rapporteur*; le Ministre de l'Instruction publique et Dominique Delahaye. Adoption. Chapitres 84 à 88. Adoption. Chapitre 89 : M. le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Chapitre 90 : MM. le Général Hirschauer, Gaston Menier. Adoption. Chapitres 91 à 108. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitre D. Adoption [24 juin] (1^{re} séance) (J.O., p. 1175). — Budget des postes et télégraphes : Discussion générale : MM. Paul Pelisse, *rapporteur*; Faure, Coignet, Guillaume Poulle, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*; Paul Laffont, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes et Télégraphes*; Henry Bérenger, *rapporteur général*; Scheurer, Marcel Donon, le Général Hirschauer, Louis Tissier, Gaston Menier, Louis Pasquet, Machet, Jénouvrier, Henri Cosnier, Pol-Chevalier et Vieu. Article 64 de la loi de finances : Amendement de M. le Général Hirschauer et plusieurs de ses collègues : MM. Coignet, le Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes. Rejet. Adoption de l'article 64. Article 65. Adoption. Article 66 : Amendement de M. Coignet, le Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes, Henry Bérenger, *rapporteur général*; d'Aubigny, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*. Rejet. Adoption de l'article 66. Article 67. Adoption. Article 68 : MM. le Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes, Henry Bérenger, *rapporteur général*; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*; et Hervey. Adoption. Articles 69 à 77. Adoption. Postes et Télégraphes : Chapitres premier à 10. Adoption. Chapitre 11 :

MM. le Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes, Paul Pelisse, *rapporteur*. Adoption (chiffre de la Commission). Chapitres 12, 13, et 14. Adoption. Chapitre 15 : Amendement de M. Roustan : MM. Roustan, Jénouvrier, Servain, le Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes. Mauger. Rejet (par l'adoption du chiffre de la Commission). Chapitre 16. Adoption. Chapitre 17 : MM. Duquaire, Louis Pasquet et le Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes. Adoption. Chapitres 18 et 19. Adoption. Chapitre 20 : M. d'Aubigny, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*. Adoption. [24 juin] (2^e séance) (J.O., p. 1199). — Loi de finances : article premier : Observations de MM. Victor Peytral, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*, et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Article premier et amendements sur l'article réservés. Article 2. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Coignet plusieurs de ses collègues : MM. Coignet, Henry Bérenger, *rapporteur général* ; Boivin-Champeaux, Paul Doumer ; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission* ; de Lasteyrie, *Ministre des Finances* ; Dominique Delahaye. Disjonction. Article 3 : amendement de M. Billiet : MM. Billiet et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Adoption de l'article 3 modifié. Article 4 (de la Chambre des Députés). Texte déjà voté. Article 4 à 9. Adoption. Article 10 : MM. Mauger et le Ministre des Finances. Adoption. Amendement de M. Gustave Denis et plusieurs de ses collègues : MM. Gustave Denis, le Ministre des Finances et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Retrait. Amendement de M. Louis Pasquet : M. Louis Pasquet et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Renvoi à la Commission. Amendement de MM. Poirson, Maurice Guesnier, Georges Berthoulat et Hugues Le Roux (soumis à la prise en considération) : MM. Georges Berthoulat et le Ministre des Finances. Rejet. 2^e amendement de MM. Poirson, Maurice Guesnier, Georges Berthoulat et Hugues Le Roux : M. Poirson. Retrait. Articles 12 à 14 (de la Chambre des Députés) déjà votés. Loi du 30 mars 1923. Article 11. Adoption. Articles 16 et 17 (de la Chambre des Députés). Disjonction. Article 12 : M. Charpentier. Adoption. Article 13. Adoption. Article 14 : MM. Mauger, Baudouin-Bugnet, *directeur général des Contributions directes, commissaire du Gouvernement*. Adoption. Article 15. Adoption. Article 16 : Amendement de M. Perreau : MM. Perreau, Henry Bérenger, *rapporteur général*, et le Ministre des Finances. Adoption. Article 17 (nouvelle rédaction) : MM. Deligne, *directeur général de l'Enregistrement, commissaire du Gouvernement* et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Article 18. Adoption. Article 25 (de la Chambre des Députés). Rejet. Article 19 : MM. Raphaël-Georges Lévy, Guillaume Chastenet, le Ministre des Finances, Henry Bérenger, *rapporteur général* et Jeanneney. Rejet de la disjonction. Adoption, au scrutin, de l'article 19. Article 20. Adop-

tion. Articles 28 et 29 (de la Chambre des Députés). Disjonction [25 juin] (1^{re} séance) (J.O., p. 1227). — Loi de finances (suite) : Articles 21 et 22. Adoption. Article 23 : MM. Guillier, de Lasteyrie, *Ministre des Finances* ; Gourju, Damecour, Henry Bérenger, *rapporteur général* ; Pierre Marraud et Coignet. Scrutin. Pointage. Rejet de l'article. Article 32 (de la Chambre des Députés) : amendement de M. Lhopiteau : MM. Lhopiteau, Henry Bérenger, *rapporteur général* ; Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales* ; Boivin-Champeaux, Lémery et Millières-Lacroix, *Président de la Commission*. Vote, au scrutin, de la disjonction. Articles 33 à 38 (de la Chambre des Députés). Disjonction. Articles 24 et 25. Adoption. Article 26 : Adoption des deux premiers alinéas de l'article. Premier amendement de M. Jean Cazelles. Adoption. 2^e amendement de M. Jean Cazelles. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 26 modifié. Article 27. Adoption. Article 43 (de la Chambre des Députés). Rejet. Articles 28, 29, 30 et 31. Adoption. Article 49 (de la Chambre des Députés). Renvoi à la Commission des douanes. Article 32 : M. Gaston Menier. Adoption. Articles 33, 34, 35 et 36. Adoption. Articles 55 à 59 (textes précédemment adoptés). Loi du 28 février 1923. Articles 37 et 38. Adoption. Article 62 (de la Chambre des Députés) : Amendement de MM. Rabier, Roy et Donon : MM. Fernand Rabier, Borduge, *directeur des contributions directes, commissaire du Gouvernement* ; Hugues Le Roux, André Lebert, Henry Bérenger, *rapporteur général* ; Maurice Sarraut et Jénouvrier. Rejet de l'amendement par l'adoption de l'article 62 (de la Chambre des Députés). Article 63 (de la Chambre des Députés) : MM. Charpentier, Henry Bérenger, *rapporteur général*. Disjonction. Renvoi à la Commission des douanes. Article 39. Adoption. Article 40 : Amendement de M. Lafferre et amendement de M. Billiet. Adoption. Sur l'article : MM. André Lebert, Damecour, Lafferre, Boivin-Champeaux, François-Saint-Maur, le Comte d'Elva, Pol-Chevalier et Billiet. Adoption de l'article 40 modifié. Article 41. Adoption. Article 67 (de la Chambre des Députés). Texte déjà voté. Loi du 30 mars 1923. Article 68 (de la Chambre des Députés) : Amendement de MM. Blaignan et Roustan : MM. Blaignan et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption (devenant article 41 bis). Articles 42 et 43. Adoption. Article 44. Adoption. Amendement (article additionnel) de M. Rajon et plusieurs de ses collègues : MM. Pierre Marraud et le *Ministre des Finances*. Adoption de l'amendement modifié. Adoption de l'ensemble de l'article 44. Article 72. Texte voté le 18 mai 1923. Articles 73 à 76 (textes déjà votés). Loi du 31 mars 1923. Article 45. Adoption. Article 46 : Amendement de MM. Lémery et de Monzie au premier alinéa : MM. Lémery, Simon, *contrôleur central du Trésor, commissaire du Gouvernement* ; Henry

Bérenger, *rapporteur général*; Laboulbène, le Ministre des Finances. Rejet. Amendement de M. Emile Sari. Retrait. Adoption de l'article 46. Article 47. Adoption. Amendement de M. Jean Philip: MM. Jean Philip, Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*; Henry Bérenger, *rapporteur général*. Retrait. Article 48. Adoption. Article 49 (nouvelle rédaction): Observations de MM. Albert Sarraut, *Ministre des Colonies*; Henry Bérenger, *rapporteur général*. Amendement de M. Dominique Delahaye: M. Dominique Delahaye. Retrait. Articles 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57 et 58. Adoption [25 juin] (2^e séance) (J. O., p. 1245). Loi de finances (suite): Article 59: Amendement de M. Hervey et plusieurs de ses collègues: MM. Hervey, Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*; de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Mauger. Rejet de l'amendement par l'adoption, au scrutin, de l'article 59. Amendement de M. Servain: MM. Servain, Henry Bérenger, *rapporteur général*; le Ministre des Finances. Rejet. Article 92 de la Chambre des Députés. Rejet. Article 60: Amendement de M. Richard: MM. Richard, Octave Lauraine, le Ministre des Finances, Roux, *directeur des services sanitaires et scientifiques et de la répression des fraudes, commissaire du Gouvernement* et Maurice Sarraut. Rejet de la disjonction. Adoption de l'amendement. Adoption de l'article 60 modifié. Articles 61 et 62. Adoption. Articles 96 et 98 de la Chambre des Députés: M. Louis Tissier. Disjonction. Article 63. Adoption. Article 99 de la Chambre des Députés: Amendement de MM. Fenoux, Le Hars et Pédebidou: MM. Henry Bérenger, *rapporteur général*, et Fenoux. Adoption (devenant l'article 63 bis). Articles 64 à 77. précédemment adoptés. Article 78: Amendement de M. Roustan: MM. Roustan et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Disjonction et renvoi à la Commission des finances. Article 79. Adoption. Article 80: M. Henry Bérenger, *rapporteur général*. Disjonction et renvoi à la Commission des finances. Articles 80 bis (nouveau) et 81. Adoption. Article 118 de la Chambre des Députés: Amendement de MM. Henri Merlin et Buhan: M. Henri Merlin. Adoption. Article 82. Adoption. Article 83. Adoption. Amendement de M. Billiet: MM. Billiet, Paul Laffont, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes et Télégraphes*. Adoption (devenant l'article 83 bis). Articles 121, 122 et 123 de la Chambre des Députés: MM. le Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes et Télégraphes, Henry Bérenger, *rapporteur général* et Louis Pasquet. Disjonction. Article 124 de la Chambre des Députés: M. le Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes et Télégraphes. Adoption. Article 125 de la Chambre des Députés. Texte déjà voté. Loi du 28 février 1923. Article 84. Adoption. Article 85: MM. Gaston Carrère et le Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes et Télégraphes. Adoption de l'article 85 modifié. Article 86: M. Louis Soulié.

Adoption. Articles 87 et 88. Adoption. Article 131 de la Chambre des Députés. Adoption. Article 89. Adoption. Amendement de M. Brangier non soutenu. Article 90 : Amendement de M. de Jouvenel : M. Henry Bérenger, *rapporteur*. Adoption (devenant l'article 90). Article 91 : Amendement de M. Hervey et plusieurs de ses collègues : MM. François-Saint-Maur, Henry Bérenger, *rapporteur général* et Dominique Delahaye. Retrait. Adoption de l'article 91. Article 92. Adoption. Article 93 : MM. Charpentier, de Monzie, le Ministre de Finances, Henry Bérenger, *rapporteur général* et Dominique Delahaye. Adoption, Articles 94, 95, 96, 97. Adoption. Article 98 : Amendement de M. Marcel Régnier. Retrait. Amendement de M. Victor Bérard et plusieurs de ses collègues : MM. Victor Bérard, Drivet et Henri Merlin. Adoption. Adoption de l'article 98 modifié. Article 99. Adoption. Article 142 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 143 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 144 de la Chambre des Députés. Amendement de M. de La Batut. Adoption. Amendement de M. Mauger. Adoption. Adoption de l'article 144 modifié. Article 100 (nouveau) : M. Dominique Delahaye. Adoption. Article 101. Adoption. Articles 145, 146 et 147 de la Chambre des Députés. Disjonction. Articles 148 de la Chambre des Députés : Amendement de M. le Général Hirschauer et plusieurs de ses collègues : MM. le Général Hirschauer et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Article 149 de la Chambre des Députés : Amendement de M. le Général Hirschauer : M. Henri Merlin. Adoption. Articles 102 et 103. Adoption. Article 104. Adoption. Amendement de MM. de Monzie, Honnorat, Loubet et Fontanille : MM. Henry Bérenger, *rapporteur général*, et Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique*. Adoption. Article 153 de la Chambre des Députés : M. Jossot. Adoption. Article 154 de la Chambre des Députés : M. Jossot. Disjonction. Articles 105 et 106. Adoption. Article 157 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 107 : Amendement de MM. Pédebidou, Louis Soulié, Fenoux et Le Hars : M. Pédebidou. Adoption. Article 159 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 160 de la Chambre des Députés : M. Boivin-Champeaux. Adoption. Article 161 de la Chambre des Députés. Disjonction. Renvoi à la Commission d'Alsace et Lorraine. Article 162 de la Chambre des Députés : M. Boivin Champeaux. Adoption. Article 163 de la Chambre des Députés. Texte déjà voté. Loi du 28 février 1923. Article 108 : Amendement de M. le Général Bourgeois et plusieurs de ses collègues. Amendement de M. Louis Tissier. Observations de MM. le Général Bourgeois, Paul Doumer, Maginot, *Ministre de la Guerre* ; Mauger, René Renoult. Adoption des amendements et de l'article 108 modifié. Article 109 : MM. Louis Serre, Charpentier, André Honnorat. Adoption.

Article 110: MM. le Colonel Stuhl, Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Articles 111 et 112. Adoption. Article 113: MM. le Général Taufflieb, Damecour, Leneveu. Adoption. Article 169 de la Chambre des Députés. Texte déjà voté. Loi du 20 février 1923. Article 170 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 114: M. Louis Tissier. Adoption. Articles 115 et 116. Adoption [26 juin] (1^{re} séance) (J.O., p. 1271). Loi de finances (suite): Article 174 de la Chambre des Députés: MM. Victor Bérard, *Président de la Commission de l'enseignement*; Henry Bérenger, *rapporteur général*; Jénouvrier, Gourju, Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique*; Gaston Vidal, *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique*; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Chapitre 26 bis du budget du Ministère de l'Instruction publique précédemment réservé. Amendement de M. Roustan. Retrait. Adoption du chapitre 26 bis. Article 175 de la Chambre des Députés: MM. François-Saint-Maur, le Ministre de l'Instruction publique et Victor Bérard. Adoption. Article 176 de la Chambre des Députés: MM. Henry Bérenger, *rapporteur général* et Victor Bérard. Amendement de M. le Comte d'Elva: MM. le Comte d'Elva et Henry Bérenger. Adoption. Amendement de M. Roustan: MM. Roustan, Victor Bérard, Jénouvrier, Jouis, François-Albert, Lafferre, le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Amendement de MM. Victor Bérard, Jossot et Honnorat. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 176 de la Chambre des Députés. Article 177 de la Chambre des Députés. Adoption. Article 117: Amendement de M. Jossot: M. Jossot. Adoption. Adoption de l'article 117 modifié. Articles 179, 180, 181 et 182 de la Chambre des Députés. Adoption. Chapitre 110 bis du budget du Ministère de l'Instruction publique précédemment réservé. Adoption. Article 118. Adoption. Article 119: M. Laboulbène. Adoption. Articles 120 et 121. Adoption. Articles 187 et 188 de la Chambre des Députés: M. Jossot. Disjonction. Renvoi à la Commission de l'enseignement. Articles 189 et 190 de la Chambre des Députés. Adoption. Article 122. Adoption. Article 192 de la Chambre des Députés: MM. Jossot et André Lebert. Adoption. Articles 123 et 124. Adoption. Article 125: M. Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Articles 126, 127, 128. Adoption. Article 193 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 129. Adoption. Article 195 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 130: MM. Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*; le Lieutenant-Colonel Pichon. Disjonction. Articles 131, 132, 133, 134, 135 et 136. Adoption. Articles 137: MM. Henry Bérenger, *rapporteur général*, et Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*. Amendement de MM. Le Hars, Fenoux et Alfred Brard; MM. Le Hars, le Ministre de l'Agricul-

ture, Clémentel et Bachelet. Retrait. Amendement de M. Machet et un grand nombre de ses collègues : MM. Machet, Damecour, Henry Bérenger, *rapporteur général*; le Ministre de l'Agriculture, Clémentel, Bachelet. Retrait. Adoption de l'article 137. Article 204 de la Chambre des Députés. Amendement de MM. Serre, Mollard, Milan et Machet : MM. Henry Bérenger, *rapporteur général*; Louis Serre, Gourju, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*. Adoption (devenant l'article 137 bis), Amendement (disposition additionnelle de MM. Mollard, Machet, Milan et Serre; M. Henry Bérenger, *rapporteur général*. Sur l'article : M. Hugues Le Roux. Disjonction de l'amendement et renvoi à la Commission des finances. Article 205 de la Chambre des Députés : Amendement de M. Drivet : MM. Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales*; Drivet, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*; Louis Tissier. Disjonction. Article 138 et 139. Adoption. Amendement de MM. Le Hars et Fenoux : M. Le Hars. Adoption (devenant l'article 139 bis). Adoption de l'article 139 modifié. Articles 140 et 141. Adoption. Articles 210 et 211 de la Chambre des Députés. Texte déjà voté. Loi du 20 février 1923. Articles 142, 143, 144, 145, 146, 147, 147 bis (218 de la Chambre des Députés), 147 ter, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156 et 157. Adoption. Articles 158 : M. Jeanneney. Adoption. Articles 159, 160 et 161. Adoption. Article 162 : M. Jeanneney. Adoption. Article 163 : M. Jeanneney. Adoption. Articles 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171 et 172. Adoption. Article premier précédemment réservé : Amendement de M. Victor Peytral : MM. Victor Peytral, Henry Bérenger, *rapporteur général*; de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Gourju, Paul Doumer, André Honnorat et Dominique Delahaye. Retrait. Adoption de l'article premier. Sur l'ensemble : M. Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [26 juin] (2^e séance) (J.O., p. 1293). ¶ Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1923, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 juin] (1^{re} séance) (J.O., p. 1371; I. n^o 549). M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport (I. n^o 553). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Discussion générale : MM. de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Henry Bérenger, *rapporteur général*. Article premier. Etat A. — Ministère des Finances. Chapitre 5, 8, 20 et 20ter. Adoption. Chapitre 26 : M. le Ministre des Finances et le Rapporteur général. Rejet, au scrutin, du chiffre voté par la Chambre. Chapitres 28, 37, 47, 52 bis, 58, 59. Adoption. Chapitre 60 : M. d'Aubigny, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*. Adoption du chiffre de la

Chambre. Chapitres 72, 88, 95, 104, 108, 116 et 137. Adoption. Chapitre 141 : MM. Louis Pasquet, Louis Dausset, *rapporteur*; le Ministre des Finances. Adoption. Chapitre 150 : MM. Le Hars et le Ministre des Finances. Adoption. Chapitres 151, 153, 159. Adoption. Chapitre 160 : MM. le Ministre des Finances, Louis Dausset, *rapporteur*. Adoption. Chapitre 162. Adoption. Chapitre 170 : MM. le Ministre des Finances, Louis Dausset, *rapporteur*; Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Dépenses extraordinaires. Chapitres L., ND, NE, NF. Adoption. Chapitre NO : M. Dominique Delahaye. Adoption. — Services d'Alsace-Lorraine. — Justice : Chapitre 35, 90. Adoption. — Guerre : Chapitre E 25. Adoption. Chapitre 109 : Amendement de M. Eccard et plusieurs de ses collègues : MM. Eccard, Henri Roy, *rapporteur*; Maurice Colrat, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption. Adoption du chapitre 109 modifié. — Enseignement technique : Chapitre 56 : M. Gaston Vidal, *Sous-Secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique*. Adoption. Chapitre 74. Adoption. — Travaux publics : Chapitre G : Amendement de MM. Eccard, Scheurer et le Colonel Stuhl. Adoption. — Régions libérées : Chapitre C : Amendement de MM. Scheurer, le Général Bourgeois, Gegauff et Helmer : MM. Scheurer et Henry Bérenger, *rapporteur général*, Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitre L : Amendement de M. le Colonel Stuhl : M. Eccard. Adoption. — Justice : Chapitres 4, 9, 12, 13, 14, 15, 16, 25, 33, 34, 34 *ter*, 35 *bis*, 36. Adoption. — Services pénitentiaires : Chapitre 5 et 24 *ter*. Adoption. — Affaires étrangères : Chapitres premier, 3, 5, 7, 9, 12, 13, 15, 18, 21 *bis*. Adoption. Chapitres 25 et 26. Adoption. Chapitre 32 : MM. Raymond Poincaré, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*; Lucien Hubert; *rapporteur*; Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption du chiffre de la Chambre des Députés. Chapitre 38 : MM. Dominique Delahaye, Lucien Hubert, *rapporteur*. Adoption. Chapitre 41 : MM. Dominique Delahaye et Lucien Hubert, *rapporteur*. Adoption. Chapitre 49, 51, 51 *bis*, 54, 54 *bis*, 57 *bis* et 57 *ter*. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres B, N et O. Adoption. Intérieur : Chapitres premier et 2. Adoption. Chapitre 10 : M. Maurice Maunoury, *Ministre de l'Intérieur*. Adoption. Chapitre 11, 16 *ter*, 36, 39. — Adoption. Chapitre 46 : MM. le Ministre de l'Intérieur, Schrameck, *rapporteur*; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*; Raymond Poincaré, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*. Adoption du chiffre de la Chambre des Députés. Chapitre 48. Adoption du chiffre de la Chambre des Députés. — Guerre : Chapitres O 32 et O 35. Adoption. Chapitre O 46. M. Maginot, *Ministre de la Guerre*. Adoption. Chapitres O 48, O 54, O 58, O 70, O 89, O 122 *ter*, O 143, O 154, O 155, O 157, O 158, O 162 *ter*, O 178, O 199. Adoption. Dépenses extraordinaires : Cha-

pitres E 2, E 8 bis, E 19 bis. Adoption. — Marine : Chapitres premier, 2 bis, 3, 10, 12, 18, 21, 27, 28, 36, 40, 49, 53, 55, 58, 60 et 60 bis. Adoption. — Instruction publique : Chapitres 7, 8, 21, 25, 26, 30 et 36. Adoption. Chapitre 69 : MM. Victor Bérard, Henry Bérenger, *rapporteur général*; Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Adoption du chiffre de la Chambre des Députés. Chapitres 83, 89, 90, 98 et 123. Adoption. Chapitre 125 : MM. Roustan et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Chapitres 131, 171, 181 bis. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitre A : MM. Henri Merlin et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. — Beaux-Arts : Observations de MM. Georges Berthoulat et Raymond Poincaré, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*. Chapitres 20, 42, 45, 48, 69, 89 bis, 90, 91 bis, 103, 104 bis. Adoption. — Enseignement technique : Chapitre 25, 50 ter. Adoption. — Commerce : Chapitres premier, 2 ter, 3, 15 bis, 15 ter, 15 quater, 19, 19 bis, 19 ter. Adoption. — Travail : Chapitres 28 bis, 47 bis, 56 ter. Adoption. Chapitre 58 bis. Adoption. — Colonies : Chapitres 27, 27 bis, 55 et H. Adoption. — Agriculture : Chapitre 81 ter. Adoption. — Travaux publics : Chapitre 40 : MM. Chomet et Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Chapitre 57 quater. Adoption. Chapitre 69 bis. M. le Ministre des Travaux publics. Adoption. Chapitres 70, 76 bis et 96 bis. Adoption. Chapitre 99 des Postes et Télégraphes. Réservé. — Ports, marine marchande. Chapitres premier, 6, 7, 24, 31, 34, 35, 36 ter. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitre A. Adoption. Chapitre L : MM. Henry Bérenger, *rapporteur général*; Rio, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande*. Adoption. — Aéronautique : Chapitre 24 ter. Adoption. — Pensions, Primes et Allocations de guerre : Chapitres 2 et 4. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitre A. Adoption. — Hygiène : Chapitres 2 et 6 ter. Adoption. Chapitre 31 : M. Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène*. Adoption. Chapitre 32 : MM. le Ministre de l'Hygiène, Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Chapitres 34, 41, 49, 50, 52. Adoption. Chapitre 53 : MM. le Ministre de l'Hygiène, Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres A et G. Adoption. — Manufactures de l'Etat en Alsace et en Lorraine. Chapitre 10 bis. Adoption. — Légion d'honneur : Chapitres 6 bis, 7 bis et 15 bis. Adoption. — Service des poudres : Chapitres 3, 10 bis, 12 bis et 26 bis. Adoption. — Chemins de fer de l'Etat : Chapitres 3, 8 et 12 bis. Adoption. — Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine : Chapitre 10 bis. Adoption. — Monnaies et Médailles : Chapitres 6 et 18. Adoption. — Postes et Télégraphes : Chapitre 4 ter : M. Paul Pelisse, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 11, 14, 15, 16, 18. Adoption. Chapitre 54 : M. Henri Merlin. Adoption. — Caisse nationale d'épargne : Chapitres 10 ter et 15. Adoption. —

Caisse des Invalides de la Marine : Chapitres 14 bis, 99. Adoption. — Loi de finances : Article 216 : MM. Henry Bérenger, *rapporteur général*; Raymond Poincaré, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*; Jeanneney, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Paul Doumer, J.-L. Breton et René Renoult. Rejet, au scrutin, de la disjonction. Adoption de l'article 216. Article 2. Adoption. Article 3. Disjonction. Articles 11 et 16. Adoption. Article 20 bis. Disjonction. Article 23 : MM. Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales*; Henry Bérenger, *rapporteur général*; Gustave Lhopiteau, Gaston Japy, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*; Gaston Carrère. Ernest Roche, Le Hars. Disjonction au scrutin. Articles 24, 25, 26, 27, 28, 29, 29 ter. Disjonction. Articles 38, 46, 48, 56. Adoption. Article 59 : MM. le Ministre des Finances, le Président de la Commission. Adoption. Article 60 : MM. Hervey, Henry Bérenger, *rapporteur général*; Roche, Dominique Delahaye. Adoption. Article 70 (ancien 92). Disjonction. Article 70 bis. Adoption. Articles 71, 72, 79, 84, 88, 97 bis, 97 ter, 97 quater, 102, 108, 109, 109 bis (nouveau), 115. Adoption. Article 117 : Amendement de M. Ernest Roche. Adoption. Adoption de l'article 117 modifié. Article 117 bis. Adoption. Articles 119, 120. Disjonction. Articles 130, 137. Adoption. Article 145 : MM. Victor Bérard, Jouis, François-Albert. Adoption. Articles 157, 158, 165, 166, 167, 168. Adoption. Article 169 bis. Disjonction. Articles 182 bis, 183, 187, 190 bis, 210 et 212. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juin] (2^e séance) (J.O., p. 1386). || Déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 559). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport (I. n° 560). Discussion immédiate prononcée. Article premier. Etat A. — Finances : Chapitre 26 : MM. de Lasteyrie, *Ministre des Finances*, et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Chapitres 141, 160. Adoption. Chapitre NO. Rejet. — Guerre : Chapitre E 23. Adoption. — Travail : Chapitre 74. Adoption. — Affaires étrangères : Chapitres 38 et 41. Adoption. — Intérieur : Chapitre 10. Adoption. — Instruction publique : Chapitres 123, 125. Adoption. — Beaux-Arts : Chapitres 42 et 45. Adoption. — Commerce : Chapitre premier. Adoption. — Hygiène : Chapitre 32 et 34. Adoption. — Loi de finances : Article 2. Adoption. Article 3 : MM. Coignet et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Disjonction. Articles 69 (nouvelle rédaction), 70, 115 et 74. Adoption. Adoption de l'article premier. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juin] (2^e séance) (J.O., p. 1429). || Déposé par M. le Ministre des Finances. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 561). M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport

(I. n° 562). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Observation de M. Dominique Delahaye. Article premier. Etat A. — Finances : Chapitres 26 et N O. Adoption. Adoption de l'article premier. — Loi de finances : Article 2. Rejet. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juin] (2° séance) [J.O., p. 1433]. Promulgation (J.O., 1^{er} juillet, p. 6166).

BUDGET DE L'EXERCICE 1923 (Dépenses recouvrables).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget spécial, pour l'exercice 1923, des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [6 juillet] (J.O., p. 1473 ; I. n° 605). M. Henry Bérenger dépose le rapport [6 juillet] (J.O., p. 1474 ; I. n° 612). M. le Colonel Stuhl dépose le rapport (Ministère des Pensions, des Primes et Allocations de guerre) [10 juillet] (J.O., p. 1489 ; I. n° 657). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Henry Bérenger, *rapporteur général* ; Lucien Hubert, Gourju, Raphaël-Georges Lévy, *rapporteur du budget des Régions libérées* et le Colonel Stuhl. Discussion des articles : Article 3. Etat C. — Affaires étrangères : Chapitres premier, 1 bis, 1 ter, 2 et 3. Adoption. — Guerre : Chapitre 4 : Amendement de MM. Berthoulat, le Général Bourgeois et le Général Hirschauer : MM. Georges Berthoulat, Maginot, *Ministre de la Guerre* ; Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Chapitres 5, 6, 7 et 8. Adoption. — Hygiène : Chapitre 9. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 3. Article premier : M. Dominique Delahaye. Réservé. Etat A. — Guerre : Chapitres 23, 24, 25, 25 bis, 25 ter. Adoption. — Pensions, Primes et Allocations de guerre : Chapitres 113 à 134 *quinquiès*. Adoption. — Finances : Chapitres premier à 19. Adoption. — Justice : Chapitre 20 : Amendement de M. Chênebenoit : MM. Chênebenoit, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*, et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Adoption du chapitre 20 modifié. Chapitre 21. Adoption. — Services pénitentiaires : Chapitre 22. Adoption. — Marine : Chapitres 26 et 27. Adoption. — Instruction publique : Chapitre 28. Adoption. Chapitre 29 : MM. Victor Bérard et le Ministre des Finances. Adoption. Chapitre 30. Adoption. Chapitre 31 : MM. Mauger et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Chapitre 32 (nouveau libellé). Adoption. — Beaux-Arts : Chapitre 33. Adoption. Chapitre 34 : MM. Victor Bérard, Reibel, *Ministre des Régions libérées* ; Lucien Hubert, Raphaël-Georges Lévy, Jules Delahaye, Gaston Japy et de Lubersac. Amendement de MM. Victor Bérard, Lucien Hubert et François Albert : M. François-Albert. Adoption. Adoption du chapitre 34 modifié. Chapitre 35.

Adoption. — Enseignement technique : Chapitre 36. Adoption. — Travail : Chapitres 37 à 41. Adoption. — Colonies : Chapitres 42, 43 et 44. Adoption. — Agriculture : Chapitres 45 et 46. Adoption. Chapitre 47 : Amendement de M. Lebrun. Adoption. Chapitres 48, 49 et 50. Adoption. — Travaux publics : Chapitres 51, 52 et 53. Adoption. Chapitre 54 : Amendement de MM. Henri Merlin et René Gouge. Adoption. Chapitres 55 à 61 bis. Adoption. — Ports, Marine marchande et Pêches : Chapitres 62, 63 et 63 bis. Adoption. — Postes et Télégraphes : Chapitres 64 et 65. Adoption. — Régions libérées : Chapitres 66 à 74. Adoption. Chapitre 75 : MM. le Ministre des Régions libérées, Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption (chiffre de la Commission). Chapitre 76. Adoption. Chapitre 77 : MM. le Ministre des Régions libérées, Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Chapitre 77 bis (nouveau). Adoption. Chapitres 78 à 81. Adoption. Chapitre 82 : MM. de Lubersac et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Adoption. Chapitres 83 à 112. Adoption. — Hygiène : Chapitres 135 à 145. Adoption. Chapitre 146 : Amendement de M. Blaignan. Adoption. Chapitres 147 à 152. Adoption. Article 2 (état B). Adoption. Articles 4 et 5. Adoption. Article 6 : MM. Lucien Hubert, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Lebrun, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*; de Lubersac, René Gouge et Dominique Delahaye. Adoption. Deuxième amendement de M. de Lubersac. Adoption (devenant article 6 bis). Deuxième amendement de M. de Lubersac. Adoption (devenant article 6 ter). Article 7. Adoption. Article 8 : MM. Lebrun et Reibel, *Ministre des Régions libérées*. Adoption. Articles 9 à 11. Adoption. Article 12 : MM. de Lubersac et Henry Bérenger, *rapporteur*. Adoption. Articles 13 à 19. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Lucien Hubert, Albert Gérard et Charpentier : MM. Charpentier et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Retrait. Adoption de l'article premier précédemment réservé. Adoption, au crutin de l'ensemble du projet de loi [10 juillet] (J.O., p. 1493). || Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant fixation du budget spécial, pour l'exercice 1923, des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix, déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 715). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [12 juillet] (J.O., p. 1613). M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport (I. n° 720). Discussion immédiate prononcée. Article premier. Etat A. Finances : Chapitre 5. Adoption. — Travaux publics : Chapitre 61 ter. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 13 bis. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [12 juillet] (J.O., p. 1615). Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 6871).

BUDGET DE 1922 (Loi de finances).

4 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant :** 1° autorisation de percevoir, pendant l'année 1924, les droits, produits et revenus publics ainsi que d'émettre et de renouveler, pendant la même année, des valeurs du Trésor à court terme; 2° ouverture de crédits sur l'exercice 1924, en vue du relèvement de l'indemnité pour charges de famille et des indemnités de résidence, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [26 décembre] (J.O., p. 2079; I. n° 895). M. Henry Bérenger dépose le rapport [26 décembre] (J.O., p. 2079; I. n° 896). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Henry Bérenger, *rapporteur général*; de Lasteyrie, *Ministre des Finances*, et Massuabau. Discussion des articles. Articles premier (Etat A), 2 et 3. Adoption. Article 4 : MM. Mauger, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*, Raphaël-Georges Lévy et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption, au scrutin, de l'article 4. Article 5 : MM. de Lasteyrie, *Ministre des Finances*, et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Article 6 : M. Mauger. Adoption. Article 7 : MM. Jossot et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Adoption. Article 8. Adoption. Amendement de M. Brangier : M. Brangier. Renvoi à la Commission des finances. Article 9. Adoption. Article 10 : Amendement de MM. Labrousse, Faure, Milan, Machet et Mazurier : MM. Labrousse, Henry Bérenger, *rapporteur général*; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*; Milan, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Retrait. Adoption de l'article 10. Articles 11 à 15. Adoption. Article 16 (Etat B). Adoption des chapitres du Ministère des Finances, du Ministère de la Justice (Services judiciaires et services pénitentiaires), du Ministère des Affaires étrangères, du Ministère de l'Intérieur, du Ministère de la Guerre, du Ministère de la Marine, du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, du Ministère du Commerce et de l'Industrie, du Ministère du Travail, du Ministère des Colonies, du Ministère de l'Agriculture, du Ministère des Travaux publics (Travaux publics, Ports, Marine marchande et Pêches, Aéronautique et Transports aériens), du Ministère de l'Hygiène, Adoption de l'ensemble de l'article 16. Articles 17 à 36. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Mauger, Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [26 décembre] (2° séance) (J.O., p. 2103). || **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant :** 1° autorisation de percevoir, pendant l'année 1924, les droits, produits et revenus publics, ainsi que

d'émettre et de renouveler, pendant la même année, des valeurs du Trésor à court terme; 2° ouverture de crédits sur l'exercice 1924, en vue du relèvement de l'indemnité pour charges de famille et des indemnités de résidence, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [27 décembre] (J.O., p. 2128; I. 910). M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport (I. n° 912). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Discussion des articles modifiés. Article 5. Adoption. Article 10 : MM. Labrousse et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [27 décembre] (J.O., p. 2129). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 12133).

BUDGET DE L'ALGÉRIE. — Voir Algérie, 5.

BUDGET DE L'ÉTAT. — Voir Année financière.

BUDGET DU SÉNAT. — Voir Résolutions, 12.

BUENOS-AYRES (Légation de France à). — Voir Crédits, 18.

BULLETINS DE VOTE ET CIRCULAIRES ÉLECTORALES. —

Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant la distribution des bulletins de vote et circulaires électorales, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [18 mai] (J.O., p. 794; I. n° 393). M. Victor Peytral dépose et lit le rapport (I. n° 434). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 juin] (J.O., p. 860). Promulgation (J.O., 9 juin, p. 5458).

BUREAU DU SÉNAT. — Résultat du scrutin pour la nomination du Président du Sénat : M. Léon Bourgeois, élu. Résultat du scrutin pour la nomination de quatre Vice-Présidents : MM. Antony Ratier, Bienvenu Martin, Alexandre Bérard et Jénouvrier, élus. Résultat du scrutin pour la nomination de huit Secrétaires : MM. Lancien, Fenoux, Pelisse, Paul Dupuy, Morand, Milan, Blaignan et François-Saint-Maur, élus. Résultat du scrutin pour la nomination de trois Questeurs : MM. Poirson, Ranson et Vieu, élus [9 janvier] (J.O., p. 2 et 3). Résultat du 2° tour de scrutin pour la nomination du Président du Sénat : M. Gaston Doumergue, élu [22 février] (J.O., p. 364). Résultat du scrutin pour la nomination d'un Vice-Président du Sénat : M. Gustave Rivet, élu [15 mai] (J.O., 750).

BUREAUX

9 janvier. — Tirage au sort des bureaux (J.O., p. 2; F. 2). Organisation des bureaux [12 janvier] (J.O., p. 401; F. 4).

13 novembre. — Tirage au sort des bureaux (J.O., p. 1634; F. 74). Organisation des bureaux [16 novembre] (J. O., p. 10765; F. 75).

CABESTANY (Pyrénées-Orientales). — Voir Communes et cantons, 2.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS. — Dépôt du rapport de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1922 de ces deux établissements [26 juin] (J.O., p. 1293; I. n° 501).

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS D'ALSACE ET DE LORRAINE.

1 — Dépôt de deux rapports de la Commission de contrôle de la Caisse des dépôts et consignations d'Alsace et de Lorraine relatifs aux opérations et aux résultats des exercices 1920-1921 et 1921 de cet établissement [5 février] (J.O., p. 219).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 29 mars 1922 concernant l'élévation du taux de l'intérêt servi par la Caisse des dépôts et consignations d'Alsace et de Lorraine aux Caisses d'épargne sans garantie communale (Voir Table 1922, p. 171). M. Henri Roy dépose le rapport [6 juillet] (J.O., 1480; I. n° 620).

3 — Dépôt du rapport de la Commission de contrôle de la Caisse des dépôts et consignations d'Alsace et de Lorraine au sujet des opérations effectuées par cette institution au cours de l'exercice 1922 [26 décembre] (J.O., p. 2079).

CAISSES DE CRÉDIT AGRICOLE.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant les Caisses de crédit agricole à accorder aux propriétaires ruraux des prêts individuels à long terme en vue de faciliter la construction, l'aménagement, l'amélioration ou la transformation de bâtiments destinés au logement des travailleurs ruraux, déposé par M. le Minis-

tre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de l'agriculture [10 janvier] (J.O., p. 24; I. n° 12). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [17 janvier] (J.O., p. 57).

2 — **Projet de loi**, adopté par la Chambre des Députés, exonérant les Caisses de crédit agricole, les Sociétés coopératives agricoles de production et les Sociétés d'intérêt collectif agricole de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, institué par la loi du 31 juillet 1917, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission des finances [12 juillet] (J.O., p. 1614; I. n° 717).

CAISSE DES RETRAITES FONDÉES PAR LES ANCIENS COMBATTANTS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant les Caisses de retraites fondées par les anciens combattants et les victimes de la guerre, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [12 juillet] (J.O., p. 1613; I. n° 714). M. Paul Doumer dépose et lit le rapport (I. n° 722). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique [12 juillet] (J.O., p. 1618). Promulgation (J.O., 11 août, p. 7794).

CALAMITÉS PUBLIQUES EN 1920 ET 1921. — Voir Crédits 19.

CANAL DE MARSEILLE AU RHONE. — **Projet de loi**, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la participation de l'Etat aux dépenses de construction du canal de Marseille au Rhône et à divers travaux d'amélioration et d'extension du port de Marseille, déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre du Commerce et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [22 mars] (J.O., p. 625; I. n° 213). M. Milan dépose le rapport [28 juin] (J.O., p. 1328; I. n° 513). Déclaration de l'urgence. Adoption [6 juillet] (J.O., p. 1476). Promulgation (J.O., 21 juillet, p. 6934).

CANAL DE WASSY. — **Projet de loi**, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° d'homologuer le relèvement des taxes maxima du tarif annexé au cahier des charges de concession de l'exploitation du canal de Wassy à Saint-Dizier (canal concédé par la loi du 8 avril 1879); 2° d'autoriser la substitution de la Société des aciéries de Micheville à la Société des forges de Champagne comme concessionnaire dudit canal (Voir Table 1922, p. 172). M. Hamelin dépose le rapport [28 février] (J.O., p. 413; I. n° 135). Déclaration de l'urgence. Adoption des trois articles et de l'ensemble du

projet de loi [26 mars] (J.O., p. 656). Promulgation (J.O., 30 mars, p. 3168).

CARBONATE DE SOUDE. — Voir Conventions, 11.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Voir Crédits supplémentaires, 11.

CHAMBRES D'AGRICULTURE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, relatif aux Chambres d'agriculture, déposé par M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de l'agriculture [29 juin] (J.O., p. 1365; I. n° 544). M. Chomet dépose le rapport. Renvoi, pour avis, à la Commission des finances. [20 novembre] (J.O., p. 1676; I. n° 742). M. Fernand David, dépose l'avis de la Commission des finances [4 décembre] (J.O., p. 1748; I. n° 777). Ajournement de la discussion [18 décembre] (J.O., p. 1961). Urgence précédemment déclarée. Discussion générale: MM. Chomet, *rapporteur*; Jules Méline, *Président de la Commission de l'agriculture*; Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*; Maurice Guesnier et Faure. Vote, au scrutin, du passage à la discussion des articles. Articles premier et 2 précédemment adoptés. Article 3: Amendement de M. Edouard Roche: MM. Edouard Roche, Chomet, *rapporteur*; Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*; Faure, Damecour. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption de l'article 3. Article 4 précédemment adopté. Article 5: MM. Mauger, Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*; Louis Pasquet. Adoption. Articles 6 à 17 précédemment adoptés. Article 18. Adoption. Articles 19 à 23 précédemment adoptés. Article 24. Adoption. Articles 25 à 29 précédemment adoptés. Article 30. Adoption. Articles 31 à 33 précédemment adoptés. Article 34: MM. Fernand David, *rapporteur de la Commission des finances*; de Jouvenel, Damecour, Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*; Faure, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*; Dominique Delahaye. Adoption de la première partie de l'article (jusqu'au 5°). Rejet, au scrutin de l'alinéa 5°. Observation de M. Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption des derniers alinéas et de l'ensemble de l'article 34. Articles 35 à 38 précédemment adoptés. Article 39: MM. Louis Pasquet, Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*; Dominique Delahaye, Guillaume Poulle et Gourju. Adoption. Article 40: Amendement de MM. Edouard Roche et Louis Pasquet: MM. Edouard Roche, Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*; Fernand David, *rapporteur de la Commission des finances*; Louis Pasquet. Adoption des premiers alinéas. Rejet de l'amendement (par

l'adoption du texte de la Commission). Amendement de M. La Batut. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 40. Article 41. Adoption. Articles 42 à 44 précédemment adoptés. Adoption de l'ensemble du projet de loi [19 décembre] (J.O., p. 1965). Promulgation (J.O., 4 janvier 1924, p. 130).

CHAMBRES DE COMMERCE. — Projet de loi attribuant le caractère d'établissements publics aux groupements régionaux des Chambres de commerce (Voir Table 1922, p. 175). M. Roustan dépose le rapport [15 mars] (J.O., p. 561 ; I. n° 170). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : M. Roustan, *rapporteur*. Article unique (texte de l'amendement de M. Guillaume Poulle). Adoption. Vote du passage à une 2^e délibération. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [29 mai] (J.O., p. 819).

CHASSE. — Proposition de loi sur la chasse et la destruction des lapins (Voir Table 1878, p. 284). Renvoi à la Commission de l'agriculture [7 juin] (J.O., p. 847).

CHASSE (Police de la).

I — Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de l'agriculture [27 février] (J.O., p. 385 ; I. n° 121). M. Machet dépose le rapport [5 juillet] (J.O., p. 1444 ; I. n° 587). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Machet, *rapporteur* ; Milan. Article premier (modification des articles 2, 3, 4, 9, 11, 12, 14, 16 et 29 de la loi du 3 mai 1844). Articles 2 et 3. Adoption. Article 4 : MM. Morand, Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture* ; Gaston Menier et Georges Berthoulat. Adoption. Article 9 : MM. Mauger, le Ministre de l'Agriculture, Brangier et Gaston Menier. Adoption. Articles 11, 12 et 14. Adoption. Article 16 : MM. Mauger et le Ministre de l'Agriculture. Adoption. Article 29. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2 : MM. Morand, Milan, le Ministre de l'Agriculture, Georges Berthoulat, André Lebert, Gaston Menier et Louis David. Amendement de M. Morand : MM. Machet et le Ministre de l'Agriculture. Adoption. Sur l'article : MM. Mauger, le Ministre de l'Agriculture, Bouveri. Adoption de l'article 2. Adoption de l'ensemble du projet de loi [27 novembre] (J.O., p. 1719). Promulgation (J.O., 3 mai, p. 4001).

2 — Proposition de loi sur la police de la chasse (Voir Table 1901, p. 340). Renvoi à la Commission de l'agriculture [7 juin] (J.O., p. 847).

CHATAIGNIER (Abatage du). — Proposition de loi de M. Roche et un certain nombre de ses collègues relative à la réglementation de l'abatage du chataignier. Renvoi à la Commission de l'agriculture [20 février] (J.O., p. 359; I. n° 98).

CHAUMONT (Haute-Marne). — Voir Taxes de remplacement, 8.

CHEMINS DE FER.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le département de la Meuse à racheter le réseau de la Compagnie meusienne des chemins de fer et à l'affermier à la Société générale des chemins de fer économiques (Voir Table 1922, p. 179). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [11 janvier] (J.O., p. 32). M. Marcel Régnier dépose le rapport [23 février] (J.O., p. 368; I. n° 113). M. Jeanneney dépose l'avis de la Commission des finances [15 mars] (J.O., p. 577; I. n° 173). Déclaration de l'urgence. Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi [26 mars] (J.O., p. 654). Promulgation (J.O., 29 mars, p. 3122).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique les lignes de Lérrouville à Novéant et de Chaligny à Blainville, et d'approuver une convention passée avec la Compagnie de l'Est pour la concession de diverses lignes (Voir Table, 1922, p. 179). Renvoi pour avis à la Commission des finances [11 janvier] (J.O., p. 32). M. Chagnaud dépose le rapport [31 janvier] (J.O., p. 191; I. n° 46). M. Jeanneney dépose l'avis de la Commission des finances [16 février] (J.O., p. 339; I. n° 96). Déclaration de l'urgence. Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi [23 février] (J.O., p. 368). Promulgation (J.O., 2 mars, p. 2030).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le rachat, par le département de l'Yonne, du réseau de la Compagnie des chemins de fer d'intérêt local de l'Yonne (Voir Table, 1922, p. 179). M. Gaudaire dépose le rapport [31 janvier] (J.O., p. 191; I. n° 48). Renvoi pour avis à la Commission des finances [5 février] (J.O., p. 240). Avis de la Commission des finances par M. Jeanneney. Déclaration de l'urgence. Adoption des quatre articles et de l'ensemble du projet de loi [9 février] (J.O., p. 292). Promulgation (J.O., 16 février, p. 1582).

4 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux emprunts contractés par les grandes Compagnies de chemins de fer d'intérêt général** (Voir Table, 1922, p. 178). M. Jeanneney dépose le rapport [8 février] (J.O., p. 287; I. n° 70). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article unique : Amendement de M. André Honnorat non appuyé. Adoption de l'article unique du projet de loi [1^{er} mars] (J.O., p. 455). Promulgation (J.O., 10 mars, p. 2282).

5. — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 29 mars 1922, relatif à l'application, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, aux travaux de chemins de fer d'intérêt général et d'intérêt local, se rapportant aux lignes rattachées au réseau des chemins de fer d'Alsace et Lorraine, des dispositions de la loi du 29 avril 1919, concernant le maintien à titre définitif des travaux publics exécutés pendant la guerre, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre de la Guerre et des Pensions. Renvoyé à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national** [15 février] (J.O., p. 313; I. n° 83).

6 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver un avenant à la convention passée, le 24 février 1910, avec la Compagnie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée et relative à la concession du chemin de fer de Monéteau à Saint-Florentin** (Voir Table 1922, p. 180), M. Chagnaud dépose le rapport [22 février] (J.O., p. 364; I. n° 104). Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [16 mars] (J.O., p. 582). Promulgation (J.O., 20 mars, p. 2611.)

7. — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser une augmentation du capital garanti par la Compagnie des chemins de fer du Midi à la Société des voies ferrées départementales du Midi, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national** [23 février] (J.O., p. 382; I. n° 114). M. Jeanneney dépose le rapport [26 mars] (J.O., p. 654; I. n° 241). M. Paul Dupuy dépose l'avis de la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [26 mars] (J.O., p. 654; I. n° 245). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [29 mars] (J.O., p. 709). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 3490).

8 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer à voie normale de Bordj-bou-Argeridj au gisement de phosphates du Djebel-Maâdid (département de Constantine), déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [28 février] (J.O., p. 401 ; I. n° 131). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [17 mai] (J.O., p. 762 ; I. n° 387). Déclaration de l'urgence. Adoption [12 juin] (J.O., p. 868). Promulgation (J.O., 10 juillet, p. 6598).**

9 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 30 novembre 1920, relatif au rattachement des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine au Ministère des Travaux publics (Voir Table 1921, p. 243). M. Rabier dépose le rapport [28 février] (J.O., p. 413 ; I. n° 134). M. le Général Bourgeois dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [6 mars] (J.O., p. 483 ; I. n° 144). Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [20 mars] (J.O., p. 617). Promulgation (J.O., 1^{er} avril, p. 3299).**

10 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'augmenter, d'une part, le montant des travaux complémentaires, autorisé au titre de l'exercice 1921 par la loi de finances du 30 avril 1921; d'autre part, la faculté d'émission des Compagnies du Nord et de Paris-Lyon-Méditerranée (Voir Table 1922, p. 178). M. Jeanneney dépose le rapport [1^{er} mars] (J.O., p. 441 ; I. n° 140). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Jeanneney, rapporteur, et Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [5 juillet] (J.O., p. 1456). Promulgation (J.O., 18 juillet, p. 6834).**

11 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au régime des chemins de fer dans la zone française de l'empire chérifien, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères; M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [1^{er} mars] (J.O., p. 557 ; I. n° 166). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [1^{er} juin] (J.O., p. 895 ; I. n° 456). Déclaration de l'urgence. Adoption [28 juin] (J.O., p. 1331). Promulgation (J.O., 12 août, p. 7914).**

12 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier les conditions d'établissement et d'exploitation, dans**

les départements du Tarn et de la Haute-Garonne, des voies ferrées d'intérêt local de Castres à Toulouse avec embranchement du Pont-de-l'Hers à Croix-Daurade et de Castres à Revel ; et d'approuver les nouvelles conditions de la garantie d'intérêts accordée à l'entreprise par la Compagnie des chemins de fer du Midi, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national et, pour avis, à la Commission des finances [22 mars] (J.O., p. 625, I. n° 212). M. Vieu dépose le rapport [22 mars] (J.O., p. 626; I. 214). M. Jeanneney dépose l'avis de la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [26 mars] (J.O., p. 654; I. n° 244). Déclaration de l'urgence. Adoption [29 mars] (J.O., p. 692). Promulgation (J.O., p. 3361).

13 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la mise à voie normale du chemin de fer de Guingamp à Paimpol, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [29 mars] (J.O., p. 679; I. n° 290). M. Chagnaud dépose le rapport (31 mai) (J.O., p. 832; I. n° 414). Ajournement de la discussion. Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [12 juin] (J.O., p. 869). Observations de M. Chagnaud. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Avis de la Commission des finances par M. Jeanneney (I. n° 724). Articles premier et 2. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Jeanneney, rapporteur ; Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Adoption de l'ensemble du projet de loi [12 juillet] (J.O., p. 1616). Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 7042).

14 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer à voie de 1 m. 055, de Sidi-Bel Abbès à Saïda (département d'Oran) (Voir Table 1922, p. 179). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [17 mai] (J.O., p. 762; I. n° 375). Déclaration de l'urgence. Adoption [29 mai] (J.O., p. 822). Promulgation (J.O., 14 juin, p. 5595).

15 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'une ligne de chemin de fer de 1 m. 055, de Saïda à Martimprey, déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [15 mars] (J.O., p. 577; I. n° 181). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [17 mai] (J.O., p. 762; I. n° 376). Déclaration de l'ur-

gence. Adoption [29 mai] (J.O., p. 823). Promulgation (J.O., 14 juin, p. 5595).

16 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'une ligne de chemin de fer à voie de 1 m. 055 de Frenda à Tiaret (Voir Table 1922, p. 180). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [17 mai] (J.O., p. 762; I. n° 377). Déclaration de l'urgence. Adoption [29 mai] (J.O., p. 823). Promulgation (J.O., 14 juin, p. 5594).

17 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'une ligne de chemin de fer à voie de 1 m. 055, de Trumelet à Boghari (département d'Alger et d'Oran) (Voir Table 1922, p. 178). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [17 mai] (J.O., p. 762; I. n° 378). Déclaration de l'urgence. Adoption [29 mai] (J.O., p. 823). Promulgation (J.O., 14 juin, p. 5594).

18 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'une ligne de chemin de fer à voie de 1 m. 055 de Berrouaghia à Aïn-Bessen (département d'Alger) (Voir Table 1922, p. 179). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [17 mai] (J.O., p. 762; I. n° 379). Déclaration de l'urgence. Adoption [31 mai] (J.O., p. 833). Promulgation (J.O., 14 juin, p. 5594).

19 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'une ligne de chemin de fer à voie de 1 m. 055, de Dombasle à Frenda (département d'Oran) (Voir Table 1922, p. 179). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [17 mai] (J.O., 762; I. n° 380). Déclaration de l'urgence. Adoption [31 mai] (J. O., p. 833). Promulgation (J.O., 14 juin, p. 5594).

20 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'une ligne de chemin de fer de 1 m. 055 de Mostaganem à l'Hillil et à Relizane, déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [15 mars] (J.O., p. 577; I. n° 182). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [17 mai] (J.O., p. 762); I. n° 381). Déclaration de l'urgence. Adoption [31 mai] (J.O., p. 833). Promulgation (J.O., 14 juin, p. 5594).

21 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'une ligne de chemin de fer à voie de 1 m. 055 de Mostaganem à Lapasset (Dahra, département d'Oran) (Voir Table 1922, p. 180). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [17 mai]

(J.O., p. 762 ; I. n° 382). Déclaration de l'urgence. Adoption [7 juin] (J.O., p. 848). Promulgation (J.O., 23 juin, p. 5902).

22 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'une ligne de chemin de fer à voie de 1 m. 055 d'Alger à Blida (département d'Alger), déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [15 mars] (J.O., p. 577 ; I. n° 179). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [17 mai] (J.O., p. 762 ; I. n° 383). Déclaration de l'urgence. Adoption [7 juin] (J.O., p. 848). Promulgation (J.O., 23 juin, p. 5902).

23 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'une ligne de chemin de fer à voie normale d'Affreville à Amourah (département d'Alger) (Voir Table 1922, p. 179). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [17 mai] (J.O., p. 762 ; I. n° 384). Déclaration de l'urgence. Adoption [17 juin] (J.O., p. 848). Promulgation (J.O., 23 juin, p. 5902).

24 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'une ligne de chemin de fer à voie normale de Batna à Kheuchela, déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [15 mars] (J.O., p. 577 ; I. n° 180). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [17 mai] (J.O., p. 762 ; I. n° 385). Déclaration de l'urgence. Adoption [12 juin] (J.O., p. 868). Promulgation (J.O., 10 juillet, p. 6598).

25 — Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer à voie d'un mètre, de Mila à Fedj-M'Zala, déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [15 mars] (J.O., p. 577 ; I. n° 178). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [17 mai] (J.O., p. 762 ; I. n° 386). Déclaration de l'urgence. Adoption [12 juin] (J.O., p. 868). Promulgation (J.O., 10 juillet, p. 6598).

26 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'incorporation au réseau des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine de la ligne d'intérêt général de Saint-Dié à Saales (Voir Table 1921, p. 242). M. Chagnaud dépose le rapport [31 mai] (J.O., p. 832 ; I. n° 413). Déclaration de l'urgence. Adoption [12 juin] (J.O., p. 868). Promulgation (J.O., 22 juin, p. 5846).

27 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le rachat, par le département du Rhône, du réseau de la Compagnie des chemins de fer du Beaujolais, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [23 juin] (J.O., p. 1123 ; I. n° 490). M. Japy dépose le rapport [11 juillet] (J.O., p. 1580) ; I. n° 691). Adoption [12 juillet] (J.O., p. 1603). Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 7043).

28 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver une convention, passée avec la Société générale des chemins de fer économiques, pour l'exploitation des lignes d'intérêt général de Sancoins à Lapeyrouse et de Châteaumeillant à la Guerche, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national et, pour avis, à la Commission des finances [10 juillet] (J.O., p. 1520 ; I. n° 682). M. Hamelin dépose le rapport [22 novembre] (J.O., p. 1697 ; I. n° 747).

29 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Savoie, d'une voie ferrée d'intérêt local, de Moutiers au Villard-du-Planay, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national et, pour avis, à la Commission des finances [13 novembre] (J.O., p. 1634 ; I. n° 730). M. Chagnaud dépose le rapport [12 décembre] (J.O., p. 1843 ; I. n° 809). M. Jeanneney dépose l'avis de la Commission des finances [18 décembre] (J.O., p. 1951 ; I. n° 844). Déclaration de l'urgence. Adoption [22 décembre] (J.O., p. 2073). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1924, p. 2).

30 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer à voie normale de Nemours à Marnia par Zoudj-el-Bral, déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et de l'outillage national [13 décembre] (J.O., p. 1864 ; I. n° 828).

31 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique la reconstruction à voie normale des lignes d'intérêt local de Solesmes à Avesnes et de Solesmes à Haspres, avec le prolongement de cette dernière ligne jusqu'à Denain, et d'approuver la modification des conditions d'exploitation de l'ensemble des lignes du groupe du Sud, déposé par M. le Ministre des

Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national et, pour avis, à la Commission des finances [18 décembre] (J.O., p. 1961 ; I. n° 850).

32 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique, à titre d'intérêt général, d'un chemin de fer à voie normale entre Espalion et Saint-Flour, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national et, pour avis, à la Commission des finances [18 décembre] (J.O., p. 1961 ; I. n° 854).

33 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer d'intérêt général à voie de 1 mètre de Quillan à Montlouis, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national et, pour avis, à la Commission des finances [26 décembre] (J.O., p. 2122 ; I n° 904).

34 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver des conventions passées avec la Compagnie des chemins de fer départementaux pour l'exploitation de réseaux secondaires d'intérêt général (Corse, Charente-Deux-Sèvres, Vivarais-Lozère), déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national et, pour avis à la Commission des finances [26 décembre] (J.O., p. 2122 ; I. n° 905).

35 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement d'un chemin de fer de Gouttières à Eygurande, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national et, pour avis, à la Commission des finances [26 décembre] (J.O., p. 2122 ; I. n° 906).

CHEVAUX, MULES ET MULETS, ANES ET ANESSES. — Voir Douanes, 12.

CHIFFRE D'AFFAIRES. — Voir Taxe sur le chiffre d'affaires.

CIMETIÈRES. — Voir Concessions centenaires.

CITOYENS MORTS POUR LA PATRIE.— Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de perpétuer le nom des citoyens morts pour la Patrie (Voir Table 1922, p. 181). M. Morand dépose le rapport [17 janvier] (J.O., p. 56 ; I. n° 14). Articles premier, 2 et 3 précédemment adoptés. Article 4 : amendement de M. Gourju : MM. Gourju et Morand *rapporteur*. Rejet. Adoption des trois premiers alinéas de l'article 4. Amendement de M. Gourju au dernier alinéa. Rejet. Amendement de M. Hugues Le Roux non soutenu. Amendement de M. Monsservin non soutenu. Adoption de l'ensemble de l'article 4, Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [8 mai] (J.O., p. 735). Promulgation (J.O., 3 juillet, p. 6350).

CLERCS DES ÉTUDES DANS LES OFFICES MINISTÉRIELS. — Voir Repos hebdomadaire.

CODES

CODE CIVIL

1 — 1^o Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 359 du Code civil sur l'adoption ; 2^o proposition de loi de M. Simonet, tendant à modifier le régime de l'adoption (Voir Table 1922, p. 185). Adoption de l'article premier (modification des articles 343 à 370 du Code civil) et de l'article 2. Vote du passage à une deuxième délibération. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [11 janvier] (J.O., p. 28). Deuxième délibération : adoption de l'article premier (modification des articles 343 à 370 du Code civil) et de l'article 2. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [20 mars] (J.O., 617). Promulgation (J.Q., 20 juin, p. 5794).

2 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à ajouter un paragraphe à l'article 1558 du Code civil (Voir Table 1922, p. 186). Déclaration de l'urgence. Adoption [11 janvier] (J.O., p. 29).

3 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 976 du Code civil relatifs au testament mystique (Voir Table 1922, p. 186). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [1^{er} février] (J. O., p. 214 ; I. n° 50). Déclaration de l'urgence. Article premier. MM. Mauger et Guillaume Poulle, *rapporteur*. Adoption. Articles 2 et 3. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [15 novembre] (J. O., p. 1659).

4 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 332 du Code civil concernant la légitimation

des enfants naturels décédés, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [8 mars] (J. O., p. 503; I. n° 150).

5 — Proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à porter à un mois le délai de quinzaine imparti par l'article 1444 du Code civil à la femme séparée de biens, pour commencer contre son mari des poursuites en vue du recouvrement de ses reprises. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle. [8 mai] (J. O., p. 738; I. n° 359). M. Gerbe dépose le rapport [5 juillet] (J. O., p. 1444; I. n° 576). Déclaration de l'urgence. Adoption [15 novembre] (J. O., p. 1655).

6 — Proposition de loi de M. Catalogne, tendant à modifier les articles 250 du Code civil, 867, 872 et 880 du Code de procédure civile (insertion des jugements de divorce et de séparation de corps aux tableaux exposés dans l'auditoire des tribunaux). Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [8 mai] (J. O., p. 730; I. n° 354). M. Pol-Chevalier dépose le rapport [23 mai] (J. O., p. 797; I. n° 398). Déclaration de l'urgence. Adoption [7 juin] (J. O., p. 861).

7 — Proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 295 du Code civil concernant le mariage entre époux divorcés, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [12 juin] (J. O., p. 868). M. Penancier dépose le rapport [20 décembre] (J. O., p. 1993; n° 871).

8 — Proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à modifier l'article 12 du Code civil relatif à la nationalité de la femme étrangère qui épouse un Français (Voir Table 1922, p. 185). M. Maranget dépose le rapport [21 juin] (J. O., p. 1040; I. n° 474). Déclaration de l'urgence. Adoption [11 juillet] (J. O., p. 1554).

9 — Proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à modifier le 3° de l'article 8 du Code civil et à conférer irrévocablement la nationalité française aux individus nés en France de parents étrangers dont l'un y est lui-même né. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [20 novembre] (J. O., p. 1692; I. n° 746).

10 — Projet de loi tendant à la modification des articles 826 et 832 du Code civil relatifs au partage (Voir Table 1922, p. 185). M. Boivin-Champeaux dépose le rapport. Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [27 novembre] (J. O., p. 1717; I. n° 750). M. Machet dépose l'avis de la Commission de l'agriculture [8 décembre] (J. O., p. 1798; I. n° 800). Communication d'un décret désignant un commissaire du

Gouvernement. Discussion générale : M. Boivin-Champeaux, *rappor-
teur*. Avis de la Commission de l'agriculture par M. Damecour.
Demande de renvoi à la prochaine séance : MM. Milliès-Lacroix,
Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture* et Dominique Delahaye. Adop-
tion [17 décembre] (J.O., p. 1942). Déclaration de l'urgence. Suite de la
discussion générale : MM. Chêneboit, Morand, François-Saint-Maur,
Fleys, *Directeur des affaires civiles, commissaire du Gouvernement* ;
Louis Serre, Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture* ; Milliès-Lacroix,
Dominique Delahaye. Demande d'ajournement : MM. Morand, Louis
Serre et Boivin-Champeaux, *Président de la Commission*. Adoption, au
scrutin [18 décembre] (J.O., p. 1952).

11 — Proposition de loi de M. Catalogne tendant à modifier l'article
310 du Code civil concernant la conversion des jugements de sépara-
tion de corps en jugements de divorce. Renvoi à la Commission de
législation civile et criminelle [17 décembre] (J.O., p. 1938 ; I. n° 835).

12 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, pré-
cédemment adoptée par le Sénat et modifiée par la Chambre des Dé-
putés, relative au mariage des enfants de parents disparus et modi-
fiant les articles 71, 151 et 154 du Code civil, transmise par M. le Prési-
dent de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législa-
tion civile et criminelle [26 décembre] (J.O., p. 2121 ; I. n° 902).

CODE DE COMMERCE. — Proposition de loi de M. Roustan tendant
à modifier les articles 2 et 586 et à abroger les articles 65 à 70 du
Code de commerce (Voir Table 1922, p. 186). M. Roustan dépose le
rapport [23 février] (J.O., p. 368 ; I. n° 107).

CODE DE JUSTICE MILITAIRE. — Projet de loi, portant revision
du Code de justice militaire pour l'armée de terre, déposé par M. le
Ministre de la Guerre et des Pensions. Renvoi à la Commission de
législation civile et criminelle [27 novembre] (J.O., p. 1727 ; I. n° 757).

CODE PÉNAL.

1 — Proposition de loi de M. Guillaume Poulle, ayant pour objet
de compléter les articles 319 et 320 du Code pénal et le paragra-
phe premier de l'article unique de la loi du 17 juillet 1908. Renvoi
à la Commission de législation civile et criminelle [18 janvier] (J.O.,
p. 95 ; I. n° 23). M. Morand dépose le rapport [17 mai] (J.O., p. 761 ;
I. n° 373). Déclaration de l'urgence. Adoption [28 juin] (J.O., p. 1331).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant
les dispositions de l'article 317 du Code pénal sur l'avortement, déposé

par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [30 janvier] (J.O., p. 164; I. n° 40). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [28 février] (J.O., p. 402; I. n° 133). Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [20 mars] (J.O., p. 619). Promulgation (J.O., 29 mars, p. 3122).

3 — Proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à soumettre aux pénalités prévues par les articles 309, 310, 311, 319 et 320 du Code pénal, selon les distinctions qui y sont contenues, la communication des maladies vénériennes. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [5 juillet] (J.O., p. 1445; I. n° 592).

CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

1 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, modifiant l'article 457 du Code de procédure civile et restreignant l'effet suspensif de l'appel aux appels interjetés dans les délais légaux (Voir Table 1918-1920, p. 484). M. Fernand Rabier dépose le rapport [27 février] (J.O., p. 398; I. n° 128).

2 — Proposition de loi de M. Louis Martin, tendant : 1° à étendre la compétence des juges de paix ; 2° à rendre plus effective l'obligation du préliminaire de conciliation imposé par l'article 48 du Code de procédure civile. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [8 mai] (J.O., p. 738; I. n° 360).

3 — Proposition de loi de M. Catalogne tendant à modifier les articles 61, 64, 68, 70 et 456 du Code de procédure civile et à supprimer l'article 1029 du même Code. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [19 juin] (J.O., p. 938; I. n° 466).

4 — Projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, ayant pour but de compléter les articles 2 et 59 du Code de procédure civile, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [10 juillet] (J.O., p. 1488; I. n° 633). M. Guillier dépose le rapport [10 juillet] (J.O., p. 1489; I. n° 659). Urgence précédemment déclarée. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi. [15 novembre] (J.O., p. 1659). Promulgation (J.O., 27 novembre, p. 11066);

CODE DU TRAVAIL.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 27 août 1922, rendant applicables dans les départe-

tements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les articles 79 à 98 du titre IV et les articles 102 et 106 du titre V du livre premier du Code du travail sur le placement des travailleurs, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [20 mars] (J.O., p. 606; I. n° 204). Renvoi, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [22 mars] (J.O., p. 640).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant le livre II, chapitre IV du Code du travail et de la prévoyance sociale (repos hebdomadaire et des jours fériés) (Voir Table 1918-1920, p. 485). M. Roustan dépose le rapport [4 décembre] (J.O., p. 1747; I. n° 779). Déclaration de l'urgence. Adoption [20 décembre] (J.O., p. 1999). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 12270).

CODIFICATION DES LOIS OUVRIÈRES. — Voir Lois ouvrières.

COLONIE DE REPOS pour le personnel des postes, des télégraphes et des téléphones. — Voir Crédits, 21.

COLONIES.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'érection, à la Martinique, d'une nouvelle commune sous la dénomination de Saint-Pierre (Voir Table 1922, p. 188). M. Gourju dépose le rapport [23 janvier] (J.O., p. 121; I. n° 29). Discussion générale : MM. Gourju, rapporteur et Lémery. Adoption de l'article unique du projet de loi [1^{er} février] (J.O., p. 212). Promulgation (J.O., 1^{er} avril, p. 3299).

2 — Proposition de loi de M. Lémery, tendant à transformer en départements français les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [25 janvier] (J.O., p. 127; I. n° 33).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification à la loi du 8 août 1920, fixant une nouvelle répartition des allocations destinées aux travaux prévus à la loi du 23 décembre 1913 autorisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française à contracter un emprunt de 167 millions, déposé par M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats

[22 février] (J.O., p. 364 ; I. n° 105). Renvoi pour avis à la Commission des finances [1^{er} mars] (J.O., p. 455). M. René Besnard dépose le rapport [5 juillet] (J.O., p. 1461 ; I. n° 603). M. Schrameck dépose et lit l'avis de la Commission des finances (I. n° 708). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des articles de l'ensemble du projet de loi [12 juillet] (J.O., p. 1604). Promulgation (J.O., 3 août, p. 7586).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Gouvernement général de l'Indo-Chine à réaliser, soit à Paris, soit en Indo-Chine, la deuxième tranche de l'emprunt autorisé par la loi du 26 décembre 1912, et modifiant les évaluations et la répartition des crédits ouverts par ladite loi, déposé par M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [22 novembre] (J.O., p. 1713 ; I. n° 749).

COMITÉ CONSULTATIF DES FORCES HYDRAULIQUES. —

Résultat du scrutin pour la nomination de membres du Comité consultatif des forces hydrauliques : MM. Louppe, Mollard, Goy, Chagnaud et Léon Perrier, élus [25 janvier] (J.O., p. 138 ; F. 89).

COMITÉ CONSULTATIF DES MINES. — Résultat du scrutin pour la nomination de cinq membres du comité consultatif des mines : MM. Jénouvrier, Perreau, Richard, Fenoux, Savary, élus [18 décembre] (J.O., p. 1961 ; F. 89).

COMMIS GREFFIERS. — Voir Sétif (Tribunal de). Voir aussi Alger (Tribunal d').

COMMISSAIRES PRISEURS. — Proposition de loi tendant à modifier les articles 9 de la loi du 27 ventôse an IX et 9 de l'ordonnance du 26 juin 1816 relative aux commissaires priseurs (Voir Table 1921, p. 250). — M. Lemarié dépose le rapport [12 juillet] (J.O., p. 1593 ; I. n° 700). Déclaration de l'urgence. Adoption [15 novembre] (J.O., p. 1659). Promulgation (J.O., 24 avril 1924, p. 3702).

COMMISSIONS

COMMISSION CONSULTATIVE SUR LES OPÉRATIONS DE LIQUIDATION DES BIENS. — Dépôt du rapport établi par la

Commission consultative sur les opérations de liquidation des biens ayant fait l'objet d'une mesure de séquestre de guerre [1^{er} février] (J.O., p. 195).

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE, DÉPARTEMENTALE ET COMMUNALE.

MM. Amédée Vidal, Andrieu, Baudet (Charles), Bonniard, Castillard, atalogne, Chautemps (Alphonse), Cordelet, Coyard, Daudé, Eccard, Fleury (Paul), Gaudin de Villaine, Gauvin, Gourju, Grand, Henri Merlin, Joseph Reynaud, Jossot, Le Roux (Paul), Lévy (Raphaël-Georges), Louis Soulié, Marraud (Pierre), Marsot, Marquis de Moustier, Mulac, Peytral (Victor), Pierrin, Pol-Chevalier, Ruffler, Vilar (Edouard). Président: M. Magny; Vice-Présidents: MM. Jeanneney et Monsservin; Secrétaires: MM. Laboulbène et Emile Sari [23 janvier] (J.O., p. 100; F. 11). M. de Lavrignais est élu membre de la Commission en remplacement de M. Paul Le Roux [29 mai] (J.O., p. 818; F. 43).

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE POLITIQUE GÉNÉRALE DES COLONIES ET PROTECTORATS.

MM. Albert (François), Bérard (Alexandre), Bergeon, Besnard (René), Bienvenu Martin, Bompard, Général Bourgeois, Chênebenoit, Cruppi, Dausset, Debierre, d'Estournelles de Constant, François-Marsal, Gasser, Georges Berthoulat, Hugues Le Roux, Jean Philip, Joseph Reynaud, Jouvenel (Henry de), de Lamarzelle, Martin (Louis), Méline, Milliès-Lacroix, Noulens, Ordinaire, Ratier (Antony), Rivet, le Comte de Saint-Quentin, Savary, Viviani (René), Weiller (Lazare). Président: M. Gaston Doumergue; Vice-Présidents: MM. de Selves et Hubert (Lucien). Secrétaires: MM. Reynald et Bérard (Victor) [23 janvier] (J.O., p. 100; F. 11). M. Auber est élu membre de la Commission en remplacement de M. Doumergue [15 mars] (J.O., p. 561, F. 32). M. de Selves est nommé Président de la Commission en remplacement de M. Doumergue [21 mars] (F. 34). M. Victor Bérard est élu Vice-Président en remplacement de M. de Selves. M. Jean Philip est élu Secrétaire en remplacement de M. Victor Bérard [21 mars] (F. 34). M. Labrousse est élu membre de la Commission en remplacement de M. Alexandre Bérard [29 mai] (J.O., p. 818; F. 43).

COMMISSION DE L'AGRICULTURE.

MM. Alfred Brard, Bachelot, Beaumont, Bollet, Bouctot, Bouvart, Brocard, Chauveau, Chomet, Courrégelongue, Damecour, Duchain,

Durand (Jean), Faure, Gégauff, Goinot, Henri Cosnier, Leneveu, Machet, le Marquis de Marguerie, Maurice Guesnier, Michel (Louis), Monfeuillart, Pajot, Pierrin, Quesnel, Roland (Léon), de Rougé, Sabaterie, le Comte de Saint-Quentin, Thiéry (Laurent). Président : M. J. Méline ; Vice-Présidents : MM. Alfred Massé et Fernand David ; Secrétaires : MM. Gaston Carrère et Marcel Donon [23 janvier] (J.O., p. 100 ; F. 11). M. Masclanis est élu membre de la Commission en remplacement de M. Bollet [29 mai] (J.O., p. 818, F. 43).

COMMISSION CHARGÉE D'EXAMINER LES PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOIS RELATIFS A L'ALGÉRIE.

Résultat du 2^e tour de scrutin pour la nomination, au scrutin de liste, d'une Commission de 18 membres chargée, en 1923, d'examiner les projets et propositions de loi relatifs à l'Algérie : MM. Auber, Simyan, le Comte d'Alsace, Hervey, de Landemont, le Général Bourgeois, Vallier, Mauger, Hugues Le Roux, Jean Morel, Le Hars, Mando, Cuttoli, Gasser, Chagnaud, Maurice Ordinaire, Lebrun et Duroux, élus [12 juin] (J.O., p. 873).

COMMISSION D'ALSACE ET LORRAINE. — Prorogation pendant l'année 1923 du mandat de la Commission d'Alsace et Lorraine [16 mars] (J.O., p. 582).

COMMISSION (Emplois aux anciens militaires).

Résultat du scrutin pour la nomination de deux membres de la Commission chargée d'établir annuellement un rapport sur l'application de la loi du 30 janvier 1923, réservant des emplois aux anciens militaires pensionnés pour infirmités de guerre ainsi qu'aux veuves et orphelins de guerre. MM. le Général Hirschauer et Marsot, élus [27 novembre] (J.O., p. 1727).

COMMISSION SUPÉRIEURE D'AMÉNAGEMENT, D'EMBELLISSEMENT ET D'EXTENSION DES VILLES.

Résultat du scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission supérieure d'aménagement, d'embellissement et d'extension des villes : M. Humblot, élu [14 décembre] (J.O., p. 1911).

COMMISSION DE L'ARMÉE.

MM. le Comte de Bertier, le Général Bourgeois, Breton (Jules-Louis), Cazelles, Chalamet, Codet (Pierre), Delpierre, Doumer (Paul),

le Comte d'Elva, Fernand Merlin, Foucher, Gaudin de Villaine, Gentil, Grosdidier, Hayez, Hervey, le Général Hirschauer, de La Batut, de Landemont, Le Barillier, Lebert, Loygue (Honoré), de Lubersac, Mauger, Paul Pelisse, Pédebidou, Poulle, Richard, Sabaterie, le Colonel Stuhl, le Général Taufflieb, Président : M. Lebrun (Albert); Vice-Présidents : MM. Menier (Gaston) et Berger (Pierre); Secrétaires : MM. Charles Chabert et le Comte d'Alsace, prince d'Hénin [23 janvier] (J.O., p. 100; F. 11). MM. Messimy et Amic sont élus membres de la Commission en remplacement de MM. Charles Chabert et Grosdidier, décédés [7 décembre] (J.O., p. 1758; F. 81).

COMMISSION DES CHEMINS DE FER, DES TRANSPORTS ET DE L'OUTILLAGE NATIONAL.

MM. Bersez, Billiet, Brangier, Brindeau, Cazelles, Coignet, Delahaye (Dominique), Denis (Gustave), Drivet, Dupuy (Paul), Eugène Chanal, Fourment, Gaudaire, Gérard (Albert), Hamelin, Japy, Loubet (J.), Louppe (Albert), Milan, Mollard, de Montaigu, Ordinaire, Perchot, le Lieutenant-Colonel Plichon, de Pomereu, Rouland, Sarraut (Maurice), Sireyjol, Trouvé, Vieu. Président : M. Lhopiteau; Vice-Présidents : MM. Fernand Rabier et Régnier (Marcel); Secrétaires : MM. Chagnaud et Blaignan [23 janvier] (J.O., p. 100; F. 11).

COMMISSION DE CONTROLE DE LA CIRCULATION MONÉTAIRE.

Résultat du scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission de contrôle de la circulation monétaire : M. Guillaume Chastenet, élu [15 novembre] (J.O., p. 1670; F. 75).

COMMISSION DE CODIFICATION DES LOIS OUVRIÈRES.

Nommée le 23 juin 1905, complétée le 13 décembre 1923 : 1^{er} bureau, M. Noël Cazals; 2^e bureau, M. Maurice Sarraut; 3^e bureau, M. Gaudaire; 4^e bureau, M. Marcel Régnier; 5^e bureau, M. Paul Duquaire; 6^e bureau, M. Serre; 7^e bureau, M. Villette Gaté; 8^e bureau, M. Jean Cazelles; 9^e bureau, M. Charles Deloncle [17 décembre] (J.O., p. 11738; F. 87). Président : M. Jean Cazelles; Secrétaire-rapporteur : M. Maurice Sarraut [22 décembre] (J.O., p. 11930; F. 87).

COMMISSION DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DU TRAVAIL ET DES POSTES.

MM. Amic, Babin-Chevaye, Bersez, Billiet, Bouveri, Buhan, Cadilhon, Chapsal, Codet (Pierre), Coignet, Delahaye (Jules), Diébolt-

Weber, Drivet, Enjolras, Foulhy, Garnier, Hennessy (James), Hervey, Jean Philip, Mando, Marsot, Mascuraud, Maurin, Mazurier, Mollard, Pasquet (Louis), Perdrix, Provost-Dumarchais, Régulier (Marcel), Ruffier, Thuillier-Buridard. Président : M. Clémentel; Vice-Présidents : MM. Deloncle (Charles) et Serre; Secrétaires : MM. Roustan et Roy (Henri) [23 janvier] (J.O., p. 100; F. 11).

COMMISSION DE COMPTABILITÉ.

MM. Albert (François), Auber, Bonniard, Bouctot, Charles Chabert; Cuminal, Durand (Jean), Gallet, Héry, Humblot, Jean Philip, Massabuau, Mazurier, Michaut, Penancier, Pierrin. Président : M. Gomot, Secrétaire : M. Guillaume Poulle [24 janvier] (J.O., p. 803; F. 11).

COMMISSION DES DOUANES ET DES CONVENTIONS COMMERCIALES.

MM. Auber, Bachelet, Bompard, Bouctot, Buhan, Cadilhon, Chapsal, Charpentier, Courrégelongue, Delahaye (Dominique), Denis (Gustave), Ermant, Gallet, N***, Japy, Lauraine, Lederlin, Lefèvre (Abel), Leglos, Maurice Guesnier, Mazurier, Menier (Gaston), Mony, Noël, Pichery, Lieutenant-Colonel Plichon, Potié, Quesnel, Rajon (Claude), Roland (Léon), Scheurer. Président : M. Jean Morel; Vice-Présidents : MM. Mascuraud et Touron; Secrétaires : MM. Donon et Eugène Chanal [23 janvier] (J.O., p. 100; F. 11). M. Villette Gaté est élu membre de la Commission en remplacement de M. Gouge [30 janvier] (J.O., p. 163; F. 12). M. Mazurier donne sa démission [7 juin] (J.O., p. 847). M. Charles Deloncle est élu membre de la Commission [21 juin] (J.O., p. 1041).

COMMISSION DE L'ENSEIGNEMENT.

MM. Albert (François), Cazals, Daraignez, Daudé, Delsor, Dron (Gustave), Duchain, Duplantier, Eymery, Farjon, Georges Berthoulat, Gerbe, Goy, Gras, Héry, Honnorat, Jouis, Laboulbène, Labrousse, Lafferre, de Lamarzelle, Léon Perrier, Massé (Alfred), Monsservin, Montenot, Penancier, Porteu, Pottevin, Quilliard, Servain, Simyan. Président : M. Bérard (Victor); Vice-Présidents : MM. Cruppi, Cuminal; Secrétaires : MM. Jossot, Humblot [23 janvier] (J.O., p. 100, F. 11).

COMMISSION DES FINANCES.

MM. François-Saint-Maur et Roustan sont élus membres de la Commission en remplacement de MM. Busson-Billault et Alexandre Bérard (29 mai] (J.O., p. 818, F. 43).

COMMISSION DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE, DE L'ASSURANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

MM. Baudet (Charles), Comte de Bertier, Brager de La Ville-Moysan, Bussy, Daraignez, Delpierre, Dron (Gustave), Dudouyt, Duquaire, Félix Martin, Fontanille, Foucher, François-Saint-Maur, Gallet, Gasser, Gomot, Goy, Guillois, Henri Merlin, Honorat, Limouzain-Laplanche, Louppe (Albert), Masclanis, Michaut (Henri), Mony, Marquis de Moustier, Oriot, Ranson, Roche, Trouvé, Vallier. Président : M. Chauveau ; Vice-Présidents : MM. Fernand Merlin et Pottevin ; Secrétaires : MM. Lancien et Mauger [23 janvier] J.O., p. 100 ; F. 11).

COMMISSION DE LÉGISLATION CIVILE ET CRIMINELLE.

MM. Busson Billault, Catalogne, Chastenet (Guillaume), Chautemps (Alphonse), Crémieux (Fernand), David (Louis), Duplantier, Eccard Fenoux, Gallini, Gerbe, Gouge (René), Gourju, Grand, Guillier, Helmer, de Las Cases (Emmanuel), Lebert, Lemarié, Lémery, Loubet (J.), Marangé, Martin (Louis), Massabuau, Morand, Pérès, Pol-Chevalier, Rabier (Fernand), Richard, Savary, Vallier. Président : M. Boivin-Champeaux ; Vice-Présidents : MM. Ratier (Antony), Régismanset ; Secrétaires : MM. G. Poulle, Penancier [23 janvier] (J.O., p. 100 ; F. 11). MM. de Montaigu et Mazurier sont élus membres de la Commission en remplacement de MM. Busson Billault et Gallini [29 mai] (J.O., p. 818 ; F. 4).

COMMISSION DE LA MARINE.

MM. Alfred Brard, Babin-Chevaye, Bérenger (Henry), Comte de Blois, Brindeau, Cuttoli, David (Louis), Dehove, Dudouyt, Duroux, d'Estournelles de Constant, Farjon, Flaissières, Fortin, Hennessy (James), de Lavrignais, Le Hars, Lemarié, Lémery, Le Troadec, Morand, Mulac, Pams (Jules), Perreau, de Pomereu, Rouland, Roustan, Servain, Thuillier-Buridard, Tissier, Trystram. Président : M. de Ker-guézec ; Vice-Présidents : MM. Riotteau, Guilloteaux ; Secrétaires : MM. Fenoux et Bergeon [23 janvier] (J.O., p. 100 ; F. 11). M. Roustan donne sa démission [7 juin] (J.O., p. 847). M. Charles Chaumet est élu membre de la Commission [21 juin] (J.O., p. 1041).

COMMISSION DES PÉTITIONS.

MM. Duchein, Comte d'Elva, Jonnart, Lauraine, de Lavrignais, Maurin, Michaut. Président : M. Cazals ; Secrétaire : M. Machet [24 janvier] (J.O., p. 803 ; F. 11).

COMMISSION RELATIVE AUX DÉPARTEMENTS LIBÉRÉS DE L'INVASION.

Résultat du 2^e tour de scrutin pour la nomination au scrutin de liste, dans les bureaux d'une Commission de 27 membres, chargée, en 1923, de l'examen des projets et propositions de lois relatifs aux départements libérés de l'invasion : MM. Noël, Castillard, Ermant, Laurent Thiéry, Bachelet, Monfeuillart, Japy, Bersez, Elby, Potié, Charpentier, Hayez, Pierrin, Poulle, Henri Merlin, Albert Gérard, Chênebenoit, de Rougé, Plichon, Reynald, Lucien Hubert, Gouge, Porteu, Thuillier-Buridard, Lebrun, de Lubersac et Tournon élus [9 février] (J.O., p. 301).

COMMISSION DE SURVEILLANCE DES CAISSES D'AMORTISSEMENT ET DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS.

Résultat du scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations : M. Bienvenu Martin, élu [1^{er} février] (J.O., p. 214).

COMMISSIONS GÉNÉRALES. — Nomination des membres des Commissions générales [23 janvier] (J.O., p. 99; F. 11).

COMMISSIONS SPÉCIALES D'ARRONDISSEMENT POUR LA CONSTATATION DE L'ÉVALUATION DES DOMMAGES DE GUERRE. — Voir Dommages de guerre, 2.

COMMISSIONS ADMINISTRATIVES DES HOSPICES. — Voir Hospices.

COMMUNES. — Voir Aménagement, embellissement et extension des communes.

COMMUNES ET CANTONS.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à diviser la commune d'Ossès (canton de Saint-Etienne-de-Baïgorry, arrondissement de Mauléon-Licharre, département des Basses-Pyrénées) en deux communes distinctes dont les chefs-lieux seront fixés à Ossès et à Saint-Martin-d'Arrossa et qui porteront respectivement les noms de ces deux localités, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [29 mai] (J.O., p. 817; I. n° 404). M. Gourju dépose le rapport [14 juin] (J.O., p. 891; I. n° 451). Adoption [22 juin] (J.O., p. 1071). Promulgation (J.O., 4 juillet, p. 6390).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à diviser la commune de Cabestany (canton de Perpignan-Est, arrondissement de Perpignan, département des Pyrénées-Orientales) en deux communes distinctes dont les chefs-lieux seront respectivement fixés à Cabestany et à Saleilles, et qui porteront respectivement [les noms de ces deux localités, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [28 juin] (J.O., p. 1327; I. n° 510). M. Vilar dépose le rapport. [29 juin] (J.O., p. 1352; I. n° 538). Adoption [6 juillet] (J.O., p. 1474). Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 6894).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à diviser la commune d'Orgon (canton d'Orgon, arrondissement d'Arles, département des Bouches-du-Rhône) en deux communes distinctes, dont les chefs-lieux sont fixés à Orgon et au Plan-d'Orgon et qui porteront respectivement les noms de ces deux localités, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [28 juin] (J.O., p. 1327; I. n° 511). M. Laboulbène dépose le rapport [6 juillet] (J.O., p. 1473; I. n° 608). Lecture du rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [12 juillet] (J.O., p. 1611). Promulgation (J.O., 29 juillet, p. 7385).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire la commune de Mégevette du canton de Thonon-les-Bains (arrondissement de Thonon-les-Bains, département de la Haute-Savoie) pour la rattacher au canton de Saint-Jeoire (arrondissement de Bonneville, même département), déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [5 juillet] (J.O., p. 1444; I. n° 572). M. Coyrard dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [6 juillet] (J.O., p. 1474; I. n° 611). Adoption [10 juillet] (J.O., p. 1490). Promulgation (J.O., p. 6894).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire la commune de Brin du canton de Nomény (arrondissement de Nancy, département de Meurthe-et-Moselle) pour la rattacher au canton de Nancy-Est (même arrondissement et département), déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [10 juillet] (J.O., p. 1488; I. n° 663). M. Marsot dépose le rapport [10 juillet] (J.O., p. 1489; I. n° 670). Urgence précédemment déclarée. Adoption [11 juillet] (J.O., p. 1549). Promulgation (J.O., 29 juillet, p. 7385).

6 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à diviser le territoire de la commune d'Arles (canton d'Arles-Est, arrondissement d'Arles, département des Bouches-du-Rhône) en deux communes distinctes, dont les chefs-lieux seront fixés respectivement à Arles et à Saint-Martin-de-Crau, et qui porteront respectivement les noms de ces deux localités, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [21 décembre] (J.O., p. 2035 ; I. n° 883).**

7 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire la section de Larmor et une partie de la section de Locmiquel de la commune de Baden (canton de Vannes-Ouest, arrondissement de Vannes, département du Morbihan) pour les ériger en municipalités distinctes, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale départementale et communale [26 décembre] (J.O., p. 2102 ; I. n° 901).**

COMMUNICATIONS

1 — **D'une lettre de MM. Reynald et Ordinaire [9 janvier] (J.O., p. 2).**

2 — **D'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés faisant connaître au Sénat la composition définitive du Bureau de la Chambre des Députés pour l'année 1923 [10 janvier] (J.O., p. 9).**

3 — **D'un télégramme du Sénat de Pologne [11 janvier] (J.O., p. 27).**

4 — **D'une lettre de M. le Ministre des Travaux publics demandant au Sénat de procéder à l'élection de cinq membres du Comité consultatif des forces hydrauliques [17 janvier] (J.O., p. 57).**

5 — **D'une lettre de M. le Président de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations demandant au Sénat de désigner deux membres de cette Commission.**

6 — **D'une lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à l'élection d'un représentant au Conseil supérieur des retraites ouvrières et paysannes [23 janvier] (J.O., p. 99).**

7 — **Du second rapport établi par la Commission consultative sur les opérations de liquidation des biens ayant fait l'objet d'une mesure de séquestre de guerre [1^{er} février] (J.O., p. 195).**

8 — **D'une lettre de M. le Premier Président de la Cour de Cassation notifiant la désignation du procureur général et des avocats généraux près la Haute Cour de Justice [5 février] (J.O., p. 219).**

9 — D'une lettre de M. Léon Bourgeois donnant sa démission de Président du Sénat [16 février] (J.O., p. 319).

10 — D'un état de M. le Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux publics indiquant les résultats de la vente des navires au 31 décembre 1922 [20 février] (J.O., p. 343).

11 — D'une lettre de M. le Ministre de l'Instruction publique demandant au Sénat de procéder à l'élection de représentants au Conseil national de l'Office national des recherches scientifiques et industrielles et des inventions [22 février] (J.O., p. 363).

12 — D'une lettre de M. le Ministre de la Guerre sur la libération de la classe 1921 [29 mars] (J.O., p. 663).

13 — D'une lettre de M. le Garde des Sceaux et lecture d'un décret constituant le Sénat en Cour de Justice, pour le mardi 24 mai [8 mai] (J.O., p. 729).

14 — Relative à la nomination d'un Vice-Président du Sénat.

15 — Relative à la nomination d'un membre de la Commission d'instruction de la Cour de Justice.

16 — Relative à la nomination de membres de Commissions générales [8 mai] (J.O., p. 738).

17 — Relative à la nomination d'un membre de Commissions générales [15 mai] (J.O., p. 753).

18 — Relative à la nomination de membres de Commissions générales [17 mai] (J.O., p. 777).

19 — D'une lettre du Président de la Commission de surveillance des dépôts et consignations [22 juin] (J.O. p. 1119).

20 — Relative à la revue des troupes, le 14 juillet 1923 [5 juillet] (J.O., p. 1443).

21 — D'un décret convoquant le Sénat et la Chambre des Députés en session extraordinaire [13 novembre] (J.O., p. 1631).

22 — Relative à la nomination par le Sénat d'un membre de la Commission de contrôle de la circulation monétaire [13 novembre] (J.O., p. 1633).

23 — Relative à la nomination des membres de Commissions générales [13 novembre] (J.O., p. 1634).

24 — D'une lettre de M. le Ministre de la Guerre et des Pensions demandant au Sénat de procéder à l'élection de deux membres de la Commission chargée d'établir annuellement un rapport sur les condi-

tions d'application de la loi du 30 janvier 1923 [15 novembre] (J.O., p. 1653).

25 — Relative à la nomination de membres de la Commission de l'armée [29 novembre] (J.O., p. 1744).

26 — D'une lettre de M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie demandant au Sénat de bien vouloir procéder à l'élection de deux membres du Conseil d'administration de l'Office national du commerce extérieur [4 décembre] (J.O., p. 1748).

27 — D'une lettre de M. le Ministre de l'Intérieur demandant au Sénat de bien vouloir procéder à l'élection d'un membre de la Commission supérieure d'aménagement, d'embellissement et d'extension des villes, en remplacement de M. Poirson, décédé [8 décembre] (J.O., p. 1779).

28 — D'une lettre de M. le Ministre des Travaux publics demandant au Sénat de bien vouloir procéder à la désignation de cinq membres du Comité consultatif des mines [10 décembre] (J.O., p. 1801).

COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT

1 — M. Raymond Poincaré, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, fait une communication relative à l'occupation du bassin de la Ruhr. L'affichage en est ordonné [11 janvier] (J.O., p. 30).

2 — Communication d'une lettre de M. le Ministre de la Guerre et des Pensions relative à l'occupation de la Ruhr [15 février] (J.O., p. 305).

COMPTABILITÉ A PARTIES DOUBLES. — Voir Résolution, 13.

COMPTES DE LA PÉRIODE DE GUERRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à fixer les conditions dans lesquelles seront apurés les comptes de la période de guerre, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [5 juillet] (J.O., p. 1444; I. n° 596). M. Henry Bérenger dépose le rapport [18 décembre] (J.O., p. 1960; I. n° 847). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Articles premier à 11. Adoption. Article 12: MM. Albert Lebrun, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*, et Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*. Adoption. Articles 13 à 22. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [26 décembre] (J.O., p. 2082). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 12192).

COMPTEURS ET INDICATEURS DE VITESSE. — Voir Douanes, 3.

COMPTEURS DE TOURS D'ÉLECTRICITÉ. — Voir Douanes, 2.

CONCESSIONS CENTENAIRES DANS LES CIMETIÈRES. —

Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de donner aux communes la faculté d'accorder des concessions centenaires dans les cimetières, transmise par M. Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale [28 juin] (J.O. p. 1327; I. n° 508). M. Gourju dépose le rapport [14 décembre] (J.O., p. 1892; I. n° 830). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [20 décembre] (J.O., p. 1999). Promulgation (J.O., 5 janvier 1924, p. 178).

CONCILIATION (Préliminaire de). — Voir Code de procédure civile, 2.

CONSEIL D'ÉTAT. — Projet de loi ayant pour objet de modifier l'organisation du Conseil d'État, (Voir Table 1922, p. 204). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Boivin-Champeaux, *rapporteur*; Guillaume Chastenot, Chapsal et Louis Martin. Discussion des articles : Articles premier à 7. Adoption. Article 8 : MM. Schrameck, Boivin-Champeaux, *rapporteur*; de Monzie, Maurice Colrat, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; et Pierre Marraud. Rejet au scrutin, d'une demande de disjonction. Adoption de l'article 8. Articles 9, 10 et 11. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [23 janvier] J. O., p. 104). Promulgation (J.O., 2 mars, p. 2030).

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA DÉFENSE NATIONALE. (*Secrétariat général*). — Voir Crédits, 1.

CONSEIL SUPÉRIEUR DES RETRAITES OUVRIÈRES ET PAYSANNES. — Résultat du scrutin pour la nomination d'un membre du Conseil supérieur des retraites ouvrières et paysannes : M. Elby, élu [26 janvier] (J.O., p. 159).

CONSEIL SUPÉRIEUR DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la modification de la composition du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels, transmis par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance,

de l'assurance et de la prévoyance sociales [8 mai] (J.O., p. 730); I. n° 353). M. Duquaire dépose le rapport [21 juin] (J.O., p. 1040; I. n° 475). Déclaration de l'urgence. Adoption [29 juin] (J.O., p. 1366). Promulgation (J.O., 19 août, p. 8238).

CONSEILS GÉNÉRAUX.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la date de l'ouverture de la première session ordinaire des Conseils généraux, déposée par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [16 mars] J.O., p. 600; I. n° 491). M. Bonniard dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [26 mars] (J.O., p. 656; I. n° 262). Promulgation (J.O., 30 mars, p. 3138)..

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 20 mars 1922, portant introduction dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de la loi du 7 juin 1873, relative aux membres des Conseils généraux, des Conseils d'arrondissement et des Conseils municipaux, qui se refusent à remplir certaines de leurs fonctions (Voir Table 1922, p. 202). M. Eccard dépose le rapport [18 mai] J.O., p. 781; I. n° 391).

CONSORTIUMS ET COMPTOIRS D'ACHATS (Liquidation des).

— Dépôt du rapport de M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie sur l'attribution des subventions et avances consenties sur les fonds provenant de la liquidation des consortiums et comptoirs d'achats créés pendant la guerre [15 novembre] (J.O., p. 1653).

CONTRATS TRANSLATIFS OU DÉCLARATIFS. — Voir Propriété immobilière.

CONTRATS DE TRANSPORT PAR TERRE. — Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 22 janvier 1923, relatif à l'extension aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, et de la Moselle des dispositions du Code civil et du Code de commerce français applicables aux contrats de transport par terre, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [18 juin] (J.O., p. 924; I. n° 460). Renvoi, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [20 juin] (J.O., p. 986). M. Eccard dépose le rapport [29 novembre] (J.O., p. 1738; I. n° 767).

CONTRIBUTION PERSONNELLE-MOBILIÈRE A PARIS. (Répartition de la). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 8 de la loi du 31 décembre 1900, relatif à la contribution personnelle-mobilière à Paris. M. Schrameck dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [29 mars] (J.O., p. 665; I. n° 280). Promulgation (J.O., 1^{er} avril, p. 3299).

CONTRIBUTIONS DIRECTES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux contributions directes (impositions départementales et communales) de l'exercice 1924, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [6 juillet] (J.O., p. 1480; I. n° 614). M. Henry Bérenger dépose le rapport [10 juillet] J.O., p. 1489; I. n° 642). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption successive des treize articles. Sur l'ensemble : MM. Mauger et de Lasteurie, *Ministre des Finances*. Adoption de l'ensemble du projet de loi [11 juillet] (J.O., p. 1549). Promulgation (J.O., 18 juillet, p. 6831).

CONTRIBUTIONS INDIRECTES ET IMPÔTS SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 27 mars 1922 relatif à la compétence du tribunal administratif siégeant à Strasbourg en matière de contributions indirectes et d'impôt sur le chiffre d'affaires, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission des finances [20 novembre] (J.O., p. 1675; I. n° 737). M. Henri Roy dépose le rapport [13 décembre] (J.O., p. 1863; I. n° 827). Déclaration de l'urgence. Adoption [28 décembre] (J.O., p. 2147). Promulgation (J.O., 19 janvier, 1924, p. 619).

CONVENTION AVEC LA BANQUE DE FRANCE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier la convention passée le 14 décembre 1923 entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 885). M. Henry Bérenger dépose le rapport [22 décembre] (J.O., p. 205; I. n° 886). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Observations MM. Hervey et Jovelet. Adoption de l'article unique du projet de loi [26 décembre] (J.O., p. 2086). Promulgation (J.O., 28 décembre, p. 12070).

CONVENTIONS, TRAITÉS ET ACCORDS.

1 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention conclue à Paris le 7 août 1921 entre la France et la Suisse, réglant les relations de commerce et de bon voisinage entre les anciennes zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gex et les cantons suisses limitrophes, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre de l'Agriculture, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats et, pour avis, à la Commission des douanes et des conventions commerciales [8 février] (J.O., p. 287 ; I. n° 66). Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères et à la Commission des finances [9 février] (J.O., p. 291). M. Noël dépose le rapport (I. n° 72). M. Bompard dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères (I. n° 73). M. Blaignan dépose l'avis de la Commission des finances (I. n° 74) [9 février] (J.O., p. 291). Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [15 février] (J.O., p. 305). M. Coignet dépose l'avis de la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes (I. n° 80) [15 février] (J.O., p. 310). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Fernand David et Noël, *rapporteur*. Article unique : MM. Eugène Chanal, Fernand David et Noël, *rapporteur*. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 février] (J.O., p. 337). Promulgation (J.O., 17 février, p. 1606).**

2 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation et faculté de cession d'une convention en vue de la fabrication de l'ammoniaque synthétique, déposé par M. le Ministre de l'Agriculture, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de la Guerre et des Pensions. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'agriculture [15 février] (J.O., p. 313 ; I. n° 86).**

3 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de l'accord signé à Paris, le 12 septembre 1919, par le Ministre des Affaires étrangères de la République française et par l'ambassadeur d'Italie à Paris, pour la fixation de la frontière entre la Tripolitaine et les possessions françaises d'Afrique, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre de la Guerre et des Pensions. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de**

politique générale des colonies et protectorats [6 mars] (J.O., p. 483; I, n° 145). M. Chênebenoit dépose le rapport [18 juin] (J.O., p. 921; I. n° 458). Déclaration de l'urgence. Adoption [29 juin] (J.O., p. 1366).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention internationale conclue à Dresde, le 22 février 1922, entre la France, l'Allemagne, la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Tchéco-Slovaquie, à l'effet d'établir l'acte de navigation de l'Elbe internationalisée, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [15 mars] (J.O., p. 577; I. n° 76). M. Louis Martin dépose le rapport [22 mars] (J.O., p. 639; I. n° 222). Déclaration de l'urgence. Adoption [29 mars] (J.O., p. 692). Promulgation (J.O., 1^{er} avril, p. 3298).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention conclue à Paris, le 6 février 1922, entre la France et la Pologne, et relative au régime des industries du naphte, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [22 mars] (J.O., p. 639; I. n° 227). Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce et de l'industrie [26 juin] (J.O., p. 1321). M. Dausset dépose le rapport [10 juillet] (J.O., p. 1489; I. n° 627). Ajournement de la discussion [11 juillet] (J.O., p. 1580). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Observations de MM. Louis Dausset, *rapporteur*; Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*; Louis Serre, *rapporteur de la Commission du commerce*; Lucien Dior, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*. Adoption de l'article unique du projet de loi [12 juillet] (J.O., p. 1598). Promulgation (J.O., 27 juillet, p. 7315).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention conclue à Paris, le 6 février 1922, entre la France et la Pologne, relative aux biens, droits et intérêts, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [29 mars] (J.O., p. 679; I. n° 284). M. Louis Dausset dépose le rapport [5 juillet] (J.O., p. 1445; I. n° 589). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Louis Dausset, *rapporteur*. Adoption de l'ar-

ticle unique du projet de loi [12 juillet] (J.O., p. 1596). Promulgation (J.O., 27 juillet, p. 7315).

7 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention ayant pour objet d'éviter la superposition d'impôts français et sarrois, signée à Paris, le 5 juillet 1922 entre la France et la Sarre, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats et, pour avis, à la Commission des finances [17 mai] (J.O., p. 777; I. n° 390). Renvoi à la Commission des finances, la Commission des affaires étrangères restant saisie pour avis [29 mai] (J.O., p. 825). M. Henry Bérenger dépose le rapport [7 juin] (J.O., p. 847; I. n° 423). M. Reynald dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères [25 juin] (J.O., p. 1227; I. n° 497). Déclaration de l'urgence. Adoption [30 juin] (J.O., p. 1379). Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 6863).

8 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'application de la convention d'assistance conclue entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. le roi des Belges, en vue d'établir l'égalité de traitement entre les ressortissants des deux Etats en ce qui concerne les lois d'assistance, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats et, pour avis, à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales, et à la Commission des finances [7 juin] (J.O., p. 862; I. n° 435). M. Debierre dépose le rapport [5 juillet] (J.O., p. 1444; I. n° 579). M. Duquaire dépose l'avis de la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [5 juillet] (J.O., p. 1445; I. n° 591). Adoption [12 juillet] (J.O., p. 1605). Promulgation (J.O., 28 novembre, p. 11062).

9 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, approuvant une convention passée par le Ministre des Finances, le Ministre de la Guerre et des Pensions et le Ministre de l'Intérieur, en vue de la construction et de l'exploitation en Algérie, d'une fabrique d'explosifs chloratés, déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de la Guerre et des Pensions et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [12 juin] (J.O., p. 873; I. n° 445). M. René Renoult dépose le rapport [10 juillet] (J.O., p. 1520; I. n° 676). Com-

munication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 novembre] (J.O., p. 1719). Promulgation (J.O., 9 décembre, p. 11462).

10 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier la convention signée le 30 novembre 1922, entre le Gouvernement français et la Commission de Gouvernement du territoire du bassin de la Sarre, à l'effet de déterminer les conditions financières d'aménagement des gares douanières à la frontière sarro-allemande, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des finances [22 juin] (J.O., p. 1119; I. n° 488). M. Henry Bérenger dépose le rapport [30 juin] (J.O., p. 1429; I. n° 558). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [6 juillet] (J.O., p. 1475). Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 6863).

11 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, approuvant une convention passée par le Ministre de la Guerre en vue du développement de la fabrication du carbonate de soude et de la soude caustique, déposé par M. le Ministre de la Guerre et des Pensions et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances [23 juin] (J.O., p. 1142; I. n° 494). M. le Général Bourgeois dépose le rapport [11 juillet] (J.O., p. 1549; I. n° 688). M. René Renoult dépose l'avis de la Commission des finances [4 décembre] (J.O., p. 1752; I. n° 788). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [17 décembre] (J.O., p. 1045). Promulgation (J.O., 23 décembre, p. 11950).

12 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du traité relatif à la limitation des armements navals conclu à Washington, le 6 février 1922, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, l'Italie et le Japon, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et, pour avis, à la Commission de la marine [10 juillet] (J.O., p. 1488; I. n° 632). M. Reynald dépose le rapport [10 juillet] (J.O., p. 1521; I. n° 680). M. Lémery dépose l'avis de la Commission de la marine [10 juillet] (J.O., p. 1521; I. n° 686). Urgence pré-

cédemment déclarée. Discussion générale : MM. Reynald, *rapporteur de la Commission des affaires étrangères*; Léméry, *rapporteur de la Commission de la marine*; Jean Guilloteaux, Raiberti, *Ministre de la Marine*, et Dominique Delahaye. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [11 juillet] (J.O., p. 1570). Promulgation (J.O., 27 juillet, p. 7315).

13 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation : 1° du traité conclu à Washington, le 13 décembre 1921, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire britannique et le Japon, relatif à leurs possessions et dominions insulaires dans l'océan Pacifique, ainsi que de la déclaration, en date du même jour, relative aux îles sous mandat situées dans l'océan Pacifique; 2° de l'accord conclu à Washington, le 6 février 1922, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire britannique et le Japon, tendant à préciser l'application du traité du 13 décembre 1921 en ce qui concerne le Japon, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et, pour avis, à la Commission de la marine [10 juillet] (J.O., p. 1488; I. n° 631). M. Reynald dépose le rapport [10 juillet] (J.O., p. 1521; I. n° 681). Urgence précédemment déclarée. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [11 juillet] (J.O., p. 1580). Promulgation (J.O., 27 juillet, p. 7315).

14 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification de la convention sur la liberté du transit, en date, à Barcelone, du 21 avril 1921, signée par la France, l'Albanie, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, la Bulgarie, le Chili, la Chine, le Danemark, l'Espagne, l'Esthonie, la Finlande, la Grande-Bretagne, l'Inde, la Nouvelle-Zélande, la Grèce, le Guatemala, le Japon, l'Italie, la Lettonie, la Lithuanie, le Luxembourg, la Norvège, le Panama, les Pays-Bas, la Perse, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'Etat serbe-croate-slovene, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie et l'Uruguay ainsi que du statut annexé à ladite convention, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et M. le Ministre des Régions libérées. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [17 décembre] (J.O., p. 1945; I. n° 841).

15 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'application de la convention d'assistance conclue entre le Gouver-

nement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'établir l'égalité de traitement entre les ressortissants des deux Etats en ce qui concerne les lois d'assistance, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Hygiène. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [17 décembre] (J.O., p. 1965; I. n° 855).

16 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention relative à l'application aux Belges établis en France de la loi du 1^{er} juillet 1916 sur les bénéfices réalisés pendant la guerre, signée à Paris, le 26 juillet 1921, entre la France et la Belgique, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats et, pour avis, à la Commission des finances [19 décembre] (J.O., p. 1987; I. n° 865).

17 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés : 1° approuvant un avenant à la convention conclue entre l'Etat et le département de la Seine pour la création, à Paris, d'un institut médico-légal comprenant l'ensemble des services administratifs et d'enseignement installés dans les bâtiments de la Morgue (loi du 2 avril 1912); 2° portant ouverture de crédits additionnels aux crédits de l'exercice 1921, destinés à allouer au département de la Seine, en exécution dudit avenant, une subvention de 275.000 francs, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [28 décembre] (J.O., p. 2145; I. n° 917).

CONVENTIONS COMMERCIALES.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention commerciale signée le 15 décembre 1922 entre la France et le Canada, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Agriculture, M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre du Commerce. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [10 juillet] (J.O., p. 1488; I. n° 655). M. Noël dépose le rapport [10 juillet] (J.O., p. 1489; I. n° 669). M. Maurice Ordinaire dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères [10 juillet] (J.O.,

p. 1521; I. n° 684). Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce et de l'industrie [11 juillet] (J.O., p. 1553). Urgence précédemment déclarée. Avis de la Commission du commerce, par M. Roustan, *rapporteur*. Avis de la Commission des affaires étrangères par M. de Selves, *Président*. Adoption de l'article unique du projet de loi [11 juillet] (J.O., p. 1566). Promulgation (J.O., 27 juillet, p. 7315).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention commerciale signée le 12 mai 1923, entre la France et l'Union économique belgo-luxembourgeoise, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Agriculture, M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales et M. le Ministre du Commerce. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [10 juillet] (J.O., p. 1487; I. n° 629). M. Chapsal dépose le rapport [10 juillet] (J.O., p. 1489; I. n° 668). M. Maurice Ordinaire dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères [10 juillet] (J.O., p. 1521; I. n° 683). Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce et de l'industrie [11 juillet] (J.O., p. 1553). Urgence précédemment déclarée. Avis de la Commission du commerce par M. Billiet, *rapporteur*. Observation de M. Roustan. Adoption de l'article unique du projet de loi [11 juillet] (J.O., p. 1568). Promulgation (J.O., 29 juillet, p. 7385).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention commerciale, signée, le 6 février 1922, entre la France et la Pologne, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre du Commerce et M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [27 novembre] (J.O., p. 1727; I. n° 754). M. Noël dépose le rapport [29 novembre] (J.O., p. 1737; I. n° 766). Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [29 novembre] (J.O., p. 1738).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention commerciale, signée le 7 janvier 1922, entre la France et l'Esthonie, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre du Commerce et M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [27 novembre] (J.O., p. 1727; I. n° 755). Renvoi, pour avis, à la Commission

du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [29 novembre] (J.O., p. 1738). M. Noël dépose le rapport [10 décembre] (J.O., p. 1801; I. n° 804).

5 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention commerciale, entre la France et la Finlande, signée à Paris, le 13 juillet 1921, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre du Commerce et M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [27 novembre] (J.O., p. 1727. I. n° 756). Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [29 novembre] (J.O., p. 1738). M. Noël dépose le rapport [4 décembre] (J.O., p. 1747. I. n° 774).**

CORRESPONDANCE RELATIVE AUX FONDS PUBLICS DE CHOMAGE. — Voir Fonds publics de chômage.

COUR DE JUSTICE. — Résultat du scrutin pour la nomination des membres de la Commission d'instruction de la Cour de Justice : MM. Ratier, Guillaume Poulle, Loubet, Guillier, Lemarié, Richard, Alexandre Bérard, Pérès et René Besnard, élus. — Résultat du scrutin pour la nomination des membres suppléants de la Commission d'instruction de la Cour de Justice : MM. Penancier, Reynald, Morand, de Las Cases, et Louis Martin élus. — Résultat du scrutin pour la désignation d'un Vice-Président de la Cour de Justice : M. Bienvenu Martin, élu [30 janvier] (J.O., p. 167). — Communication d'une lettre de M. le Premier Président de la Cour de Cassation notifiant la désignation du procureur général et des avocats généraux près la Cour de Justice [5 février] (J.O., p. 219). — Communication d'une lettre de M. le Garde des Sceaux, et lecture d'un décret constituant le Sénat en Cour de Justice pour le 24 mai [8 mai] (J.O., p. 729). — Résultat du scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission d'instruction de la Cour de Justice : M. Penancier, élu [15 mai] (J.O., p. 752). — Résultat du scrutin pour la nomination d'un membre suppléant de la Commission d'instruction de la Cour de Justice : M. Jean Cazelles, élu [23 mai] (J.O., p. 813).

Affaire Cachin, Monmousseau et autres.

Audience publique du jeudi 24 mai.

Par décret en date du 7 mai 1923, le Sénat a été constitué en Cour de Justice pour statuer sur les faits d'attentat à la sûreté extérieure et

intérieure de l'Etat, relevés à la charge de MM. Cachin, Monmousseau et autres, sur les faits connexes relevés à la charge de Hollein et autres et sur tous autres faits connexes que l'information ferait connaître. La Cour, aux termes de ce décret, s'est réunie aujourd'hui 24 mai, au Palais du Luxembourg. L'audience publique s'ouvre à quatorze heures dix minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. Les membres du Parquet, M. Lescouvé, procureur général, et M. Regnault, avocat général près la Cour d'appel de Paris, chargés de remplir les fonctions du ministère public près la Cour de Justice, sont introduits. M. le Procureur général donne lecture de son réquisitoire. MM. les membres du parquet se retirent. L'audience publique est suspendue à seize heures et la Cour se forme en chambre du conseil à seize heures cinq minutes. Le délibéré se prolonge jusqu'à vingt et une heures dix minutes. L'audience publique est reprise à vingt et une heures quinze minutes. M. le Président donne lecture d'un arrêt dont voici les termes : « La Cour, Vu le décret de M. le Président de la République en date du 7 mai 1923 ; Ouï M. le Procureur général en son réquisitoire ; Vu les requêtes présentées par Cachin et autres ; Considérant qu'en l'état actuel de la procédure qui lui a été soumise elle est suffisamment informée pour statuer sur sa compétence ; Considérant que l'affaire exposée n'est pas de la nature de celles qui sont réservées à son examen ; Décide qu'il n'y a lieu à suivre devant elle. Ordonne, en conséquence, que la procédure instruite contre Cachin et autres sera renvoyée à qui de droit pour être statué ainsi qu'il appartiendra. » L'audience est levée à vingt et une heures vingt minutes [26 mai] (J.O., p. 5016).

COURS D'EAU. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les portions de cours d'eau ou canaux aménagés en enclos (Voir Table 1922, p. 210). M. Marsot dépose le rapport [23 mai] (J.O., p. 797 ; I. n° 397). Déclaration de l'urgence. Adoption [7 juin] (J.O., p. 861). Promulgation (J.O., 20 juin, p. 5795).

CRACHER A TERRE. — Voir Etablissements et locaux ouverts au public.

CRAYONS. — Voir Douanes, 8.

CRÉDIT TOURISTIQUE ET HOTELIER. — Proposition de loi de M. Mollard relative au crédit touristique et hôtelier. Renvoi à la Commission des finances [27 février] (J.O., p. 385 ; I. n° 122).

CRÉDITS.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits pour l'exercice 1922, au titre du budget général, pour couvrir les dépenses de premier établissement et de fonctionnement du secrétariat général permanent du Conseil supérieur de la Défense nationale (Voir Table 1922, p. 215). M. Lucien Hubert dépose le rapport [17 janvier] (J.O., p. 56; I. n° 15). Adoption [26 janvier] (J.O., p. 141). Promulgation (J.O., 7 février, p. 1354).

2 — Projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères des crédits nécessaires à la création d'une légation de la République en Afghanistan (Voir Table 1922, p. 216). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [17 janvier] (J.O., p. 57). M. Lucien Hubert dépose le rapport [23 janvier] (J.O., p. 99; I. n° 25). Avis de la Commission des finances par M. Reynald (I. n° 115). Observations de M. Victor Bérard, *Président de la Commission de l'enseignement*. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [23 février, J.O., p. 381]. Promulgation J.O., 20 mars, p. 2610).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit de 120.000 fr. pour assistance aux Français de Russie (Voir Table 1922, p. 215). M. Lucien Hubert dépose le rapport [23 janvier] (J.O., p. 99; I. n° 24). Adoption [1^{er} février] (J.O., p. 197). Promulgation (J.O., 10 mars, p. 2610).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit de 96.055.462 francs en vue du paiement au Brésil de l'affrètement des bateaux ex-allemands pendant la période postérieure au 31 mars 1919 (Voir table 1922, p. 211). M. Serre dépose le rapport [25 janvier] (J.O., p. 127; I. n° 34). Article premier : M. Roustan. Adoption. Article 2. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [1^{er} février] (J.O., p. 214).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'ouverture d'un crédit au Ministre du Commerce et de l'Industrie, pour paiement des primes aux surfaces ensemencées en blé, méteil et seigle, dans les régions dévastées, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission des finances [23 janvier] (J.O., p. 121; I. n° 30). M. Henry Roy dépose le rapport [26 mars] (J.O., p. 654; I. n° 242). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [29 mars] (J.O., p. 702). Promulgation (J.O., 13 avril, p. 3082).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit de 50.000 francs au budget du Ministère du Commerce pour les dépenses de participation de la France à l'Exposition de Rio-de-Janeiro et annulation d'un crédit de même importance au budget de ce Département au titre de l'exercice 1922, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [23 février] (J.O., p. 382; I. n° 116). M. Henry Bérenger dépose le rapport [23 février] (J.O., p. 382; I. n° 117). M. Charles Deloncle dépose l'avis de la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [15 mars] (J.O., p. 577; I. n° 174). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption des deux articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [26 mars] (J.O., p. 655). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 3491).

7 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit de 40.000 francs pour les funérailles de M. Théophile Delcassé, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères; M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Renvoi à la Commission des finances [22 mars] (J.O., p. 625; I. n° 211). M. Chastenet dépose le rapport [29 mar] (J.O., p. 678; I. n° 286). Adoption [15 mai] (J. O., p. 752). Promulgation (J. O., 5 juin, p. 5334).

8 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits pour la liquidation des dépenses faites par le Gouvernement français en vue d'assister les Russes réfugiés de Crimée, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères; M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de la Guerre et des Pensions et M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission des finances [22 mars] (J.O., p. 639; I. n° 225).

9 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits au titre du budget général de l'exercice 1922, (Ministère des Affaires étrangères), déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des finances [22 mars] (J.O., p. 639; I. n° 286). M. Lucien Hubert dépose le rapport [29 mars] (J. O., p. 664; I. n° 269). Adoption [15 mai] (J.O., p. 752). Promulgation (J.O., 24 mai, p. 4914).

10 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir un crédit d'un million de francs pour participation

de l'Etat à la souscription du monument de l'intervention américaine dans la guerre. (Voir Table 1918-1920, p. 615). M. Lucien Hubert, dépose le rapport [29 mars] (J. O., p. 664; I. n° 270). Observations de MM. Lucien Hubert, *rapporteur*; Gaston Menier et Raymond Poincaré, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*. Adoption, au scrutin de l'article unique de la proposition de loi [18 mai] (J. O. p. 792). Promulgation (J. O., 19 juillet, p. 6862).

11 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit de 200.000 francs pour l'organisation d'une section française à l'Exposition d'arts décoratifs de Monza-Milan, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères; M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission des finances [29 mars] (J. O., p. 664; I. n° 276). M. Serre dépose et lit le rapport (I. n° 299) Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des deux articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 mars] (J. O., p. 702). Promulgation (J. O., 24 avril, p. 3982).

12 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, sur l'exercice 1923, d'un crédit sur l'organisation des fêtes du centenaire de Pasteur, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [29 mars] (J. O., p. 678; I. n° 282). Discussion immédiate prononcée. Discussion générale; M. Strauss, *Ministre de l'Hygiène*. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [29 mars] (J. O., p. 707). Promulgation (J. O., 14 avril, p. 3730).

13 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit pour l'observation en Amérique de l'éclipse de soleil en 1923, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [8 mai] (J. O., p. 738; I. n° 357). M. René Besnard dépose le rapport [10 juillet] (J. O., p. 1489; I. n° 640). Adoption [12 juillet] J. O., p. 1602). Promulgation (J. O., 24 juillet, p. 7042).

14 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit de 40.000 francs sur l'exercice 1923, au budget

du Ministère du Commerce, pour la préparation de la revision douanière, déposé par M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [12 juin] (J.O., p. 867; I. n° 437). M. Clémentel dépose le rapport [30 juin] (J.O., p. 1380; I. n° 550). Adoption [11 juillet] (J.O., p. 1553). Promulgation (J.O., 20 décembre, p. 11806).

15 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Guerre et des Pensions, sur l'exercice 1922, de crédits destinés à la réparation des dommages causés par l'explosion de Kénitra (Maroc), déposé par M. le Ministre de la Guerre et des Pensions et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [12 juin] (J.O., p. 873; I. 446). M. René Renoult dépose le rapport [5 juillet] (J.O., p. 1461; I. n° 601). Adoption [11 juillet] (J.O., p. 1553). Promulgation (J.O., 27 juillet, p. 7317).

16 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1923, au titre du budget annexe de la Légion d'honneur, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [14 juin] (J.O., p. 891; I. n° 453). M. Boivin-Champeaux dépose le rapport [28 juin] (J.O., p. 1346; I. n° 528). Adoption [6 juillet] (J.O., p. 1476). Promulgation (J.O., 20 décembre, p. 11806).

17 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit de 190.000 francs au budget du Ministère du Commerce pour les dépenses de participation de la France à l'Exposition de Rio-de-Janeiro, et annulation d'un crédit de même importance au budget de ce Département, au titre de l'exercice 1922, déposé par M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [19 juin] (J.O., p. 961; I. n° 467). M. Clémentel dépose le rapport [28 juin] (J.O., p. 1328; I. n° 514). Adoption [5 juillet] (J.O., p. 1449). Promulgation (J.O., 27 juillet, p. 7317).

18 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères des crédits nécessaires pour l'achat d'un immeuble en vue de l'installation de la légation de France à Buenos-Ayres, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [26 juin] (J.O., p. 1321; I. n° 502). M. Lucien Hubert dépose le rapport [11 juillet] (J. O., p. 1580; I. n° 694). Adoption [12 juillet] (J.O., p. 1603). Promulgation (J.O., 14 décembre, p. 11614).

19 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit destiné à permettre l'attribution de subventions et de secours pour la réparation des dommages occasionnés par des calamités publiques en 1920 et 1921 (Voir Table 1922, p. 215). M. Milan dépose le rapport [28 juin] (J.O., p. 1328; I. n° 512). Observations de M. Milan, *rapporteur*. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Discussion générale : MM. Labrousse, Milan, *rapporteur*; Bouveri, Dominique Delahaye et le Comte de Blois. Article unique : M. Dominique Delahaye. Adoption, au scrutin [5 juillet] (J.O., p. 1460). Promulgation (J.O., 13 juillet, p. 6694).

20 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine d'un crédit de 200.000 francs en vue d'une subvention pour l'érection d'un monument commémoratif en l'honneur des marins des flottes de guerre et de commerce morts pour la France pendant la guerre, déposé par M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des finances [5 juillet] (J.O., p. 146; I. n° 602). M. Henry Bérenger dépose le rapport [11 juillet] (J.O., p. 1553; I. n° 690). Urgence précédemment déclarée. Observations de MM. Henry Bérenger, *rapporteur général*; Jean Guilloteaux, Raiberti, *Ministre de la Marine*; Damecour, Servain, Dudouyt et Schrameck. Adoption des deux articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [12 juillet] (J.O., p. 1600). Promulgation (J. O., 29 juillet, p. 7386).

21 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'ouverture d'un crédit de 100.000 francs pour participation de l'Etat aux dépenses d'aménagement d'une colonie de repos pour le personnel des postes, des télégraphes et des téléphones, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [6 juillet] (J.O., p. 1473; I. n° 606). M. Pasquet dépose le rapport [12 juillet] (J.O., p. 1621; I. n° 725). Adoption [15 novembre] (J.O., p. 1659).

22 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1923, d'un crédit destiné aux frais de réception de S. A. le bey de Tunis, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [10 juillet] (J.O., p. 1488; I. n° 630). M. Lucien Hubert dépose le rapport (I. n° 714). Lecture du rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [12 juillet] (J.O., p. 1608). Promulgation (J.O., 29 juillet, p. 7385).

23 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, au Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, sur l'exercice 1923, d'un crédit pour secours aux Arméniens réfugiés à Marseille, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission des finances [10 juillet] (J. O., p. 1488; I. n° 654). M. Debierre dépose le rapport [20 décembre] (J.O., p. 1993; I. n° 867). Déclaration de l'urgence. Adoption [26 décembre] (J.O., p. 2082).

24 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères, d'un crédit de 250.000 fr. pour les frais de réception du Président de la République tchécoslovaque, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [11 juillet] (J.O., p. 1570; I. n° 693). M. Lucien Hubert dépose le rapport (I. n° 712). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [12 juillet] (J.O., p. 1609). Promulgation (J.O., 8 août, p. 7796).

25 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit de 40.000 francs pour les funérailles de M. Julien Viaud (Pierre Loti), déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de la Marine et M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Renvoi à la Commission des finances [15 novembre] (J.O., p. 1654; I. n° 733). M. Guillaume Chastenet dépose le rapport [27 novembre] (J.O., p. 1732; I. n° 759). Adoption [7 décembre] (J.O., p. 1758). Promulgation (J.O., 28 décembre, p. 12070).

26 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1924, au titre du budget général en vue de pourvoir : 1° aux dépenses extraordinaires; 2° aux dépenses du Maroc et des théâtres extérieurs d'occupation (exécution de l'article 214 de la loi de finances du 30 juin 1923), déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [20 juin] (J.O., p. 1692; I. n° 743). M. Henry Bérenger dépose le rapport [12 décembre] (J.O., p. 1844; I. n° 810). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : M. Henry Bérenger, *rapporteur général*. Discussion des articles : Article premier (dépenses militaires

du Maroc) Etat A. : Ministère de la Guerre : Chapitres O 166, à O 219. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2 (dépenses extraordinaires du budget de 1924). Etat B : Finances : Chapitres A et B. Adoption. Chapitre C : Amendement de MM. Albert Lebrun, Bachelet et plusieurs de leurs collègues : MM. Albert Lebrun et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Adoption du chapitre C modifié. Chapitre D à chapitre P et chapitre Q (services d'Alsace et de Lorraine). Adoption. Justice : Chapitres A, B, C. Adoption. Chapitre D (services d'Alsace et Lorraine) : Amendement de MM. le Général Bourgeois et Scheurer : MM. le Général Bourgeois et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Retrait. Affaires étrangères : Chapitres A, B et C. Adoption. Chapitre D : MM. Poincaré, *Président du Conseil*, *Ministre des Affaires étrangères*; Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Chapitre E : Amendement de M. Guillaume Poulle : MM. Guillaume Poulle, Raymond Poincaré, *Président du Conseil*, *Ministre des Affaires étrangères*. Adoption. Observations de M. Guillaume Poulle : MM. Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*; Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption du chapitre E. Chapitre F à chapitre M. Adoption. Intérieur : Chapitre A à chapitre E. Adoption. Chapitre F : M. Labussière, *directeur de l'Administration départementale et communale, commissaire du Gouvernement*. Adoption. Chapitres G, H et J (services d'Alsace et de Lorraine). Adoption. Guerre : Chapitres E 1 à E 8. Adoption. Chapitre E 9 : MM. Marcel Donon, Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*; Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Chapitres E 10 à E 13. Adoption. Chapitre E 14 : MM. Maginot, *Ministre de la Guerre*, et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Chapitres E 15 à E 20. Adoption. Chapitre E. 21 : MM. Maginot, *Ministre de la Guerre*; Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption du chiffre de la Chambre des Députés. Chapitres E 22 à E 36 et E 37 (services d'Alsace et de Lorraine). Adoption. Marine : Chapitres A à D. Adoption. Chapitre E : MM. de Kerguézec et Raiberti, *Ministre de la Marine*. Instruction publique : Chapitres A, B et C à F (services d'Alsace et de Lorraine). Adoption. Beaux-Arts : Chapitres A, B et C. Adoption. Enseignement technique : Chapitres A, B et C (services d'Alsace et de Lorraine). Adoption. Commerce et Industrie : Chapitres A à E. Adoption. Travail : Chapitres A à E. Adoption. Chapitre F : MM. Albert Peyronnet, *Ministre du Travail*, et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Colonies : Chapitres A à H. Adoption. Agriculture : Chapitres A à H. Adoption. Travaux publics : Chapitres A à J. Adoption. Ports, Marine marchande et Pêches : Chapitre A. Adoption. Chapitre B : MM. Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*, et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption.

Chapitre C : M. Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Chapitres D, E, F. Adoption. Chapitre G : Amendement de M. Lancien : MM. Lancien, Henry Bérenger, *rapporteur général*; Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Chapitres H à M. Adoption. Régions libérées : Chapitres A à I. Adoption. Pensions, Primes et Allocations de guerre : Chapitres A à E et F, G (services d'Alsace et de Lorraine). Adoption. Hygiène, Assistance et Prévoyance sociales : Chapitres A à F. Adoption. Chapitre G : Amendement de M. Henri Merlin : MM. Henri Merlin, Henry Bérenger, *rapporteur général*; Mauger, Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales*. Adoption. Adoption du chapitre G modifié. Chapitres H, I et J (services d'Alsace et de Lorraine). Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 2. Articles 3 à 25. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Henry Bérenger, *rapporteur général*; Dominique Delahaye et Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [17 décembre] (J.O., p. 1915). || Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1924 au titre du budget général en vue de pourvoir : 1^o aux dépenses extraordinaires; 2^o aux dépenses du Maroc et des théâtres extérieurs d'occupation (exécution de l'article 213 de la loi de finances du 30 juin 1923), déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [26 décembre] (J.O., p. 2079; I. n^o 897). M. Henry Bérenger dépose le rapport [26 décembre] (J.O., p. 2086; I. n^o 898). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Article premier (Etat A). Adoption. Article 2 (Etat B). Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [27 décembre] (J.O., p. 2126). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 12194).

27 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits au titre du budget général de l'exercice 1923 (Ministère des Affaires étrangères), déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [4 décembre] (J.O., p. 1752; I. n^o 786). M. Lucien Hubert dépose le rapport [21 décembre] (J.O., p. 2030; I. n^o 878). Adoption [22 décembre] (J.O., p. 2073). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 12203).

28 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'ouverture au Ministre des Finances (service d'apurement des comptes spéciaux du Trésor) (ravitaillement) d'un crédit pour paiement, en exécution de la loi du 16 mai 1922, des primes aux surfaces ensemen-

cées en blé, méteil et seigle dans les régions dévastées (récolte 1921), déposé par M. le Ministre de l'Agriculture, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre des Régions libérées et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [10 décembre] (J.O., p. 1801; I. n° 803). M. Debierre dépose le rapport [20 décembre] (J.O., p. 1993; I., n° 868). Adoption [26 décembre] (J.O., p. 2082). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 42192).

29 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts sur l'exercice 1923 d'un crédit de 3.261.820 francs en vue d'effectuer le versement rétroactif à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse des sommes nécessaires pour assurer la constitution des retraites aux fonctionnaires de l'Instruction publique entrés dans les cadres après l'âge de trente ans et ayant demandé leur affiliation à cette caisse, par application des lois du 30 avril 1920 et du 29 avril 1921, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [20 décembre] (J.O., p. 2000; I., n° 872).

30 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits en vue de l'attribution d'une subvention extraordinaire pour la liquidation de la gestion théâtrale de M. Antoine, ancien directeur de l'Odéon, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [21 décembre] (J.O., p. 2030; I. n° 875). M. Henry Bérenger dépose le rapport [21 décembre] (J.O., p. 2030; I. n° 879). Adoption [26 décembre] (J.O., p. 2086). Promulgation (J.O., 16 janvier 1924, p. 450).

31 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit destiné au règlement des dépenses résultant du fonctionnement de la Commission d'administration du territoire de Memel en 1923, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [27 décembre] (J.O., p. 2126; I. n° 909).

Voir Budget de 1924 (Loi de finances).

CRÉDITS DÉFINITIFS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° conversion en crédits définitifs de crédits additionnels aux crédits provisoires ouverts au titre de l'exercice 1923, par la loi de report du 30 juin 1923; 2° ouverture, sur l'exercice 1923,

d'un crédit supplémentaire applicable au Ministère des Travaux publics, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [6 juillet] (J.O., p. 1480; I. n° 615). M. Henry Bérenger dépose le rapport [10 juillet] (J.O., p. 1489; I. n° 643). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption des neuf articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [11 juillet] (J.O., p. 1550). Promulgation (J.O., 18 juillet, p. 6831).

CRÉDITS EXTRAORDINAIRES.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1923, d'un crédit extraordinaire pour indemnité de dégâts à un immeuble privé, occupé par la direction des recherches scientifiques et industrielles et des inventions, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [6 juillet] (J.O., p. 1480; I. n° 616). M. René Besnard dépose le rapport [17 décembre] (J.O., p. 1915; I. n° 832). Adoption [28 décembre] (J.O., p. 2148). Promulgation (J.O., 29 mars 1924, p. 2970).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 1.500.000 francs pour remédier à la crise que subit la culture de l'huître plate, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de la marine [12 juillet] (J.O., p. 1614; I. n° 719). M. Serre dépose et lit le rapport (I. n° 723). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Avis de la Commission de la marine par M. Jean Guilloteaux. Discussion générale: MM. Pottevin, Rio, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande* et Roustan. Adoption [12 juillet] (J.O., p. 1618). Promulgation (J.O., 7 août, p. 7682).

CRÉDITS PROVISOIRES.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant: 1° ouverture sur l'exercice 1923, au titre du budget général, de crédits provisoires applicables au mois de mars 1923; 2° autorisation de percevoir, pendant le même mois, les impôts et revenus publics, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 118). M. Henry Bérenger dépose le rapport [27 février] (J.O., p. 385, 398; I. n° 126). Communication de décrets désignant des com-

missaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : M. Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*; Hervey et Gaston Japy. Discussion des articles. Article premier réservé. Articles 2 à 5. Adoption. Article 6 non maintenu. Articles 7, 8, 9 et 10 (de la Chambre des Députés) : Amendement de M. Maurice Sarraut et un grand nombre de ses collègues : MM. Maurice Sarraut, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Lafferre et Pierre Berger. Vote de la clôture de la discussion. Adoption au scrutin (par rejet de la disjonction). Article 7 (de la Chambre des Députés) : MM. Blaignan, le Sous-Intendant Pineau, *directeur des essences et pétroles, commissaire du Gouvernement*; Raphaël-Georges Lévy, Georges Berthoulat, Reibel, *Ministre des Régions libérées*; Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*; Henry Bérenger, *rapporteur général*; Louis Tissier, Billiet, Patart, *directeur des Poudres, commissaire du Gouvernement*; Massé, le *Ministre des Finances* et Maurice Sarraut. Adoption, au scrutin, de l'article 7. Article 8 (de la Chambre des Députés). Adoption. Article 9 (de la Chambre des Députés) : MM. Foucher, Mauger, Alfred Brard, Maurice Sarraut, Billiet, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Le Hars, François-Albert, Gaston Japy, le Général Hirschauer et Henri Merlin. Adoption, au scrutin, de l'article 9. Articles 10 à 22 (de la Chambre des Députés). Adoption. Article 23 (de la Chambre des Députés) : MM. Marsot, Henry Bérenger, *rapporteur général*; le Général Ragueneau, *commissaire du Gouvernement*; le Colonel Stuhl et Paul Doumer. Adoption. Articles 24 à 39 (de la Chambre des Députés). Adoption. Adoption de l'article premier précédemment réservé. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 février] (J.O., p. 414). Promulgation (J.O., 1^{er} mars p. 1950).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture sur l'exercice 1923, de crédits provisoires au titre du budget spécial des dépenses recouvrables, en exécution des traités de paix, et applicables aux mois de mars et avril 1923, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 119). M. Henry Bérenger dépose le rapport [23 février] (J.O., p. 385, 398; I. n° 125). Urgence précédemment déclarée. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Articles premier à 5. Adoption. Article 6 : MM. Jean Durand, Henry Bérenger, *rapporteur général*; de Lubersac, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*, et Henri Merlin. Adoption. Articles 7 et 8. Adoption. Article 9 : MM. de Lubersac, le *Ministre des Finances* et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Articles 10 à 13. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 février] (J.O., p. 432). Promulgation (J.O., 1^{er} mars, p. 1991).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits provisoires pour la réparation des dégâts causés par la crue de l'Arc, le 24 septembre 1920, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [6 mars] (J.O., p. 483; I. n° 142). M. Milan dépose le rapport [29 mars] (J.O., p. 663; I. n° 265). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Discussion générale : MM. Dominique Delahaye, Milan, *rapporteur*; Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [29 mars] (J.O., p. 708). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 3490).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture sur l'exercice 1923, au titre du budget général, de crédits provisoires applicables aux mois d'avril et de mai 1923; 2° autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 235). M. Henry Bérenger dépose le rapport [26 mars] (J.O., p. 653, 654; I. n° 240). M. Henry Bérenger dépose un rapport supplémentaire (I. n° 277). Lecture des conclusions de la Commission. Article 17 disjoint : Observations de MM. Poincaré, *Président du Conseil*, *Ministre des Affaires étrangères*, et Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [29 mars] (J.O., p. 664). (Voir Sous-Secrétariat d'Etat au Ministère des Finances). Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Gustave Denis, Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*; Gourju, Billiet, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*, et Hervey. Articles premier et 2. Adoption. Article 3 : Amendement de M. Peytral : MM. Henry Bérenger, *rapporteur général*; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*; Dominique Delahaye. Renvoi à la Commission. Adoption de l'article 3. Articles 4 et 5. Adoption. Article 6 : M. Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption de l'article 6 par rejet, au scrutin, de la disjonction. Articles 7 à 41. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 mars] (J.O., p. 679). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 3218).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1923, de crédits provisoires, au titre du budget spécial des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix, et applicables au mois de mai 1923, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 234). M. Henry Bérenger dépose le rapport [26 mars] (J.O., p. 653, 654; I. n° 239). Urgence précé-

demment déclarée. Articles premier et 7. Adoption. Article 8 (de la Chambre des Députés) : MM. Maginot, *Ministre de la Guerre*, et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Articles 9 et 10. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 mars] (J.O., p. 687). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 3260).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1923, au titre du budget général, de crédits provisoires applicables au mois de juin 1923 ; 2° autorisation de percevoir pendant le même mois, les impôts et revenus publics, déposé par M. le Ministre des Finances. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 408). M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport (I. n° 417). Lecture des conclusions de la Commission. Discussion immédiate prononcée. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Gourju, Dominique Delahaye, Massabuau, Peytral et Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Adoption des trente articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 mai] (J.O., p. 831 et 834). Promulgation (J.O., 1^{er} juin, p. 5170).

7 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1923, de crédits provisoires au titre du budget spécial des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix et applicables au mois de juin 1923, déposé par M. le Ministre des Finances. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 409). M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport (I. n° 418). Discussion immédiate prononcée. Adoption des neuf articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 mai] (J.O., p. 832 et 840). Promulgation (J.O., 1^{er} juin, p. 5214).

8 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1923, de crédits provisoires au titre du budget spécial des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix et applicables au mois de juillet 1923, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [29 juin] (J.O., p. 1365 ; I. n° 540). M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport (I. n° 551). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Observations de MM. le Lieutenant-Colonel Plichon et Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*. Adoption successive des neuf articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juin] (J.O., p. 1380). Promulgation (J.O., 1^{er} juillet, p. 6274).

9 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1924, de crédits provisoires au titre du budget spécial des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix et applicables aux mois de janvier et février 1924, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 892). M. Henry Bérenger dépose le rapport (I. n° 893) [22 décembre] (J.O., p. 2072). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Article premier : M. Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*. Adoption. Articles 2 et 3. Adoption. Article 4 de la Chambre des Députés : M. Henry Bérenger, *rapporteur général*. Disjonction. Articles 4 et 5. Adoption. Article 6 : MM. Henry Bérenger, *rapporteur général* ; de Lasteyrie, *Ministre des Finances* et Mauger. Adoption. Article 7 : MM. Henri Merlin et Reibel, *Ministre des Régions libérées*. Adoption. Article 8. Adoption. Article 9 : M. Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Articles 10 à 12. Adoption. Article 13 : MM. de Lubersac et Reibel, *Ministre des Régions libérées*. Adoption. Article 14. Adoption. Article 16 de la Chambre des Députés : MM. de Lubersac, Henry Bérenger, *rapporteur général* ; Reibel, *Ministre des Régions libérées*. Disjonction. Article 15 : MM. Henri Merlin et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Rejet. Article 15 (ancien 16) et 16 (ancien 17). Adoption. Sur l'ensemble : MM. de Lubersac, Reibel, *Ministre des Régions libérées* ; Chênebenoit, de Lasteyrie, *Ministre des Finances* ; Henri Merlin, Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [26 décembre] (J.O., p. 2088). || Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant ouverture sur l'exercice 1924 de crédits provisoires, au titre du budget spécial des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix et applicables aux mois de janvier et février 1924, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 913). M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport (I. n° 914). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Discussion des articles modifiés : Articles premier et 3. Adoption. Article 15 : MM. Henri Merlin, Maginot, *Ministre de la Guerre* ; Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [27 décembre] (J.O., p. 2130). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 12126).

CRÉDITS (Report de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au report de crédits de l'exercice 1922 à l'exercice 1923, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commis-

sion des finances [21 juin] (J.O., p. 1068; I. n° 478). M. Henry Bérenger dépose le rapport [28 juin] (J.O., p. 1327; I. n° 507). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption successive des onze articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juin] (J.O., p. 1371). Promulgation (J.O., 1^{er} juillet, p. 6260).

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES

- I. — PROJETS COLLECTIFS.
- II. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
- III. — AGRICULTURE.
- IV. — TRAVAUX PUBLICS.
- V. — PROJETS DIVERS.

I — PROJETS COLLECTIFS

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1^o annulation de crédits sur l'exercice 1922, au titre du budget général ; 2^o ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires votés pour les mois de janvier et février 1923, au titre du budget général, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de la Guerre et des Pensions. Renvoi à la Commission des finances [9 mars] (J.O., p. 519; I. n° 159). M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport (I. n° 264). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des deux articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [29 mars] (J.O., p. 692). Promulgation (J.O., 5 juin, p. 5334).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1922, au titre du budget général; 2^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1922, au titre du budget spécial des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 224). M. Henry Bérenger dépose le rapport [22 mars] (J.O., p. 625; I. n° 231). Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : M. Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*. Article premier. Etat A. Finances : Chapitres 35 bis, 110, 120, 144, 156, 167, 193 bis, 196. Adoption. Chapitre C. Adoption. Justice : Chapitres 23 et 30. Adoption. Chapitre A. Adoption. Services pénitentiaires : Chapitres premier, 5, 10, 12 et 24. Adoption. Affaires étrangères : Chapitre 22. Disjonction. Chapitre O. Adoption. Intérieur : Chapitres premier, 13, 34 et 69. Adoption. Guerre : Chapitre O 91 :

MM. Maginot, *Ministre de la Guerre*; Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Chapitre 150. Adoption. Chapitre E 20 : MM. le Ministre de la Guerre et le Rapporteur général. Rejet. Chapitre E 27 : MM. Dominique Delahaye, le Rapporteur général, le Ministre de la Guerre. Rejet. Marine : Chapitres 21, 29, 38, 39, 45, 47 et 51 *bis*. Adoption. Chapitre H. Adoption. Instruction publique : Chapitres 124, 170 et 173. Adoption. Chapitre B. Adoption. Beaux-Arts : Chapitres 4, 12 et 15. Adoption. Enseignement technique : Chapitre B. Adoption. Commerce : Chapitres 22, 27 et 28. Adoption. Chapitres G et H. Adoption. Chapitre I. Disjonction. Travail : Chapitre 84. Adoption. Colonies : Chapitres 11 et 36. Adoption. Chapitre 40 : MM. Albert Sarraut, *Ministre des Colonies*; Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Chapitre 46 : Amendement de M. Auber : MM. Auber et le Rapporteur général. Adoption. Chapitre 56 : MM. le Ministre des Colonies, le Rapporteur général, Dominique Delahaye, Brager de La Ville-Moysan, Hervey. Disjonction. Services pénitentiaires : Chapitre 78 : MM. le Ministre des Colonies, le Rapporteur général, Hervey. Adoption. Chapitres 82, 83, 84, 85 et 86. Adoption. Agriculture : Chapitre 58 : M. le Rapporteur général. Adoption. Chapitre 112. Adoption. Chapitre 113 : MM. Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture* et le Rapporteur général. Adoption. Chapitre 115. Adoption. Services d'Alsace et de Lorraine : Chapitre 125. Adoption. Travaux publics : Chapitres 75, 86 et 100. Adoption. Postes et Télégraphes : Chapitres 5 *bis* et 43. Adoption. Chapitre A. Adoption. Marine marchande : Chapitres 15, 16, 27, 36 et 38. Adoption. Aéronautique : Chapitre 7 *bis*. Adoption. Pensions, Primes et Allocations de guerre : Chapitre H. Adoption. Hygiène, Assistance et Prévoyance sociales : Chapitre 2, 14, 26, 32 *bis*, 33, 66 et 69. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Adoption des articles 2 à 22, 23 (Etat C), 24 et 25. Adoption de l'article premier précédemment réservé. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 mars] (J.O., p. 667. Promulgation (J.O., 31 mars, p. 3265).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits au titre du budget général de l'exercice 1923, et annulation de crédits sur l'exercice 1922 (Ministère des Affaires étrangères), déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des finances [18 mai] (J.O., p. 794; I. n° 392). M. Lucien Hubert dépose le rapport [5 juillet] (J.O., p. 1444; I. n° 577). Adoption [10 juillet] (J.O., p. 1490). Promulgation (J.O., 27 juillet, p. 7314).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits, sur l'exercice 1923, en vue de per-

mettre l'application des mesures prises pour assurer l'exécution par l'Allemagne du Traité de Versailles, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de la Guerre et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [31 mai] (J.O., p. 832; I. n° 410). M. Henry Bérenger dépose le rapport [7 juin] (J.O., p. 847; I. n° 422). Urgence précédemment déclarée. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Henry Bérenger, *rapporteur général*; Raymond Poincaré, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*; Jénouvrier, François Albert, Gaston Japy, Dominique Delahaye, François-Saint-Maur, le Comte de Blois et Gallet. Adoption successive des sept articles. Sur l'ensemble : M. de Selves, *Président de la Commission des affaires étrangères*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 juin] (J.O., p. 1352). Promulgation (J.O., 30 juin, p. 6134).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1922, au titre du budget général; 2° ouverture de crédits sur l'exercice 1922, au titre du budget spécial des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [21 juin] (J.O., p. 1068; I. n° 477). M. Henry Bérenger dépose le rapport [28 juin] (J.O., p. 1328; I. n° 506). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption successive des dix-huit articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juin] (J.O., p. 376). Promulgation (J.O., 1^{er} juillet, p. 6266).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant, au titre du budget général et du budget spécial des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix : 1° régularisation de crédits ouverts par décrets au titre de l'exercice 1923; 2° ouverture de crédits sur l'exercice 1923, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [12 décembre] (J.O., p. 1860; I. n° 816). M. Henry Bérenger, dépose le rapport [17 décembre] (J.O., p. 1945; I. n° 842). Observations de MM. Henry Bérenger, *rapporteur général*; Massabuau et Dominique Delahaye. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate prononcée. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Articles premier à 3. Adoption. Article 4 : M. Henry Bérenger, *rapporteur général*. Etat A : Adoption des chapitres du Ministère des Finances, du Ministère de la Justice, des Services pénitentiaires, du Ministère des Affaires étrangères, du Ministère de l'Intérieur. Ministère de la Guerre : Chapitres O 12, O 20, O 27, O 29, O 31, O 32, O 33. Adoption. Chapitre O 59 : MM. Henry Bérenger, *rapporteur général*; Hervey. Adoption. Chapi-

tres O 81 à O 89, O 91, O 121, O 123, O 133, O 134, O 136, O 137, O 148, O 149, O 165, O 178, O 210, E 2, E 3, E 20 et E 21. Adoption. Ministère de la Marine : Chapitres 4, 24, 25. Adoption. Chapitre 27. Rejet. Chapitre 31 : MM. Raiberti, *Ministre de la Marine* ; Henry Bérenger, *rapporteur général* ; Coignet, James Hennessy, de Kerguézec. Adoption. Chapitres 32, 33, 34, 37 bis, 39, 41, 45, 47, 57 et B. Adoption. Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts : Chapitres premier, 32, 62, 69 et 103. Adoption. Chapitre 122 : M. Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Chapitres 124, 126, 135, 145, 149, 150, 151, 164, 165, 179, 181, 182 ter, 182 quater, 183, 187, 189, 161 et A, B, B bis. Adoption des chapitres des Beaux-Arts, du Ministère du Commerce et de l'Industrie, du Ministère du Travail, du Ministère des Colonies, du Ministère de l'Agriculture, du Ministère des Travaux publics, du Ministère des Régions libérées, du Ministère des Pensions. Ministère de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Lecture par M. le Rapporteur général des conclusions de la Commission des finances. Observations de M. Henry Bérenger, *rapporteur général* ; Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène* ; Louis Serre, Louis Pasquet, Duquaire, Dominique Delahaye, Coignet, Hervey. Chapitres premier, 6 ter et 8 réservés. Chapitre 2. Adoption. Chapitre 11. Adoption. Chapitre 11 bis : MM. Bouveri et Mauger. Adoption. Chapitres 29, 30 ter, 38, 58, 67, 70, 73, 76, 80, 82, 84, B, B bis et F. Adoption. Vote sur l'ensemble de l'article 4 réservé. Articles 5 à 22. Adoption. Article 23 : MM. Aubert et Bolley, *directeur général des douanes, commissaire du Gouvernement*. Adoption. Articles 25 à 26. Adoption. Article 27 de la Chambre des Députés : MM. Hervey, Guillaume Poulle et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Articles 28 (ancien 27) à 35 (ancien 34). Adoption. Article 35 de la Chambre des Députés. Disjonction. Articles 36 (ancien 35) et 37 (ancien 36). Adoption. Article 38 de la Chambre des Députés. Disjonction. Renvoi à la Commission de l'enseignement. Articles 38 (ancien 37) à 45 (ancien 44). Adoption. Article 46 (ancien 45) : MM. Henry Bérenger et Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales*. Adoption des mots « ...d'un emploi d'actuaire... ». Adoption de l'ensemble de l'article 46. Adoption des chapitres premier, 6 ter et 8, du Ministère de l'Hygiène, précédemment réservés. Adoption de l'ensemble de l'article 4 précédemment réservé. Articles 47 (ancien 46) à 52 (ancien 51). Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [20 décembre] (J.O., p. 2000). Promulgation (J.O., 28 décembre, p. 12079).

II — AFFAIRES ÉTRANGÈRES

1 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits au titre du budget général de l'exercice 1922 (Ministre des Affaires étrangères). (Voir Table 1922, p. 232). M. Lucien Hubert dépose le rapport [17 janvier] (J.O., p. 56; I. n° 16). Adoption [26 janvier] (J.O., p. 142). Promulgation (J.O., 7 février, p. 1354).**

2 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture au Ministre des Affaires étrangères au titre de l'exercice 1923; 2° annulation sur le budget de 1922 d'un crédit de 1.260.000 francs pour l'achat d'un terrain destiné à l'installation de la légation de la République en Serbie-Croatie-Slavonie, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [15 mars] (J.O., p. 577; I. n° 177). M. Lucien Hubert dépose le rapport (26 mars) (J.O., p. 654; I. n° 249). Déclaration de l'urgence. Adoption [15 mai] J.O., p. 751; Promulgation (J.O., 24 mai, p. 4914).**

3 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1923, d'un crédit supplémentaire de 6.500.000 francs pour indemnités en raison de la baisse exceptionnelle des changes, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [19 décembre] (J. O., p. 1987; I. n° 866). M. Lucien Hubert dépose le rapport [21 décembre] (J. O., p. 2030; I. n° 877). Adoption [22 décembre] (J.O., p. 2973). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 12203).**

III — AGRICULTURE

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1923 et annulation de crédits sur l'exercice 1922, au titre du budget général (Ministère de l'Agriculture). Renvoi à la Commission des finances [26 juin] (J.O., p. 1321; I. n° 503). M. Fernand David dépose le rapport [5 juillet] (J.O., p. 1461; I. n° 609). Adoption [11 juillet] (J.O., p. 1553).

IV — TRAVAUX PUBLICS

1 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1922, au titre du budget annexe des Chemins de fer de l'Etat et au titre du budget général (Ministère des Travaux publics) (Voir Table 1922, p. 234). M. Jeanneney dépose le**

rapport [8 février] (J.O., p. 287; I. n° 69). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article unique : Amendement de M. André Honnorat non appuyé. Adoption de l'article unique du projet de loi [1^{er} mars] (J.O., p. 455). Promulgation (J.O., 24 mars, p. 2802).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1922, au titre du budget annexe des Chemins de fer de l'Etat et au titre du budget général (Ministère des Travaux publics). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Article premier. Adoption. Article 2 : MM. Jeanneney, rapporteur; Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*; Gourju, Cuminal, Coignet et Dominique Delahaye. Chapitres premier et premier bis: Adoption. Chapitre 2. Adoption, au scrutin, du chiffre de la Chambre des Députés. Chapitres 2 bis, 3, 4, 5, 7, 8, 17, 18 bis (nouveau), 19, 20, 21, 22, 22 bis et 23. Adoption de l'ensemble de l'article 2. Articles 3, 4 et 5. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [20 mars] (J.O., p. 606).

V — PROJETS DIVERS.

Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'exercice 1923, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [4 décembre] (J.O., p. 1748; I. n° 783). M. Dausset dépose le rapport [18 décembre] (J.O., p. 1952; I. n° 843), Adoption [22 décembre] (J.O., p. 2072). Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 11965).

CULTURES MICROBIENNES. — Proposition de loi de M. Catalogne, ayant pour objet de compléter les lois du 19 juillet 1845, 12 juillet 1916 et 13 juillet 1922 sur les substances vénéneuses, et tendant à la réglementation de la vente, de la cession et de l'usage des cultures microbiennes pathogènes (Voir Table 1922, p. 236). M. Catalogne dépose le rapport [8 février] J.O., p. 287; I. n° 68). M. Mazurier dépose l'avis de la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [16 mars] (J.O., p. 581; I. n° 186). M. Pottevin dépose l'avis de la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [31 mai] (J.O., p. 832 I. n° 415).

CURIE (M^{me}). — Voir Pension à M^{me} Curie.

DÉBITEURS DOMICILIÉS DANS LES RÉGIONS PRÉCÉDEMMENT ENVAHIES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter la loi du 27 décembre 1920 relative au règlement des sommes demeurées impayées par application des décrets relatifs à la prorogation des échéances en ce qui concerne les débiteurs domiciliés dans les régions précédemment envahies ou particulièrement atteintes par les hostilités, (Voir Table 1922, p. 236). M. René Gouge dépose le rapport [10 juillet] (J.O., p. 1521 ; I. n° 687). M. Marsot dépose l'avis de la Commission du commerce et de l'industrie [12 juillet] (J.O., p. 1593 ; I. n° 701). M. Raphaël-Georges Lévy dépose l'avis de la Commission des finances [21 décembre] (J.O., p. 2030 ; I. n° 873). Déclaration de l'urgence. Adoption [28 décembre] (J.O., p. 2147). Promulgation (J.O., 30 janvier 1924, p. 1042).

DÉCHÉANCE DE LA QUALITÉ DE FRANÇAIS. — Voir Qualité de Français.

DÉCORATIONS.

I — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant attribution d'un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur à l'occasion de l'Exposition nationale coloniale de Marseille, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et M. le Ministre des Régions libérées, Ministre des Colonies par intérim. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [31 janvier] (J.O., p. 192 ; I. n° 47). M. Jean Philip dépose le rapport [22 mars] (J.O., p. 640 ; I. n° 233). Ajournement de la discussion [31 mai] (J.O., p. 841). Sur la demande d'urgence : MM. Victor Bérard et Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène, Ministre des Colonies par intérim*. Vote de l'urgence. Discussion générale : MM. Jean Philip, *rapporteur* ; Flaissières, Louis Michel, Milliès-Lacroix, Louis Serre, Gourju et Dominique Delahaye. Article premier. Adoption. Amendement (article 2 de la Chambre des Députés) de M. Flaissières : MM. Flaissières, Raphaël-Georges Lévy, de Selves, *Président de la Commission*, et Paul Strauss, *Ministre des Colonies par intérim*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Article 2 (de la Commission). Adoption. Amendement de M. François-Albert et d'un grand nombre de ses collègues : MM. Roustan, Paul Strauss, *Ministre des Colonies par intérim* ; Coignet, Gallet, Gaston Menier, Jénouvrier, Jean Philip et Hervey. Demande de renvoi à la Commission. Adoption [7 juin] (J.O., p. 848). Articles premier et 2 précédemment adoptés. Article 3 nouveau : MM. Jean Philip, *rapporteur* ; et de Lubersac. Amendement de

M. Roustan : MM. Roustan, Dominique Delahaye, Hervey, de Selves, *Président de la Commission*; et Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, Ministre des Colonies, par intérim*. Retrait. Retrait d'un amendement de M. Hervey. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et Masabau. Rejet. Retrait d'amendement de M. de Lubersac. Sur le texte de la Commission modifié : M. Pol-Chevalier. Adoption de la première partie puis de la deuxième partie de l'article 3. Adoption de l'ensemble du projet de loi [12 juin] (J.O., p. 869). Promulgation (J.O., 8 juillet, p. 6534).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder un contingent exceptionnel de promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur à l'occasion du cinquantenaire des écoles normales de la Seine, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Renvoi à la Commission de l'enseignement [5 février] (J.O., p. 240; I. n° 53). M. Jossot dépose le rapport [1^{er} mars] (J.O., p. 441; I. n° 137). Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [13 mars] (J.O., p. 540). Promulgation (J.O., 20 mars, p. 2611).

3 — Proposition de loi de M. Clémentel et d'un grand nombre de ses collègues, tendant à l'attribution d'un contingent de croix dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour les membres des tribunaux de commerce (Voir Table 1922, p. 240). M. Roustan dépose le rapport [16 février] (J.O., p. 319; I. n° 93). M. Roustan dépose un rapport supplémentaire [15 mars] (J.O., p. 56; I. n° 169). Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble de la proposition de loi [20 mars] (J.O., p. 613). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 6806).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'attribution au Sous-Secrétariat d'État de l'Aéronautique et des Transports aériens d'un contingent exceptionnel de décorations de la Légion d'honneur, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer, des transports et de l'outillage national [22 février] (J.O., p. 364; I. n° 103). M. Marcel Régnier dépose le rapport [13 mars] (J.O., p. 539; I. n° 162). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Jean Durand et Laurent Eynac, *Sous-Secrétaire d'État de l'Aéronautique*. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi. [26 mars] (J.O., p. 655). Promulgation (J.O., 15 avril, p. 3781).

5 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de compléter l'article 2 de la loi du 16 août 1920 autorisant des nominations et promotions, à titre posthume dans l'ordre national de la Légion d'honneur, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 9 février 1923, chargée de l'examen des projets et propositions de loi relatifs aux départements libérés de l'invasion [16 mars] (J.O., p. 582; I. n° 190). M. Bachelet dépose et lit le rapport (I. n° 300). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [29 mars] (J.O., p. 704). Promulgation (J.O., 18 avril, p. 3850).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à régulariser les attributions de croix de la Légion d'honneur et de médaille militaire faites par les Ministres de la Guerre et de la Marine, au titre de la loi du 15 juin 1920 et du décret du 23 mai 1920, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre de la Guerre et des Pensions, M. le Ministre de la Marine et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [20 mars] (J.O., p. 620; I. n° 209). Renvoi, pour avis, à la Commission de l'armée [26 mars] (J.O., p. 554). M. Boivin-Champeaux dépose le rapport [23 mai] (J.O., p. 797; I. n° 394). M. de La Batut dépose l'avis de la Commission de l'armée [23 mai] (J.O., p. 797; I. n° 399). Observations de M. Boivin-Champeaux, rapporteur. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Adoption des six articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 mai] (J.O., p. 818). Promulgation (J.O., 31 mai, p. 5146).

7 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder au Ministère de l'Intérieur un contingent annuel de croix de commandeur, d'officier et de chevalier de la Légion d'honneur destinées à récompenser les services rendus par les administrateurs des communes ayant exercé leurs fonctions pendant au moins vingt ans (Voir Table 1922, p. 239). M. Henri Merlin dépose le rapport [12 juin] (J.O., p. 867; I. n° 436). Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Chautemps [29 juin] (J.O., p. 1365). Suite de la discussion générale: MM. Henri Merlin, Alphonse Chautemps, le Comte de Blois, Magny, Président de la Commission de l'administration générale, et Lucien Hubert. Vote du passage à la discussion des articles. Renvoi à la Commission des amendements à l'article premier [30 juin] (J.O., p. 1382). M. Henri Merlin dépose un rapport supplémentaire [6 juillet]

(J.O., p. 1473 ; I. n° 610). Ajournement de la discussion [22 novembre] (J.O., p. 1713).

8 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à autoriser une promotion spéciale de la Légion d'honneur à l'occasion du 25^e anniversaire de la promulgation de la loi du 1^{er} avril 1898, sur les sociétés de secours mutuels, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales [23 juin] (J.O., p. 1123 ; I. n° 492). M. Henri Merlin dépose le rapport [28 juin] (J.O., p. 1328 ; I. n° 518). Déclaration de l'urgence. Adoption [6 juillet] (J.O., p. 1474). Promulgation (J.O., 26 juillet, p. 7284).

9 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à augmenter le nombre de décorations sans traitement de la Légion d'honneur et de la médaille militaire destinées aux réserves de l'armée de mer et au personnel de la marine marchande, déposé par M. le Ministre de la Marine, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de la marine [5 juillet] (J.O., p. 1641 ; I. n° 586). M. Brindeau dépose le rapport [10 juillet] (J.O., p. 1488 ; I. n° 639). Adoption [12 juillet] (J.O., p. 1599). Promulgation (J.O., 29 juillet, p. 7386).

10 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, autorisant des nominations et promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur aux mutilés de 100 0/0 déjà titulaires de la médaille militaire, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances [10 juillet] (J.O., p. 1520 ; I. n° 672). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [7 décembre] (J.O., p. 1757 ; I. n° 792). Avis de la Commission des finances par M. René Renoult. Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble de la proposition de loi [17 décembre] (J.O., p. 1945). Promulgation (J.O., 27 décembre, p. 12038).

11 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, accordant un contingent exceptionnel de promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur à l'occasion du centenaire de Pasteur, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales (I. n° 702). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission de l'enseignement. Dépôt du rapport par M. Victor Bérard, *Président de la Commission de l'enseignement* (I. n° 703). Discussion immédiate pro-

noncée. Adoption de l'article unique du projet de loi [12 juillet] (J.O., p. 1593). Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 7074).

DELCASSÉ (Funérailles de M.). — Voir Crédits, 7.

DÉLÉGATIONS FINANCIÈRES ALGÉRIENNES. — Voir Algérie.

DENRÉES ALIMENTAIRES. — Voir Taxation de certaines denrées alimentaires.

DÉPUTÉS (Élection des). — Voir Élection des Députés.

DETTES D'IMPOT AUTRICHIENNES ET HONGROISES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement des dettes d'impôt autrichiennes et hongroises, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [7 juin] (J.O., p. 860; I. n° 431). Renvoi, pour avis, à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [21 juin] (J.O., p. 1068). M. Louis Dausset dépose le rapport [26 juin] (J.O., p. 1321; I. n° 505). M. Louis Dausset dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères [6 juillet] (J.O., p. 1473; I. n° 607). Déclaration de l'urgence. Adoption [12 juillet] (J.O., p. 1596). Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 6862).

DIJON (Ville de). — Voir Taxe de remplacement, 1.

DIRECTEURS ET ADMINISTRATEURS DE SOCIÉTÉS. — Voir Sociétés.

DIRECTEURS DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS. — Voir Taxe sur le revenu.

DISPENSAIRES D'HYGIÈNE SOCIALE. — Projet de loi tendant à modifier la loi du 15 avril 1916 sur les dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales et, pour avis, à la Commission des finances [6 février] (J.O., p. 245; I. n° 54).

DIVORCE (Jugements de). — Proposition de loi de M. Catalogne relative aux énonciations du dispositif des jugements de divorce et de séparation de corps. Renvoi à la Commission de législation civile

et criminelle [20 février] (J.O., p. 359; I. n° 99). M. Lémery dépose le rapport [22 novembre] (J.O., p. 1697; I. n° 748). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des trois articles et de l'ensemble de la proposition de loi [4 décembre] (J.O., p. 1748). Promulgation (J.O., 27 mars 1924, p. 2890).

DOCTEUR VÉTÉRINAIRE. — Projet de loi autorisant les écoles nationales vétérinaires à délivrer un diplôme de docteur vétérinaire (Voir Table 1922, p. 243). M. Bollet dépose le rapport [16 février] (J.O., p. 339; I. n° 95). M. Daraignez dépose l'avis de la Commission de l'enseignement [16 mars] (J.O., p. 581; I. n° 185). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Gaston Carrère, Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*; Gaston Menier et de Marguerie. Article premier : Amendement de M. Daraignez. Retrait. Amendement de MM. Beaumont et Pajot : MM. Beaumont, Goy, Daraignez, *rapporteur de la Commission de l'enseignement* et le *Ministre de l'Agriculture*. Adoption de l'amendement modifié par un amendement de M. Goy (devenant l'article premier). Articles 2 et 3. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [29 mars] (J.O., p. 710). Promulgation (J.O., 3 août, p. 7586).

DOMAINE DE L'ÉTAT. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'aliénation de parcelles du domaine de l'Etat dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (Voir Table 1922, p. 243). M. Maurice Ordinaire dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [4 décembre] (J.O., p. 1748; I. n° 776). Déclaration de l'urgence. Adoption [20 décembre] (J.O., p. 1994). Promulgation (J.O., 19 janvier 1924, p. 618).

DOMMAGES CAUSÉS A LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 16 juin 1922, relatif à l'introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, de la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics, et des articles 19 à 22 de la loi de finances du 13 avril 1900, déposé par M. le Garde des Sceaux, *Ministre de la Justice*. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [18 juin] (J.O., p. 921; I. n° 462). Renvoi, pour avis, à Commission d'Alsace et Lorraine [20 juin] (J.O., p. 986). M. Eccard dépose le rapport [29 novembre] (J.O., p. 1737; I. n° 768).

DOMMAGES DE GUERRE.

1 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 20 mai 1922 relatif à l'introduction, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, de la loi du 12 avril 1922, portant fixation d'un délai pour le dépôt des demandes de délimitation et de remembrement formulées par application de la loi du 17 avril 1919 sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission des finances [20 mars] (J.O., p. 606; I. n° 602). Renvoi, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [22 mars] (J.O., p. 640).**

2 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la création de commissions spéciales d'arrondissement pour la constatation de l'évaluation des dommages de guerre, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des Régions libérées. Renvoi à la Commission, nommée le 9 février 1923, chargée de l'examen des projets et propositions de lois relatifs aux départements libérés de l'invasion [17 mai] (J.O., p. 761; I. n° 370). M. René Gouge dépose le rapport [11 juillet] (J.O., p. 1580; I. n° 699). Urgence précédemment déclarée. Adoption [12 juillet] (J.O., p. 1605). Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 7045).**

3 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 27 août 1921, rendant applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, les dispositions du huitième alinéa de l'article 21 et du dernier alinéa de l'article 29 de la loi du 17 avril 1919 sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre (Voir Table 1922, p. 246). M. René Gouge dépose le rapport [7 juin] (J.O., p. 848; I. n° 427). M. Reynald dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [12 juin] (J.O., p. 868; I. n° 442). Déclaration de l'urgence. Adoption [5 juillet] (J.O., p. 1449). Promulgation (J.O., 28 juillet, p. 7362).**

4 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 14 juin 1921, introduisant dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle la loi du 7 mai 1921 relative à la prorogation du délai imparti par la loi du 25 août 1920, modifiée par la loi du 26 novembre 1920, pour le dépôt des demandes d'indemnités de dommages de guerre (Voir Table 1922, p. 244). M. René Gouge dépose le rapport [7 juin] (J.O., p. 848; I. n° 429). M. Reynald dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [12 juin] (J.O.**

p. 868 ; I. n° 444). Déclaration de l'urgence. Adoption [5 juillet] (J.O., p. 1449). Promulgation (J.O., 28 juillet, p. 7363).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 25 octobre 1922, concernant l'introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle de la loi du 18 juillet 1922, relative aux cessions des droits à indemnités pour dommages de guerre et aux conditions de remploi de ces indemnités, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission, nommée le 9 février 1923, chargée de l'examen des projets et propositions de lois relatifs aux départements libérés de l'invasion [29 juin] (J.O., p. 1365 ; I. n° 546).

6 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'application de la loi du 17 avril 1919, sur les dommages de guerre, en cas de dommages matériels et directs, causés aux biens mobiliers ou immobiliers par l'incendie (Voir Table 1922, p. 245). Observation de MM. René Gouge, *rapporteur* ; Henri Merlin et d'Aubigny, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances*. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [6 juillet] (J.O., p. 1478). Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 7045).

DOUANES.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 22 mars 1922 qui a modifié la tarification douanière applicable aux monuments funéraires en granit, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre des Régions libérées et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [10 janvier] (J.O., p. 9 ; I. n° 5) M. Auber dépose le rapport [13 mars] (J.O., p. 556 ; I. n° 164). Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [20 mars] J.O., p. 619). Promulgation (J.O., 5 avril, p. 3410).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 25 février 1922, qui a modifié le régime douanier des compteurs de tours d'électricité, d'eau, etc., autres que ceux repris au décret du 26 octobre 1921, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre des Régions libérées et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions

commerciales [10 janvier] (J.O., p. 9 ; I. n° 6). M. le Lieutenant-Colonel Plichon dépose le rapport [31 janvier] (J.O., p. 175 ; I. n° 44). Déclaration de l'urgence. Adoption [9 février] (J.O., p. 301). Promulgation (J.O., 24 février, p. 1822).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 26 octobre 1921, qui a modifié les droits de douane applicables aux compteurs et indicateurs de vitesse, tachymètres, etc., déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [10 janvier] (J.O., p. 10 ; n° 7). M. le Lieutenant-Colonel Plichon dépose le rapport [31 janvier] (J.O., p. 175 ; I. n° 43). Déclaration de l'urgence. Adoption [9 février] (J.O., p. 301). Promulgation (J.O., 24 février, p. 1822).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 9 janvier 1922, qui a complété le tableau des coefficients de majoration des droits de douane en ce qui concerne certaines huiles lourdes et de graissage (Voir Table 1922, p. 249). Déclaration de l'urgence. Adoption [11 janvier] (J.O., p. 29). Promulgation (J.O., 3 février, p. 1130).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier le régime douanier des produits marocains à l'entrée en France et en Algérie (Voir Table 1922, p. 249). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article premier : Amendement de MM. Gallet, Pasquet et Machet : MM. Gallet, Noël, *rapporteur* ; Lucien Dior, *Ministre du Commerce et de l'Industrie* ; Duroux, Jean Morel, *Président de la Commission des douanes* ; Louis Tissier et Dominique Delahaye. Rejet de l'amendement par l'adoption du texte de la Commission. Adoption de l'article premier. Article 2 : Amendement de M. Guillaume Chastenet et plusieurs de ses collègues (soumis à la prise en considération) : MM. Guillaume Chastenet, Noël, *rapporteur* ; le Ministre du Commerce. Rejet. Sur l'article : MM. Roustan, Gaston Doumergue et le Ministre du Commerce. Adoption de l'article 2. Articles 3 à 6. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [23 janvier] (J.O., p. 113). Promulgation (J.O., 20 mars, p. 2610).

6 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 11 janvier 1892, portant établissement du tarif général des douanes, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des douanes et

des conventions commerciales [25 janvier] (J.O., p. 127; I. n° 32). M. Chapsal dépose le rapport [30 janvier] (J.O., p. 164; n° 41). Déclaration de l'urgence. Adoption [20 mars] (J.O., p. 614). Promulgation (J.O., 20 avril, p. 3898).

7 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 5 avril 1922, qui a institué un coefficient de majoration des droits de douane afférents aux plombs non argentifères (Voir Table 1922, p. 249). M. le Lieutenant-Colonel Plichon dépose le rapport [30 janvier] (J.O., p. 164; I. n° 39). Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [9 février] (J.O., p. 300). Promulgation (J.O., 24 février, p. 1822).

8 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier le tarif des douanes en ce qui concerne les crayons simples, en pierre ou en ardoise naturelle (Voir Table 1922, p. 249). M. Japy dépose le rapport [30 janvier] (J.O., p. 172; I. n° 42). Déclaration de l'urgence. Adoption [9 février] (J.O., p. 300). Promulgation (J.O., 5 juin, p. 5334).

9 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 24 février 1922, qui a modifié le régime douanier des graines de betteraves, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères; M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [8 février] (J.O., p. 269; I. n° 59). M. Roland dépose le rapport [16 février] (J.O., p. 319; I. n° 90). Déclaration de l'urgence. Adoption [20 mars] (J.O., p. 613). Promulgation (J.O., 5 avril, p. 3410).

10 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier le n° 0326 du tarif général des douanes (produits chimiques) en ce qui concerne l'anthraquinone, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [29 mars] (J.O., p. 664; I. n° 274). M. Eugène Chanal dépose le rapport [17 mai] (J.O., p. 761; I. n° 374). Déclaration de l'urgence. Adoption [31 mai] (J.O., p. 832). Promulgation (J.O., 12 juin, p. 5546).

11 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 9 juin 1922, qui a réduit à 1,9 le coefficient de majoration 2,3 des droits de douane applicables aux poissons frais de mer, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Agriculture, M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre du Com-

merce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [8 mai] (J.O., p. 728; I. n° 342). M. Noël dépose le rapport [29 mai] (J.O., p. 825; I. n° 406). Déclaration de l'urgence. Adoption [5 juillet] (J.O., p. 1459). Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 6862).

12 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 24 octobre 1922, qui a institué un coefficient de majoration des droits de douane afférents aux chevaux, mules et mulets, ânes et ânesses, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Agriculture et M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [8 mai] (J.O., p. 729; I. n° 341). M. Villette-Gaté dépose le rapport [29 mai] (J.O., p. 817; I. n° 403). Déclaration de l'urgence. Adoption [12 juin] (J.O., p. 873). Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 6751).

13 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 28 novembre 1922, qui a modifié les droits de douane en ce qui concerne les voitures automobiles pesant 2.500 kilogr. et plus et leurs pièces détachées, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [8 mai] (J.O., p. 728; I. n° 340). M. Noël dépose le rapport [29 mai] (J.O., p. 825; I. n° 407). Déclaration de l'urgence. Adoption [5 juillet] (J.O., p. 1459). Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 6862).

14 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier et convertir en loi divers arrêtés portant promulgation, dans certaines colonies françaises, de décrets modifiant le tarif douanier métropolitain ou instituant des coefficients de majoration des droits spécifiques, déposé par M. le Ministre des Colonies, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [15 mai] (J.O., p. 750; I. n° 367). M. Gallet dépose le rapport [7 juin] (J.O., p. 848; I. n° 425). Déclaration de l'urgence. Adoption [5 juillet] (J.O., p. 1458). Promulgation (J.O., 5 septembre, p. 8702).

15 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier le n° 055 du tarif général des douanes (produits chimiques) concernant l'iode brut, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [18 juin] (J.O., p. 895; I. n° 455). M. Gallet

dépose le rapport [5 juillet] (J.O., p. 1445; I. n° 585). Adoption [6 juillet] (J.O., p. 1479). Promulgation (J.O., 18 juillet, p. 6835).

16 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification du tableau des droits inscrits au tarif des douanes, ainsi que des coefficients de majoration, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Agriculture, M. le Ministre des Régions libérées et M. le Ministre du Commerce. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [10 juillet] (J.O., p. 1487; I. n° 628). M. Chapsal dépose le rapport [10 juillet] (J.O., p. 1489; I. n° 667). Urgence précédemment déclarée. Adoption [11 juillet] (J.O., p. 1559). Promulgation (J.O., 29 juillet. p. 7378).

17 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant le régime douanier applicable aux fez ou bonnets rouges, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [12 décembre] (J.O., p. 1844; I. n° 813). M. Japy dépose le rapport [18 décembre] (J.O., p. 1960; I. n° 848). Déclaration de l'urgence. Adoption [22 décembre] (J.O., p. 2072). Promulgation (J.O., 10 janvier 1924, p. 291).

DROIT DE VOTE. — Voir Femmes (Droit de vote et éligibilité).

DROITS, PRODUITS ET REVENUS PUBLICS (Perception en 1924 des). — Voir Budget de 1924 (Loi de Finances).

DROITS D'ENREGISTREMENT. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 1^{er} décembre 1921, relatif à l'introduction, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, de diverses dispositions fiscales, notamment en matière de droits d'enregistrement et de timbre (Voir Table 1922, p. 250). M. Eccard dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [22 mars] (J.O., p. 626; I. n° 217). Déclaration de l'urgence. Adoption [15 mai] (J.O., p. 751). Promulgation (J.O., 30 mai, p. 5122).

DROITS SPÉCIFIQUES. — Voir Douanes, 14.

ÉCHANGE DE TERRAINS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange de terrains forestiers entre l'Etat

et MM. Daney frères, déposé par M. le Ministre de l'Agriculture et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances [10 janvier] (J. O., p. 2; I. n° 2). M. Machet dépose le rapport [20 juin] (J. O., p. 1021; I. n° 469). Adoption [28 juin] (J. O., p. 1330). Promulgation (J. O., p. 6670).

ÉCHÉANCES (Prorogation des). — Voir Débiteurs domiciliés dans les régions précédemment envahies.

ECLIPSE DE SOLEIL EN 1923. — Voir Crédits, 13.

ECOLE SUPÉRIEURE D'ÉLECTRICITÉ. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (Sous-Secrétariat d'Etat de l'Enseignement technique) à engager une dépense de 4 millions de francs, comme part contributive de l'Etat dans les dépenses d'agrandissement de l'École supérieure d'électricité, 14, rue de Staël, à Paris, déposé au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et de M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [28 juin] (J.O., p. 1327; I. n° 509). M. Louis Serre dépose et lit le rapport (I. n° 882). Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des deux articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [21 décembre] (J. O., p. 2034). Promulgation (J. O., 20 janvier 1924, p. 666).

EGOLES D'AGRICULTURE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant l'article 2 de la loi du 5 août 1920 relative à la création et à la transformation d'écoles d'agriculture et ayant pour objet d'encourager l'installation et le fonctionnement du cinématographe dans les communes rurales, déposé par M. le Ministre de l'Agriculture et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances [18 janvier] (J. O., p. 95; I. n° 22). M. Machet dépose le rapport [16 mars] (J. O., p. 581; I. n° 184). Avis de la Commission des finances par M. Fernand David (I. n° 231). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Discussion générale : MM. Henry Bérenger, *rapporteur général*; M. Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption de l'article unique du projet de loi [29 mars] (J.O., p. 707). Promulgation (J.O., 6 avril, p. 3458).

EGOLES NORMALES DE LA SEINE (Cinquantenaire des). — Voir Décorations, 2.

EFFET SUSPENSIF DE L'APPEL. — Voir Code de procédure civile, 1.

ELBE INTERNATIONALISÉE. — Voir Conventions, 4.

ELECTION DES DÉPUTÉS

1 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 12 juillet 1919 sur l'élection des Députés, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi aux bureaux [7 décembre] (J.O., p. 1773; I. n° 797). Commission : 1^{er} bureau, MM. Peytral, Vieu, Machet; 2^e bureau, MM. Laurent Thiéry, Roche, René Renoult; 3^e bureau, MM. Cuminal, Jeanneney, Lancien; 4^e bureau, MM. Fenoux, Penancier, Gaudaire; 5^e bureau, MM. Goy, Héry, Ordinaire; 6^e bureau, MM. Lauraine, Perreau, Labrousse; 7^e bureau, MM. Sabaterie, Andrieu, de Kerguézec; 8^e bureau, MM. François Albert, Eymery, Catalogne; 9^e bureau, MM. Pams, Maurice Sarraut, Coyrard. Président : M. Jeanneney; Vice-Présidents : MM. René Renoult, Peytral; Secrétaire : M. Labrousse; Rapporteur : M. François Albert [19 décembre] (J.O., p. 1796; F. 89)!

2 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 2 de la loi du 12 juillet 1919, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 18 décembre 1923, chargée de l'examen d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 12 juillet 1919 sur l'élection des Députés [29 décembre] (J.O., p. 2145; I. n° 918).

ELECTIONS

Vérification de pouvoirs.

M. Paul Pelisse dépose et lit le rapport sur l'élection du Pas-de-Calais. Admission de M. Elby. — M. Jean Philip dépose et lit le rapport sur l'élection de la Charente-Inférieure. Admission de M. Lauraine [12 janvier] (J. O., p. 35).

M. Masclanis dépose et lit le rapport sur l'élection de la Gironde. Admission de M. Chaumet [1^{er} février] (J. O., p. 195).

M. Bonniard dépose et lit le rapport sur l'élection de la Somme. Admission de M. Jovelet [13 mars] (J.O., p. 557).

M. Paul Dupuy dépose et lit le rapport sur l'élection du Pas-de-Calais (I. n° 389). Discussion des conclusions du rapport : MM. Gallet, Jénouvrier, *Président du bureau*; et Petit. Proposition de renvoi de la

délibération à une séance ultérieure. Adoption [17 mai] J.O., p. 782). Dépôt par M. Paul Dupuy d'un rapport supplémentaire, au nom du 5^e bureau (formation de janvier 1923) sur l'élection sénatoriale du 25 mars 1923 dans le département du Pas-de-Calais [18 juin] (J.O., p. 895; I. n° 457). M. Paul Dupuy, *rapporteur*; Gallet, Duplantier, Bachelet, Jénouvrier, *Président du 5^e bureau* et Léon Perrier. Demande d'enquête: MM. le Président, Jénouvrier, Dominique Delahaye. Rejet. Demande d'invalidation: MM. Léon Perrier et le Président. Vote des conclusions de la Commission: Annulation des opérations électorales du 25 mars 1923 [28 juin] (J. O., p. 1339).

M. Labrousse dépose et lit le rapport sur les élections de l'Ain. Admission de MM. Fouilloux et Messimy [14 juin] (J. O., p. 879).

M. Roustan dépose et lit le rapport sur l'élection de l'Inde. Admission de M. Gaebelé [23 juin] (J. O., p. 1143).

M. de Bertier dépose et lit le rapport sur l'élection de la Loire-Inférieure. Admission de M. de Dion [10 juillet] (J. O., p. 1490.)

M. de La Batut dépose et lit le rapport sur l'élection de la Vendée. Admission de M. de Fontaines [20 novembre] (J. O., p. 1676).

EMBARQUEMENT CLANDESTIN. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la répression du délit d'embarquement clandestin à bord des navires de commerce (Voir Table 1922, p. 252). M. Morand dépose l'avis de la Commission de la marine [29 mars] (J.O., p. 664; I. n° 271). Adoption [15 mai] (J. O., p. 573). Promulgation (J. O., 1^{er} juin, p. 5170).

EMBARQUEMENT DES OFFICIERS A BORD DES NAVIRES ARMÉS AU CABOTAGE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à réglementer l'embarquement des officiers à bord des navires armés au cabotage, déposé par M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission de la marine [29 mars] (J. O. p. 679; I. n° 202). M. Bergeon dépose le rapport [7 juin] (J. O., p. 848; I. n° 426). Urgence précédemment déclarée. Adoption [5 juillet] (J. O., p. 1449). Promulgation (J. O., 25 juillet, p. 7074).

ÉMIGRATION. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 28 février 1922, rendant applicable, dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, la réglementation française sur l'émigration, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission de l'administration générale.

rale et communale [23 janvier] (J.O., p. 12; I. n° 31). Renvoi pour avis à la Commission d'Alsace et Lorraine [22 mars] (J. O. p. 640). M. Catalogne dépose le rapport [14 juin] (J.O., p. 879; I. n° 450).

EMPLOIS AUX ANCIENS MILITAIRES PENSIONNÉS ET VEUVES DE GUERRE. — Voir Armée, § II, 1.

EMPRUNT. — Voir Paris (Ville de).

EMPRUNTS ET IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Seine à s'imposer pendant trois ans, à partir de 1923, 9 centimes 5 additionnels au principal des quatre contributions directes, pour en affecter le produit au paiement des dépenses annuelles et permanentes, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [23 février] [J.O., p. 368; I. n° 110]. M. Schrameck dépose le rapport (I. n° 296). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [29 mars] (J.O., p. 694). Promulgation (J.O., 12 avril, p. 3650).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Seine à s'imposer pendant cinq ans, à partir de 1923, 15 centimes additionnels pour en affecter le produit au paiement de diverses dépenses d'intérêt départemental, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [23 février] (J. O., p. 368; I. n° 111). M. Schrameck dépose et lit le rapport (I. n° 298). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [29 mars] (J. O., p. 695). Promulgation (J. O., 12 avril, p. 3650).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Seine à s'imposer pendant cinq ans, à partir de 1923, 11 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes pour diverses dépenses d'assistance, déposé par le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [23 février] (J. O., p. 368; I. n° 112). M. Schrameck dépose et lit le rapport (I. n° 297). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [29 mars] J.O., p. 694). Promulgation (J. O., 12 avril, p. 3650).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Seine à emprunter une somme de

300 millions de francs destinée à divers travaux d'extension, de navigation et d'édilité, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [10 juillet] (J.O., p. 1488; I. n° 638). Renvoi, pour avis, à la Commission d'administration générale, [départementale et communale [14 décembre] (J.O., p. 1891). M. Schrameck dépose le rapport [22 décembre] (J.O., p. 2052; I. n° 888). M. Gourju dépose l'avis de la Commission d'administration générale, départementale et communale [22 décembre] (J.O., p. 2052; I. n° 891). Lecture par M. Schrameck des conclusions de la Commission des finances. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Discussion générale : MM. Louis Dausset, Gourju, *rapporteur de la Commission de l'administration générale, départementale et communale*; Honnorat, Charles Deloncle, Schrameck, *rapporteur de la Commission des finances*; Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales*; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Adoption des six articles et de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [27 décembre] (J.O., p. 2132). Promulgation (J.O., 10 janvier 1924, p. 290).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Paris à contracter un emprunt de 300 millions de francs, en vue de la construction d'habitations à bon marché, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale et, pour avis, à la Commission des finances [4 décembre] (J.O., p. 1747; I. n° 771). M. Gourju dépose le rapport [13 décembre] (J.O., p. 1863; I. n° 829). M. Schrameck dépose l'avis de la Commission des finances [22 décembre] (J.O., p. 2052; I. n° 889).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger l'imposition de 3 centimes 50 centièmes additionnels que le département de la Seine a été autorisé à percevoir pour diverses dépenses annuelles d'assistance, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [8 décembre] (J.O., p. 1961; I. n° 852). M. Raphaël-Georges Lévy dépose le rapport [26 décembre] (J.O., p. 2122; I. n° 907). Lecture du rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 décembre] (J.O., p. 2138). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1924, p. 2).

7 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger les impositions de 4 centimes et 55 centimes additionnels que le département de la Seine a été autorisé à percevoir pour ses

dépenses annuelles et permanentes, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [18 décembre] (J.O., p. 1961; I. n° 851). M. Raphaël-Georges Lévy dépose le rapport [26 décembre] (J.O., p. 2122; I. n° 908). Lecture du rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 décembre] (J.O., p. 2139). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1924, p. 2).

8 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Paris à contracter un emprunt destiné à l'achèvement du réseau complémentaire du métropolitain, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [22 décembre] (J.O., p. 2074; I. n. 894).

ÉNERGIE ÉLECTRIQUE.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 27 août 1922 rendant applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, la loi du 19 juillet 1922 autorisant la création de réseaux de transport d'énergie électrique à haute tension et modifiant la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [16 mars] (J.O., p. 600; I. n° 193). Renvoi, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [17 mai] (J.O., p. 777).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à faciliter par des avances de l'État la distribution de l'énergie électrique dans les campagnes, déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances [15 mai] (J.O., p. 750; I. n° 365). Observations de MM. Millières-Lacroix, *Président de la Commission des finances*; le Président et Hervey. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'agriculture [29 mai] (J.O., p. 825). Renvoi, pour avis, à la Commission des chemins de fer, des transports et de l'outillage national [31 mai] (J.O., p. 841). M. Léon Perrier dépose le rapport [6 juillet] (J.O., p. 1474; I. n° 613). M. Jeanneney dépose un rapport supplémentaire [10 juillet] (J.O., p. 1520; I. n° 674). M. Machet dépose l'avis de la Commission de l'agriculture [10 juillet] [J.O., p. 1521; I. n° 685]. Communication de décrets désignant un commissaire du Gouvernement. Observation de M. Jeanneney, *rapporteur*. Avis de la Commission des chemins de fer et de l'outillage national, par M. Chagnaud. Discussion géné-

rale : MM. Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*, et Drivet. Articles premier et 2. Adoption. Article 3 : MM. André Lebert, le Ministre de l'Agriculture et Gourju. Adoption. Articles 4 à 7. Adoption. Amendement de M. Drivet : MM. Drivet, le Ministre de l'Agriculture, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*; Raymond Poincaré, *Président du Conseil*, *Ministre des Affaires étrangères*. Disjonction. Articles 8 et 9. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [11 juillet (J.O., p. 1554)]. Promulgation [J.O.. 4 août, p. 7618].

ENFANTS ASSISTÉS. — Projet de loi tendant à modifier l'article 30 de la loi du 27 juin 1904 sur les enfants assistés, en vue de permettre l'admission des femmes aux emplois de sous-inspectrices départementales de l'assistance publique, déposé par M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [10 janvier] (J.O., p. 9 ; I. n° 4). M. Fernand Merlin dépose le rapport [29 mars] (J.O., p. 691 ; I. n° 293). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Fernand Merlin, *rapporteur*; Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales*. Adoption de l'article unique du projet de loi [18 mai] (J.O., p. 790). Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 7074).

ENFANTS DES OFFICIERS, SOUS-OFFICIERS ET SOLDATS, AINSI QUE DES FONCTIONNAIRES CIVILS MORTS POUR LA FRANCE. — Proposition de loi de M. Jénouvrier et plusieurs de ses collègues, tendant à rendre applicable la loi du 27 juillet 1917 aux enfants des officiers, sous-officiers et soldats, ainsi que des fonctionnaires civils morts pour la France sur les théâtres des opérations extérieurs, en Rhénanie, sur le Rhin et au Maroc. Renvoi à la Commission de l'enseignement et, pour avis, à la Commission de l'armée [19 juin] (J.O., p. 961 ; I. n° 468).

ENFANTS NATURELS DÉCÉDÉS (Légitimation des). — Voir Code civil, 4.

ENGAGEMENTS ET RENGAGEMENTS DANS L'ARMÉE DE MER. — Voir Marine, 2.

ENGAGÉS VOLONTAIRES DE LA GUERRE 1870-1871. — Voir Médaille commémorative.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE EN ALSACE ET LORRAINE.

| — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 2 avril 1920 relatif aux traitements et à l'avance-

ment du personnel du cadre local de l'enseignement secondaire en Alsace et Lorraine (Voir Table 1922, p. 254). M. Jossot dépose le rapport [12 juin] (J.O., p. 867 ; I. n° 438). Déclaration de l'urgence. Adoption [5 juillet] (J.O., p. 1455).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 24 janvier 1922 modifiant le décret du 2 avril 1920 régissant le personnel masculin du cadre local de l'enseignement secondaire en Alsace et Lorraine (Voir Table 1922, p. 254). M. Henri Roy dépose le rapport [6 juillet] (J.O., p. 1480 ; I. n° 623).

ÉQUILIBRE DU BUDGET DE L'EXERCICE 1923. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'équilibre du budget de l'exercice 1923, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [9 mars] (J.O., p. 519 ; I. n° 155).

ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE PRIVÉE. — Projet de loi relatif à la surveillance des établissements de bienfaisance privée (Voir Table 1922, p. 254). Renvoi, pour avis, à la Commission de législation civile et criminelle des conclusions du rapport de M. Fernand Merlin [16 mars] (J.O., p. 582). M. Massabuau dépose l'avis de la Commission de législation civile et criminelle [22 mars] (J.O., p. 626 ; I. n° 219). Suite de la discussion de l'article premier. Observations de MM. Fernand Merlin, *rapporteur de la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales* ; Chauveau, *Président de la Commission* ; Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales*. Adoption du 2^e alinéa et de l'ensemble de l'article premier. Articles 2 à 9. Adoption. Article 10 : MM. Jénouvrier, Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène* ; Mauger. Adoption. Articles 11 à 26. Adoption. Article 27 : MM. Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène*. Adoption. Articles 28 à 34. Adoption. Article 35 : Amendement de M. Massabuau : MM. Massabuau, François-Saint-Maur, Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène*, et Mauger. Retrait. Adoption de l'article 35. Articles 36 à 38. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Mauger et Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène*. Vote du passage à une deuxième délibération [13 novembre] (J.O. p. 1660).

ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS. — Projet de loi, ayant pour objet de permettre la réduction des charges des fondations dans les établissements hospitaliers, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la prévoyance sociales. Renvoi à la Commission des finances

[8 mai] (J.O., p. 729; I. n° 338). M. Debierre dépose le rapport [5 juillet] (J.O., p. 1444; I. n° 578). Lecture du rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Discussion générale: MM. Dominique Delahaye, Morand, Debierre, *rapporteur*; Drivet, Mauger. Demande d'ajournement. Rejet. Adoption des quatre articles et de l'ensemble du projet de loi [12 juillet] (J.O., p. 1609).

ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS DE LA MARINE MILITAIRE.

— Voir Marine, 1.

ÉTABLISSEMENTS ET LOCAUX OUVERTS AU PUBLIC. —

Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'interdiction de cracher à terre dans tous les établissements et locaux ouverts au public (Voir Table 1922, p. 255). Renvoi, pour avis, à la Commission de législation civile et criminelle [16 février] (J.O., p. 320).

EXERCICE DE LA MÉDECINE. — Voir Médecine (Exercice de la).

EXPLOITATION AGRICOLE (Impôt sur les bénéfices de l'). —

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de fixer, pour l'année 1923, les coefficients maxima et minima, applicables par nature de culture à la valeur locative des terres exploitées pour l'évaluation du bénéfice devant servir de base à l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [13 mars] (J.O., p. 557; I. n° 167). M. Henry Bérenger dépose le rapport [22 mars] (J.O., p. 625; I. n° 245). Observation de M. Henry Bérenger, *rapporteur général*. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Discussion générale: MM. Hervéy, François-Saint-Maur et Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption de l'article unique du projet de loi [29 mars] (J.O., p. 709). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 3218).

EXPLOITATIONS AGRICOLES. — Voir Accidents du travail, 2.

EXPLOITATIONS MINIÈRES. — Voir Personnel des industries annexes des exploitations minières.

EXPLOSIFS CHLORATÉS (Fabrique en Algérie d'). — Voir Conventions, 9.

EXPOSITION D'ARTS DÉCORATIFS DE MONZA-MILAN. — Voir Crédits, 11.

EXPOSITION INTERNATIONALE DES ARTS DÉCORATIFS.

— Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'Exposition internationale des arts décoratifs et industriels modernes, déposé par M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [26 mars] (J.O., p. 653 ; I. n° 238). M. Henry Bérenger dépose le rapport (I. n° 257). M. Serre dépose l'avis de la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [26 mars] (J.O., p. 657 ; I. n° 263. Urgence précédemment déclarée. Adoption [29 mars] (J.O., p. 691). Promulgation (J.O., 24 avril, p. 3978).

EXPOSITION CANADIENNE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'organisation d'une exposition canadienne en France, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des finances [16 mars] (J.O., p. 581 ; I. n° 187). Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce, de l'Industrie, du travail et des postes [22 mars] (J.O., p. 640). M. Raphaël-Georges Lévy dépose le rapport [26 mars] (J.O., p. 654 ; I. n° 251). Avis de la Commission du commerce et de l'industrie, par M. Serre. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Discussion générale : M. Gaston Menier. Adoption des trois articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 mars] (J.O., p. 699). Promulgation (J.O., 17 avril, p. 3818).

EXPOSITION COLONIALE DE MARSEILLE. — Voir Décorations, 1.

EXPOSITION DE RIO-DE-JANEIRO. — Voir Crédits, 6, 17.

EXPROPRIATION.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 27 mars 1921 relatif à l'introduction, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, des lois des 21 avril 1914 et 6 novembre 1918 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (Voir Table de 1922, p. 256). Déclaration de l'urgence. Adoption [11 janvier] (J.O., p. 28). Promulgation (J.O., 21 janvier, p. 718).

2 — Proposition de loi de MM. Henry de Jouvenel, Faure et Labrousse, ayant pour objet de compléter la loi du 3 mai 1841 sur

l'expropriation pour cause d'utilité publique (Voir Table 1922, p. 257). M. Fenoux dépose le rapport [1^{er} février] (J.O., p. 195; I. n° 49). Observations de MM. Fenoux, *rapporteur*, et Jeanneney. Adoption de l'article unique de la proposition de loi. Vote du passage à une deuxième délibération [8 février] (J.O., p. 270). M. Fenoux dépose un rapport supplémentaire [22 février] (J.O., p. 363; I. n° 100). Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [9 mars] (J.O., p. 520).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 4 octobre 1922, introduisant dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle diverses dispositions de la loi du 20 avril 1922 simplifiant les formalités d'expropriation en ce qui concerne les immeubles endommagés par faits de guerre, à racheter par l'Etat en vertu de l'article 46 de la loi du 17 avril 1919, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [8 mai] (J.O., p. 729; I. n° 337). M. Henri Roy dépose le rapport [13 décembre] (J.O., p. 1863; I. n° 824). Déclaration de l'urgence. Adoption [26 décembre] (J.O., p. 2102). Promulgation (J.O., 19 janvier 1924, p. 619).

4 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, étendant aux cas d'expropriation ou d'achat par les communes la faculté accordée au paragraphe 2 de l'article 4 de la loi du 18 juillet 1922, relative au remploi des indemnités pour dommages de guerre, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [17 mai] (J.O., p. 764; I. n° 388). M. Pol-Chevalier dépose le rapport [21 juin] (J.O., p. 1068; I. n° 483). Déclaration de l'urgence. Adoption [28 juin] (J.O., p. 1339). Promulgation (J.O., 26 juillet, p. 7284).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 27 janvier 1922 portant introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle de la loi du 17 juillet 1921, modifiant la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, modifiée par les lois des 21 avril 1914 et 6 novembre 1918 (Voir Table 1922, p. 257). M. Helmer dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [7 juin] (J.O., p. 860; I. n° 433). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Helmer, *rapporteur de la Commission d'Alsace et Lorraine*; Pol-Chevalier, *rapporteur*; Colrat, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Eccard. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 juillet] (J.O., p. 1454). Promulgation (J.O., 28 juillet, p. 7363).

EXPULSION DE LOCATAIRES. — Voir Locataires (Expulsion de).

EXTRADITION DES ÉTRANGERS. — Proposition de loi de M. René Renoult relative à l'extradition des étrangers. [Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [11 juillet] (J.O., p. 1581; I. n° 696).

FAMILLES NOMBREUSES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'aide nationale aux familles nombreuses (Voir Table 1922, p. 257). M. Debierre dépose un deuxième avis de la Commission des finances [16 février] (J.O., p. 319; I. n° 89). Ajournement de la discussion [8 mai] (J.O., p. 738) [15 mai] (J.O., p. 750). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. François-Saint-Maur, *rapporteur*, et Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales*. Article premier (nouvelle rédaction) : premier amendement de M. Louis Martin non soutenu. Amendement de M. Debierre : MM. Debierre, François-Saint-Maur, *rapporteur*; Morand, Paul Straus, *Ministre de l'Hygiène*; Victor Bérard et Gaston Japy. Rejet. 2^e amendement de M. Louis Martin non soutenu. Adoption de l'article premier. Article 2. Adoption. Article 3 : M. François-Saint-Maur. Adoption. Article 4 : MM. Morand et François-Saint-Maur, *rapporteur*. Adoption. Articles 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11. Adoption. Sur l'ensemble : MM. le Général Taufflieb, Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène*; Bouveri, François-Saint-Maur, *rapporteur*; Mauger, Gourju et Pol-Chevalier. Amendement (disposition additionnelle) de M. le Général Taufflieb : MM. François-Saint-Maur, *rapporteur*; le Général Taufflieb et Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène*. Retrait. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [18 mai] (J.O., p. 781). || Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'Hygiène, de l'Assistance, de l'assurance et de la Prévoyance sociales [30 juin] (J.O., p. 1385; I. n° 554). M. François-Saint-Maur dépose le rapport [5 juillet] (J.O., p. 1444; I. n° 563). Urgence précédemment déclarée. Observations de M. Dominique Delahaye. Article premier précédemment adopté. Articles 2 et 3. Adoption. Articles 4 et 5 précédemment adoptés. Article 6. Adoption. Articles 7 à 11 précédemment adoptés. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [6 juillet] (J.O., p. 1474). Promulgation (J.O., 2 août, p. 7646).

FAMILLES SANS ABRI. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'assurer le logement aux

familles sans abri, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [29 juin] (J.O., p. 1351 ; I. n° 533).

FAUSSES INDICATIONS D'ORIGINE DES MARCHANDISES. — Voir Marchandises (Origine des).

FEMME ÉTRANGÈRE QUI ÉPOUSE UN FRANÇAIS. — Voir Code civil, 8.

FEMME MARIÉE (Salaire de la). — Proposition de loi tendant à compléter les articles premier et 2 de la loi du 13 juillet 1907 relative au libre salaire de la femme mariée et à la contribution des époux aux charges du ménage (Voir Table 1912-1914, p. 512). M. Guillier dépose le rapport [27 février] (J.O., p. 397 ; I. n° 124). Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble de la proposition de loi [18 mai] (J.O. p. 794). Promulgation (J.O., 9 juin, p. 5458).

FEMME QUI A PERDU SA QUALITÉ DE FRANÇAISE. — Proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à faciliter à la femme qui a perdu sa qualité de Française par l'effet de son mariage sa réintégration dans sa nationalité d'origine. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [15 novembre] (J.O., p. 1654 ; I. n° 732).

FEMME SÉPARÉE DE BIENS. — Voir Code civil, 5.

FEMME SÉPARÉE DE CORPS. — Voir Allocation d'ascendants.

FEMMES (Droit de vote et éligibilité des). — Proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à reconnaître aux femmes le droit de vote et d'éligibilité. — Renvoi aux bureaux [12 juillet] (J. O., p. 1615 ; I. n° 713).

FEMMES EN COUCHES

1 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 4 de la loi du 17 juin 1913 sur le repos des femmes en couches, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [30 juin] (J. O., p. 1385 ; I. n° 357).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les allocations d'assistance aux femmes en couches et les primes d'allaitement (art. 62 disjoint du projet de loi portant fixation du budget

général de l'exercice 1921). M. François-Saint-Maur dépose le rapport [29 novembre] (J.O., p. 1737; I. n° 765).

FEMMES SOUS-INSPECTRICES DÉPARTEMENTALES DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE. — Voir Enfants assistés.

FEMMES (Suffrages des). — Proposition de loi de M. Gourju sur le suffrage des femmes et quelques dispositions accessoires. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [4 décembre] (J.O., p. 1748; I. n° 781).

FEZ OU BONNETS ROUGES. — Voir Douanes, 17.

FILATURE DE LA SOIE. — Voir Journée de huit heures.

FONCTIONNAIRES.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à reculer la limite d'âge en faveur des fonctionnaires pères de familles nombreuses (art. 93 disjoint du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1922) (Voir Table 1922, p. 259). M. Henri Merlin dépose l'avis de la Commission de l'administration générale, départementale et communale [26 janvier] (J.O., p. 141; I. n° 36).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, accordant aux fonctionnaires et candidats fonctionnaires mobilisés pendant la guerre certains avantages de carrière (Voir Table 1922, p. 260). M. Sari dépose le rapport [20 mars] (J.O., p. 606; I. n° 208).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, relatif au statut des fonctionnaires d'Alsace et de Lorraine, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission précédemment saisie [8 mai] (J.O., p. 729; I. n° 348). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [31 mai] (J.O., p. 832; I. n° 411). M. Henri Roy dépose l'avis de la Commission des finances [28 juin] (J.O., 1328; I. n° 519). Urgence précédemment déclarée. Article premier : Adoption. Article 2 précédemment adopté. Articles 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [6 juillet] (J.O., p. 1477). Promulgation (J.O., 28 juillet, p. 7362).

Voir Budget de 1924 (Loi de finances).

FONCTIONS PUBLIQUES ÉLECTIVES. — Proposition de loi de M. Massabuau tendant à limiter l'éligibilité aux fonctions pu-

bliques électives aux chefs de famille ayant eu trois enfants au moins. Vote sur l'urgence ajourné à la fin de séance. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [4 décembre] (J.O., p. 1748; I. n° 780). Demande du vote de l'urgence. MM. Massabuau, Labrousse, Dominique Delahaye et Pol-Chevalier. Rejet de l'urgence [4 décembre] (J.O., p. 1751).

FONDACTIONS DANS LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS
(Charges des). — Voir Etablissements hospitaliers.

FONDS DE COMMERCE. — Proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier et compléter la loi du 17 mars 1909 relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce. (Voir Table 1922, p. 261). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Article premier. Adoption. Article 2 précédemment adopté. Article 3. Adoption. Article 4 : Amendement de M. Boivin-Champeaux, Guillier, *Président de la Commission*; Louis Serre, *rapporteur de la Commission du commerce*; Roustan, Clémentel, *Président de la Commission du commerce*; Cordelet, *rapporteur*; Billiet. Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*. Adoption des trois premiers alinéas puis de la première partie de l'amendement de M. Boivin-Champeaux. Discussion du 4^e alinéa de l'article. Amendement de MM. Roustan, Pasquet, Philip, Soulié et Cuminal : MM. Henry Bérenger, *rapporteur de la Commission des finances*; Cordelet, *rapporteur*; Maurice Colrat, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Rejet, au scrutin, du 4^e alinéa du texte de la Commission. Adoption des derniers alinéas de l'article et de l'ensemble de l'article 4. Article 5, précédemment adopté. Articles 6, 7 et 8. Adoption. Articles 9, 10 et 11, précédemment adoptés. Article 12. Adoption. Articles 13 et 14, précédemment adoptés. Article 15. Adoption. Articles 16 à 31, précédemment adoptés. Articles 32 à 35. Adoption. Articles 36 à 39, précédemment adoptés. Articles 40 à 41. Adoption. Article 42, précédemment adopté. Articles 43 à 46. Adoption. Article 47, précédemment adopté. Articles 48 à 54. Adoption. Article 55, précédemment adopté. Articles 56 et 57. Adoption. Article 58, précédemment adopté. Article 59. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [1^{er} février] (J.O., p. 197).

FONDS PUBLICS DE CHOMAGE. — Proposition de loi de MM. Bouveri et Fourment concernant l'affranchissement de la correspondance relative au fonds publics de chômage. Renvoi à la Commission de

l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales et, pour avis, à la Commission des finances [20 juin] (J.O., p. 1021; I. n° 471).

FONDS DE SUBVENTION. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1924), déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [12 juillet] (J.O., p. 1570; I. n° 692). M. Schrameck dépose et lit le rapport. Adoption [12 juillet] (J.O., p. 1600; I. n° 704). Promulgation (J.O., 31 juillet, p. 7482).

FORCES HYDRAULIQUES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 8 juillet 1921, relatif à l'extension aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle de la loi du 16 octobre 1919 sur l'utilisation des forces hydrauliques (Voir Table 1922, p. 261). Déclaration de l'urgence. Adoption [11 janvier] (J.O., p. 27). Promulgation (J. O., 21 janvier, p. 718).

FRANÇAIS DE RUSSIE (Assistance aux). — Voir Crédits, 3.

GAZ. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, déterminant les spécifications relatives à la qualité du gaz qui pourront être introduites dans les cahiers des charges des concessions gazières ou contrats de fourniture ou distribution de gaz à en extraire divers produits, déposé par M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission précédemment saisie [7 juin] (J.O., p. 860; I. n° 432). M. Marcel Régnier dépose le rapport [28 juin] (J.O., p. 1348; I. n° 526). Adoption [10 juillet] (J.O., p. 1492). Promulgation (A. t. I, 24 juillet, p. 7045).

GENS DE MAISONS. — Voir Accidents du travail, 1.

GRAINES DE BETTERAVES. — Voir Douanes, 9.

GRASSE (Siège de juge au tribunal de). — Voir Valenciennes.

GRENOBLE (Isère). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 20 mars 1914 qui a autorisé la

ville de Grenoble (Isère) à percevoir une taxe sur les propriétés bâties desservies par le réseau d'égouts, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [17 janvier] (J.O., p. 56; I. n° 20). M. Schrameck dépose le rapport [20 mars] (J.O., p. 605; I. n° 194). Adoption [29 mars] J.O., p. 666). Promulgation (J.O., 11 avril, p. 3610).

GROUPES DU SÉNAT. — Listes électorales des membres des groupes [16 janvier] (J.O., p. 499).

HABITATIONS A BON MARCHÉ

1 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 7 de la loi du 5 décembre 1922 sur les habitations à bon marché (Voir Table 1922, p. 265). M. Lancien dépose le rapport [22 mars] (J.O., p. 639; I. n° 229). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [29 mars] (J.O., p. 708). Promulgation (J.O., 28 avril, p. 4114).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 5 décembre 1922 portant codification des lois sur les habitations à bon marché et la petite propriété, déposé par M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [10 juillet] (J.O., p. 1488; I. n° 653). M. Henry Bérenger dépose le rapport [10 novembre] (J.O., p. 1692; I. n° 744). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Hervey, Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*; Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales*. Articles premier à 3. Adoption. Articles 4 : MM. Mauger, Dominique Delahaye, Bouveri, Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales*; Hervey et Gaston Japy. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. [29 novembre] (J.O., p. 1742). Promulgation (J.O., 9 décembre, p. 11462).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 11 mars 1922, portant application, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, d'un certain nombre de dispositions législatives se rattachant à la législation sur les habitations à bon marché et la petite propriété, déposé par M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commis-

sion de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [20 novembre] (J.O., p. 1675 ; I. n° 735). M. Gasser dépose le rapport [12 décembre] (J.O., p. 1860 ; I. n° 817). Déclaration de l'urgence. Adoption [21 décembre] (J.O., p. 2031). Promulgation (J.O., 19 janvier 1924, p. 618).

HABITATIONS DE FAMILLE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 4 de la loi du 17 mai 1919, réglant la situation des acquéreurs d'habitations de famille et de terrains par termes échelonnés et par contrats sous condition suspensive ou sous condition résolutoire (Voir Table 1922, p. 265). M. Henri Merlin dépose le rapport [19 juin] (J.O., p. 925 ; I, n° 464). Déclaration de l'urgence. Adoption [29 juin] (J.O., p. 1366). Promulgation (J.O., 4 août, p. 7618).

HEURE LÉGALE.

1 — Proposition de loi de M. Henri Cosnier ayant pour objet la modification et la stabilisation de l'heure légale française. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [27 février] (J.O., p. 397 ; I. n° 123). M. Amédée Vidal dépose le rapport [29 mars] (J.O., p. 663 ; I. n° 267). Ajournement de la discussion [15 mai] (J.O., p. 753).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la modification de l'heure légale fixée par la loi du 9 mars 1911, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre du Travail, M. le Ministre de l'Instruction publique, M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales et M. le Ministre des travaux publics. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [17 mai] (J.O., p. 761 ; I. n° 369). M. Amédée Vidal dépose et lit le rapport (I. n° 400). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Discussion générale : MM. Poincaré, *Président du Conseil*, *Ministre des Affaires étrangères*, et Louis Michel. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Demande de clôture de la discussion : M. Raphaël-Georges Lévy. Vote de la clôture de la discussion. Adoption, au scrutin, du passage à la discussion des articles. Article premier : contre-projet de M. Porteu : MM. Porteu et le Président du Conseil, *Ministère des Affaires étrangères*. Retrait. Contre-projet de M. Massabuau : M. Massabuau. Retrait. Article premier. Adoption. Article 2 : M. Massabuau. Adoption. Amendement

(article additionnel) de M. Louis Tissier : MM. Louis Tissier et Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Retrait. Article 3. Adoption. Amendement (article additionnel) de M. Louis Tissier : MM. Louis Tissier et le Président du Conseil, *Ministre des Affaires étrangères*. Retrait. Article 4. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Roche et Dominique Delahaye. Adoption de l'ensemble du projet de loi [23 mai] (J.O., p. 798). Promulgation (J.O., 25 mai, p. 4962).

HOSPICE (Membres des Commissions administratives des). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la nomination des membres des Commissions administratives des hospices, des hôpitaux, des bureaux de bienfaisance et des bureaux d'assistance, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [23 mai] (J.O., p. 813; I. n° 402).

HUILES LOURDES ET GRAISSES. — Voir Douanes, 4.

HUISSIERS D'ALSACE ET LORRAINE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la Caisse de retraites des huissiers d'Alsace et Lorraine, déposé par M. le Garde des Sceaux, *Ministre de la Justice* et M. le *Ministre des Finances*. Renvoi à la Commission des finances [28 février] (J.O., p. 401; I. n° 132). Renvoi, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [17 mai] (J.O., p. 777). M. Henri Roy dépose le rapport [27 novembre] (J.O., p. 1717; I. n° 752).

HUITRE PLATE. (Culture de l'). — Voir Crédits extraordinaires, 2.

IMMEUBLES (détenus par des étrangers). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la possession d'immeubles en France par des étrangers, déposé par M. le Président du Conseil, *Ministre des Affaires étrangères*; M. le Garde des Sceaux, *Ministre de la Justice*, M. le *Ministre de la Guerre et des Pensions*, M. le *Ministre de l'Intérieur*, M. le *Ministre du Commerce et de l'Industrie* et M. le *Ministre des Colonies*. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [20 mars] (J.O., p. 606; I. n° 199). Renvoi, pour avis, à la Commission des Affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [29 mai] (J.O., p. 817).

IMMEUBLES APPARTENANT A L'ÉTAT (Baux d'). — Proposition de loi de M. Henry Bérenger et d'un grand nombre de ses collègues,

ayant pour objet de modifier l'article 7 de la loi du 6 décembre 1897 relative à la concession de baux d'immeubles appartenant à l'Etat. Renvoi à la Commission des finances [6 mars] (J.O., p. 499; I. n° 146). M. Henry Bérenger dépose le rapport [8 mars] (J.O., p. 516; I. n° 152). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Sur l'urgence : MM. Dominique Delahaye, Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*; de Monzie et Deline, *directeur général de l'Enregistrement* [20 mars] (J.O., p. 614). Déclaration de l'urgence. Demande de renvoi : MM. Henry Bérenger, *rapporteur général*; Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et le Colonel Stuhl*. Rejet, au scrutin, de la demande de renvoi de la discussion. Discussion générale : MM. de Monzie, le Colonel Stuhl, Dominique Delahaye, de Selves, Deline, *directeur général de l'Enregistrement et des Domaines*; Henry Bérenger, *rapporteur général*; Hervey et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Rejet, au scrutin, du renvoi à la Commission. Article unique. Amendement de M. Coignet : M. Coignet. Retrait. Adoption, au scrutin, de l'article unique de la proposition de loi [22 mars] (J.O., p. 640).

IMMEUBLES ENDOMMAGÉS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 5 juillet 1922, relatif à l'introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, de la loi du 27 juillet 1921, facilitant l'acquisition par les communes dévastées des immeubles endommagés, compris dans les plans d'alignement, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale [8 mai] (J.O., p. 729; I. n° 339). Renvoi, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [17 mai] (J.O., p. 777). M. Eccard dépose le rapport [28 juin] (J.O., p. 1328; I. n° 515).

IMPOT SUR LES BÉNÉFICES DE L'EXPLOITATION AGRICOLE.

— Voir Exploitation agricole.

IMPOT DIRECT (Exigibilité de l'). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 21 décembre 1922, portant application, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, des articles 18, 19 et 20 de la loi du 31 décembre 1921, relatifs aux conditions d'exigibilité de l'impôt direct, à la publication des rôles de contributions directes et au délai fixé pour les réclamations, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Com-

mission des finances [20 novembre] (J.O., p. 1675; I. n° 736). M. Henri Roy dépose le rapport [13 décembre] (J.O., p. 1863; I. n° 826). Promulgation (J.O., 19 janvier 1924, p. 619).

IMPOT GÉNÉRAL SUR LE REVENU. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 26 juillet 1920, portant application dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, de la législation française concernant l'impôt général sur le revenu et l'impôt sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission des finances [8 mai] (J.O., p. 728; I. n° 345). Renvoi, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [17 mai] (J.O., p. 777). M. Henry Roy, dépose le rapport [5 juillet] (J.O., p. 1444; I. n° 580). M. Hervey dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [10 juillet] (J.O., p. 1490; I. n° 644). Déclaration de l'urgence. Adoption [15 novembre] (J.O., p. 1654). Promulgation (J.O., 13 décembre, p. 11574).

IMPOTS CÉDULAIRES SUR LES REVENUS. — Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant introduction dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle : a) de diverses dispositions de la loi du 31 juillet 1917, concernant l'établissement des impôts cédulaires sur les revenus ; b) de la législation française relative à la redevance sur les mines (part de l'Etat). (Voir Table 1922, p. 267). M. Henry Roy dépose le rapport [26 mars] (J.O., p. 654; I. n° 243). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Discussion générale : MM. Dominique Delahaye, Henri Roy, rapporteur, et le Colonel Stuhl. Adoption des neuf articles et de l'ensemble du projet de loi [29 mars] (J.O., p. 701). Promulgation (J.O., 1^{er} avril, p. 3298).

INCENDIES DES FORÊTS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les diverses mesures à prendre contre les incendies de forêts, déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de l'Agriculture et, pour avis, à la Commission des finances [15 mai] (J.O., p. 750; I. n° 366).

INCIDENT.

M. André Berthelot [17 janvier] (J.O., p. 56).

M. Henri Merlin [23 janvier] (J.O., p. 121).

M. Jénouvrier [23 mai] (J.O., p. 797).

M. Sari [15 novembre] (J.O., p. 1653).

M. Millès-Lacroix [21 décembre] (J.O., p. 2030).

MM. Billiet et Boivin-Champeaux [28 décembre] (J.O., p. 2148).

INDEMNITÉ DE CHERTÉ DE VIE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 6 janvier 1923 accordant aux petits retraités d'Alsace et de Lorraine l'indemnité de cherté de vie instituée par la loi du 12 avril 1922 en faveur des petits retraités de l'Etat français, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [29 juin] (J.O., p. 1365; I. n° 547). M. Henri Roy dépose le rapport [13 décembre] (J.O., p. 1863; I. n° 825). Déclaration de l'urgence. Adoption [26 décembre] (J.O., p. 2103). Promulgation (J.O., 19 janvier 1924, p. 619).

INDEMNITÉ DE CHINE. — Voir Annuités dues à la France par le Gouvernement chinois.

INDEMNITÉS DE RÉSIDENCE AUX FONCTIONNAIRES. — Voir Budget de 1924 (Loi de finances).

INDIGÉNAT. — Voir Algérie, 1, 4.

INDO-CHINE (Emprunt). — Voir Colonies, 4.

INGÉNIEURS DE L'AÉRONAUTIQUE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création d'un corps d'ingénieurs de l'aéronautique et d'un corps d'ingénieurs-adjoints et agents techniques de l'aéronautique, déposé par le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances [6 février] (J.O., p. 245; I. n° 55). Renvoi à la Commission des chemins de fer, des transports et de l'outillage national [8 février] (J.O., p. 287). M. Brangier dépose le rapport [28 juin] (J.O., p. 1328; I. n° 521). M. le Général Hirschauer dépose l'avis de la Commission de l'armée [28 juin] (J.O., p. 1346; I. n° 530). M. le Général Hirschauer dépose l'avis de la Commission des finances [10 juillet] (J.O., p. 1521; I. n° 675). Déclaration de l'urgence. Discussion des articles. Article premier. Adoption. Contre-projet de MM. Henry Bérenger et le Général Hirschauer. Articles 2 à 21. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [15 novembre] (J.O., p. 1656). Promulgation (J.O., 14 mars, p. 2506).

INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, déterminant des mesures spéciales en faveur des instituteurs et institutrices demeurés sous la domination de l'ennemi et des membres de l'enseignement public dont l'entrée définitive dans les cadres a été retardée (Voir Table 1922, p. 270). M. Farjon dépose le rapport [23 février] (J.O., p. 368 ; I. n° 108). M. René Besnard dépose l'avis de la Commission des finances [10 juillet] (J.O., p. 14 ; I. n° 641). Déclaration de l'urgence. Adoption [11 juillet] (J.O., p. 1570). Promulgation (J.O., 16 janvier 1924, p. 450).

INTERPELLATIONS.

1 — Demande d'interpellation de M. d'Estournelles de Constant à M. le Président du Conseil sur les avantages qu'il attend pour la France, pour nos régions dévastées et pour la paix, de l'occupation de la Ruhr. Fixation de la date de la discussion : MM. d'Estournelles de Constant, le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Fixation ultérieure de la date de la discussion [11 janvier] (J.O., p. 27 et 32).

2 — Interpellation de M. Guilloteaux sur les conséquences de la perte du cuirassé *France*, au point de vue des réformes à adopter dans le corps des ingénieurs hydrographes de la marine (Voir Table 1922 p. 274). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. MM. Guilloteaux, de Lamarzelle, le Général Bourgeois et Babin-Chevaye [25 janvier] (J.O., p. 128). MM. Bergeon, Roustan, d'Estournelles de Constant, de Kerguézec, *Président de la Commission de la marine*; Louis Brindeau, Dominique Delahaye, Raiberti, *Ministre de la Marine*, et le Comte de Blois. Ordre du jour de MM. Guilloteaux, de Kerguézec, Riotteau, Brindeau et le Général Bourgeois. Addition de M. Bergeon à l'ordre du jour. Sur l'ordre du jour : MM. Guilloteaux, le Ministre de la Marine, Bergeon et de Kerguézec. Retrait de l'addition de M. Bergeon à l'ordre du jour. Adoption de l'ordre du jour de MM. Guilloteaux, de Kerguézec, Riotteau, Brindeau et le Général Bourgeois [26 janvier] (J.O., p. 142).

3 — Interpellation de M. Fernand Merlin sur les brusques déplacements de fonctionnaires de l'ordre administratif (Voir Table 1922, p. 275). Discussion : MM. Fernand Merlin, Chênebenoit, Maunoury, *Ministre de l'Intérieur*, et Dominique Delahaye [9 février] (J.O., p. 292).

4 — Demande d'interpellation de M. Brangier sur les causes économiques ayant pu motiver et justifier la hausse récente et brusque du sucre. Sur la date de la discussion : MM. Brangier, Lucien Dior,

Ministre du Commerce et de l'Industrie [16 février] (J.O., p. 320). Discussion : MM. Brangier, Gaston Menier, Léon Roland, Lucien Dior, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*; Marcel Donon, Chapsal, Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*, et Duroux. Ordres du jour : Le premier, de MM. Dudouyt, Catalogne, Duquaire, Mulac, Renaudat, Brindeau, Buhau, Gouge et Damecour; le deuxième, de M. Gaston Menier, Sur les ordres du jour : MM. le Ministre du Commerce, Gaston Menier, le Ministre de l'Agriculture et Chapsal. Addition à l'amendement de M. Gaston Menier par M. Chapsal. Sur les ordres du jour : MM. Henry Chéron et Dudouyt. Retrait de l'ordre du jour de M. Dudouyt et de ses collègues. Adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Gaston Menier [1^{er} mars] (J.O., p. 442).

5 — Demande d'interpellation de M. Bergeon sur l'organisation incomplète du sauvetage sur nos côtes et les responsabilités engagées dans le naufrage de la goélette *Laure* à l'entrée des passes de Saint-Malo [22 mars] (J.O., p. 626). Fixation de la discussion au 17 mai [8 mai] (J.O., p. 738). Discussion : MM. Bergeon, Flaissières, Jénouvrier, Rio, *Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine marchande*; et Louis Brindeau. Ordre du jour de M. Bergeon : MM. le Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine marchande, Louis Brindeau et Flaissières. Ordre du jour de M. Bergeon modifié : M. le Sous-Secrétaire d'Etat. Demande de l'ordre du jour pur et simple par M. Alfred Brard. Adoption [17 mai] (J.O., p. 765).

6 — Demande d'interpellation de M. Fourment à M. le Ministre de l'Instruction publique sur les mesures disciplinaires prises à l'égard de plusieurs membres de l'enseignement. Fixation de la discussion au jeudi 14 juin [31 mai] (J.O., p. 832). Discussion : MM. Fourment, Roustan, Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*; René Héry et Louis Martin. Ordre du jour de M. Fourment. Ordre du jour de M. Massé. Demande de priorité. Demande d'ordre du jour pur et simple. Rejet de l'ordre du jour pur et simple. Ordre du jour de M. Labrousse. Vote de la priorité en faveur de l'ordre du jour de M. Massé. Retrait de l'ordre du jour de M. Labrousse. Vote de l'ordre du jour de M. Massé. [14 juin] (J.O., p. 880).

7 — Demande d'interpellation de M. Le Barillier à M. le Ministre de l'Intérieur au sujet d'une inscription figurant sur le monument élevé, dans le cimetière communal de Tarnos, aux morts de la guerre. Observation de M. Maurice Maunoury, *Ministre de l'Intérieur*. Fixation ultérieure de la date de la discussion [31 mai] (J.O., p. 832).

8 — Demande d'interpellation de M. Louis Soulié sur la désorganisation des postes et des transports : M. Louis Soulié [13 novembre] (J.O., p. 1634).

9 — Demande d'interpellation de M. André Lebert sur les conditions dans lesquelles est appliqué à l'arme de la gendarmerie le décret du 20 juin 1923 [20 novembre] (J.O., p. 1676).

10 — Demande d'interpellation de M. d'Estournelles de Constant sur les causes et les conséquences de l'isolement actuel de la France : MM. d'Estournelles de Constant et de Selves, *Président de la Commission des affaires étrangères* [22 novembre] (J.O., p. 1697).

11 — Demande d'interpellation de M. Simyan sur l'application du nouveau plan d'études secondaires : M. Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts* [18 décembre] (J.O., p. 1951).

12 — Demande d'interpellation de MM. Dausset, Magny, Charles Deloncle, Mascuraud, Ranson et Raphaël-Georges Lévy sur l'application de la loi du 14 mars 1919 concernant les plans d'aménagement et d'extension des villes. MM. Louis Dausset et Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales* [27 décembre] (J.O., p. 2128).

IODE BRUT. — Voir Douanes, 15.

ITALIE (Adresse à l'). — Voir Motions, 2.

JAUGEAGE (Taxes de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 29 juin 1921 relatif à la fixation des taxes de jaugeage dans les départements du Bas-Rhin du Haut-Rhin et de la Moselle (Voir Table 1922, p. 275). M. Reynald déposé l'avis de la Commission d'Alsace et de Lorraine [10 juillet] (J.O., p. 1498; I. n° 648). Déclaration de l'urgence. Adoption [27 novembre] (J. O., p. 1718). Promulgation (J. O., 13 décembre, p. 11575).

JEUX OLYMPIQUES (Timbres-poste spéciaux). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'émission de timbres-poste spéciaux à l'occasion des jeux olympiques de 1923, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes et, pour avis, à la Commission des finances [19 décembre] (J.O., p. 1987; I. n° 860). M. Pasquet dépose le rapport [22 décembre] (J.O., p. 2052; I. n° 890). M. Pasquet dépose l'avis de la Commission des finances [26 décembre] (J.O., p. 2097; I. n° 900).

Déclaration de l'urgence. Adoption [27 décembre] (J. O., p. 2125).
Promulgation (J. O., 9 février 1924, p. 1402).

JOURNÉE DE HUIT HEURES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à mettre en concordance avec la loi sur la journée de huit heures les encouragements spéciaux accordés à la filature de la soie (Voir Table 1918-1920, p. 717). M. Clémentel dépose le rapport [21 juin] (J. O., p. 1068; I. n° 484). Déclaration de l'urgence. Adoption [11 juillet] (J. O., p. 1553).

JOYAUX APPARTENANT AU MUSÉE DU LOUVRE (Vente aux enchères de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant la vente, aux enchères publiques, de quatre bijoux appartenant au Musée du Louvre (Voir Table 1922, p. 276). M. Guillaume Chastenet dépose le rapport [27 novembre] (J. O., p. 1732; I. n° 760). M. Simyan dépose l'avis de la Commission de l'enseignement [4 décembre] (J. O., p. 1748; I. n° 784). Déclaration de l'urgence. Adoption [17 décembre] (J. O., p. 1942). Promulgation (J. O., 2 janvier 1924, p. 99).

JUGEMENTS DE DIVORCE. — Voir Code civil, 6.

JUGEMENTS DE SÉPARATION DE CORPS. — Voir Code civil, 11.

JUGES DE PAIX — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 19 de la loi du 12 juillet 1905, modifiée par la loi du 14 juin 1918, concernant le recrutement des juges de paix transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [26 décembre] (J. O., p. 2121; I. n° 903).

KÉNITRA (Maroc) (Explosion de). — Voir Crédits, 15.

LANDES (Incendies volontaires des). — Proposition de loi sur les incendies volontaires des landes (Voir Table 1902-1905, p. 548). Renvoi à la Commission d'agriculture [7 juin] (J. O., p. 847).

LANGUE JUDICIAIRE EN ALSACE ET LORRAINE. — Proposition de loi de M. Helmer concernant la langue judiciaire dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle et projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 15 mai 1922, déterminant le sens de l'article 2 de l'arrêté du 2 février 1919 déclarant la langue française langue judiciaire en

Alsace et Lorraine (Voir Table 1922, p. 277). M. Louis Martin dépose le rapport [22 mars] (J. O., p. 639; I. n° 222).

LARMOR (Morbihan). — Voir communes et cantons, 7.

LÉGION D'HONNEUR. — Voir Décorations. Voir aussi Crédits, 16.

LÉGISLATION LOCALE DE GUERRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 25 août 1922 relatif à l'abrogation de la législation locale de guerre dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [18 juin] (J.O., p. 921; I. n° 461). Renvoi, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [20 juin] (J.O., p. 986).

LE HAVRE (Création d'une troisième Chambre au Tribunal civil). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la création d'une troisième chambre au tribunal civil du Havre, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle et, pour avis, à la Commission des finances [7 décembre] (J.O., p. 1757; I. n° 789).

LIEUX DE DÉPORTATION. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 23 mars 1872, qui désigne les lieux de déportation, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [8 mai] (J.O., p. 728; I. n° 351). M. de Montaigu dépose le rapport [7 juin] (J.O., p. 848; I. n° 430). Déclaration de l'urgence. Adoption [28 juin] (J.O., p. 1329). Promulgation (J.O., 5 août, p. 7650).

LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 9 mars 1922 relatif à l'introduction, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, de la loi du 28 juillet 1885 concernant l'établissement, l'entretien et le fonctionnement des lignes télégraphiques et téléphoniques, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [17 janvier] (J.O., p. 56; I. n° 18).

LILLE (Ville de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la cession à la Ville de Lille de terrains de la fortification provenant de l'enceinte déclassée de la place (Voir Table 1922, p. 278). M. René Renoult dépose l'avis de la Commission des finances [23 janvier] (J.O., p. 121 ; I. n° 27). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [1^{er} février] (J.O., p. 196). Promulgation (J.O., 11 février, p. 1462).

LIVRET AGRICOLE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création d'un livret agricole de prévoyance, déposé par M. le Ministre du Travail, M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances [27 février] (J.O., p. 385 ; I. n° 120). M. Alfred Brard dépose le rapport [28 juin] (J.O., p. 1328 ; I. n° 520). M. Fernand David dépose l'avis de la Commission des finances [29 novembre] (J.O., p. 1744 ; I. n° 770). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture*. Discussion des articles : Articles premier à 4. Adoption. Article 5 : MM. Mauger, le Général Taufflieb, Henry Chéron, *Ministre de l'Agriculture* ; Alfred Brard, *rapporteur* ; et Massabau. Adoption de l'ensemble du projet de loi [4 décembre] (J.O., p. 1749). Promulgation (J.O., 19 décembre p. 11766).

LOCATAIRES (Expulsion de).

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 4 janvier 1923 déclarant applicable, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, la loi du 30 décembre 1922 tendant à surseoir aux expulsions de locataires, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [21 juin] (J.O., p. 1068 ; I. n° 480). M. Eccard dépose le rapport [29 novembre] (J.O., p. 1738 ; I. n° 769). Déclaration de l'urgence. Adoption [21 décembre] (J.O., p. 2030). Promulgation (J.O., 15 janvier 1924, p. 434).

2 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à proroger la loi du 30 décembre 1922 ayant pour objet de surseoir aux expulsions de locataires, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [29 juin] (J.O., p. 1351 ; I. n° 532). M. Morand dépose le rapport

(I. n° 593). Lecture des conclusions de la Commission. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Discussion générale : MM. Flaissières, Morand, *rapporteur* ; André Lebert, Hervey, Jean Cazelles et le Comte de Bertier. Adoption des quatre articles et de l'ensemble de la proposition de loi [5 juillet] (J.O., p. 1445). Promulgation (J.O., 7 juillet, p. 6486).

LOI DU 5 AVRIL 1884. — Proposition de loi de M. Catalogne, tendant à modifier l'article 35 de la loi du 5 avril 1884 (Voir Table 1921, p. 330). M. Catalogne dépose le rapport [17 janvier] (J.O., p. 56 ; I. n° 13). Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [20 mars] (J.O., p. 606).

LOI DU 31 MARS 1919. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 71 de la loi du 31 mars 1919 (Voir Table 1922, p. 281). M. Mauger dépose le rapport [15 février] (J.O., p. 313 ; I. n° 88). Déclaration de l'urgence. Observations de M. Mauger, *rapporteur*. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 février] J.O., p. 385). Promulgation (J.O., 14 juillet p. 6752).

LOI DU 12 JUILLET 1919. — Voir Election des Députés.

LOI MUNICIPALE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 28 octobre 1920, relatif à l'application dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de la loi du 16 avril 1914, portant modification des articles 106, 107, 108 et 109 de la loi municipale du 5 avril 1884 (Voir Table 1922, p. 282). M. Pol-Chevalier dépose le rapport [27 février] (J.O., p. 397 ; I. n° 127). M. Magny dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [26 mars] (J.O., p. 654 ; I. n° 254). Déclaration de l'urgence. Adoption [15 mai] (J.O., p. 751). Promulgation (J.O., 30 mai, p. 5122).

LOIS D'ASSISTANCE. — Voir Conventions, 8, 16.

LOIS OUVRIÈRES (Codification des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant codification des lois ouvrières (Livre IV du Code du travail et de la prévoyance sociales) (Voir Table de 1909-1911, p. 473). M. Pasquet dépose un deuxième rapport [6 mars] (J.O., p. 483 ; I. n° 143). Déclaration de l'urgence. Adoption successive des cent trente-trois articles. Sur l'ensemble : MM. Mauger et Gaston Carrère. Adoption de l'ensemble du projet de loi [28 juin]

(J.O., p. 1331). ■ **Projet de loi**, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant codification des lois ouvrières, livre IV du Code du travail et de la prévoyance sociale, déposé par M. le Ministre du Travail et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission, nommée le 23 juin 1905 et complétée le 13 décembre 1923, portant codification des lois ouvrières (livres I, II, III, IV, du Code du travail et de la prévoyance sociale [17 décembre] (J.O., p. 1938; I. n° 834).

LONGWY (Ville de). — **Projet de loi**, adopté par la Chambre des Députés, concernant la cession à la ville de Longwy des immeubles provenant de la fortification déclassée de la place, déposé par M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de l'Instruction publique et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances [10 juillet] (J.O., p. 1488; I. n° 637). M. le Comte d'Alsace dépose le rapport [10 juillet] (J.O., p. 1489; I. n° 646). M. René Renoult dépose l'avis de la Commission des finances [10 juillet] (J.O., p. 1490; I. n° 662). Déclaration de l'urgence. Adoption [12 juillet] (J. O., p. 1600). Promulgation (J.O., 28 juillet, p. 7363).

LORIENT (Port de pêche de). — **Projet de loi**, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la déclaration d'utilité publique des travaux du port de pêche de Lorient et des expropriations de terrains que comporte la création de ce port (Voir Table 1922, p. 282). Renvoi pour avis à la Commission de la marine [25 janvier] (J.O., p. 138). M. Brangier dépose le rapport (I. n° 486). M. Alfred Brard dépose l'avis de la Commission de la marine [22 juin] (J.O., p. 1089; I. n° 487). M. Serre dépose et lit l'avis de la Commission des finances (I. n° 911). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des neuf articles et de l'ensemble du projet de loi [27 décembre] (J.O., p. 2128). Promulgation (J.O., 16 janvier 1924, p. 451).

LOYERS (Législation sur les). — **Projet de loi**, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 2 septembre 1922, déclarant applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, diverses dispositions de la loi du 31 mars 1922 portant fixation définitive de la législation sur les loyers, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [21 juin] (J.O., p. 1068;

I. n° 479). M. Eccard dépose le rapport [12 décembre] (J.O., p. 1844 ; I. n° 811). Déclaration de l'urgence. Adoption [28 décembre] (J.O., p. 2146). Promulgation (J.O., 2 mars, p. 2162).

LYON (Ville de). — Voir Taxes de remplacement, 2, 4.

LYON (Pyrotechnie de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, approuvant un contrat passé entre l'Etat et la ville de Lyon au sujet des terrains de la pyrotechnie de Lyon, déposé par M. le Ministre de la Guerre et des Pensions et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'armée [17 décembre] (J.O., p. 1938 ; I. n° 837).

MAISON DE FRANCE A MADRID. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la construction d'une maison de France à Madrid, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et de M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [21 décembre] (J.O., p. 2030 ; I. n° 876). M. Henry Bérenger dépose le rapport [21 décembre] (J.O., p. 2030 ; I. n° 880). Adoption [26 décembre] (J.O., p. 2085). Promulgation (J.O., p. 450).

MALADIES VÉNÉRIENNES. — Voir Code pénal, 3.

MANDAT LÉGISLATIF (Incompatibilité). — Voir Sociétés anonymes.

MARCHANDISES (Origine des). — Proposition de loi de M. Farjon tendant à la répression des fausses indications d'origine des marchandises (Voir Table 1922, p. 290). M. Pol-Chevalier dépose l'avis de la Commission de législation civile et criminelle [22 mars] (J.O., p. 639 ; I. n° 228).

MARCHÉ AUX BESTIAUX. — Proposition de loi de M. Faure, tendant à la réglementation du marché aux bestiaux à la Villette. Renvoi à la Commission de l'agriculture [28 juin] (J.O., p. 1346 ; I. n° 531).

MARCHÉS ÉCRITS ET NON ÉCRITS. — Proposition de loi de M. Mazurier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 17 juin 1918, concernant les marchés écrits et non écrits passés par les communes. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [23 mai] (J.O., p. 813 ; I. n° 401).

MARIAGE DES ENFANTS DE PARENTS DISPARUS. — Voir Code civil, 12.

MARIAGE ENTRE ÉPOUX DIVORCÉS. — Voir Code civil, 7.

MARINE

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation et affectation des établissements industriels de la marine militaire dans la métropole et l'Afrique du Nord, déposé par M. le Ministre de la Marine et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de la marine et, pour avis, à la Commission des finances [15 mai] (J. O., p. 750 ; I. n° 368). M. Lémery dépose le rapport [20 juin] J.O., p. 1201 ; I. n° 470). M. Henry Bérenger dépose l'avis de la Commission des finances [28 décembre] (J.O., p. 3146 ; I. n° 919).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 8 août 1913 sur les engagements et rengagements dans l'armée de mer, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de la marine et, pour avis, à la Commission des finances [10 juillet] J.O., p. 1488 ; I. n° 666). M. Lémery dépose le rapport [11 juillet] (J.O., p. 1581 ; I. n° 695). M. Henry Bérenger dépose l'avis de la Commission des finances [11 juillet] (J.O., p. 1581 ; I. n° 698). Urgence précédemment déclarée. Avis de la Commission des finances par M. Henry Bérenger, *rapporteur général*. Avis de la Commission de la marine par M. Lémery, *rapporteur*. Observations de M. Raiberti, *Ministre de la Marine*. Adoption des quatre articles et au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [12 juillet] (J.O., p. 1606). Promulgation (J.O., 27 juillet, p. 7318).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation des dispositions de l'article premier de la loi du 1^{er} août 1920 modifiant les articles 34, 35, 36 et 37 de la loi du 10 juin 1896 relative à l'organisation du corps des officiers de marine et du corps des équipages de la flotte, déposé par M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de la marine [4 décembre] (J.O., p. 1752 ; I. n° 785). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [8 décembre] (J.O., p. 1798). M. Brindeau dépose le rapport [12 décembre] (J.O., p. 1844 ; I. n° 812). M. Henry Bérenger dépose l'avis de la Commission des finances [19 décembre] (J.O., p. 1987 ; I. n° 856). Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi. [21 décembre]. (J.O., 2031). Promulgation (J.O., 23 décembre, p. 1950).

MÉDAILLE COMMÉMORATIVE DE 1870-1871. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à étendre aux engagés volontaires âgés de moins de quatorze ans et aux mineurs de dix-huit ans non incorporés qui ont, pendant la guerre de 1870-1871, accompli un acte de courage civique, le droit au port de la médaille commémorative avec agrafe, instituée par la loi du 9 novembre 1911, modifiée par la loi du 7 mars 1912, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'armée [1^{er} mars] (J.O., p. 441 ; I. n° 139). M. Pierre Berger dépose le rapport [7 juin] (J.O., p. 847 ; I. n° 424). Déclaration de l'urgence. Adoption [5 juillet] (J.O., p. 1459). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 6806).

MÉDECINE (Exercice de la).

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 5 juillet 1922 introduisant dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle la loi du 30 novembre 1902, modifiée par la loi du 14 avril 1910, relative à l'exercice de la médecine, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [29 juin] (J.O., p. 1365 ; I. n° 545).

2 — Proposition de loi de M. Guillaume Poulle ayant pour objet de compléter le paragraphe premier, n° 3, de l'article 25 de la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [8 décembre] (J.O., p. 1798 ; I. n° 801).

MÉDECINE ET ART DENTAIRE. — Projet de loi ayant pour but d'accorder le droit d'exercer la médecine et l'art dentaire sur tout le territoire français aux médecins et chirurgiens-dentistes alsaciens-lorrains pourvus des autorisations nécessaires pour l'exercice de la médecine et de l'art dentaire en Alsace-Lorraine réintégrés dans la nationalité française ou qui ont obtenu cette nationalité (Voir Table 1921, p. 336). Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [23 février] (J.O., p. 368). M. Guillois dépose le rapport [15 mars] (J.O., p. 577 ; I. n° 175).

MÉDECINE, PHARMACIE ET ART DENTAIRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à fixer la valeur des titres locaux pour l'exercice de la médecine, de la pharmacie et de

l'art dentaire dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (Voir Table 1922, p. 295). Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [13 mars] (J.O., p. 539).

MÉDECINS AIDES-MAJORS DE COMPLÈMENT. — Voir Armée, § II, 4.

MÈGEVETTE (Commune de). — Voir Communes et cantons, 4.

MEMEL (Territoire de). — Voir Crédits, 31.

MINES (Administration des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 25 février 1922 relatif au rattachement de l'administration des mines dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, respectivement au Ministère des Travaux publics et au Ministère du Travail, déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre du Travail et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [20 novembre] (J.O., p. 1675; I. n° 738).

MINES DOMANIALES DE LA SARRE. — Voir Office des mines domaniales de la Sarre.

MINES DE POTASSE D'ALSACE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'amodiation des mines de potasse de l'Alsace, sous séquestre, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission des finances [15 mars] (J.O., p. 576; I. n° 183). Renvoi, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [17 mai, (J.O., p. 777).

MINISTÈRE DU 15 JANVIER 1922.

Voir Table 1922, p. 296.

M. d'Aubigny, député, est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances* [21 mars] (J.O., p. 2715).

MINISTÈRE DES FINANCES. — Voir Administrations financières d'Alsace et de Lorraine.

MONNAIES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant la frappe d'un nouveau contingent de pièces de 25 centimes, 10 centimes et 5 centimes en bronze de nickel, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [22 mars] (J.O., p. 639; I. n° 223). M. Dausset dépose le rapport [26 juin] (J.O., p. 1291; I. n° 499). Déclaration de l'urgence. Adoption [6 juillet] (J.O., p. 1479). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 6806).

MONUMENT COMMÉMORATIF EN L'HONNEUR DES MARINS DES FLOTTES DE GUERRE ET DE COMMERCE MORTS POUR LA FRANCE PENDANT LA GUERRE. — Voy. Crédits, 20.

MONUMENT DE L'INTERVENTION AMÉRICAINE PENDANT LA GUERRE. — Voir Crédits, 10.

MONUMENTS FUNÉRAIRES EN GRANIT. — Voir Douanes, 1.

MOTIONS.

1 — Motion relative à la nomination : 1° des Commissions générales pour l'année 1923; 2° de la Commission de comptabilité; 3° de la Commission des pétitions [11 janvier] (J.O., p. 27).

2 — Adresse à l'Italie : Observations de MM. de Selves, *Président de la Commission des affaires étrangères*; Maginot, *Ministre de la Guerre* et le Président. Adoption d'une motion [21 juin] (J.O., p. 1041).

3 — Motion de MM. Debierre, Lémery, Roustan, Philip, Machet et un certain nombre de leurs collègues, tendant à la suppression de la revue du 14 juillet 1923 : M. Debierre. Renvoi à la Commission de l'armée [12 juillet] (J.O., p. 1612).

4 — Motion de MM. Henry Bérenger, Milan, Morand et d'un grand nombre de leurs collègues, à l'occasion du *Dixmude*. Renvoi à la Commission des finances et à la Commission de la marine. Rapport de la Commission des finances, par M. Henry Bérenger, sur la motion déposée à l'occasion du *Dixmude*. Rapport de M. Morand, au nom de la Commission de la Marine. Allocution de M. Raiberti, *Ministre de la Marine*. Allocution de M. le Président du Sénat. Adoption de la motion [28 décembre] (J.O., p. 2145).

MUSÉE DU LOUVRE. — Voir Joyaux appartenant au Musée du Louvre (vente de).

MUTILÉS DE GUERRE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés et modifiée par le Sénat, tendant à assurer l'emploi obligatoire des mutilés de guerre (Voir Table 1922, p. 298), transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission précédemment saisie [29 juin] (J.O., p. 1351; I. n° 534). Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [5 juillet] (J.O., p. 1445).

MUTILÉS DU TRAVAIL. — Proposition de loi tendant à organiser la rééducation fonctionnelle et professionnelle des mutilés du travail et l'éducation fonctionnelle et professionnelle des infirmes. (Voir Table 1918-1920, p. 762). M. Debierre dépose l'avis de la Commission des finances [8 février] (J.O., p. 269; I. n° 63).

NANCY (Ville de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Nancy (Meurthe-et-Moselle) à percevoir une taxe d'enlèvement des ordures ménagères, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [23 février] (J.O., p. 368; I. n° 109). M. Schrameck dépose le rapport [20 mars] (J.O., p. 605; I. n° 196). Adoption [29 mars] (J.O., p. 667). Promulgation (J.O., 11 avril, p. 3610).

NAPHTE (Régime des industries du). — Voir Conventions, 5.

NATIONALITÉ FRANÇAISE (Acquisition de la). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'acquisition de la nationalité française dans la régence de Tunis, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [12 juillet] (J.O., p. 1614; I. n° 716). Renvoi, pour avis, à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [15 novembre] (J.O., p. 1671). M. Mazurier dépose le rapport [8 décembre] (J.O., p. 1798; I. n° 802). M. Gasser dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [10 décembre] (J.O., p. 1821; I. n° 806). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Discussion générale : MM. Mazurier, rapporteur de la Commission de législation civile et criminelle, et Gasser, rapporteur de la Commission des affaires étrangères. Article premier : Amendement de M. Roustan, non soutenu. Observation de M. Raymond Poincaré, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Adoption de l'article premier. Articles 2 à 15.

Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [13 décembre] (J.O., p. 1864). Promulgation (J.O., 21 décembre, p. 11846).

NATIONALITÉ FRANÇAISE AUX INDIVIDUS NÉS EN FRANCE DE PARENTS ÉTRANGERS. — Voir Code civil, 9.

NATIONALITÉ D'ORIGINE. — Voir Femme qui a perdu sa qualité de Française.

NAVIGATION AÉRIENNE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la navigation aérienne (Voir Table 1922, p. 299). M. Vallier dépose le rapport [21 juin] (J.O., p. 1040; I. n° 473). M. Vieu dépose l'avis de la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [29 juin] (J.O., p. 1367; I. n° 539). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Vallier, *rapporteur*. Adoption successive des 82 articles. Sur l'ensemble : MM. Mauger, Laurent Eynac, *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Aéronautique*, et Boivin-Champeaux, *Président de la Commission*. Adoption de l'ensemble du projet de loi [27 novembre] (J.O., p. 1727). Promulgation (J.O., 3 juin 1924, p. 5046).

NAVIRES ARMÉS AU LONG COURS ET AU CABOTAGE. — Voir Embarquement des officiers.

ICE (Ville de). — Voir Taxes, 3.

ŒUVRES DE GUERRE. — Projet de loi abrogeant la loi du 30 mai 1916 et transformant le régime des œuvres de guerre (Voir Table 1922, p. 300). Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [16 février] (J.O., p. 339).

OFFICE DU COMMERCE EXTÉRIEUR. — Scrutin pour la nomination de deux membres du Conseil d'administration de l'Office du commerce extérieur. Résultat du deuxième tour de scrutin pour la nomination de deux membres du Conseil d'administration de l'Office national du commerce extérieur : MM. Charles Deloncle et de La Batut, élus [12 décembre] (J.O. p. 1859).

OFFICE DES MINES DOMANIALES DE LA SARRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, créant un Office des mines domaniales de la Sarre (Voir Table 1922, p. 343). Renvoi, pour avis, à la Commission des affaires étrangères [25 janvier] (J.O.,

p. 127). M. Léon Perrier dépose l'avis de la Commission des finances [26 mars] (J.O., p. 654; I. n° 246). M. Reynald dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères [26 mars] (J.O., p. 654; I. n° 250).

OFFICE NATIONAL DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES — Résultat du scrutin pour la nomination de quatre membres du Conseil national de l'Office national des recherches scientifiques et industrielles et des inventions : MM. Michaut, Duchain, Tissier et Perrier, élus [13 mars] (J.O., p. 557).

OFFICES DE VÉRIFICATION ET DE COMPENSATION. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la création d'offices de vérification et de compensation en application de la partie X (clauses économiques) du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919 et du Traité de Trianon du 4 juin 1920, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre du Commerce et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [26 juin] (J.O., p. 1321; I. n° 504). M. Louis Dausset dépose le rapport [5 juillet] J. O., p. 1445; I. n° 599). Déclaration de l'urgence. Adoption [12 juillet] (J.O., p. 1596). Promulgation (J.O., 27 juillet, p. 7316).

OFFICIERS DE TOUS GRADES (Réparations accordées aux). — Voir Armée, § II, 5.

OFFICIERS DE MARINE. — Voir Marine, 3.

ORGANISATION JUDICIAIRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'organisation judiciaire dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin (Voir Table de 1922, p. 301). M. Busson-Billault dépose l'avis de la Commission des finances [6 février] (J.O., p. 245; I. n° 57). M. Helmer dépose un rapport supplémentaire [15 mars] (J.O., p. 561; I. n° 172). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Helmer, *rapporteur*. Article premier. Adoption. Article 2. MM. Bompard, Colrat, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption. Article 3. Adoption. Article 4 : MM. le Comte de Bertier, Colrat, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption. Articles 5 à 17. Adoption. Sur l'ensemble : M. le Garde des Sceaux. Adoption de l'ensemble du projet de loi [5 juillet] (J.O., p. 1450).. Promulgation (J.O., 26 juillet, p. 7282).

ORGANISATION MUNICIPALE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, précédemment adoptée par le Sénat, et

adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 60, 73 et 77 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [10 juillet] (J.O., p. 1520; I. n° 671). M. Laboulbène dépose le rapport [10 juillet] (J.O., p. 1520; I. n° 677). Déclaration de l'urgence. Adoption des trois articles et de l'ensemble de la proposition de loi [12 juillet] [J.O., p. 1608]. Promulgation (J.O., 29 juillet, p. 7385).

ORGON (Commune d'). — Voir Communes et cantons, 3.

OSSÉS (Commune d'). — Voir Communes et cantons, 1.

OUVRIERS MINEURS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'amélioration des retraites pour la vieillesse et d'invalidité des ouvriers mineurs, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission, nommée le 9 février 1922, chargée de l'examen des projets et propositions de lois relatifs aux questions minières et, pour avis, à la Commission des finances [13 novembre] J.O., p. 1634; I. n° 731). M. le Lieutenant-Colonel Plichon dépose le rapport [29 novembre] (J.O. p. 1737; I. n° 764). M. Pasquet dépose l'avis de la Commission des finances [12 décembre] (J.O., p. 1860; I. n° 819). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Articles premier à 9. Adoption. Article 10 : MM. Albert Peyronnet, *Ministre du Travail*. Adoption. Articles 11 et 12. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [20 décembre] (J.O., p. 1994). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 12989).

PANNEAUX-RÉCLAMME. — Proposition de loi de M. Boivin-Champeaux tendant à interdire les affiches dites panneaux-réclame sur le territoire des communes érigées en stations hydrominérales, climatiques et de tourisme. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [20 novembre] (J.O., p. 1692; I. n° 745). M. Catalogne dépose le rapport [7 décembre] (J.O., p. 1757; I. n° 795).

PAPIERS DE COMMERCE. — Voir Registre du commerce.

PARIS (Ville de).

| — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger les majorations de taxes et les taxes nouvelles créées au

profit de la Ville de Paris par la loi du 29 décembre 1920, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [9 mars] (J.O., p. 536 ; I. n° 159). M. Schrameck dépose et lit le rapport (I. n° 295). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [29 mars] (J.O., p. 693). Promulgation (J.O., 15 avril, p. 3778).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la revision et au relèvement de la taxe d'écoulement direct à l'égout, que la Ville de Paris a été autorisée à percevoir par l'article 3 de la loi du 10 juillet 1894 relative à l'assainissement de la Seine (Voir Table 1921, p. 345). M. Schrameck dépose l'avis de la Commission des finances [26 mars] (J.O., p. 654 ; I. n° 252). M. Raphaël-Georges Lévy dépose le rapport [29 mars] (J.O., p. 692 ; I. n° 294). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Avis de la Commission des finances par M. Henry Bérenger. Observations de M. Schrameck. Adoption de l'article unique du projet de loi [29 mars] (J.O., p. 698). Promulgation (J.O., 12 avril, p. 3650). Décret annulant la promulgation du 12 avril (J.O., 13 avril, p. 3682). Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 6895).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la Ville de Paris à accorder sa garantie pour le service d'un emprunt de 300 millions de francs à contracter par la Société du gaz de Paris (Voir Table 1922, p. 252). M. Schrameck dépose et lit l'avis de la Commission des finances (I. n° 710). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Discussion générale : MM. Dominique Delahaye et Schrameck, *rapporteur*. Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi [12 juillet] (J.O., p. 1607). Promulgation (J.O., 29 juillet, p. 7385).

Voir Emprunts et impositions extraordinaires, 5, 8. Voir Santé publique.

PARTAGE. — Voir Code civil, 10.

PARTS DE FONDATEURS, — Proposition de loi de M. Guillaume Chastenot sur les obligations émises par les sociétés et sur les parts de fondateurs (Voir Table 1922, p. 303). M. Coignet dépose le rapport [25 janvier] (J.O., p. 127 ; I. n° 35). Ajournement de la discussion [20 mars] (J.O., p. 614).

PASTEUR (Centenaire de). — Voir Crédits, 12. Voir Décorations, 11.

PATES DE CELLULOSE. — — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, étendant le régime de la loi du 19 juillet 1890 aux pâtes de cellulose d'origine et de provenance tunisiennes, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [15 février] (J.O., p. 313; I. n° 82). M. Claude Rajon dépose le rapport. (J.O., p. 606; I. n° 207). Déclaration de l'urgence. Adoption [29 mars] (J.O., p. 692). Promulgation (J.O., 12 mai, p. 4586).

PENSIONNÉS MILITAIRES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de permettre aux pensionnés militaires de la Guerre et de la Marine de résider à l'étranger sans autorisation, déposé par M. le Ministre de la Guerre et des Pensions, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre de la Marine et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de l'Hygiène, de l'Assistance, de l'assurance et de la Prévoyance sociale. [8 mai] (J.O., p. 738). M. Duquaire dépose le rapport [21 juin] (J.O., p. 1040; I. n° 476). Déclaration de l'urgence. Adoption [5 juillet] (J.O., p. 1448). Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 6752).

PENSION A M^{me} CURIE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder à M^{me} Curie, professeur à la Faculté des sciences de l'Université de Paris, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la découverte du radium, à titre de récompense nationale, une pension annuelle de 40.000 francs, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, M. le Ministre de l'Hygiène et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [19 décembre] (J.O., p. 1987; I. n° 857). M. Henry Bérenger dépose le rapport [19 décembre] (J.O., p. 1988; I. n° 858). Avis de la Commission de l'enseignement par M. Goy, rapporteur. Observation de M. Paul Strauss, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales*. Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [22 décembre] (J.O., p. 2041). Promulgation (J.O., 18 janvier 1924, p. 578).

PENSIONS.

I — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant abrogation du troisième paragraphe de l'article 22 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions des armées de terre et de mer (Voir

Table 1922, p. 304). M. Mauger dépose le rapport [28 février] (J.O., p. 432; I. n° 136). Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [9 mars] (J.O., p. 520). Promulgation (J.O., 16 mars, p. 2498).

2 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à proroger le délai accordé aux victimes civiles de la guerre ou à leurs ayants droit en vue de se mettre en instance de pension, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [23 juin] (J.O., p. 1123; I. n° 491). M. le Colonel Stuhl dépose le rapport [29 juin] (J.O., p. 1365; I. n° 542). Déclaration de l'urgence. Adoption [11 juillet] (J.O., p. 1554). Promulgation (J.O., 27 juillet, p. 7317).

3 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, autorisant les bénéficiaires de la loi du 18 juillet 1922 à invoquer les dispositions des articles 58, 59 et 60 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [26 juin] (J.O., p. 1271; I. n° 498). M. le Colonel Stuhl dépose le rapport [10 juillet] (J.O., p. 1489; I. n° 658). Lecture du rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [12 juillet] (J.O., p. 1611). Promulgation (J.O., 27 juillet, p. 7317).

4 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'alinéa premier de l'article 38 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions des armées de terre et de mer, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [30 juin] (J.O., p. 1385; I. n° 556). M. Roustan dépose le rapport [4 décembre] (J.O., p. 1747; n° 778). Déclaration de l'urgence. Adoption [20 décembre] (J.O., p. 1997). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 12133).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 juin] (J.O., p. 1383).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [5 juillet] (J.O., p. 1444; I. n° 565). M. Henry Bérenger dépose le rapport [29 novembre] (J.O., p. 1737; I. n° 763). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Henry Bérenger, rapporteur général de la Commission des finances; Gaston Japy, François-Albert, de

Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Flaissières, Brangier, le Général Hirschauer et Louis Martin. Vote du passage à la discussion des articles. Renvoi de la discussion. Sur la date de la prochaine séance : MM. Millières-Lacroix, *Président de la Commission des finances*, le Général Hirschauer [7 décembre] (J.O., p. 1758). Discussion des articles : Article premier. MM. Duquaire, Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*; Jean Durand et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Amendement de MM. Jean Coignet et Gaston Japy : MM. Gaston Japy, Henry Bérenger, *rapporteur général*; Hervey, Eugène Penancier, Coignet et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Amendement de M. Brangier (soumis à la prise en considération) : MM. Brangier, Henry Bérenger, *rapporteur général*; et Louis Martin. Retrait. Adoption de l'article premier. Amendement (disposition additionnelle) de M. Massabuau : MM. Massabuau, Henry Bérenger, *rapporteur général*; Jossot et Mauger. Rejet. Article 2 : MM. le Comte de Blois, Henry Bérenger, *rapporteur général*; de Lasteyrie, *Ministre des Finances*, et Hervey. Adoption du premier alinéa. Amendement de MM. Henri Merlin et Duquaire : MM. Henri Merlin et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Amendement reporté à l'article 27. Observation de M. Chênebenoit. Sur le 2^e alinéa : M. Maurice Sarraut. Amendement de M. le Général Hirschauer : MM. le Général Hirschauer, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Henry Bérenger, *rapporteur général*, et Pasquet. Adoption. Adoption du 2^e alinéa modifié, des 3^e, 4^e, 5^e, 6^e et 7^e alinéas. Amendement de M. Pasquet. Retrait. Amendement de M. d'Estournelles de Constant (soumis à la prise en considération) : MM. d'Estournelles de Constant et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Rejet. Observations de MM. Jossot et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Amendement de M. le Colonel Stuhl au 8^e alinéa : MM. le Colonel Stuhl et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Rejet. Amendement de M. de Lubersac : M. de Lubersac. Retrait. Adoption du 8^e alinéa. Amendement de MM. Louis Martin et Maurice Sarraut (soumis à la prise en considération) : MM. Louis Martin, Henry Bérenger, *rapporteur général*; de Lasteyrie, *Ministre des finances*. Adoption. Amendement de M. Louis Pasquet au 9^e alinéa : MM. Louis Pasquet, Henry Bérenger, *rapporteur général*; de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Retrait. Sur l'alinéa : MM. James Hennessy et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption du 9^e alinéa. Amendement de M. Perreau : MM. Perreau et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Retrait. Adoption de l'ensemble de l'article 2 [8 décembre] (J.O., p. 1779). Suite de la discussion des articles. Amendement (article additionnel) à l'article 2 de MM. Le Hars, Perreau, Fenoux, Coyrard et Louis Martin : MM. Le Hars, Flaissières, Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commis-*

sion des finances; de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Adoption. Article 3 : MM. Jossot, Guillier, Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*, et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Amendement de M. Gaston Japy : MM. Gaston Japy, Henry Bérenger, *rapporteur général*; de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Rejet. Amendement de M. Louis Pasquet : M. Louis Pasquet. Retrait. Adoption de l'ensemble de l'article 3. Article 4 : Amendement de MM. de Lubersac, Pierre Berger et le Colonel Stuhl : MM. de Lubersac, Henry Bérenger, *rapporteur général*; Maginot, *Ministre de la Guerre*; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*. Renvoi à la Commission. Article 4 réservé. Article 5 : Amendement de M. Marcel Régnier : MM. Marcel Régnier, Henry Bérenger, *rapporteur général*; de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Lemarié et Vieu. Rejet. Retrait d'un amendement de M. Lemarié. Adoption de l'ensemble de l'article 5. Article 6. Adoption. Article 7 : Retrait d'un amendement de M. Japy. Sur l'article : M. Flaissières. Adoption du premier alinéa de l'article. Amendement de M. Maurice Sarraut au 2^e alinéa. Adoption. Amendement de MM. Henri Merlin et Penancier : M. Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Adoption du 2^e alinéa modifié. Amendement de M. Maurice Sarraut au 3^e alinéa : MM. Maurice Sarraut, Coignet, Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Amendement de MM. Fernand David et Leneveu, reporté à l'article 76. Adoption de l'ensemble de l'article 7. Article 8 : Amendement de MM. le Général Hirschauer et de Lubersac : MM. le Général Hirschauer et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Reporté à l'article 13, Adoption de l'article 8. Article 9 : Amendement de MM. Le Hars et Fenoux : MM. Le Hars, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Henry Bérenger, *rapporteur général* et Jossot. Adoption. Sur l'article : MM. Henry Bérenger, *rapporteur général*; Louis Martin, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Henry Bérenger, *rapporteur général* et Jossot. Adoption. Sur l'article : MM. Henry Bérenger, *rapporteur général*; Louis Martin, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Louis Pasquet et Pion, *directeur de la dette inscrite, commissaire du Gouvernement*. Adoption de l'ensemble de l'article 9. Article 10 : Amendement de M. Mauger : MM. Mauger, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Henry Bérenger, *rapporteur général*. Retrait. Amendement de M. Alphonse Chautemps et amendement de MM. Maurice Ordinaire et Bergeon reportés à l'article 78. Adoption de l'article 10. Articles 11 et 12. Adoption. Article 13 : Amendement de M. Gallet : MM. Gallet, Dominique Delahaye et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Renvoi à la Commission. Articles 14 et 15. Adoption. Article 16 : Amendement de M. Gaston Japy retiré. Amendement de MM. Louis Pasquet et d'Estournelles de Constant : MM. Louis Pasquet, de Lasteyrie, Mi-

nistre des Finances. Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption de l'amendement modifié. Sur l'article : MM. Louis Martin, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Amendement de M. Abel Lefèvre (soumis à la prise en considération) : MM. Abel Lefèvre, Henry Bérenger, *rapporteur général*; de Lasteyrie, *Ministre des finances*; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*. Adoption de l'amendement modifié. Sur l'article : MM. Mauger et de Lasteyrie, *Ministère des Finances*. Adoption de l'article 16. Article 17 : Amendement de M. Duquaire : M. Duquaire. Retrait. Amendement de MM. Labrousse, Gay, Jean Durand, Eymery, Roche et Cuminal : MM. Labrousse, Henry Bérenger, *rapporteur général* et Sabaterie. Rejet. Adoption de l'article 17. Articles 18 et 19. Adoption [10 décembre] (J.O., p. 1801). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Suite de la discussion des articles : Article 20 : Amendement de M. Pasquet : MM. Louis Pasquet, Mauger, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*. Adoption. Observation de M. Gourju. Amendement de M. Sabaterie : MM. Sabaterie, Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 20. Articles 21 à 24. Adoption. Article 25 : Amendement de M. Lancien : MM. Lancien, Henry Bérenger, *rapporteur général*; Brager de La Ville-Moysan. Rejet. Adoption de l'article 25. Articles 26 et 27. Adoption. Article 28 : M. Mauger. Adoption de l'article modifié. Article 29 : Adoption des deux premiers alinéas. Amendement de MM. le Comte de Blois, le Général Hirschauer, Louis Martin et plusieurs de leurs collègues : MM. le Comte de Blois, Le Sayec, *commissaire du Gouvernement*. Adoption. Amendement de M. le Général Hirschauer : M. Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Amendement de M. Louis Martin : MM. Louis Martin, Henry Bérenger, *rapporteur général*. Retrait. Amendement de MM. Henri Merlin, Duquaire et Chastenot : M. Henri Merlin. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 29. Article 30 : Amendement de M. Duquaire. Retrait. Amendement de MM. Fortin et Louis Martin : M. Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Amendement de M. Sabaterie : M. Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 30. Article 31. Adoption. Article 32 : MM. Octave Lauraine, Henry Bérenger, *rapporteur général*; l'Intendant général Rimbart, *commissaire du Gouvernement*; le Colonel Stuhl. Adoption. Article 33 : Amendement de M. de Lubersac : MM. de Lubersac, Henry Bérenger, *rapporteur général*; de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Dominique Delahaye, le Comte de Blois, Penancier, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*; le Général Hirschauer, Maginot, *Ministre de la Guerre*; Coignet, Pasquet, Louis

Serre. Article 33 et amendements réservés. Article 34. Adoption. Article 35 : Adoption des quatre premiers alinéas. Amendement de M. le Général Bourgeois et plusieurs de ses collègues : M. le Général Bourgeois, Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Amendement de M. Lebert : M. André Lebert. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 35. Article 36 : Amendement de MM. le Général Hirschauer et de Lubersac : M. de Lubersac. Adoption. Articles 37 à 42. Adoption. Article 43 : Amendement de M. le Colonel Stuhl : MM. le Colonel Stuhl et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Rejet. Deuxième amendement de M. le Colonel Stuhl au deuxième alinéa : MM. le Colonel Stuhl et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Rejet. Adoption des 2^e et 3^e alinéas. Amendement de M. le Colonel Stuhl au quatrième alinéa : M. le Colonel Stuhl. Adoption. Observations de MM. Hervey et Maginot, *Ministre de la Guerre* sur le quatrième alinéa. Adoption du quatrième alinéa. Amendement de MM. le Colonel Stuhl, le Général Bourgeois et le Général Hirschauer : MM. le Général Bourgeois et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Retrait. Deuxième amendement de MM. le Colonel Stuhl, le Général Hirschauer : M. le Général Bourgeois. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 43. Article 44 : Amendement de M. le Colonel Stuhl au premier alinéa : MM. le Colonel Stuhl et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Adoption. Amendement de M. le Colonel Stuhl, au cinquième alinéa : MM. le Colonel Stuhl, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Adoption. Amendement de M. le Colonel Stuhl : MM. le Colonel Stuhl, Louis Pasquet, Henry Bérenger, *rapporteur général*; de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Rejet. Adoption de l'ensemble de l'article 44. Article 45 : Amendement de M. le Colonel Stuhl : MM. le Colonel Stuhl et Maginot, *Ministre de la Guerre*. Rejet. Deuxième amendement de M. le Colonel Stuhl : M. le Rapporteur général. Rejet. Adoption de l'ensemble de l'article 45 [12 décembre] (1^{re} séance) (J.O., p. 1825). Article 46 : Amendement de M. le Colonel Stuhl : M. le Colonel Stuhl. Adoption. Adoption de l'article 46. Article 47. Adoption. Article 48 : Adoption du premier alinéa. Amendement de MM. le Colonel Stuhl, le Général Bourgeois et le Général Hirschauer. Adoption. Adoption de l'article 48. Article 49 : Amendement de M. le Colonel Stuhl. Adoption. Adoption de l'article 49. Articles 50 à 54. Adoption. Article 55 : MM. Mauger et Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*. Adoption. Articles 56 à 60. Adoption. Article 61 : M. Mauger. Adoption. Articles 62 à 66. Adoption. Article 67 réservé. Article 68. Adoption. Article 69 réservé. Article 70. Adoption. Article 71 : Amendements de M. Sabaterie non soutenu. Adoption de l'article 71. Article 72 : Amendement de M. le Colonel Stuhl : M. le Colonel Stuhl. Adoption.

Adoption de l'article 72. Amendement (disposition additionnelle) de M. Louis Martin : MM. Louis Martin, Henry Bérenger, *rapporteur général*; Maginot, *Ministre de la Guerre*. Adoption. Article 67 précédemment réservé : Amendement de M. le Colonel Stuhl : M. le Colonel Sthul. Retrait. Deuxième amendement de M. le Colonel Stuhl : M. le Colonel Stuhl. Retrait. Troisième amendement de M. le Colonel Stuhl : MM. le Colonel Sthul, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*; Henry Bérenger, *rapporteur général*. Article 67 réservé. Article 69 : MM. Gourju, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Flaissières. Amendement de MM. Mauger, Louis Martin et plusieurs de leurs collègues : MM. de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Henry Bérenger, *rapporteur général*; Mauger. Demande de renvoi à la Commission. Adoption. Article 69 réservé. Article 73 : Amendement de M. Sabaterie non appuyé. Adoption de l'article 73. Article 74. Adoption. Article 75 : MM. Boivin-Champeaux, Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*; Mauger. Adoption. Article 76 : Amendement de M. Maurice Ordinaire : Amendement de MM. Fernand David et Leneveu : MM. Leneveu, de Lasteyrie, *Ministre de Finances* et Damecour. Retrait de l'amendement de M. Maurice Ordinaire. Rejet de l'amendement de MM. Fernand David et Leneveu [30 juin] (2^e séance) (J.O., p. 1844). M. Henry Bérenger dépose un rapport supplémentaire [13 décembre] (J.O., p. 1867; I. n^o 820). Observations de M. Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*. Suite de la discussion des articles : Article 2 bis nouveau : MM. de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Henry Bérenger, *rapporteur général*; Gallet. Adoption. Article 76 : Amendement de M. Louis Pasquet : MM. Louis Pasquet et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Rejet. Adoption de l'article 76. Amendement de MM. Mauger et Fernand Rabier : MM. Mauger, de Lasteyrie, *Ministre des finances*. Rejet. Article 77. Adoption. Article 78 : MM. Emile Sari, Gallet, Henry Bérenger, *rapporteur général*. Amendement de M. le Colonel Stuhl : M. le Colonel Stuhl. Retrait. Amendement de MM. Coyrard, Lauraine et Perreau : MM. Octave Lauraine, Gallet et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Article 78 réservé. Article 13 précédemment réservé : MM. Gallet, le Général Hirschauer, Dominique Delahaye, le Comte de Blois, Joseph Faure, Hervey, Emile Sari, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Magny, Japy. Demande de disjonction de l'article : MM. Gallet, Henry Bérenger, *rapporteur général*; Louis Pasquet. Rejet, au scrutin, de la disjonction. Amendement de M. Louis Pasquet. Adoption. Amendement de M. Hervey (soumis à la prise en considération) : MM. Hervey et Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*. Adoption. Amendement de MM. le Gé-

néral Hirschauer et de Lubersac : MM. le Général Hirschauer, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Adoption. Retrait d'un amendement de M. Gallet. Adoption, au scrutin, de l'article 13. Article 78 précédemment réservé : Amendement de MM. Coyrard, Lauraine et Perreau : M. Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Amendement de MM. Debierre, Potié et Hayez. Adoption. Amendement de MM. Henri Merlin et Monfeuillard : MM. Henri Merlin, de Lasteyrie, *Ministre des Finances* ; de Lubersac, Louis Pasquet et Victor Bérard. Renvoi de l'amendement à la Commission. Amendement de M. Alphonse Chautemps : M. Alphonse Chautemps. Retrait. Amendement de MM. Maurice Ordinaire, Henry Bérenger, *rapporteur général*, et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Adoption. Sur l'article : MM. le Comte de Blois, Henry Bérenger, *rapporteur général* ; Dominique Delahaye, de Lasteyrie, *Ministre des Finances* ; Laurent Thiéry. Vote sur l'article 78 réservé. Article 79 : MM. de Lasteyrie, *Ministre des Finances* ; Henry Bérenger, *rapporteur général* ; François-Saint-Maur et Bouveri. Adoption de l'article 79 modifié. Article 80 et 81. Adoption. Article 82 : Amendement de M. le Général Hirschauer, le Comte de Bertier, Maurice Ordinaire et le Colonel Stuhl : MM. le Général Hirschauer, Mauger, Eccard, Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption de l'amendement modifié. Retrait d'un amendement de M. Eccard. Amendement de M. le Général Taufflieb : MM. le Général Taufflieb et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 82. Article 83. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Montenot : MM. Montenot, Henry Bérenger, *rapporteur général* ; de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Rejet. Amendement (disposition additionnelle) de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Rejet [13 décembre] (J.O., p. 1867). Suite de la discussion des articles réservés : Article 3 bis nouveau : Amendement de MM. Jossot et François Albert : M. Jossot. Adoption. Amendement de MM. Jossot et Guillier : M. Jossot. Adoption. Adoption de l'article 3 bis modifié. Article 4 nouveau. Adoption. Article 33 nouveau : M. Henry Bérenger. Adoption. Article 67 précédemment réservé : Amendement de MM. Charles Deloncle et Lemarié : MM. Charles Deloncle, de Lasteyrie, *Ministre des Finances* ; Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Adoption du premier alinéa modifié. Adoption des 2^e et 3^e alinéas de l'article. Amendement de M. le Colonel Stuhl : MM. le Colonel Stuhl et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Adoption des derniers alinéas. Amendement de M. Louis Pasquet : M. Louis Pasquet. Nouvelle rédaction de l'amendement : MM. Henry Bérenger, *rapporteur général* ; de Lasteyrie, *Ministre des Finances* ; Brager de La Ville-Moysan. Adoption. Amende-

ment de MM. Laurent Thiéry, Maurice Sarraut et Mauger : MM. Laurent Thiéry, Mauger, de Lasteyrie, *Ministre des Finances* ; Henry Bérenger, *rapporteur général* ; Louis Pasquet. Retrait. Amendement de MM. Japy, Coignet et Michaut : MM. Coignet, Henry Bérenger, *rapporteur général* ; de Lasteyrie, *Ministre des Finances* ; Dominique Delahaye et Japy. Retrait. Sur l'article : MM. Louis Martin, le Comte de Blois, de Lasteyrie, *Ministre des Finances* ; Dominique Delahaye, Mauger. Adoption de l'ensemble de l'article 67. Article 69 précédemment réservé : Amendement de MM. Mauger, Louis Martin, Louis David et plusieurs de leurs collègues : MM. Louis Martin, Mauger, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances* ; Jeanneney. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Amendement de M. Brager de La Ville-Moysan : MM. Brager de La Ville-Moysan, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*. Adoption de l'article 69. Rejet de l'amendement de M. Brager de La Ville-Moysan. Article 78 précédemment réservé : Amendement de MM. Henri Merlin et Monfeuillart (nouvelle rédaction) : MM. Victor Bérard, Henri Merlin, de Lasteyrie, *Ministre des Finances* ; Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 78. Amendement (disposition additionnelle) de M. Coignet : M. Coignet. Adoption (devenant l'article 83 bis). Sur l'ensemble : MM. de Lasteyrie, *Ministre des Finances* ; Henry Bérenger, *rapporteur général* ; Japy, Dominique Delahaye et Coignet. Demande de retrait de l'urgence : MM. de Lasteyrie, *Ministre des Finances* ; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances* ; de Jouvenel, Henry Bérenger, *rapporteur général*. Scrutin. Pointage. Rejet du retrait de l'urgence. Sur l'ensemble : MM. Montenot et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption de l'ensemble du projet de loi [14 décembre] (J.O., p. 1892).

PENSIONS (Titulaires de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 18 octobre 1920, portant attribution de majorations et d'allocations aux titulaires de pensions inscrites au budget d'Alsace et Lorraine (Voir Table 1922, p. 304). M. Henri Roy dépose le rapport [6 juillet] (J.O., p. 1480 ; I. n° 621).

PENSIONS MILITAIRES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, étendant le bénéfice des lois françaises sur les pensions militaires d'invalidité aux anciens militaires ayant acquis droit à pension d'invalidité dans les rangs de l'armée allemande au cours de la guerre 1914-1918 et devenus Français par application du Traité de Versailles et à leurs ayants droit, déposé par M. le Garde des Sceaux,

Ministre de la Justice, et M. le Ministre de la Guerre et des Pensions. Renvoi à la Commission des finances [15 février] (J.O., p. 313 ; I. n° 81). M. le Colonel Stuhl dépose le rapport [26 mars] (J.O., p. 657 ; I. n° 259). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des six articles et de l'ensemble du projet de loi [29 mars] (J.O., p. 703). Promulgation (J.O., 19 avril, p. 3874).

PENSIONS MILITAIRES ALLEMANDES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 28 octobre 1921, relatif au mode de payement des pensions militaires allemandes et allocations assimilées dont les titulaires ont acquis ou recouvré la nationalité française, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de la Guerre et des Pensions. Renvoi à la Commission des finances [15 février] (J.O., p. 313 ; I. n° 84). M. le Colonel Stuhl dépose le rapport [26 mars] (J.O., p. 657 ; I. n° 258). Observations de M. le Colonel Stuhl, *rapporteur*. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [29 mars] (J. O., p. 702). Promulgation (J.O., 19 avril, p. 3874).

PENSIONS DES RETRAITÉS DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES EN ALSACE ET LORRAINE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 30 mars 1922, portant majoration de pensions des retraités des postes et télégraphes d'Alsace et Lorraine, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des finances [8 mai] (J.O., p. 729 ; I. n° 359). Renvoi, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [17 mai] (J.O. p. 777). M. Henri Roy dépose le rapport [5 juillet] (J.O., p. 1444 ; I. n° 581).

PERMIS DE CONDUIRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier les droits perçus en vue de la délivrance des permis de conduire exigés pour la conduite des automobiles, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des finances [10 juillet] (J.O., p. 1488 ; I. n° 635). M. Milan dépose le rapport [15 novembre] (J.O., p. 1654 ; I. n° 734) ; Adoption [20 décembre] (J.O., p. 1997). Promulgation (J.O., 6 janvier 1924, p. 210).

PERSONNEL DES INDUSTRIES ANNEXES DES EXPLOITATIONS MINIÈRES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des

Députés, tendant à l'extension des dispositions de la législation spéciale de retraites et de secours des ouvriers mineurs au personnel des industries annexes des exploitations minières, déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [5 juillet] (J.O., p. 1444; I. n° 568). M. Gustave Dron dépose le rapport [4 décembre] (J.O., p. 1747; I. n° 773). Renvoi, pour avis, à la Commission chargée de l'examen des projets et propositions de loi relatifs aux questions minières [12 décembre] (J.O., p. 1859). M. Debierre dépose l'avis de la Commission chargée de l'examen des projets et propositions de loi relatifs aux questions minières [18 décembre] (J.O., p. 1961; I. n° 849). Déclaration de l'urgence. Adoption [22 décembre] (J.O., p. 2072). Promulgation (J.O., 29 décembre p. 42155).

PERSONNEL DE LA RECETTE CENTRALE DE LA SEINE. —

Voir Recette centrale de la Seine.

PÉTITIONS

Pétitions insérées aux Annales et sur lesquelles les résolutions sont devenues définitives aux termes de l'article 100 du règlement) [7 juin] (J.O., p. 865) [11 juillet] (J.O., p. 1590) [13 décembre] (J.O., p. 1889).

PHARMACIENS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à admettre les pharmaciens alsaciens et lorrains à exercer la pharmacie sur tout le territoire français dans les mêmes conditions que ceux qui sont pourvus du diplôme de pharmacien délivré par le Gouvernement français (Voir Table 1921, p. 346). M. Guillois dépose le rapport [22 mars] (J.O., p. 639; I. n° 230). Déclaration de l'urgence. Adoption [15 mai] (J.O., p. 751). Promulgation (J.O., 30 mai, p. 5122).

PLANTEURS DE TABAC. — Voir Tabac (Planteurs de).

PLOMBS NON ARGENTIFÈRES. — Voir Douanes, 7.

POIDS ET MESURES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 28 septembre 1922 concernant la réglementation des poids et mesures dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de Justice, M. le Ministre des Finances et M. le

Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale [8 mai] (J.O., p. 729 ; I. n° 347). Renvoi, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [17 mai] (J.O., p. 777). M. Eccard dépose le rapport [18 juin] (J.O., p. 1238 ; I. n° 547).

POISSONS FRAIS DE MER. — Voir Douanes, 11.

POLICE DE LA CHASSE. — Voir Chasse (Police de la).

POLICE MUNICIPALE ET CORRECTIONNELLE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 27 août 1921 portant introduction, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de l'article 38 de la loi des 19-22 juillet 1791 relative à l'organisation d'une police municipale et correctionnelle, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale [8 mai] (J.O., p. 728 ; I. n° 346). Renvoi, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [17 mai] (J.O., p. 777). M. Eccard dépose le rapport [28 juin] (J.O., p. 1328 ; I. n° 515).

PRIVAS (Ardèche). — Voir Taxes, 2.

PRODUITS MAROCAINS. — Voir Douanes, 5.

PROPRIÉTAIRES RURAUX. — Voir Caisses de crédit agricole.

PROPRIÉTÉ BATIE. — Proposition de loi de M. Hugues Le Roux, ayant pour objet de régler la répartition ou l'augmentation des charges supportées par la propriété bâtie (Voir Table 1918-1920, p. 808). M. Morand dépose le rapport [15 février] (J.O., p. 305 ; I. n° 78).

PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE. — Proposition de loi de M. Jénouvrier, déposée le 14 décembre 1922, relative à la forme des contrats translatifs ou déclaratifs de propriété immobilière. (Voir Table 1922, p. 308). Retrait de la proposition de loi [9 mars] (J.O., p. 519).

PROPRIÉTÉS FONCIÈRES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier et de compléter les dispositions de la loi du 4 mars 1919 sur la délimitation, le lotissement et le remembrement des propriétés foncières dans les régions dévastées par le fait de la guerre (Voir Table 1921, p. 350). M. René Gouge dépose le rapport [26 juin] (J.O., p. 1293 ; I. n° 500). Déclaration de l'urgence [6 juillet] (J.O., p. 1478). Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 7046).

PUPILLES DE LA NATION. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier diverses dispositions des lois du 27 juillet 1917 et du 26 octobre 1922, concernant les pupilles de la Nation, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales, et, pour avis, à la Commission des finances [5 juillet] (J.O., p. 1443).

QUALITÉ DE FRANÇAIS (Déchéance de la). — Projet de loi relatif à la déchéance de la qualité de Français (Voir Table 1922, p. 309). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : M. Eccard, *rapporteur*. Article premier : Amendement de M. Gustave Lhopiteau au deuxième alinéa. Adoption. Amendement de M. Gustave Lhopiteau au troisième alinéa. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Articles 2, 3 et 4. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [23 janvier] (J.O., p. 110).

Voir Rectification.

RECETTE CENTRALE DE LA SEINE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant réorganisation des cadres du personnel de la recette centrale, des recettes-perceptions et perceptions de la Seine, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [31 mai] (J.O., p. 833; I. n° 416). M. Louis Dausset dépose le rapport [26 juin] (J.O., p. 1328; I. n° 522). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption des deux articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [10 juillet] (J.O., p. 1492). Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 6871).

RÉCOMPENSES NATIONALES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les récompenses nationales, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de la Guerre et des Pensions, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre de l'Agriculture, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, M. le Ministre des Colonies, M. le Ministre du Travail, M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi aux bureaux [29 juin] (J.O., p. 1352; I. n° 535). Commission : 1^{er} bureau, M. Gaudaire; 2^e bureau, M. Louis Pasquet; 3^e bureau, M. Catalogne; 4^e bureau, M. Duquaire; 5^e bureau, M. Mar-

cel Donon ; 6^e bureau, M. Bergeon ; 7^e bureau, M. Cuminal ; 8^e bureau, M. André Honorat ; 9^e bureau, M. Dausset. Président, M. André Honorat ; Secrétaire, M. Marcel Donon ; Rapporteur, M. Louis Dausset [6 juillet] (J.O., p. 6469 ; F. 69). M. Louis Dausset dépose le rapport [5 juillet] (J.O., p. 1445 ; I. n° 594). Urgence précédemment déclarée. Adoption des neuf articles et de l'ensemble du projet de loi [10 juillet] (J.O., p. 1493). Promulgation, (J.O., 14 juillet, p. 6750).

RECRUTEMENT. — Voir Armée, § I, 1, 2.

RECTIFICATION. — Rectification à un alinéa de l'article premier du projet de loi concernant la déchéance de la qualité de Français [20 février] (J.O., p. 343).

RÉGIME FISCAL DES ASSURANCES. — Voir Assurances.

REGISTRE DU COMMERCE.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à rendre obligatoire sur tous les papiers de commerce, factures, etc., des commerçants, l'indication de l'immatriculation au registre du commerce (Voir Table 1922, p. 310), déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [10 janvier] (J.O., p. 9 ; I. n° 3). M. Roustan dépose le rapport [29 mars] (J.O., p. 678 ; I. n° 288). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Observations de MM. Roustan, rapporteur et Gaston Japy. Article premier. Adoption. Article 2 précédemment adopté. Articles 3, 4, 5. Adoption. Articles 6 et 7 précédemment adoptés. Adoption de l'ensemble du projet de loi [18 mai] (J.O., p. 792). Promulgation (J.O., 5 juin, p. 5334).

2 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de modifier l'article premier de la loi du 1^{er} juin 1923 relative à l'immatriculation au registre du commerce, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [19 décembre] (J.O., p. 1988 ; I. n° 864).

RENAN (Transfert des cendres de). — Voir Résolution (Propositions de), 2.

RENTES DU CODE D'ASSURANCES SOCIALES.

1 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 12 décembre 1921, rétablissant les rentes du Code d'assurances sociales du 19 juillet 1911, suspendues durant la guerre au préjudice d'ayants droit français ou alsaciens-lorrains réintégrés dans la nationalité française** (Voir Table 1922, p. 311). M. Lancien dépose le rapport [8 février] (J.O., p. 269; I. n° 62). M. Scheurer dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [8 février] (J.O., p. 287; I. n° 65). Déclaration de l'urgence. Adoption [22 février] (J.O., p. 364). Promulgation (J.O., 10 mars, p. 2282).

2 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 25 février 1922, relatif à la prise en charge par les institutions alsaciennes et lorraines des rentes du Code d'assurances sociales du 19 juillet 1911, au profit des personnes revenues en France, après le 10 janvier 1920, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales** [18 juin] (J.O., p. 921; I. n° 463). Renvoi, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [20 juin] (J.O., p. 986). M. Daraignez dépose le rapport [10 juillet] (J.O., p. 1489; I. n° 660). M. de Bertier dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [10 juillet] (J.O., p. 1490; I. n° 661). Déclaration de l'urgence. Adoption [12 juillet] (J.O., p. 1603). Promulgation (J.O., 28 juillet, p. 7362).

RÉPARATIONS ACCORDÉES AUX OFFICIERS DE TOUS GRADES. — Voir Armée, § II, 5.

REPOS HEBDOMADAIRE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à assurer le repos hebdomadaire aux **clerks des études dans les offices ministériels** (Voir Table 1922, p. 311). M. Boivin-Champeaux dépose le rapport [15 février] (J.O., p. 313; I. n° 87). M. Hervey dépose l'avis de la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [29 mars] (J.O., p. 664; I. n° 279). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Observations de M. Boivin-Champeaux, *Président de la Commission de législation civile et criminelle*. Article unique (nouvelle rédaction de la Commission). Contre-projet de M. Delpierre : MM. Delpierre, Damecour, Hervey, *rapporteur de la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes*; Mauger, Boivin-Champeaux, *Président de la Commission de législation civile et criminelle*; Massabuau, Albert Peyronnet, *Ministre du Travail*;

Maurice Colrat, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Rejet du contre-projet. Adoption de l'article unique (nouvelle rédaction) de la proposition de loi [8 mai] (J.O., p. 930). Promulgation (J.O., 25 avril 1924, p. 3726).

REPOS HEBDOMADAIRE ET JOURS FÉRIÉS. — Voir Code du travail, 2.

RÉSEAUX ET CIRCUITS TÉLÉPHONIQUES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 8 février 1922 relatif à l'introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle de la législation française régissant le système des avances remboursables pour l'établissement de réseaux et circuits téléphoniques, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [8 mai] (J.O., p. 729; I. n° 344). Renvoi, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [17 mai] (J.O., p. 777). M. Diébolt-Weber dépose le rapport [11 juillet] (J.O., p. 1553; I. n° 689). Déclaration de l'urgence. Adoption [27 novembre] (J.O., p. 1719). Promulgation (J.O., 13 décembre, p. 11575).

RÉSOLUTION (PROJETS ET PROPOSITIONS DE)

1 — Proposition de résolution de M. Lucien Hubert et plusieurs de ses collègues, tendant à la nomination d'une Commission de 27 membres chargée d'examiner les projets et propositions de lois relatifs aux départements libérés de l'invasion. Renvoi aux bureaux [30 janvier] (J.O., p. 163; I. n° 37). Commission : 1^{er} bureau, M. Lucien Hubert; 2^e bureau, M. René Gouge; 3^e bureau, M. André Lebert; 4^e bureau, M. le Lieutenant-Colonel Plichon; 5^e bureau, M. Gourju; 6^e bureau, M. Charpentier; 7^e bureau, M. Dron; 8^e bureau, M. Noël; 9^e bureau, M. Henri Merlin [6 février] (J.O., p. 1311; F. 15). Président, M. Noël; Secrétaire-rapporteur, M. Gouge [6 février] (J.O., p. 1311; F. 15). M. Gouge dépose le rapport n° 52. Déclaration de l'urgence [5 février] (J.O., p. 240). Adoption [6 février] (J.O., p. 245).

2 — Proposition de résolution de M. François Albert et un grand nombre de ses collègues relative au transfert des cendres de Renan au Panthéon. Renvoi à la Commission de l'enseignement (J.O., p. 301; I. n° 76). M. François Albert dépose le rapport [13 mars] (J.O., p. 557; I. n° 165). Renvoi de la discussion [20 mars] (J.O., p. 620). Déclaration

de l'urgence. Discussion générale : MM. de Lamarzelle, François Albert, rapporteur ; Labrousse, Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts* ; Gaudin de Villaine et Dominique Delahaye. Adoption de l'article unique de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé [22 mars] (J.O., p. 626).

3 — Proposition de résolution de M. Gaudin de Villaine relative aux chapitres « divers » du bilan hebdomadaire de la Banque de France. Demande de l'urgence. Retrait de la demande de l'urgence [20 février] (J.O., p. 343, 359).

4 — Proposition de résolution de M. Auber et de plusieurs de ses collègues tendant à la nomination d'une Commission de 18 membres chargée, en 1923, d'examiner les projets et propositions de loi relatifs à l'Algérie. Renvoi aux bureaux [9 mars] (J.O., p. 519 ; I. n° 154). M. le Général Bourgeois dépose le rapport [8 mai] (J.O., p. 728 ; I. n° 336). Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de résolution [18 mai] (J.O., p. 794).

5 — Proposition de résolution de M. Schrameck et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une Commission des colonies. Renvoi aux bureaux [23 mai] (J.O., p. 797 ; I. n° 395). Commission : 1^{er} bureau, M. Philip ; 2^e bureau, M. Georges Berthoulat ; 3^e bureau, M. Pierre Codet ; 4^e bureau, M. Dominique Delahaye ; 5^e bureau, M. Beaumont ; 6^e bureau, M. Victor Peytral ; 7^e bureau, M. Schrameck ; 8^e bureau, M. Bouveri ; 9^e bureau, M. Scheurer [29 juin] (J.O., p. 6112 ; F. 65). Président, M. Dominique Delahaye ; Secrétaire, M. Victor Peytral ; Rapporteur, M. Schrameck [30 juin] (J.O., p. 6156 ; F. 66). M. Schrameck dépose le rapport [7 décembre] (J.O., p. 1757 ; I. n° 796). Déclaration de l'urgence. Adoption [20 décembre] (J.O., p. 1993).

6 — Proposition de résolution de M. Richard et d'un certain nombre de ses collègues tendant à la nomination d'une Commission annuelle de 27 membres chargée d'examiner les projets et propositions de loi relatifs aux mines. Renvoi aux bureaux [22 juin] (J.O., p. 1119 ; I. n° 489). M. Schrameck dépose le rapport [22 décembre] (J.O., p. 2052 ; I. n° 887). Déclaration de l'urgence. Adoption [28 décembre] (J.O., p. 2148).

7 — Proposition de résolution relative à la proposition de loi de M. Victor Peytral tendant à fixer au 1^{er} juillet le point de départ de l'exercice financier. Adoption [26 juin] (J.O., p. 1321).

8 — Proposition de résolution de M. Léon Perrier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 107 du Règlement. Renvoi aux bureaux [28 juin] (J.O., p. 1346 ; I. n° 529).

9 — Proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à accorder des congés aux personnels des administrations et établissements de l'Etat, atteints de tuberculose ouverte. Déposée par M. Roustan. Renvoi à la Commission des finances [5 juillet] (J.O., p. 1445; I. n° 598).

10 — Proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à organiser une Caisse nationale pour favoriser la création de maisons d'étudiants. déposée par M. Roustan. Renvoi à la Commission de l'enseignement [5 juillet] (J.O., p. 1445; I. n° 599).

11 — Proposition de résolution de M. Roustan tendant à inviter le Gouvernement à compléter l'article 5 de la loi du 30 mars 1923, relatif aux déductions accordées, pour l'impôt sur les revenus provenant des traitements publics et privés, des indemnités et émoluments, des salaires, des pensions et des rentes viagères aux pères de famille. Renvoi à la Commission des finances [10 juillet] (J.O., p. 1520; I. n° 678).

12 — 1° Projet de résolution portant règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Sénat, pour l'exercice 1922; 2° projet de résolution portant règlement définitif du compte des recettes et des dépenses de la Caisse des retraites des anciens Sénateurs et de celle des employés du Sénat, pour l'exercice 1922; 3° Projet de résolution portant : 1° fixation du budget des recettes et des dépenses du Sénat, pour l'exercice 1924; 2° évaluation des recettes et des dépenses de la Caisse des retraites des anciens Sénateurs et de celle des employés du Sénat, pour l'exercice 1924. Déposé par M. Guillaume Poulle [27 novembre] (J.O., p. 1717; I. n° 753.) Observations de MM. Massabuau, le Président et Guillaume Poulle, *rapporteur*, sur la Caisse des retraites des anciens Sénateurs. Adoption des projets de résolution [17 décembre] (J.O., p. 1941).

13 — Proposition de résolution tendant à faire établir les comptes de l'Etat suivant les règles de la comptabilité à partiés doubles (Voir Table 1921, p. 359). M. Henry Bérenger dépose le rapport [19 décembre] J. O., p. 1988; I. n° 862).

RETRAITES DES AGENTS DE CHEMINS DE FER. — Voir Agents de chemins de fer.

RETRAITES OUVRIÈRES ET PAYSANNES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la revision des pensions de la loi des retraites ouvrières et paysannes, déposé par

M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales, et, pour avis à la Commission des finances [28 février] (J.O., p. 364; I. n° 102).

RIO-DE-JANEIRO (Exposition de). — Voir Crédits, 6, 17.

RIZ. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à conférer aux gouverneurs des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, le pouvoir de taxer le riz. (Voir Table 1922, p. 315). Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [11 janvier] (J.O., p. 28).

ROCHELLE-PALLICE (Port de La). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'adoption d'un nouveau programme d'amélioration et d'extension du port de La Rochelle-Pallice (Voir Table 1922, p. 316). M. Brindeau dépose le rapport [29 mars] (J.O., p. 663; I. n° 266). M. Louis Serre dépose l'avis de la Commission des finances [29 juin] (J.O., p. 1352; I. n° 536). Déclaration de l'urgence. Adoption [5 juillet] (J.O., p. 1456). Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 7402).

ROCROI (Ville de) (Fortifications). — Voir Armée, 3.

ROUTES A GRAND TRAFIC. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création de routes à grand trafic (Voir Table 1922, p. 316). M. Cazelles dépose le rapport [22 juin] (J.O., p. 1071; I. n° 485). Renvoi, pour avis, à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [5 juillet] (J.O., p. 1443).

RUSSES RÉFUGIÉS DE CRIMÉE. — Voir Crédits, 8.

SAGES-FEMMES.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour but d'accorder le droit d'exercer la profession de sage-femme sur tout le territoire français aux sages-femmes alsaciennes-lorraines reçues pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle et réintégrées dans la nationalité française ou qui ont obtenu cette nationalité (Voir Table 1921, p. 362). Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales [13 mars] (J.O., p. 539) M. Guillois dépose le rapport [29 mars] (J.O., p. 664; I. n° 272).

2 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 24 février 1921, relatif à l'introduction, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de la loi du 5 août 1916, relative au diplôme des sages-femmes (Voir Table 1921, p. 363). Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [13 mars] (J.O., p. 539). M. Guillois dépose le rapport [15 mai] (J.O., p. 749 ; I. n° 362).**

SAINT-LAURENT-DU-PONT (Isère) (Hôpital-Hospice de). — **Projet de loi tendant à attribuer à l'hôpital-hospice de Saint-Laurent-du-Pont (Isère), le reliquat actif net de la liquidation des biens ayant appartenu à la congrégation des Chartreux, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission des finances [29 novembre] (J.O., p. 1737 ; I. n° 762). M. Debierre dépose le rapport [20 décembre] (J.O., p. 1993 ; I. n° 868). Déclaration de l'urgence. Adoption [26 décembre] (J.O., p. 2082). Promulgation (J.O., 20 avril 1924, p. 3662).**

SAINT-PIERRE (Commune de). — Voir Colonies, 1.

SAINT-QUENTIN (Aisne). — Voir Taxes de remplacement, 3.

SAISIE-ARRÊT. — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 30 novembre 1922 introduisant, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, les articles 61, 62 et 63 du Livre premier du Code du travail, relatifs à la saisie-arrêt et à la cession des salaires et traitements, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [18 juin] (J.O., p. 921 ; I. n° 459). Renvoi, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [20 juin] (J.O., p. 986). M. Daraignez dépose le rapport [10 juillet] (J.O., p. 1489 ; I. n° 664). M. de Bertier dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [10 juillet] (J.O., p. 1490 ; I. n° 665). Déclaration de l'urgence. Adoption [27 novembre] (J.O., p. 1718). Promulgation (J.O., 13 décembre, p. 11575).**

SANTÉ PUBLIQUE. — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 24 de la loi du 7 avril 1903, relative à l'application à la ville de Paris et au département de la Seine de la loi du 15 février 1902, sur la protection de la santé publique, déposé par M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance, de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission**

de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [7 juin] (J.O., p. 847; I. n° 420). M. Fernand Merlin dépose le rapport [4 décembre] (J.O., p. 1752; I. n° 787). Déclaration de l'urgence. Adoption [20 décembre] (J.O., p. 1997). Promulgation (J.O., 10 janvier 1924, p. 291).

SCRUTIN DANS LES ÉLECTIONS (Durée du). — Proposition de loi de M. Catalogne ayant pour objet d'unifier la durée du scrutin dans les élections des députés, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement et des conseillers municipaux. (Voir Table 1922, p. 317). M. Catalogne dépose le rapport [1^{er} mars] (J.O., p. 441; I. n° 138). Ajournement de la discussion [8 mai] (J.O., p. 738). — Déclaration de l'urgence. Adoption [29 mai] (J.O., p. 823).

SECRET PROFESSIONNEL. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à dégager du secret professionnel dans certains cas déterminés les fonctionnaires des administrations publiques. (Voir Table de 1922, p. 317). M. Guillier dépose le rapport [31 janvier] (J.O., p. 175; I. n° 45). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [5 février] (J.O., p. 240).

SEINE (Département de la). — Voir Emprunts et impositions extraordinaires, 1, 2, 3, 4, 6, 7. Voir Santé publique.

SÉPARATION DE CORPS (Jugements de). — Voir Divorce.

SERVICES PÉNITENTIAIRES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 10 février 1923 relatif au rattachement des services pénitentiaires des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle au Ministère de la Justice, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [10 juillet] (J.O., p. 1183; I. n° 634).

SERVICES PUBLICS D'AUTOMOBILES. — Voir Voitures automobiles.

SESSION EXTRAORDINAIRE. — M. le Président donne lecture du décret convoquant le Sénat et la Chambre des Députés en session extraordinaire [13 novembre] (J.O., p. 1634). M. Colrat, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* donne lecture du décret de clôture de la session extraordinaire [28 décembre] (J.O., p. 2149).

SESSION ORDINAIRE. — M. Gustave Denis, Président d'âge, déclare ouverte la session ordinaire de 1923 [9 janvier] (J.O., p. 1). M. Colrat, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture du décret de clôture de la session ordinaire de 1923 [12 juillet] (J.O., p. 1621).

SÉTIF (Tribunal de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création d'un emploi de commis greffier près le tribunal de première instance de Sétif, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission, nommée le 6 février 1919, chargée de l'examen d'un projet de loi relatif à l'organisation judiciaire, aux traitements, au recrutement et à l'avancement des magistrats et, pour avis, à la Commission des finances [16 mars] (J.O., p. 600; I. n° 192).

SEYNE (La) (Var). — Voir *Taxe de remplacement*, 9.

SINISTRÉS — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à faciliter à certains sinistrés particulièrement intéressants l'application des dispositions de la loi du 17 avril 1919. (Voir *Table* 1922, p. 318). M. René Gouge dépose le rapport [20 mars] (J.O., p. 605; I. n° 200). *Déclaration de l'urgence*. Articles premier et 2. Adoption. Article 3 : Amendement de M. Debierre et plusieurs de ses collègues : M. René Gouge, *rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article 3 modifié. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [28 juin] (J.O., p. 1338).

SOCIÉTÉ DES NATIONS.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ratification de trois Protocoles relatifs à des amendements à l'article 26 du Pacte de la Société des Nations, datés à Genève du 5 octobre 1921, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [28 février] (J.O., p. 401; I. n° 129). M. Reynald dépose le rapport [12 juin] (J.O., p. 867; I. n° 441).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ratification de trois Protocoles relatifs à trois amendements aux articles 12, 13 et 15 du Pacte de la Société des Nations, datés à Genève, du 5 octobre 1921, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des affaires

étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [5 juillet] (J.O., p. 1444; I. n° 571). M. Reynald dépose le rapport [10 juillet] (J.O., p. 1489; n° 1489). Déclaration de l'urgence. Adoption. [12 juillet] (J.O., p. 1595). Promulgation (J.O., 27 juillet, [p. 7316]).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ratification d'un Protocole relatif à un amendement à l'article 6 du Pacte de la Société des Nations et daté à Genève du 5 octobre 1921, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats et, pour avis, à la Commission des finances [5 juillet] (J.O., p. 1444; I. n° 570). M. Reynald dépose le rapport [10 juillet] (J.O., p. 1489; I. n° 651). Avis favorable de la Commission des finances. Déclaration de l'urgence. Article premier : Adoption. Article 2 : M. Dominique Delahaye. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [12 juillet] (J.O., p. 1595). Promulgation (J.O., 27 juillet, p. 7316).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés tendant à autoriser la ratification d'un Protocole relatif à un amendement à l'article 4 du Pacte de la Société des Nations et daté à Genève du 5 octobre 1921, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [5 juillet] (J.O., p. 1444; I. n° 569). M. Reynald dépose le rapport [10 juillet] (J.O., p. 1489; I. n° 650). Déclaration de l'urgence. Adoption [12 juillet] (J.O., p. 1595).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ratification de trois Protocoles relatifs à des amendements à l'article 26 du Pacte de la Société des Nations, datés à Genève du 5 octobre 1921. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 juillet] (J.O., p. 1458). Promulgation (J.O., 27 juillet, p. 7317).

SOCIÉTÉS.

1 — Proposition de loi de M. Antony Ratier, tendant à modifier la loi du 22 novembre 1913, sur le régime des sociétés (Voir Table 1922, p. 319). M. Roy dépose l'avis de la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [15 février] (J.O., p. 305; I. n° 79). Ajournement de la discussion [8 mai] (J.O., p. 735) [15 mai] (J.O., p. 751).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 16 septembre 1922 rendant applicable, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, la loi du

20 février 1922, réglant la situation de certaines sociétés au regard de la loi du 17 mars 1905, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle et, pour avis, à la Commission nommée le 2 mars 1920 chargée de l'examen des projets et propositions de lois concernant l'Alsace et la Lorraine [9 mars] (J.O., p. 519; I. n° 156).

3 — Proposition de loi de M. Jules Delahaye sur les responsabilités des directeurs et administrateurs de sociétés faisant publiquement appel à l'épargne ou au crédit. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [26 mars] (J.O., p. 954; I. n° 255).

SOCIÉTÉS ANONYMES. — Proposition de loi de M. Gaudin de Villaine sur l'incompatibilité du mandat législatif avec l'administration ou la direction de sociétés anonymes (Voir Table 1921, p. 333). M. Pérès dépose le rapport [22 mars] (J.O., p. 626; I. n° 216).

SOCIÉTÉS DE CONSOMMATION. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter la loi du 7 mai 1917, ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés de consommation, déposé par M. le Ministre du Travail, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice; M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [7 juin] (J.O., p. 847; I. n° 421).

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à faciliter la constitution des sociétés coopératives et des sociétés agricoles d'intérêt collectif visées à l'article 22 de la loi du 5 août 1920 et à préciser le régime juridique de ces sociétés, déposé par M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de l'agriculture [10 janvier] (J.O., p. 24; I. n° 10). M. Alfred Brard dépose le rapport [9 mars] (J.O., p. 519; I. n° 153). Déclaration de l'urgence. Adoption des quatre articles et de l'ensemble du projet de loi [20 mars] (J.O., p. 619). Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 675).

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES D'ARTISANS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives et unions de sociétés coopératives d'artisans, ainsi qu'aux petits artisans, déposé par M. le Ministre du Travail, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [17 décembre] (J.O., p. 1938;

I. n° 833). Renvoi, pour avis, à la Commission de l'industrie, du travail et des postes et télégraphes [19 décembre] (J.O., p. 1987). M. Louis Pasquet dépose et lit le rapport (I. n° 874). Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate prononcée. Avis de la Commission du commerce et de l'industrie par M. Louis Serre. Adoption des neuf articles et de l'ensemble du projet de loi [21 décembre] (J.O., p. 2031). Promulgation (J.O., 28 décembre, p. 12093).

SOCIÉTÉS DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter le régime auquel sont soumises les sociétés de production et de distribution d'électricité, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [16 mars] (J.O., p. 582 ; I. n° 189).

SOCIÉTÉS A RESPONSABILITÉ LIMITÉE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à instituer des sociétés à responsabilité limitée, déposé par M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre des Finances et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [20 novembre] (J.O., p. 1676 ; I. n° 741).

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 1^{er} avril 1898, concernant les sociétés de secours mutuels, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [29 mars] (J.O., p. 687 ; I. n° 291). M. Duquaire dépose le rapport [14 juin] (J.O., p. 879 ; I. n° 449). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [30 juin] (J.O., p. 1380). M. Debierre dépose l'avis de la Commission des finances [6 juillet] (J.O., p. 1480 ; I. n° 618). Avis de la Commission des finances par M. Milliès-Lacroix, *Président*. Déclaration de l'urgence. Adoption des sept articles et de l'ensemble de la proposition de loi [11 juillet] (J.O., p. 1569). Promulgation (J.O., 19 août, p. 8238).

Voir Conseil supérieur des Sociétés de secours mutuels. Voir Décorations, 8.

SOLDATS CANADIENS TOMBÉS AU CHAMP D'HONNEUR EN FRANCE (Monuments aux). — Projet de loi, adopté par la Chambre

des Députés, portant approbation de l'accord conclu, le 5 décembre 1922, entre le Gouvernement français et le Gouvernement du Canada, relatif à la concession, à ce Gouvernement, sur le plateau de Vimy, de l'usage et de la libre disposition d'un terrain de 100 hectares, destiné à l'aménagement d'un parc et à l'érection d'un monument à la mémoire des soldats canadiens tombés au champ d'honneur, en France, au cours de la guerre 1914-1918. Déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Régions libérées. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [13 novembre] (J. O., p. 1634 ; I. n° 729).

SOMMES DEMEURÉES IMPAYÉES. — Voir Débiteurs domiciliés dans les régions précédemment envahies.

SOUS-LIEUTENANTS. — Voir Armée, 6.

SOUS-SECRETARIAT AU MINISTÈRE DES FINANCES. — (Voir Crédits provisoires). Article 17, disjoint du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires sur l'exercice 1923 (avril et mai). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 3218).

STATION MARÉMOTRICE. — Voir Aber-Vrac'h.

STATUT DES FONCTIONNAIRES. — Voir Fonctionnaires.

SUBSTANCES VÉNÉNEUSES. — Voir Cultures microbiennes.

SURTAXES LOCALES TEMPORAIRES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 19 octobre 1921, rendant applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin la loi du 26 octobre 1897, modifiée par la loi de finances du 17 avril 1906, concernant l'institution de surtaxes locales temporaires, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission des finances [8 mai] (J.O., p. 729 ; I. n° 349). M. Henri Roy dépose le rapport [5 juillet] (J.O., p. 1444 ; I. n° 582). M. Hervey dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [10 juillet] (J.O., p. 1490 ; I. n° 645). Déclaration de l'urgence. Adoption [15 novembre] (J. O., p. 1654). Promulgation (J. O., 13 décembre, p. 11575).

SYNDICATS PROFESSIONNELS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification des décrets du 3 décembre

1919, rendant applicables en Alsace et en Lorraine les dispositions de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, et du 27 avril 1920, rendant applicables en Alsace et en Lorraine les dispositions de la loi du 12 mars 1920 sur l'extension de la capacité civile des syndicats professionnels. (Voir Table 1918-1920, p. 874). M. Reynald dépose le rapport [10 juillet] (J. O., p. 1489; I. n° 649). M. Foulhy dépose l'avis de la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [4 décembre] (J. O., p. 1747; I. n° 774). Déclaration de l'urgence. Adoption [20 décembre] (J.O., p. 1994). Promulgation (J.O., 19 janvier 1924, p. 619).

TABAC (Planteurs de). — Projet de loi portant relèvement du taux applicable au paiement des manquants à la charge des planteurs de tabac (art. 48 disjoint du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1922) (Voir Table 1922, p. 321). Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [18 mai] (J.O., p. 794). Promulgation (J.O., 23 juin, p. 5902).

TARIF GÉNÉRAL DES DOUANES. — Voir Douanes, 6.

TAUX MAXIMA. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 19 novembre 1921, relatif à l'application, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de certaines dispositions concernant les taux maxima prévus par le Code d'assurances sociales du 19 juillet 1911, en matière d'assurance-accidents (Voir Table 1922, p. 321). M. Lancien dépose le rapport [8 février] (J.O., p. 269; I. n° 61). M. Scheurer dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [8 février] (J.O., p. 287; I. n° 64). Déclaration de l'urgence. Adoption [22 février] (J.O., p. 364). Promulgation (J.O., 10 mars, p. 2282).

TAXATION DE CERTAINES DENRÉES ALIMENTAIRES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, réglant les pouvoirs des préfets en matière de taxation de certaines denrées alimentaires (Voir Table 1922, p. 322). M. Marcel Donon dépose le rapport [9 mars] (J.O., p. 536; I. n° 158). M. Laboulbène dépose l'avis de la Commission de l'administration générale, départementale et communale [27 novembre] (J.O., p. 1717; I. n° 751).

TAXE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier certaines dispositions relatives à la taxe sur le chiffre d'affaires (Voir Table 1922,

p. 322). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Suite de la discussion de l'article 2 : Adoption du 6° de l'article. Amendement de M. Alfred Massé : MM. Alfred Massé et de Lasteyrie, *Ministre des Finances*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Amendement de M. Serre : MM. Louis Serre, Maranget, Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*, et le *Ministre des Finances*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Amendement de MM. Henri Merlin, Monfeuillart, Marcel Donon et Penancier : MM. Henri Merlin, le *Rapporteur général de la Commission des finances* et le *Ministre des Finances*. Rejet de l'amendement. Amendement de MM. Bouveri et Fourment (soumis à la prise en considération) : MM. Bouveri, le *Rapporteur général de la Commission des finances* et le *Ministre des Finances*. Rejet de l'amendement [17 janvier] (J.O., p. 57). Suite de la discussion des amendements à l'article 2 : Amendement de M. Hervey : MM. Hervey, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*; Victor Bérard, *Président de la Commission de l'enseignement*; Morand et Roustan. Adoption de l'amendement modifié. Discussion du 13° de l'article 2 : Amendement de M. Billiet : MM. Billiet, le *Rapporteur général de la Commission des finances*, Deligne, *directeur général de l'Enregistrement, commissaire du Gouvernement*. Rejet de l'amendement. Adoption du 13° de l'article 2. Amendement de M. Lémery et plusieurs de ses collègues : MM. Lémery, Dominique Delahaye, le *Ministre des Finances*, Louis Brindeau et le *Rapporteur général de la Commission des finances*. Rejet, au scrutin, de la première partie de l'amendement, et retrait de la seconde partie de l'amendement. Amendement de M. Chagnaud : MM. Chagnaud, le *Ministre des Finances* et le *Rapporteur général de la Commission des finances*. Rejet de l'amendement. Adoption du 14° de l'article 2. Amendement de MM. Lemarié, Guilloteaux et Morand : MM. Morand, Bolley, *directeur général des Douanes, commissaire du Gouvernement*; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*, et Lemarié. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Amendement de M. Billiet : MM. Billiet, Deligne, *directeur général de l'Enregistrement, commissaire du Gouvernement*; le *Rapporteur général de la Commission des finances*. Adoption de l'amendement modifié. Discussion du 15° de l'article 2 : MM. Dominique Delahaye, le *Ministre des Finances*, Japy, le *Rapporteur général de la Commission des finances*, Léon Perrier et Louis Michel. Adoption. Adoption du 16° de l'article 2. Amendement de M. Marcel Donon et plusieurs de ses collègues : MM. Marcel Donon, Henri Cosnier, le *Rapporteur général de la Commission des finances*, Louis Michel, Hervey, Abel.

Lefèvre, François-Albert, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*. Retrait de l'amendement. Renvoi à la Commission d'un amendement de M. Louis Michel et plusieurs de ses collègues [18 janvier] (J.O., p. 75). Suite de la discussion des amendements à l'article 2. Amendement de M. Marcel Donon, non maintenu. Amendement de M. de Kerguézec et amendement de M. Jean Philip : MM. de Kerguézec, Jean Philip, Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*; de Lasteyrie, *Ministre des Finances*, et Porteu. Retrait de l'amendement de M. Jean Philip. Scrutin sur l'amendement de M. de Kerguézec. Pointage. Amendement de M. Louis Martin et plusieurs de ses collègues : MM. Louis Martin, de Rougé, le *Ministre des Finances* et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Rejet. Sur l'article : M. Marcel Donon. Observations de MM. Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*, et Serre. Résultat, après pointage, du scrutin sur l'amendement de M. de Kerguézec. Rejet de l'amendement. Sur l'amendement de M. Japy, précédemment réservé : MM. Henry Bérenger, *rapporteur général*, et Japy. Retrait de l'amendement. Adoption de l'ensemble de l'article 2. Article 3. Amendement de M. Léon Perrier : M. Léon Perrier. Adoption. Adoption des deux premiers alinéas de l'article. Discussion du 3^e alinéa. Amendement de M. Roustan : M. Roustan. Retrait. Sur l'alinéa : MM. Henri Merlin et le *Ministre des Finances*. Adoption du 3^e alinéa. Discussion du 4^e alinéa. Amendement de M. Maranget : MM. Maranget, le *Ministre des Finances*, Serre et Mauger. Adoption [30 janvier] (J.O., p. 164). Suite de la discussion des amendements à l'article 3. Amendement de M. Billiet au 4^e alinéa : MM. Billiet, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Roustan et Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*. Rejet. Adoption du 4^e alinéa puis du 5^e alinéa. Amendement de M. Louis Michel : MM. Louis Michel, Provost-Dumarchais, Henry Bérenger, *rapporteur général*; le *Ministre des Finances*. Ajournement de la suite de la discussion de l'amendement. Adoption du 6^e alinéa (3^e de l'article 3). Adoption d'un amendement additionnel au 6^e alinéa, de M. Dominique Delahaye. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, le *Ministre des Finances* et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption. Discussion du 7^e alinéa. Amendement de M. Serre et amendement de M. Jean Philip et plusieurs de ses collègues. Amendement de M. Serre : MM. Louis Serre, Louis Michel, Clémentel et Jean Philip. Retrait. Observations de MM. Henry Bérenger, *rapporteur général*; Henri Merlin, Marcel Donon et Jeanneney. Amendement de M. Jean Philip et plusieurs de ses collègues. Retrait. Adoption du texte de la Commission modifié. Rejet de l'amendement de

M. Louis Michel précédemment réservé. Amendement de M. Gaston Doumergue et plusieurs de ses collègues : MM. Gaston Doumergue, Montenot, le Ministre des Finances, Louis Tissier, Bachelet et Clémentel. Retrait de l'amendement. Amendement de MM. Jean Morel, Eugène Chanal et Machet : MM. Eugène Chanal, le Ministre des Finances, Henry Bérenger, *rapporteur général*. Rejet. Amendement de M. Faure et plusieurs de ses collègues : MM. Faure, Henry Bérenger, *rapporteur général* ; le Ministre des Finances, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Retrait de l'amendement. Sur le texte de l'alinéa : MM. Eugène Chanal, le Ministre des Finances, Chapsal et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Adoption de l'alinéa a). Discussion de l'alinéa b). Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et le Ministre des Finances. Adoption. Discussion de l'alinéa b) [31 janvier] (J.O., p. 175). Suite de la discussion des amendements à l'article 3. Amendement (soumis à la prise en considération) de M. Dominique Delahaye à l'alinéa b) : MM. Dominique Delahaye et Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*. Retrait. Discussion de l'alinéa c) : Amendement de M. Billiet : MM. Billiet, Dominique Delahaye, Jénouvrier, Louis Serre, *rapporteur de la Commission du commerce* ; de Lasteyrie, *Ministre des Finances* ; Henry Bérenger, *rapporteur général et Louis Michel*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Amendement de M. Scheurer : MM. Scheurer et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Retrait. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, Henry Bérenger, *rapporteur général* ; Jean Philip, Clémentel, *Président de la Commission du commerce* ; le Ministre des Finances. Retrait. Adoption de l'alinéa c. Adoption de l'alinéa d puis des 12^e et 13^e alinéas. Amendement de M. Marcel Régnier et plusieurs de ses collègues : MM. Marcel Régnier, Henry Bérenger, *rapporteur général* ; Farjon ; le Ministre des Finances. Adoption de l'amendement modifié. Adoption du dernier alinéa de l'article. Amendement (disposition additionnelle) de M. Milan, non soutenu. Observation de M. Henry Bérenger. Adoption de l'ensemble de l'article 3. Article 4 : MM. Goy et Gourju. Adoption des trois premiers alinéas de l'article. Discussion du 4^e alinéa. Amendement de M. Billiet : MM. Billiet, le Ministre des Finances, Goy et Henry Bérenger, *rapporteur général*. Retrait. Amendement de M. Cuminal et plusieurs de ses collègues : MM. Cuminal, le Ministre des Finances, Léon Perrier, Henry Bérenger, *rapporteur général* ; Coignet, Hervey et Albert Lebrun. Demande de renvoi à la Commission. Rejet. Adoption de l'amendement modifié (devenant les 4^e et 5^e alinéas). Adoption du 6^e alinéa [5 février] (J.O., p. 219). Suite de la

discussion de l'article 4. Observation de M. Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*. Vote d'une rectification au 7^e alinéa de l'article 4 voté à la précédente séance. Adoption du 6^e alinéa (ancien 5^e alinéa). Discussion des amendements aux derniers alinéas. Amendement de M. Machet et plusieurs de ses collègues : M. Machet. Retrait. Amendement de MM. Henri Roy, Alexandre Bérard et Charpentier : MM. Henri Roy, Gourju, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Henry Bérenger, *rapporteur général*; Louis Serre, *rapporteur de la Commission du commerce*; Louis David, Léon Perrier et Coignet. Adoption de l'amendement modifié par un sous-amendement de M. Louis Serre. Amendement de M. Gaston Japy : MM. Gaston Japy, le *Ministre des Finances*, Gourju, Henry Roy, Henry Bérenger, *rapporteur général*; Hervey et Roche. Adoption de l'amendement. Amendement de M. André Lebert, réservé. Amendement de M. Léon Perrier : MM. Léon Perrier, Coignet, Henry Bérenger, *rapporteur général*; Lieutenant-Colonel Plichon et le *Ministre des Finances*. Scrutin. Pointage. Article 5 : M. Henry Bérenger. Adoption. Article 6 : Adoption des quatre premiers alinéas de l'article. Amendement de M. Billiet non appuyé : M. Henry Bérenger. Deuxième amendement de M. Billiet non appuyé. Adoption de l'ensemble de l'article 6. Résultat du scrutin, après pointage, sur l'amendement de M. Léon Perrier à l'article 4. Adoption de l'amendement. Demande de renvoi de l'ensemble de l'article 4 à la Commission. Adoption. Article 7 : Adoption des deux premiers alinéas de l'article. Amendement de M. Pierre Marraud, au troisième alinéa : MM. Pierre Marraud, le *Ministre des Finances*, François-Albert, Louis Tissier, Dominique Delahaye et Labrousse. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Amendement de M. Louis Serre : MM. Louis Serre, Roustan, Henry Bérenger, *rapporteur général* et Mauger. Adoption. Adoption de la fin de l'article 7. Amendement de M. Duquaire reporté à l'article 10; Adoption de l'ensemble de l'article 7 [6 février] (J.O., p. 246). Suite de la discussion des articles : Article 8. Adoption des cinq premiers alinéas. Amendement de M. Bergeon (au 6^e alinéa) non soutenu. Adoption des derniers alinéas et de l'ensemble de l'article 8. Article 9. Amendement de MM. Chapsal et François-Albert, non soutenu. Adoption de l'article 9. Amendement (disposition additionnelle) de M. Duquaire : MM. Duquaire, de Lasteyrie, *Ministre des Finances*; Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances*. Retrait. Article 10 : Adoption du premier alinéa. Observation de M. le *Ministre des Finances*, au deuxième alinéa. Adoption du deuxième alinéa modifié. Amendement de MM. Duroux, Cuttoli et Gasser : MM. Duroux, Louis Serre, *rapporteur de la Commission du*

commerce; le Ministre des Finances. Adoption. Amendement de M. René Besnard et un certain nombre de ses collègues non soutenu. Adoption des alinéas suivants. Amendement de M. Scheurer avant le dernier alinéa. Adoption du dernier alinéa. Amendement (disposition additionnelle) de M. Debierre: MM. Debierre, Bolley, *directeur général des Douanes, commissaire du Gouvernement*; Montenet, Coignet et Dominique Delahaye. Retrait. Adoption de l'article 10. Amendement (disposition additionnelle) de M. Chapsal et un certain nombre de ses collègues: MM. Chapsal, Louis David, le Ministre des Finances, Henry Bérenger, *rapporteur général*; James Hennessy, Octave Lauraine, Masclanis et Gourju. Adoption au scrutin, de l'amendement (devenant l'article 11). Articles 12, 13 et 14 (anciens 11, 12 et 13). Adoption. Article 4 (précédemment réservé): Adoption des sept premiers alinéas. Amendement de M. André Lebert: M. André Lebert. Adoption de l'amendement modifié. Amendement de M. Henri Roy: MM. Henri Roy, le Ministre des Finances, Dominique Delahaye et Gourju. Adoption. Adoption des derniers alinéas et de l'ensemble de l'article 4. Amendement de M. Louis Michel et plusieurs de ses collègues (précédemment réservé): MM. Léon Roland, Henry Bérenger, *rapporteur général*; Dominique Delahaye, Montenet, le Ministre des Finances et Henri Cosnier. Disjonction. Adoption de l'ensemble du projet de loi [8 février] (J.O., p. 270).

TAXE D'ÉCOULEMENT DIRECT A L'ÉGOUT. — Voir Paris (Ville de), 2.

TAXES.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 29 décembre 1911, qui a autorisé la commune de Villeneuve-Saint-Georges (Seine-et-Oise) à percevoir une taxe sur les propriétés bâties desservies par le réseau d'égouts. (Voir Table 1922, p. 325). M. Gourju dépose le rapport [8 mars] (J.O., p. 503; I. n° 151). Dépose l'avis de la Commission des finances [20 mars] (J.O., p. 605; I. n° 198). Adoption [26 mars] (J.O., p. 656). Promulgation (J.O., 1^{er} avril, p. 3298).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Privas (Ardèche) à relever le tarif de la taxe d'assainissement, instituée au profit de cette ville, par la loi du 2 août 1913, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [27 novembre] (J.O., p. 1727; I. n° 758). M. Roustan dépose le rapport [18 décembre] (J.O., p. 1960; I. n° 846). Adoption [22 décembre] (J.O., p. 2041). Promulgation (J.O., 4 janvier 1924, p. 130).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Nice (Alpes-Maritimes) à percevoir une taxe annuelle de 4 p. 100 sur le revenu net imposé des immeubles desservis par le réseau d'égouts municipaux, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'Administration générale, départementale et communale et, pour avis, à la Commission des finances [4 décembre] (J.O., p. 1747; I. n° 772). M. Jossot dépose le rapport [13 décembre] (J.O., p. 1863; I. n° 821).

TAXES DE REMPLACEMENT.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier les dispositions des articles 5, 8, 9 et 10 de la loi du 29 mars 1906, qui a autorisé la ville de Dijon (Côte-d'Or), à percevoir diverses taxes en remplacement de droits d'octroi supprimés, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [8 février] (J.O., p. 269; I. n° 60). M. Schrameck dépose le rapport [20 mars] (J.O., p. 605; I. n° 197). Adoption [29 mars] (J.O., p. 667). Promulgation (J.O., 15 avril, p. 3778).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 5 de la loi du 28 juin 1901, qui a autorisé la ville de Lyon (Rhône) à établir à son profit diverses taxes en remplacement de ses droits d'octroi supprimés, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [26 mars] (J.O., p. 653; I. n° 237). M. Schrameck dépose le rapport [21 juin] (J.O., p. 1023; I. n° 472). Adoption [28 juin] (J.O., p. 1330). Promulgation (J.O., 18 juillet, p. 6830).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Saint-Quentin (Aisne) à établir diverses taxes en remplacement de ses droits d'octroi supprimés. (Voir Table 1922, p. 325). M. Schrameck dépose le rapport [26 mars] (J.O., p. 654; I. n° 253). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des dix-neuf articles et de l'ensemble du projet de loi [29 mars] (J.O., p. 696). Promulgation (J.O., 15 avril, p. 3779).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 12 de la loi du 28 juin 1901 qui a autorisé la ville de Lyon (Rhône) à établir à son profit diverses taxes en remplacement de ses droits d'octroi supprimés, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [5 juillet] (J.O., p. 1444; I. n° 573). M. Schrameck dépose le rapport (I. n° 705). Lecture des conclusions de la Commission. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate pro-

noncée. Adoption de l'article unique du projet de loi [12 juillet] (J.O., p. 1601). Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 6894).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Belfort (territoire de Belfort), à établir diverses taxes en remplacement de droits d'octroi supprimés, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [5 juillet] (J.O., p. 1444; I. n° 574). M. Schrameck dépose le rapport (I. n° 707). Lecture des conclusions de la Commission. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des sept articles et de l'ensemble du projet de loi [12 juillet] (J.O., p. 1602). Promulgation (J.O., 5 août, p. 7650).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à abroger l'article 4 la loi du 21 décembre 1906 qui a autorisé la ville de Villefranche (Rhône) à percevoir diverses taxes en remplacement de ses droits d'octroi supprimés, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [5 juillet] (J.O., p. 1444; I. n° 575). M. Schrameck dépose le rapport (I. n° 706). Lecture des conclusions de la Commission. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption de l'article unique du projet de loi [12 juillet] (J.O., p. 1602). Promulgation (J.O., 5 août, p. 7650).

7 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Aix-les-Bains (Savoie) à établir diverses taxes en remplacement de droits d'octroi supprimés, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [10 juillet] (J.O., p. 1488; I. n° 636). M. Milan dépose le rapport [12 décembre] (J.O., p. 1860; I. n° 818). Adoption [20 décembre] (J.O., p. 1996). Promulgation (J.O., 8 avril 1924, p. 3302).

8 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Chaumont (Haute-Marne) à établir à son profit une taxe sur les pianos et harmoniums en remplacement de certains droits d'octroi supprimés, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [7 décembre] (J.O., p. 1758; I. n° 793). M. Emile Sari dépose le rapport [17 décembre] (J.O., p. 1938; I. n° 840). Adoption [20 décembre] (J.O., p. 1999). Promulgation (J.O., 10 janvier 1924, p. 290).

9 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de La Seyne (Var) à établir diverses taxes en remplacement de droits d'octroi supprimés, déposé par M. le Ministre de

l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [7 décembre] (J.O., p. 1758; I. n° 794). M. Sari dépose le rapport [17 décembre] (J.O., p. 1938; I. n° 839). Adoption [28 décembre] (J.O., p. 2147). Promulgation (J.O., 15 avril 1924, p. 3494).

TAXE DU REVENU. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 9 mars 1922, concernant la taxe du revenu sur les tantièmes payés, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, aux directeurs des sociétés par actions (Voir Table 1922, p. 327). M. Henri Roy dépose le rapport [6 juillet] (J.O., p. 1480; I. n° 624). M. Scheurer dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [10 juillet] (J.O., p. 1490; I. n° 656). Déclaration de l'urgence. Adoption [27 novembre] (J.O., p. 1718). Promulgation (J.O., 13 décembre, p. 11574).

TAXES DE JAUGEAGE. — Voir Jaugeage (Taxe de).

TÉLÉGRAPHIE SANS FIL. — Proposition de loi de M. Lémery, relative à l'achèvement du réseau intercolonial de télégraphie sans fil. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national et, pour avis, à la Commission des finances [31 mai] (J.O., p. 841; I. n° 419).

TÉMOINS DES ACTES DE NAISSANCE ET DE DÉCÈS. — Voir Actes de naissance et de décès.

TERRAINS ENDOMMAGÉS PAR FAITS DE GUERRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, fixant les conditions de réutilisation des terrains endommagés par faits de guerre et rachetés par l'Etat, en vertu de l'article 46 de la loi du 17 avril 1919 (§§ 6 et 7) (Voir Table 1922, p. 327). M. René Gouge dépose le rapport [20 mars] (J.O., p. 605; I. n° 201). M. Raphaël-Georges Lévy dépose l'avis de la Commission des finances [29 mars] (J.O., p. 664; I. n° 268). Avis de la Commission des finances par M. Raphaël-Georges Lévy. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des six articles et de l'ensemble de la proposition de loi [29 mars] (J.O., p. 713). Promulgation (J.O., 25 avril, p. 4002).

TESTAMENT MYSTIQUE. — Voir Code civil, 3.

TESTAMENTS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux testaments faits dans les régions envahies

pendant l'occupation ennemie (Voir Table 1922, p. 328). M. Gouge dépose le rapport [8 mars] (J.O., p. 503 ; I. n° 149). M. Gouge dépose l'avis de la Commission chargée de l'examen des projets et propositions de loi relatifs aux départements libérés de l'invasion [26 mars] (J.O., p. 654 ; I. n° 248). Avis de la Commission des départements libérés de l'invasion, par M. René Gouge. Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble de la proposition de loi [29 mars] (J.O., p. 714). Promulgation (J.O., 15 avril, p. 3778).

TIARET (Tribunal de).

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création d'un tribunal de première instance à Tiaret (Voir Table 1921, p. 374). M. Grand dépose le rapport [17 janvier] (J.O., p. 56 ; I. n° 21). M. Busson Billaut dépose l'avis de la Commission des finances [6 février] (J.O., p. 245 ; I. n° 56). Déclaration de l'urgence. Adoption [16 février] (J.O., p. 320). Promulgation (J.O., 25 février, p. 1854).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant rectification du tableau annexé à la loi du 25 février 1923, créant un tribunal de première instance à Tiaret, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle et, pour avis, à la Commission des finances [23 juin] (J.O., p. 1143 ; I. n° 495). M. Boivin-Champeaux dépose le rapport [28 juin] (J.O., p. 1346 ; I. n° 527). Avis de la Commission des finances, par M. Guillier. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [6 juillet] (J.O., p. 1477). Promulgation (J.O., 31 juillet, p. 7482).

TITRES PROFESSIONNELS (Usurpation des). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à réprimer l'usurpation des titres professionnels, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [4 décembre] (J.O., p. 1748 ; I. n° 782).

TITRES AU PORTEUR. — Proposition de loi tendant à modifier et compléter l'article 14 de la loi du 15 juin 1872, relative aux titres au porteur (Voir Table 1921, p. 374). M. Richard dépose le rapport [29 mai] (J.O., p. 817 ; I. n° 405). Déclaration de l'urgence. Adoption [28 juin] (J.O., p. 1338).

TRAITÉS DE GRÉ À GRÉ. — Proposition de loi de M. Mazurier et de plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi du 17 juin 1918 relative aux traités de gré à gré et aux achats sans marché passés

ou effectués par les communes et par les établissements publics de bienfaisance. M. Laboulbène dépose le rapport [6 juillet] (J.O., p. 1473; I. n° 609). Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Laboulbène, *rapporteur*; Mazurier et Milliès-Lacroix. Ajournement de la suite de la discussion [15 novembre] (J. O., p. 1655). Urgence précédemment déclarée. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Suite de la discussion générale: MM. Laboulbène, *rapporteur*; Mazurier et Gourju. Discussion des articles: Article premier: M. Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*; Labussière, *directeur de l'administration départementale et communale, commissaire du Gouvernement*. Adoption. Amendement de M. Mazurier et plusieurs de ses collègues. Adoption (devenant l'art. 2). Amendement de M. Gourju: MM. Laboulbène, *rapporteur*; Straus, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales*. Disjonction et renvoi à la Commission. Adoption de l'ensemble du projet de loi [29 novembre] (J.O., p. 1738). Promulgation (J.O., 16 janvier 1924, p. 450).

TRANSIT (Liberté du). — Voir Conventions, 15.

TRAVAILLEURS (Placement des). — Voir Code du travail, 1.

TRAVAUX PUBLICS.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 29 décembre 1922, relatif au rattachement au Ministère des Travaux publics des services des travaux publics des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [5 juillet] (J.O., p. 1444; I. n° 506).

2 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à proroger pour une nouvelle durée de cinq années les dispositions de la loi du 12 août 1919 portant application en matière de travaux publics, de la procédure d'urgence prévue par l'article 76 de la loi du 3 mai 1841, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [17 décembre] (J.O., p. 1915; I. n° 831).

TRÉSORERIE GÉNÉRALE A METZ. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 31 décembre

1921 portant création d'une trésorerie générale à Metz, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [8 mai] (J.O., p. 729; I. n° 343). Renvoi, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [17 mai] (J.O., p. 777). M. Henri Roy dépose le rapport [5 juillet] (J.O., p. 1444; I. n° 583).

TRIBUNAL DE 1^{re} INSTANCE DE BLIDAH ET DE MASCARA. — Voir Algérie, § III.

TRIBUNAL DE 1^{re} INSTANCE DE TIARET. — Voir Tiaret.

TRIBUNAL DE 1^{re} INSTANCE DE VALENCIENNES. — Voir Valenciennes.

TRIBUNAUX DE COMMERCE (Membres des). — Voir Décorations, 3.

TROUPES AUXILIAIRES MAROCAINES. — Voir Armée, § II, 2.

VALENCIENNES (Tribunal de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à créer une deuxième Chambre au tribunal de première instance de Valenciennes et un siège de juge au tribunal de Grasse, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle et, pour avis, à la Commission des finances [17 décembre] (J.O., p. 1938; I. n° 837).

VALEURS MOBILIÈRES ÉTRANGÈRES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 6 décembre 1921 concernant l'application, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, de la législation française en matière de taxes sur les valeurs mobilières étrangères (Voir Table 1922, p. 329). M. Eccard dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [22 mars] (J. O., p. 626; I. n° 218). Déclaration de l'urgence. Adoption [15 mai] (J.O., p. 751). Promulgation (J. O., 30 mai, p. 5122).

VALEURS DU TRÉSOR A COURT TERME. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant l'émission et le renouvellement de valeurs du Trésor à court terme pendant l'année 1923, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [15 février] (J.O., p. 313; I. n° 85). M. Henry Bérenger dépose

le rapport. Déclaration de l'urgence [16 février] (J.O., p. 339 ; I. n° 85). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Henry Bérenger, *rapporteur général de la Commission des finances* ; de Lasteyrie, *Ministre des Finances* et Dominique Delahaye. Articles premier et 2 : Adoption. Amendement (article additionnel) de M. Gaudin de Villaine : MM. Gaudin de Villaine et le Ministre des Finances. Retrait. Adoption de l'ensemble du projet de loi [20 février] (J.O., p. 343). Promulgation (J.O., 21 février, p. 1718).

VÉHICULES AUTOMOBILES.

1 — Proposition de loi, de M. Honnorat, ayant pour objet de constituer un fonds de garantie au profit des victimes d'accidents causés par les véhicules automobiles. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [20 mars] (J.O., p. 620 ; I. n° 210).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de reporter l'exigibilité de l'impôt sur le chiffre d'affaires au taux de 10 0/0 en ce qui concerne les véhicules automobiles et leurs accessoires, lorsque ces véhicules et ces accessoires sont considérés comme étant de luxe, de la vente au détail ou à la consommation à la vente par le constructeur ou le fabricant, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [26 mars] (J.O., p. 653 ; I. n° 236). M. Henry Bérenger dépose le rapport [26 mars] (J.O., p. 657 ; I. n° 256). Urgence précédemment déclarée. Article premier : MM. de Lasteyrie, *Ministre des Finances* ; Japy, Henry Bérenger, *rapporteur général* ; Henri Roy, Dominique Delahaye, Gourju et Roustan. Adoption de l'article premier (texte du Sénat). Articles 2 et 3 : Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [29 mars] (J.O., p. 688). Promulgation (J.O., 31 mars. p. 3265).

VENTE ET NANTISSEMENT DES FONDS DE COMMERCE. —

Voir Fonds de commerce.

VENTES JUDICIAIRES D'IMMEUBLES. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 2, paragraphe 3 et l'article 5 de la loi du 23 octobre 1884, relative aux ventes judiciaires d'immeubles (Voir Table 1897, p. 498). M. Pol-Chevalier dépose le rapport [9 mars] (J.O., p. 536 ; I. n° 160). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [3 mai] (J.O., p. 730).

VERDON (Etablissement maritime du). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'exécution de l'établisse-

ment maritime du Verdon (Voir Table 1922, p. 329). M. Brindeau dépose le rapport [15 mars] (J.O., p. 561 ; I. n° 171). M. Louis Serre dépose l'avis de la Commission des finances [31 mai] (J.O., p. 832 ; I. n° 412). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Dominique Delahaye, Chaumet, Brindeau, rapporteur ; Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics* ; et Louis Serre, rapporteur de la Commission des finances. Adoption des cinq articles et de l'ensemble du projet de loi [7 juin] (J.O., p. 857). Promulgation (J.O., 22 juin, p. 5846).

VERDON (Eaux du). — Voir Alimentation publique.

VÉRIFICATION DE POUVOIRS. — Voir Elections.

VERSAILLES (Tribunal de). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la création d'une troisième chambre au tribunal civil de Versailles, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [12 décembre] (J.O., p. 1859 ; I. n° 815).

VESTIGES ET SOUVENIRS DE GUERRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les vestiges et souvenirs de guerre (Voir Table 1922, p. 330). M. Humblot dépose un rapport supplémentaire [13 mars] (J. O., p. 539 ; I. n° 161). M. Chastenet dépose l'avis de la Commission des finances [29 mars] (J. O., p. 678 ; I. n° 287). Déclaration de l'urgence. Adoption [15 mai] (J.O., p. 752).

VIAUD (Julien) (Pierre Loti) (Funérailles de M.). Voir Crédits, 25.

VICTIMES CIVILES DE LA GUERRE. — Voir Pensions, 2.

VILLEFRANCHE (Rhône). — Voir Taxes de remplacement, 6.

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES. — Voir Taxes, 1.

VOIE SACRÉE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de classer comme route nationale l'ensemble des chemins dits « voie sacrée », qui relient Bar-le-Duc à Moulin-Brûlé, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [30 juin] (J.O., p. 1386 ; I. n° 552). M. Cazelles dépose le rapport n° 807 [12 dé-

cembre] (J.O., p. 1825 ; I. n° 807). Déclaration de l'urgence. Adoption [20 décembre] (J.O., p. 1998). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1924, p. 13).

VOIES FERREES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, assimilant les voies ferrées qui desservent les ports aériens, aux voies ferrées établies sur les quais des ports maritimes ou des ports de navigation intérieure, déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national et, pour avis, à la Commission des finances [6 juillet] (J.O., p. 1480 ; I. n° 617).

VOIES FERRÉES D'INTÉRÊT LOCAL.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 12 mars 1921, relatif à l'extension aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle de la législation française sur les voies ferrées d'intérêt local (Voir Table 1922, p. 321). Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 janvier] (J.O., p. 100). Promulgation (J.O., 4 février, p. 1194).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'accorder des suppléments temporaires de subventions aux entreprises déficitaires des voies ferrées d'intérêt local, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des finances [12 juillet] (J.O., p. 1114 ; I. n° 718).

VOIES OUVERTES A LA CIRCULATION PUBLIQUE.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 25 août 1922 relatif à l'introduction dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, du décret du 27 mai 1921 concernant la réglementation des voies ouvertes à la circulation publique, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [26 mars] (J.O., p. 657 ; I. n° 261). Retiré par décret [15 mai] (J.O., p. 750).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification de certaines dispositions du décret du 25 août 1922 relatif à l'introduction dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle du décret du 27 mai 1921 concernant la réglementation

des voies ouvertes à la circulation publique, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale [20 novembre] (J.O., p. 1675 ; I. n° 739). M. Marsot dépose le rapport [7 décembre] (J.O., p. 1757 ; I. n° 791). Déclaration de l'urgence. Adoption [21 décembre] (J.O., p. 2031). Promulgation (J.O., 19 janvier 1924, p. 619).

VOIRIE (Permissions de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de simplifier la procédure suivie pour la délivrance des permissions de voirie et des alignements individuels sur la grande voirie et sur les chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun (Voir Table 1922, p. 331). M. Jossot dépose le rapport [8 mars] (J.O., p. 583 ; I. n° 147). Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble de la proposition de loi [20 mars] (J.O., p. 617). Promulgation (J.O., 5 avril, p. 3410).

VOITURES AUTOMOBILES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, fixant les conditions d'attribution de subventions de l'Etat aux départements ou aux communes pour l'organisation et l'exploitation de services publics réguliers de transport par voitures automobiles et à traction électrique, déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national et, pour avis, à la Commission des finances [23 juin] (J.O., p. 1142 ; I. n° 493). M. Chagnaud dépose le rapport [29 juin] (J.O., p. 1352 ; I. n° 537). Lecture du rapport. Ajournement de la discussion [12 juillet] (J.O., p. 1613). Dépôt par M. Louis Dausset de l'avis de la Commission des finances (I. n° 724). Adoption des treize articles et de l'ensemble du projet de loi [12 juillet] (J.O., p. 1620). Promulgation (J.O., 23 août, p. 8338).

Voir Douanes, 13.

WASSY (Canal de). — Voir Canal de Wassy.

ZONES FRANCHES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la réforme du statut douanier des zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre de l'Agriculture, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes et des conven-

tions commerciales et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [8 février] (J.O., p. 269; I. n° 58). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances. M. Noël dépose le rapport (I. n° 71). M. Blaignan dépose l'avis de la Commission des finances (I. n° 77) [9 février] (J.O., p. 291). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Demande d'ajournement de MM. Fernand David, Goy et Gallet : MM. Fernand David, Goy, Gallet, Raymond Poincaré, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*; Noël, *rapporteur*. Rejet de la demande d'ajournement. Discussion des articles. Articles premier à 9. Adoption. Article 10 : Amendement de M. Fernand Rabier, Jénouvrier, Bolley, *directeur général des douanes, commissaire du Gouvernement*, le *Président du Conseil*, Fernand David et Dominique Delahaye. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 10. Articles 11 à 17. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Eugène Chanal et Gourju. Adoption, **au scrutin**, de l'ensemble du projet de loi [16 février] (J. O., p. 321). Promulgation (J.O., 17 février, p. 1614).

Voir Conventions, n° 1.